

صباحنا من الامل

Le Monde

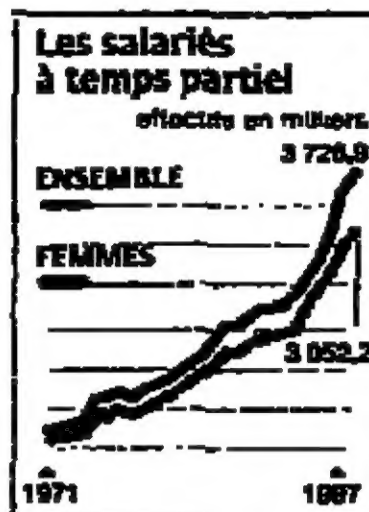
CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16546 - 7,50 F

MERCREDI 8 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE
DES INITIATIVES

■ Le match temps
partiel - 35 heures
■ Emploi : 22 pages
d'annonces classées



La bataille de Paris

M. Toubon a lancé, lundi 6 avril, une offensive contre le maire RPR de Paris. p. 5 et notre éditorial p. 14

Jacques Chirac à Sarajevo

Lors de sa visite officielle, lundi 6 et mardi 7 avril, le président français a plaidé pour la restauration d'une Bosnie pluri-culturelle ancrée dans l'Europe. p. 2

Prévenir le cancer du sein

Une étude américaine conclut à l'efficacité d'un médicament dans la prévention du cancer du sein. p. 34

Faux et vrais Man Ray



De nombreux tirages de collection du photographe surréaliste se révèlent être des faux. p. 28

L'élection des exécutifs régionaux

Le FN est toujours au cœur des élections des présidents et vice-présidents de régions. p. 7 et le point de vue de Roger Planchon p. 13

Contre les déserts sanitaires

La réforme de la carte hospitalière préconise la mise en réseau des établissements ruraux de proximité. p. 11

Le prix du pétrole perturbe la Russie

La chute des cours du brut fait plonger la balance commerciale russe. La privatisation du dernier groupe pétrolier d'Etat suscite une polémique. p. 18

Les dangers de la consanguinité

L'étude d'une petite population de papillons finlandais a démontré que les unions entre parents proches étaient moins fécondes que les autres. p. 23

Le bonheur simple du sandwich

Jean-Pierre Quélain est parti à l'assaut de la face nord du club sandwich, ce pilier en pain de mie du Drugstore Publics. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 28 ATS ; Danemark, 48 F ; Espagne, 166 P ; France, 7,50 F ; Grèce, 225 P ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2000 L ; Japon, 100 Y ; Pays-Bas, 10 G ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 S ; Suisse, 2,50 F ; Turquie, 1,2 DM ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-408-7,50 F

Fissures dans la gauche « plurielle »

● Euro : communistes et chevènementistes voteront contre le nouveau statut de la Banque de France ● Sans-papiers : dans « Le Monde », 133 cinéastes dénoncent « l'acharnement répressif » de M. Chevènement ● Education : révolte enseignante en Seine-Saint-Denis, bastion communiste

LA MAJORITÉ de gauche qui soutient le gouvernement de Lionel Jospin est entrée dans une phase de turbulences provoquée par le débat sur l'euro et par la politique menée sur l'immigration. Le projet de loi réformant le statut de la Banque de France, avant l'entrée dans l'euro, devait être refusé par les communistes et les amis de M. Chevènement. Les uns et les autres prévoient d'adopter la même attitude lors du vote, le 22 avril, sur les directives de la Commission européenne.

L'entrée dans l'euro divise aussi l'opposition. Dans un entretien accordé au Monde, Charles Pasqua, conseiller politique de Philippe Séguin à la direction du RPR, annonce qu'il votera contre la réforme de la Banque de France et appelle le RPR à faire de même sur l'euro. Aux yeux de l'ancien ministre de l'Intérieur, le RPR ne doit pas s'estimer tenu, sur les questions européennes, par les engagements de M. Chirac. Pour M. Pasqua, « il faut aussi comprendre les craintes et les refus



de ceux qui considèrent que c'est seulement au Front national qu'ils trouvent l'expression de ce qu'ils souhaitent ».

La mobilisation en faveur des sans-papiers s'intensifie, créant aussi d'importants remous dans la gauche « plurielle ». 133 cinéastes ont adressé au Monde un texte contre « l'acharnement répressif » des pouvoirs publics. Ils réclament une régularisation massive des sans-papiers. Cinq députés Verts voteront contre l'adoption définitive du projet Chevènement sur l'immigration.

Pour la septième fois en trois semaines, les enseignants, les parents et les élèves de Seine-Saint-Denis devaient manifester, mardi 7 avril à Paris. Ils considèrent que les mesures annoncées par le ministre de l'Éducation nationale sont « dérisoires ».

Lire pages 6 à 9, l'enquête sur la Seine-Saint-Denis page 12, et l'analyse sur « Le grand écart de M. Chevènement » page 14

Radovan Karadzic, criminel de guerre, déménage à la cloche de bois

SARAJEVO
de notre correspondant
L'ancien chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, recherché pour crimes de guerre, ne réside plus dans sa villa de Pale, une bourgade située à 18 kilomètres de Sarajevo qu'il avait proclamée capitale de sa « République serbe » en 1992. Il y a vécu retranché, ces dernières années, sous la protection de miliciens armés. Ceux-ci viennent de lever le camp après que leur chef eut déménagé à la cloche de bois.

Jeudi 2 avril, l'accès au chemin menant à la villa était encore interdit. Trois check points dissuadèrent toute tentative d'intrusion. Depuis vendredi, le premier badaud venu peut rôder autour de l'ancien domicile de Radovan Karadzic. Les deux guérites où ses forces de police montaient une garde rapprochée jour et nuit sont à l'abandon. Le départ des occupants a sans doute été précipité. En témoignent des masques à gaz oubliés sur une table et un magazine ouvert sur une grille de mots croisés inachevée. Forcée, la porte de l'une des casernes gît à terre.

La SFOR (force de stabilisation de l'OTAN) a mené une opération d'envergure, la semaine dernière à Pale, afin d'inspecter les bâtiments des forces de police spéciales restées fidèles à Radovan Karadzic. Elle dément que cette action ait eu aussi pour but de les neutraliser. Néanmoins, soixante-quatre policiers ont été contrôlés, fichés, photographiés, et leurs empreintes digitales enregistrées.

La garde rapprochée de Radovan Karadzic n'a offert aucune résistance, même si les soldats de l'OTAN ont, semble-t-il, dicté à certains récalcitrants la conduite à tenir. Ils auraient reçu la promesse de pouvoir intégrer prochainement la police régulière du nouveau gouvernement de la République serbe, considéré comme modéré. La stratégie de la SFOR vise à isoler Radovan Karadzic. « On démantèle sa protection tandis que des troupes sont menées pour obtenir sa reddition. On a l'espoir qu'elles aboutissent », déclare un officier de haut rang, qui assure que l'homme recherché « n'est pas très loin ».

Tout indique que Radovan Karadzic n'occupait plus sa villa depuis longtemps. Les

deux étages de la vaste bâtisse ont été vidés de tous leurs meubles. Sa femme, qui dirigeait la section de la Croix-Rouge locale, n'a pas réapparu depuis le 12 mars. Selon Luis Albormoz, un Argentin qui commande un détachement de la police internationale à Pale, Radovan Karadzic a été vu pour la dernière fois dans son fief en début d'année, à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An orthodoxe. Luis Albormoz a noué une amitié avec un des chauffeurs de Karadzic. Ils se rencontrent dans un café. « Lorsqu'il est là, son patron n'est pas loin », dit-il.

Autour de l'ancienne propriété de Karadzic, les voisins apprécient le calme retrouvé. Les hélicoptères de la SFOR qui volaient régulièrement le ciel s'en sont allés. Seul un générateur qui alimentait un éclairage puissant autour de la maison ronronne encore à intervalles réguliers. Un voisin a acheté la maison des Karadzic il y a deux mois. Il déclare, souriant, n'avoir aucune sympathie pour Karadzic, mais partager avec lui le goût de l'argent.

Christian Lecomte

POINT DE VUE

Pour une gauche de gauche par Pierre Bourdieu

QUINZE Jours après le vendredi noir des élections aux présidences régionales, les guérisseurs en tout genre s'affairent au chevet de la République. Pour l'un, un changement de régime électoral permettrait à la démocratie de retrouver ses belles couleurs modérées. Pour un autre, juriste savant, une révision du système électoral permettrait en état de marche une démocratie paralysée. Pour un troisième, ancien ministre et fin stratège, c'est l'absence d'un « centre » qui a transformé l'Etat en bateau ivre, oscillant de droite à gauche et de gauche à droite, au risque de sombrer à l'extrême droite.

Le plus haut personnage de l'Etat, dans un rôle de père noble un peu trop grand pour lui, tance les partis comme des gamins turbulents et promet le changement de règle qui permettrait au jeu de reprendre sans les skinheads. Un ancien candidat à la présidence de la République, dans un éclair de lucidité tardive, se demande si les électeurs n'en ont pas assez de revoir depuis trente ans la même comé-

die. Les experts en résultats électoraux évaluent au pour cent près les potentiels électoraux des nouvelles coalitions en gestation. Les trois derniers présidents de région mal élus plastroment déjà sur les plateaux de télévision : loin d'être des otages, ils sont des remparts, ils n'ont embrassé le Front national que pour mieux l'étouffer. Pour un peu, ils conviendraient leur conseil régional à voter d'urgence l'érection de leur propre statue, histoire d'aider les artistes locaux, la culture régionale et le civisme républicain.

Mais devant le triste spectacle de nos médiocres politico-médiatiques, la décision ne suffit pas. La réponse « nouvelle » qu'ils prétendent apporter à la fascination d'une partie de la classe politique et de la société française est à leur image, superficielle.

Lire la suite page 13

Pierre Bourdieu, sociologue, est professeur au Collège de France. Ce texte a été élaboré dans le cadre de l'association Raisons d'agir avec Christophe Charle, Bernard Lacroix, Frédéric Lebaron et Gérard Mauger.

Finance : Travelers et Citicorp créent le plus grand groupe mondial

LA BANQUE américaine Citicorp et le géant des services financiers Travelers Group ont annoncé, lundi 6 avril, la plus importante fusion de l'histoire. Elle donnera naissance au plus grand groupe financier de la planète, avec 100 millions de clients dans cent pays. Cette opération de rapprochement, évaluée à 82 milliards de dollars (plus de 500 milliards de francs), illustre la course au gigantisme dans ce secteur. La nouvelle entité sera dirigée en tandem par les actuels patrons de Citicorp et Travelers, John Reed et Sanford Weill. Ce dernier, richissime, incarne le rêve américain. Fils d'un tailleur venu de Pologne, il a commencé sa carrière comme coursier. A Wall Street, l'indice Dow Jones s'inscrivait lundi, pour la première fois, au-dessus des 9 000 points.

Lire page 15

La télévision du marché

LE MAGNAT australo-américain des médias Rupert Murdoch a saisi l'occasion de la conférence européenne de l'audiovisuel, qui se tient jusqu'au 8 avril à Birmingham (Grande-Bretagne) pour plaider en faveur d'une déréglementation maximale du marché de l'audiovisuel. Il a dénoncé les avantages dont bénéficient les télévisions de service public, notamment à travers l'Union européenne de radiodiffusion (UER), qualifiée de « cartel ». En France, Catherine Trautmann a annoncé que son projet introduirait, pour les chaînes publiques, des financements pluriannuels mais plafonnerait le montant de leurs recettes publicitaires.

Lire page 20

Eloge de la déraison



PETER HANDKE

AVEC Les gens déraisonnables sont en voie de disparition, l'écrit l'auteur autrichien Peter Handke plonge ses personnages dans l'angoisse et l'introspection. Créée en 1978 par Claude Régy, avec Gérard Depardieu dans le rôle principal, la pièce est reprise au Théâtre de la Colline, mise en scène par Christophe Perton.

Lire page 30

| | | | |
|------------------|----|------------------|----|
| International | 2 | Aujourd'hui | 23 |
| France | 5 | Météorologie | 26 |
| Société | 8 | Jeu | 26 |
| Régions | 11 | Cartes | 27 |
| Horizons | 12 | Culture | 28 |
| Entreprises | 15 | Guide culturel | 30 |
| Annuaire classés | 19 | Voyage | 31 |
| Communication | 20 | Alimentation | 31 |
| Tableau de bord | 21 | Radio-Télévision | 33 |

VI/LE

LE C

se joue
ticipan
d'actes
est ter
europ
rôles s
gouvei
pays d
revien
onze pLe b
problè
nées, é
mique
l'enjeu
tation,
qu'il s
profir
Con
tions
Europ
coordi
naires
moné
quelq
sées
planch
(angli
naïsoi
et mu
d'éco
viter l
jaillie
Mont
sa de
riente
débat
de Fr
Cet
dialo
cheu
tion
tant l
du et
Dom
il le
telles
le ps
sanc
3 %
sout
bat,
des
plaid
leur
cur
terlo
cent
de r
dani
nisti
l'acc
liéJea
«
SI
« les
Eur
ten
pol
ten
pol
bu
mu
pa
re
l'ir
tro
mu
pu
na
do
de
co
en
pe
ur
pt
m
ce
à
na
sa
bu
je
te

Jea

«

SI

« les

Eur

ten

pol

ten

pol

bu

mu

pa

re

l'ir

tro

mu

pu

na

do

de

co

en

pe

ur

pt

SARAJEVO Jacques Chirac s'est livré à Sarajevo, où il est arrivé en voyage officiel lundi 6 avril, à un vigoureux plaidoyer pour la restauration d'une Bosnie-Herzégovine unie

et pour la réconciliation des communautés qui la composent. Ni Bill Clinton, ni Helmut Kohl, ni Tony Blair, qui ont fait avant lui le voyage à Sarajevo, ne s'étaient exprimés de manière

aussi ferme. ● **DANS SON APPEL** à la jeunesse bosniaque, le président français lui a demandé de ne pas « céder au découragement et au renoncement », mais de croire « en

vous-mêmes, en votre pays et en son avenir ». ● **ALIJA IZETBEGOVIC**, qui préside la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, a insisté, dans un entretien exclusif accordé au

Monde, sur « les points de tension » qui « bloquent le processus de paix », en soulignant que « sur le terrain, on observe une absence de guerre qui n'est pourtant pas la paix ».

Jacques Chirac a promis l'Europe aux Bosniaques

A l'occasion de son voyage officiel en Bosnie-Herzégovine, le président de la République a lancé un vigoureux plaidoyer pour la restauration d'une Bosnie pluriculturelle et tolérante, et pour la réconciliation des communautés qui la composent

SARAJEVO

de nos envoyés spéciaux
Le président de la République, Jacques Chirac, s'est livré, mardi 7 avril, devant quelques centaines de jeunes Bosniaques réunis au Théâtre national de Sarajevo, à un vigoureux plaidoyer pour la restauration d'une Bosnie unie, et pour la réconciliation des communautés qui la composent. Ni Bill Clinton, ni Helmut Kohl, ni Tony Blair, qui ont fait avant lui le voyage à Sarajevo, ne s'étaient exprimés de manière aussi ferme.

Ils avaient plaidé pour le respect des accords de Dayton, qui tracent le cadre incertain de la réunification de ce pays déchiré par la guerre jusqu'en 1995. Ils avaient promis une aide à la reconstruction ou menacé de la suspendre si les choses allaient mal. C'est dans un tout autre registre que Jacques Chirac a voulu se placer et, s'il évoqua l'aide économique, ce fut pour ajouter immédiatement que « l'essentiel n'est pas là ».

Il a parlé, en premier lieu, de son



L'appel du président français à la jeunesse bosniaque

« **L'AVENIR** de la Bosnie est d'abord entre vos mains. Alors qu'un immense espoir se lève aujourd'hui sur votre pays, j'en appelle aux femmes et aux hommes de bonne volonté qui veulent tourner définitivement la page de la guerre et de la haine pour ouvrir le nouveau chapitre de la réconciliation. J'en appelle aux responsables de la Bosnie, j'en appelle tout particulièrement à sa jeunesse. Vous, les jeunes, ne cédez pas au découragement et au renoncement. Croyez en vous-mêmes, en votre pays et en son avenir. Croyez en la fraternité. Vous avez vocation à construire un pays exemplaire, dont les peuples doivent réapprendre à vivre ensemble dans le respect de leurs différences, où les citoyens de toute origine et de toute confession doivent pouvoir s'exprimer librement dans le cadre d'institutions démocratiques et républicaines. (...) Soyez des patriotes de la tolérance. Donnez-vous la main.

« Voici le projet que je suis venu vous proposer aujourd'hui. Ce projet, c'est celui de l'Europe. Votre histoire, votre destin, sont ancrés dans l'histoire et le destin de l'Europe. Tous les peuples européens portent dans leur chair la blessure des générations sacrifiées par les guerres. Tous portent, au plus profond d'eux-mêmes, l'espoir d'une réconciliation dans l'Europe et pour l'Europe. (...) Vous avez vocation à rejoindre, demain, la grande famille européenne car cette famille est la vôtre, comme elle est celle de tous les peuples de l'ancienne Yougoslavie. L'âme de l'Europe, les valeurs qu'elle porte, sont autant à Sarajevo, à Banja Luka ou Mostar qu'à Paris, Londres ou Berlin. Vous avez beaucoup à apporter à l'Europe, dont l'ambition est de faire de la diversité un atout et une richesse. Vous pouvez, par la force de votre volonté, de-

venir pour tous les Européens un symbole de tolérance et de fraternité. (...) Ce qui se joue en Bosnie, c'est la réconciliation de la grande famille européenne et l'existence d'un islam ouvert et tolérant sur notre continent. (...) Chers amis, jeunes de Bosnie, votre avenir et celui de votre pays vous appartient. En le construisant, vous contribuerez à façonner le nouveau visage de toute cette région et celui de l'Europe. »

émotion et de celle des Français « qui ont ressenti dans leur cœur et dans leur esprit l'insupportable déchirure bosniaque ». S'il n'a pas fait explicitement la critique de son prédécesseur et des autres dirigeants internationaux du début des années 90, il est clair que cette émotion « du cœur et de l'esprit » qu'il a décrite ne fut pas la leur.

Elle fut celle, en revanche, des travailleurs de l'ombre, des associations humanitaires et des mouvements de solidarité spontanés qui se sont créés à l'époque, auxquels le président de la République a voulu rendre un hommage particulier au cours de ce voyage. Il a d'ailleurs in-

voqué une vingtaine d'entre eux, anonymes et sans-grade, civils et militaires, à l'accompagner en Bosnie.

C'est résolument de leur côté que Jacques Chirac se range, du côté, a-t-il dit, « de la défense des valeurs qui fondent notre civilisation : le refus des haines ethniques et religieuses, le respect profond de l'autre, la primauté du droit sur la force, par la force si nécessaire ».

Ce « par la force si nécessaire » faisait allusion au changement radical de posture que Jacques Chirac imposa dès son arrivée à l'Elysée en mai 1995 aux militaires français stationnés en Bosnie : un changement que le journal *Oslobodjenje* saluait encore lundi comme ayant été un élément déterminant du renversement final du cours de la guerre.

« L'ÂME DE L'EUROPE »

Après l'émotion, l'Europe. « Votre histoire, votre destin sont ancrés dans l'histoire et dans le destin de l'Europe », a dit Jacques Chirac. Cela n'a l'air de rien, mais c'est la critique la plus radicale que l'on peut faire de la politique qui fut menée avant lui, lorsque des millions de civils bosniaques découvrirent consternés qu'ils ne faisaient pas partie du « club », qu'on les abandonnait, lorsqu'on se disait à Paris et ailleurs qu'une guerre balkanique n'allait tout de même pas menacer le grand projet de Maastricht. A l'inverse de ce que Jacques Chirac proclame aujourd'hui, « l'âme de l'Europe » à l'époque n'était ni à Sarajevo, ni à Banja Luka, ni à Mostar.

Allant plus loin encore, le président de la République a promis l'Europe aux Bosniaques : « Vous avez vocation à la rejoindre demain. Ce qui se joue en Bosnie, c'est la réconciliation de la grande famille eu-

ropéenne et l'existence d'un islam ouvert et tolérant sur notre continent ». Il s'est félicité de ce qu'il a trouvé en Bosnie, ce mardi 7 avril, où les musulmans célébraient la fête du Sacrifice : « C'est l'occasion pour moi d'appeler tous les enfants d'Abraham partout où ils se trouvent, et notamment en Bosnie, à s'unir pour bâtir ensemble une civilisation digne de leur héritage commun ».

C'est sans réserve, sans prudence, sans réalisme politique diront certains, que M. Chirac a plaidé pour la restauration d'une Bosnie pluriculturelle et tolérante.

peu forcer la main à la présidence d'Alija Izetbegovic pour que soient invités à certaines parties du programme les dirigeants de la République serbe de Bosnie, qui n'ont guère coutume de se rendre à Sarajevo. Les résistances sont plus dures encore du côté serbe.

Le représentant serbe à la présidence tricipale de la Bosnie-Herzégovine, Momcilo Krajisnik, a boudé la cérémonie d'accueil à l'aéroport lundi soir. Les 80 jeunes gens qui devaient venir en car de Banja Luka pour écouter le discours ne sont pas finalement venus à Sarajevo « pour des raisons de sécurité ».

Un hommage aux soldats français

Jacques Chirac a commencé, lundi 6 avril, sa visite officielle en Bosnie-Herzégovine par un hommage aux soldats français morts en service, auxquels il a associé les organisations humanitaires œuvrant dans le pays depuis la guerre. Trois quarts d'heure après son arrivée à l'aéroport de Sarajevo, il s'est rendu à l'ambassade de France pour se recueillir devant le monument aux morts et dévoiler une plaque commémorative en hommage « aux soldats morts pour la France et pour la paix en Bosnie-Herzégovine ».

Dans une allocution devant la communauté française, le chef de l'Etat a expliqué qu'il voulait rendre cet hommage aux 72 soldats français tués en Bosnie dans des opérations de maintien de la paix. Mais il a tenu à saluer également le travail de « ces admirables ONG », les organisations humanitaires non gouvernementales, dont un grand nombre ont leur siège en France.

Mais ce n'était qu'un discours, et la réalité du jour est malheureusement moins radieuse avec les haines et les résistances tenaces. Jacques Chirac le sait, et c'est sans doute pourquoi il s'est adressé aux jeunes, à la génération qui suivra celle des dirigeants politiques actuels dont il ne faut pas trop attendre.

La délégation de l'Elysée, qui a préparé ce voyage, a dû quelque

fois se rappeler qu'un discours, mais qui n'avait pas encore été entendu de la bouche d'un chef d'Etat. Un discours qui n'avait été manifestement concocté ni avec le Quai d'Orsay, ni non plus avec Bernard-Henri Lévy, lequel a été prié de décaler sa visite à Sarajevo pour cause de visite présidentielle.

Claire Tréan
et Christian Lecomte

Alija Izetbegovic, président de Bosnie-Herzégovine « Des points de tension bloquent le processus de paix »



ALIJA IZETBEGOVIC

« Quelle analyse faites-vous de la politique de la France en Bosnie ? »

« J'ai eu l'honneur de rencontrer Jacques Chirac à plusieurs reprises. La première rencontre a eu lieu en 1992, lorsque mon pays vivait ses jours les plus difficiles. Je garde un souvenir particulier d'une entrevue à la fin du mois d'août 1995, le lendemain d'un massacre de civils au marché Markale et la veille des premières frappes de l'OTAN sur les positions serbes autour de Sarajevo. Le président Chirac a été l'un des principaux acteurs dans la décision prise de frapper les positions serbes, qui annonçaient la levée du siège de la ville et allaient engager le processus de paix.

« Je ne peux pas cacher que pendant la crise yougoslave nous étions mécontents de la politique française en particulier et européenne en général. Sa longue hésitation a été perçue ici comme de l'indifférence. Cela a duré trois ans alors qu'un génocide se perpétrait, que des camps de concentration s'ouvraient et que le nettoyage ethnique s'étendait sur l'ensemble du territoire. Nous attendions une réponse militaire, elle fut humanitaire. On nous a apporté de la nourriture au lieu d'armes et des gardiens de la paix alors que la paix n'existait pas.

« Lorsque Jacques Chirac a accédé à la présidence de la République française, nous avons constaté un début de changement dans l'attitude de la France. En juin 1996, la France a formulé un plan de consolidation du traité de paix, dont on n'a pas beaucoup parlé mais qui a eu une influence positive.

« M. Dodig et Mme Plavsic sont de mauvaises solutions, mais les autres sont encore pires »

« Des tensions sont nées entre les deux pays à la suite des critiques du procureur Louise Arbour à propos du manque de coopération de la France avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et de la réception à l'Elysée de Biljana Plavsic, présidente de la République serbe, une des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine avec la Fédération croato-musulmane.

« Les critiques de Louise Arbour étaient justifiées. Depuis, le comportement de la France vis-à-vis du tribunal a, à ma connaissance, évolué. [La veille de l'annonce du voyage de Jacques Chirac en Bosnie, la France a annoncé qu'elle autoriserait les officiers français ayant servi en ex-Yougoslavie sous le casque bleu des Nations unies à témoigner devant le TPIY.] Les criminels de guerre doivent être traduits devant la justice. Sans justice, il n'y a pas de paix, sans paix pas de réconciliation. On entreprendrait la culpabilité collective de tout un peuple si les criminels n'étaient pas jugés. Ce serait un poids historique qui chargerait d'une manière insupportable la conscience des futures générations.

« A la suite de la visite de Mme Plavsic à Paris, j'ai envoyé une lettre de protestation à la France. Dans un courrier qu'il m'a adressé, Jacques Chirac a expliqué que son intention était de faire passer par là un message fort au régime de Pale [chef des ultranationalistes serbes] et de lui faire savoir que le soutien de la France allait vers Mme Plavsic. Les intentions sont une chose, les effets produits peuvent être le contraire. Les Serbes et les Bosniaques ont vécu cela comme une reconnaissance de la République serbe comme un

le terrain, on observe que l'on n'a ni la paix ni la guerre. Je dirais que c'est une absence de guerre qui n'est pourtant pas la paix. Et c'est donc un risque.

« Le retour des réfugiés est une priorité. Il faut beaucoup d'argent pour rebâtir les habitations détruites. Il faut aussi exiger des parties qu'elles respectent les accords de paix et que le gouvernement croate, notamment, affiche une volonté politique allant dans ce sens. Dans la partie de la Croatie où les Serbes étaient majoritaires, les retours de réfugiés devraient être massifs. Cela libérerait des maisons dans l'ouest de la Bosnie.

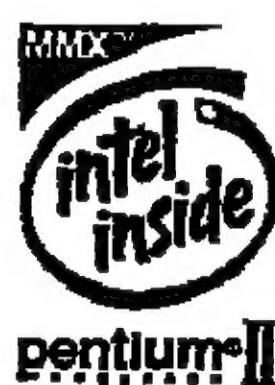
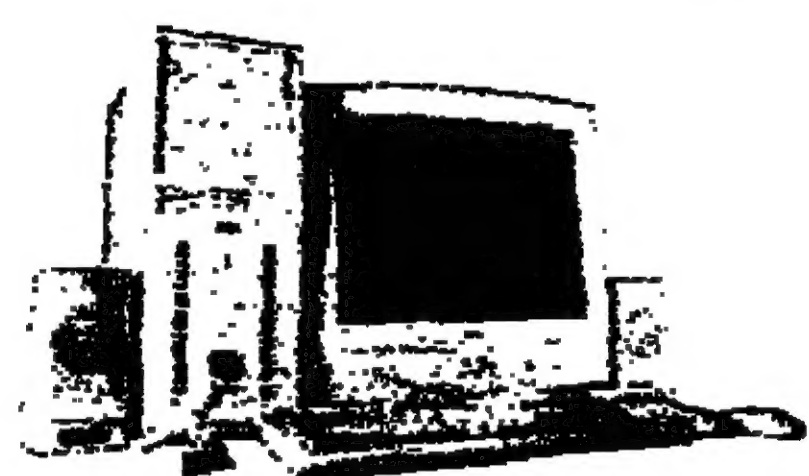
« Je partage la confiance de la communauté internationale sur le nouveau gouvernement de la République serbe. Mais dans quelle mesure, voilà la question. Une seule nationalité est représentée dans le gouvernement de Milorad Dodig [premier ministre] et dans les médias. Sa démocratie s'applique sur une nationalité dans une Bosnie plurinationale. Je paraphraserai Winston Churchill : M. Dodig et Mme Plavsic sont de mauvaises solutions, mais les autres sont encore pires. En tant que personne pratique, je choisis les moins mauvais. »

« Des points de tension bloquent le processus de paix. Sur

Propos recueillis par
Christian Lecomte

CHEZ DELL, LE PROCESSEUR PENTIUM® II 333 MHz EST À MOINS DE 10 000 FHT !

MICRO-ORDINATEUR MULTIMÉDIA DELL DIMENSION® XPS D333



PROCESSEUR PENTIUM® II À 333 MHz
• Chipset Intel 440 BX AGP
• Carte de bureau / 32 Mo de SDRAM
• 4,3 Go de disque dur Ultra DMA 33
• Moniteur 15" couleur (13,6" visible)
• Lecteur de CD-ROM 140x
• Carte vidéo STB vidéo 128 bits 3D
• AGP avec 4 Mo de SDRAM
• Circuit son Yamaha compatible Sound Blaster et WaveTable

• Encastres série 2 x 5 W ACS 90 et micro
• Logiciel anti-virus McAfee
• Microsoft® Windows® 95 / Internet Explorer® 4.0
• Microsoft® Home Essentials™
• (inclut Microsoft® Word 97, Atlas Mondial MS Encarta - Edition 98, MS Works 4.1, MS Money 98 et MS Entertainment Pack - The Puzzle Collection)
• Option : passage vers Microsoft® Office 97 Edition PME : nous consulter

9 990 FHT
12 047,94 FHTC
Garantie 1 an after-vente assistée
Offre valable jusqu'au
15/04/98

DELL®
Pour bénéficier de cette offre,
www.dell.fr
ou par tél : 01 47 62 71 56

Les logos Intel Inside et Pentium sont des marques déposées. MMX est une marque d'Intel Corporation. Offre soumise aux conditions générales de vente et de services Dell.

صوتك في العالم

Un projet d'accord pour l'Irlande du Nord a été transmis aux formations politiques

La fin des négociations est programmée pour jeudi minuit

Un document de synthèse présentant les points difficiles des options sur lesquelles il reste à trancher a été remis dans la nuit du lundi 6 au

mardi 7 avril aux formations politiques qui négocient l'avenir de l'Irlande du Nord sous la houlette de Londres et de Dublin. Ce document, pré-

paré par l'ex-sénateur américain George Mitchell, doit servir de base à l'ultime phase des négociations, qui doit s'achever jeudi soir.

LONDRES
de notre correspondant
Les participants aux pourparlers de paix en Irlande du Nord ont reçu, au milieu de la nuit du 6 au 7 avril, un document confidentiel présentant les différentes propositions et options pour un accord qui doit être conclu avant jeudi minuit. L'auteur en est l'ex-sénateur américain George Mitchell, qui préside aux négociations.

Optimiste sur les chances d'un « accord juste et responsable » dans les délais prévus, M. Mitchell a indiqué, mardi à l'aube, qu'il se préparait à « des journées historiques de négociations finales ». Il a mis en garde contre la divulgation d'informations qui « pourraient mettre en cause des vies humaines ». On s'attendait depuis plusieurs jours à ce qu'il présente à ce stade un projet de règlement final. Les difficultés de dernière minute l'ont obligé à ce qui s'apparente à un exercice de corde raide entre les positions, encore difficilement conciliables, des deux principaux camps sur au moins deux points fondamentaux :

les pouvoirs de l'assemblée locale et ceux des organismes transfrontaliers Nord-Sud qui seront mis en place. C'est sur ceux-ci que se sont cristallisées les oppositions alors qu'un accord semblait en vue.

UN TEXTE CONTROVERSÉ

Les politiciens nord-irlandais se sont vu donner quelques heures pour étudier le document avant de reprendre la négociation. Après, ce sera la course contre la montre pour parvenir à respecter la date-butoir du 9 avril. Les nationalistes modérés du SDLP ont salué le document comme « une étape significative », et les républicains du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, l'ont également bien accueilli.

Mais la réaction des unionistes protestants est plus réservée. Le député Jeffrey Donaldson a déclaré qu'il « restait des différences fondamentales entre unionisme et nationalisme ». « Nous sommes encore loin d'un accord », a-t-il ajouté, et « le Sinn Féin n'aura jamais le moindre poste dans n'importe quelle administration au Nord avant que

l'IRA ait rendu ses armes ». Le révérend Paisley, qui boycotte les négociations, y voit la « pire reddition et les pires propositions pour la destruction de l'Ulster ».

Le texte présenté par le sénateur Mitchell a beau rester secret, on connaît dans les grandes lignes les propositions que les premiers ministres britannique et irlandais souhaitent voir adopter. Elles se fondent sur les institutions suivantes :

— Une assemblée locale d'environ quatre-vingt-dix membres. Les nationalistes veulent qu'elle ait des pouvoirs étendus et soit dirigée par un exécutif au sein duquel la minorité disposerait d'un veto. Les unionistes souhaitent que ses prérogatives soient limitées et que la province soit gouvernée par des comités formés à la proportionnelle et dans lesquels ils seraient donc majoritaires.

— Des institutions transfrontalières — ou Conseil Nord-Sud — composées de représentants de la République et de l'Irlande du

Nord. Les nationalistes veulent que leur légitimité soit inscrite dans la loi et qu'elles aient des pouvoirs de décision dans des domaines d'intérêt commun. Ils y voient la garantie de la protection de leurs droits face à la majorité protestante. Les unionistes refusent que le conseil soit autre chose qu'un lieu de réunion sans pouvoirs. Sinon, affirment-ils, ce sera le début d'une réunification de l'Ile.

— Un Conseil des Îles, rassemblant des représentants des deux parties de l'Irlande et des assemblées élues d'Ecosse et du pays de Galles. Il aura pour objet de symboliser la participation de l'Ulster au Royaume-Uni.

— Enfin, des commissions présidées par des personnalités indépendantes seront chargées des dossiers chauds comme la libération des détenus politiques ou la réforme de la police locale (RUC), dans son immense majorité composée de protestants.

Patrice de Beer

L'Ouganda mis en cause dans l'attentat qui précéda le génocide au Rwanda

Kampala dément avoir fourni des missiles au FPR

SOUS LA PRESSION Des enquêtes de presse, notamment celles publiées par *Le Figaro* et *Le Monde*, certains responsables français commencent à livrer leur version des événements qui, en avril 1994, ont conduit au génocide de plusieurs centaines de milliers de Tutsis, au Rwanda, par un régime dominé par les Hutus. Ancien ministre de la coopération et député gauliste au moment des faits, Bernard Debré a ainsi indiqué, lundi 6 avril sur RTL, qu'il pensait que les missiles qui, le 6 avril 1994, avaient détruit en vol l'avion transportant le président rwandais Juvénal Habyarimana, venaient d'Ouganda où ils auraient été livrés par les États-Unis.

C'est cet attentat, au cours duquel périt le président Habyarimana, qui déclencha les premières opérations des milices gouvernementales hutues contre la population civile tutsie. A l'époque, le régime ougandais du président Yoweri Museveni, soutenu par les États-Unis, abritait et aidait la rébellion rwandaise tutsie du FPR de Paul Kagame (aujourd'hui au pouvoir à Kigali). L'armée du président Habyarimana — avec le soutien au moins logistique de la France — lutta contre le FPR.

Selon nombre d'observateurs au moment des faits, deux missiles ont été tirés contre l'avion présidentiel (un appareil donné par la France). M. Debré a assuré à RTL : « Il y avait deux missiles qui étaient des Sam 16 (engins de fabrication soviétique), version modifiée du Sam 7 ; on a reconstitué les numéros d'immatriculation qui étaient sur les emplacements. Il manquait seulement un chiffre. Eh bien, avec ces numéros, on a la quasi-certitude qu'il s'agit de missiles ougandais livrés vraisemblablement par les Américains (...), des missiles en provenance de la guerre du golfe. » A Kampala, un haut responsable ougandais a démenti que

son pays ait disposé de tels missiles : « Si nous n'avons pas nous-mêmes ces missiles, comment aurions-nous pu en acheter pour l'armée patriotique rwandaise ? (la FPR), a-t-il déclaré, tout en souhaitant conserver l'anonymat.

La déclaration de Bernard Debré vise à démentir certaines sources qui ont laissé entendre que ces deux missiles Sam auraient été d'origine française — prélevés sur l'armée irakienne par les forces françaises, lors de l'opération « Tempête du désert » qui chassa l'Irak du Koweït. Toujours sur RTL, M. Debré a encore déclaré que la France avait continué à livrer des armes au régime rwandais après le début du génocide. « Quand il y a eu des massacres épouvantables, à partir du 6 avril 1994, a-t-il dit, la France a continué pendant cinq à huit jours ou dix jours à livrer des armes (parce que) c'est rétrospectivement qu'on a vu ces massacres et non le premier ou le deuxième jour. »

A l'époque des faits, la France était en période de cobaltation politique, avec François Mitterrand à l'Elysée et Edouard Balladur à Matignon. Le président Mitterrand était « féru d'Afrique », a poursuivi M. Debré, « mais avait un travers, des amitiés interlopes et le goût du secret qu'il partageait avec son fils (Jean-Christophe), qui était assez souvent en Afrique dans des affaires un peu curieuses ». Sur Europe 1, M. Balladur a dit, lundi, que « l'armée française n'avait aucune responsabilité dans le génocide du Rwanda ». Il a annoncé qu'il se rendrait le 21 avril devant la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le Rwanda avec trois anciens ministres, membres de son gouvernement au moment du génocide, Alain Juppé (affaires étrangères), François Léotard (défense) et Michel Rocard (coopération). — (AFP, Reuters)

La taxation de l'énergie divise la coalition gouvernementale allemande

LE PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE du chancelier Kohl a présenté, la semaine dernière, un projet de programme pour les élections du 27 septembre, qui a immédiatement provoqué une vive polémique avec la formation sœur de Bavière, l'Union chrétienne-sociale. Le point le plus controversé concerne l'aggravation de la fiscalité portant sur les produits énergétiques. Le texte, qui doit encore être adopté par un congrès de la CDU en mai, propose une augmentation de la TVA sur l'énergie ou la création d'une taxe sur les émissions de CO₂.

Cette proposition n'est pas seulement un clin d'œil aux électeurs Verts qui réclament depuis longtemps un « impôt écologique ». Elle fait partie d'un ensemble de mesures reprenant les idées de réforme fiscale avancées par le gouvernement Kohl au cours des dernières années, mais jamais réalisées à cause, notamment, de l'opposition des sociaux-démocrates majoritaires au Bundestag, la Chambre des Länder.

« Notre système d'impôts et de charges rend par-

ticulièrement cher ce que nous avons actuellement en abondance : le travail, indique le projet de programme. En revanche, ce que nous devrions économiser est plutôt trop bon marché : le savoir l'énergie et les matières premières. Nous devrions consacrer plus d'attention à ce déséquilibre si nous voulons nous approcher de nos deux objectifs principaux : plus d'emplois et moins de pollution. »

NECESSAIRE CONCERTATION EUROPÉENNE

La CDU explique que cette tâche ne peut être menée à bien par un seul pays, car une augmentation de la pression fiscale créerait des distorsions de concurrence au détriment de l'économie allemande : « Ça ne peut marcher que dans un cadre européen », dit-elle. Pour ne pas jouer l'environnement contre l'emploi ou l'inverse, cette augmentation de la fiscalité sur l'énergie devrait être concertée entre tous les pays membres de l'Union européenne, conclut le programme chrétien-démocrate.

Les chrétiens-sociaux bavarois, dont le pré-

sident est le ministre fédéral des finances Theo Waigel, ont vivement protesté contre cette proposition qu'ils considèrent contraire aux engagements de la coalition et aux intérêts de leur électorat. Au-delà du texte lui-même, leurs critiques visent aussi son auteur. Le projet de manifeste électoral de la CDU, intitulé « un programme pour l'avenir », est en effet l'œuvre de Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag. M. Schäuble semble appelé à jouer un rôle essentiel dans la campagne électorale, aux côtés du chancelier, en défendant les réformes qui lui paraissent indispensables pour moderniser l'Allemagne, alors que Helmut Kohl compte surtout sur son prestige international. M. Schäuble veut imposer une bataille d'idées à Gerhard Schröder, candidat chancelier du Parti social-démocrate, qui, à cinq mois du scrutin, bénéficie dans les sondages d'une avance de dix points sur la démocratie-chrétienne.

Daniel Vernet

Bill Clinton interdit l'importation d'armes d'assaut

WASHINGTON
de notre correspondant

Il n'y a pas de rapport, officiellement, entre les deux faits : la décision de Bill Clinton d'interdire l'importation de cinquante-huit types d'armes à feu n'est pas directement liée à la tuerie de Jonesboro, puisqu'elle est le résultat d'une étude entamée il y a quatre mois. Elle l'est d'autant moins que les fusils automatiques visés par l'administration sont considérés comme faisant partie de la catégorie « armes de guerre et assimilées », alors que les deux jeunes meurtriers de l'Arkansas ont utilisé des armes dites « de chasse » pour ouvrir le feu, le mois dernier, sur les élèves de leur école.

Cela étant, en annonçant, lundi 6 avril, l'interdiction permanente de fusils d'assaut fabriqués à l'étranger, le chef de la Maison Blanche s'est attaqué au phénomène de la « culture des armes à feu », qu'il est difficile de dissocier du drame de Jonesboro. Selon l'association Handgun Control, l'Amérique détient le taux de décès par arme à feu le plus élevé du monde industrialisé, avec 9 390 morts en 1996, contre 211 en Allemagne, 30 en Grande-Bretagne et 15 au Japon.

M. Clinton a profité de l'occasion pour souligner les progrès de la lutte contre la criminalité enregistrés par son administration, que l'impact médiatique des cinq morts de l'Arkansas pourrait éclipser. La concordance des deux événements donne au chef de l'exécutif une plus grande latitude pour faire accepter sa décision aux Américains, et désamorcer en partie l'opposition virulente de la National Rifle Association (NRA), le lobby des armes. Enfin, le fait que le Congrès (où la NRA dispose d'une forte in-

fluence) vienne d'interrompre ses travaux pour deux semaines, justifie que M. Clinton ait recouru à un décret présidentiel.

Celui-ci a pour objet de rendre définitive une mesure imposée à titre temporaire, en novembre 1997, à l'encontre d'armes de guerre semi-automatiques (type Uzi ou AK-47) ayant été légèrement modifiées pour entrer dans la catégorie des armes de « sport » et obtenir ainsi une licence d'importation. Quelque 1,5 million d'armes, qui avaient été frappées par cette mesure provisoire, vont subir les rigueurs de la nouvelle réglementation. Les marchands d'armes vont sans aucun doute faire appel de cette décision, comme le leur permet la loi fédérale. Il est probable que certains des fusils d'assaut concernés obtiendront une licence d'importation.

Ce durcissement de la législation — qui n'a aucun effet sur les armes de même type fabriquées aux États-Unis — constitue cependant un rude coup pour la NRA, dont le principal porte-parole, Tanya Metaksa, a immédiatement dénoncé un « abus de pouvoir présidentiel », contraire au droit constitutionnel des Américains de posséder des armes. M. Clinton, de son côté, a rappelé que sa décision s'inscrit dans la lignée de dispositions précédentes, comme la loi Brady (1993), qui impose un « délai de réflexion » de cinq jours à tout acheteur d'une arme à feu, ainsi que la loi interdisant dix-neuf armes semi-automatiques, adoptée en 1994. « Vous n'avez pas besoin d'une Uzi pour la chasse au chevreuil, ou d'une AK-47 pour le ball-trap », a-t-il insisté.

Laurent Zecchini

Décès de l'un des principaux chefs de la guérilla colombienne

BOGOTÁ
de notre correspondant

La mort de Manuel Perez, prêtre espagnol et « commandant suprême » de l'ELN (Armée de libération nationale) — l'un des principaux groupes de guérilla colombienne depuis 1983 —, a été confirmée, lundi 6 avril, par les porte-parole de l'organisation clandestine. La disparition de ce personnage, mythique en Colombie, adepte de la théologie de la libération et qui avait rejoint l'ELN en 1969, laisse planer des incertitudes sur les négociations de paix qui venaient d'être amorcées avec les autorités.

Le curé Perez, comme on l'appelait couramment, serait mort le 14 février en fin d'après-midi, dans les montagnes colombiennes, des suites d'un cancer ou d'une hépatite C. Sa ténacité était mise à prix, depuis 1996, pour 6 millions de francs. Cinq jours avant sa mort, le 9 février, des représentants du gouvernement colombien, de la Commission de conciliation nationale (une association qui regroupe des personnalités de la société civile œuvrant pour la paix) et de l'ELN avaient signé, à Madrid, le préaccord de paix du palais de Viana (du nom du siège du ministère des relations extérieures espagnol où s'était tenue la réunion), qui prévoit la tenue d'une convention nationale de paix en juin 1998. Cet accord, tenu secret plusieurs semaines, avait été présenté comme une victoire par le gouvernement de M. Samper, qui doit d'autre part affronter une véritable offensive militaire des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), l'autre important groupe de guérilla colombienne.

Certains observateurs s'inquiètent des conséquences de sa

disparition, puisque, à l'intérieur même de l'organisation, coexistent plusieurs tendances qui ne sont pas toutes favorables à la poursuite des négociations de paix.

ORDONNÉ PRÊTRE EN 1966

L'histoire du curé Perez se confond avec l'histoire de la guérilla colombienne. Né en 1943 près de Saragosse en Espagne, Manuel Perez avait été ordonné prêtre en 1966. Il était arrivé en Colombie en 1968 et avait travaillé dans les quartiers les plus pauvres de Cartagena de Indias, sur la côte caribbe colombienne. Influencé par les idées du premier prêtre guérillero latino-américain, Camilo Torres, Colombien mort au combat en 1966, il fera partie d'un groupe de prêtres qui réédifieront sur le bien-fondé de la lutte armée.

Expulsé par le gouvernement colombien, il revient clandestinement en 1969 et rejoint l'ELN, fondée en 1964 sous les auspices de la révolution cubaine. En 1982, alors que le mouvement était quasiment moribond, Manuel Perez en avait pris le commandement. Selon des sources militaires, l'organisation compte aujourd'hui plus de cinq mille hommes.

Interrogé à la radio sur les conséquences de la mort du curé Perez, un général colombien s'étonnait qu'« en Colombie les chefs guérilleros meurent de vieillesse et de maladie et non au combat ». Manuel Marulanda, chef des FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes, qui regroupent plus de dix mille hommes), serait aujourd'hui âgé de plus de soixante-dix ans et a passé lui aussi la majeure partie de sa vie dans les montagnes colombiennes.

Arne Proenza

L'HISTOIRE

NUMÉRO SPÉCIAL ANNIVERSAIRE

1978-1998

CHRONIQUE

DES 20 ANNÉES QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

Jean-Paul II - Le piège afghan - Les révoltés de Solidarnosc - Sartre est mort - Regard froid sur Mitterrand - Requiem pour Hergé - La révolution biologique - Tchernobyl - Printemps à Pékin - La querelle du Bicentenaire - Un MacDo à Moscou - Guerre du Golfe - On a fermé Billancourt - Génocide au Rwanda - La surprise Chirac - Faut-il désespérer de l'Asie ? - La vache et le prion - Chaos en Algérie - Un pape à La Havane. Etc.

N° 220 - AVRIL 1998 - EN KIOSQUE - 42 F

VI / LE

LE C

se joue d'acteu est ter europ rôles si gouvei pays d revien onze p Le b problé nées, e mique l'enjeu tation, qu'il s profor Con tions : Euro: coord taires moné quelq sées planci (angli naison) et ma d'éco vier 1 jaillit Mont sa dei ritent débat de Fr: Cet dialo cheu tion tant l du et Dom il les telles le pa sanc 3 % : sout bat, des plaïd l'eur cussi terio cent de r dan nisti l'acc lité c

Jea

«

SI

«

les Eur

ter pol ten pol bu mu pai cré l'in tro me pu nal

do de co en po ur pi me c it na sa bu

je te

sa m: ai e: je n: il re ô

ri de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

La police palestinienne innocente Israël dans l'assassinat d'un chef du Hamas

Il s'agirait d'un règlement de comptes interne à l'organisation islamique

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, s'est félicité, lundi 6 avril, qu'une enquête de l'Autorité palestinienne ait imputé le

récent assassinat d'un chef du Hamas à une rivalité interne à ce mouvement intégriste. Le Hamas a récusé cette version et promis de se ven-

ger. Certains Palestiniens n'excluent pas que les services de sécurité de l'Autorité palestinienne soient les auteurs de ce meurtre.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le mouvement palestinien de la résistance islamique Hamas a fait savoir qu'il rejetait « ce tissu de mensonges ». Mais, s'il faut en croire la police de Yasser Arafat et aussi Nabil Chaath, le ministre palestinien qui fut le premier à accuser Israël, Mohiedine El Sharif, l'un des chefs de la branche militaire du Hamas, assassiné dans de mystérieuses circonstances le 29 mars à Ramallah, « n'a pas été tué par les services israéliens », mais « par d'autres membres du Hamas ».

Selon M. Chaath, l'homme qui figurait en tête des cinq militants islamistes les plus recherchés par Israël, pour avoir organisé une sanglante série d'attentats-suicide ces trois dernières années, « a été assassiné par des gens qui étaient très proches de lui ». D'après certaines sources proches de l'enquête, celui qu'on appelait « l'ingénieur n° 2 » après l'assassinat – par Israël celui-là – de Yehya Ayache, dit « l'ingénieur n° 1 », en raison de son habileté dans le maniement des explosifs, aurait été tué par Adel Awadallah, surnommé « l'ingénieur n° 3 ». L'intéressé, qui figure aussi sur la liste israélienne des plus recherchés, est en fuite.

La police palestinienne, qui a arrêté une soixantaine de militants du Hamas ces derniers jours, affirme, en revanche, détenir cinq membres des brigades Ezzedine El Kassam, la branche armée du mouvement, parmi lesquels

l'homme qui aurait préparé la voiture piégée près de laquelle avait été déposé le cadavre d'El Sharif. L'idée était de maquiller le meurtre de ce dernier – par trois balles – en accident, comme il s'en produisit parfois lors de la préparation d'engins piégés. « L'accident du travail » était la thèse proposée

rité autonome soulignent notamment qu'en dix ans d'existence il n'a jamais été reproché une seule exécution « interne » au mouvement. Curieusement, de « hautes sources sécuritaires » israéliennes, citées lundi soir par la télévision de Tel Aviv, relevaient les mêmes « phénomènes surprenants » et

Le dossier doit être communiqué au Hamas

L'Autorité palestinienne s'est engagée à transmettre au Mouvement de la résistance islamique, Hamas, le dossier sur le meurtre de son chef militaire, a déclaré, lundi 6 avril, Tayeb Abdel Rahim, conseiller du président palestinien Yasser Arafat. « Nous avons promis au Hamas de lui transmettre le dossier complet sur les cinq intégristes que la police palestinienne suspecte d'avoir assassiné Mohiedine El Sharif », a affirmé M. Abdel Rahim, selon lequel « un dirigeant du Hamas en Cisjordanie, Jamal Atawil, a été autorisé à rencontrer les cinq suspects, et a entendu leurs témoignages ». Toujours selon M. Abdel Rahim, l'Autorité palestinienne a par ailleurs proposé, lors d'une rencontre, lundi, à Gaza avec les représentants du Hamas, que ceux-ci envoient une délégation auprès des cinq suspects du meurtre pour entendre leurs aveux. Le Hamas a indiqué qu'il entend mener sa propre enquête. – (APR)

par les experts israéliens, autorisés par Yasser Arafat à examiner les lieux de l'explosion, quelques heures après qu'elle a eu lieu dans l'enclave autonome de Ramallah.

L'hypothèse d'une scission plus ou moins renégée au sein des cellules armées d'Ezzedine El Kassam, « pour des raisons stratégiques et financières », avancent certains policiers, est sans précédent dans l'histoire de l'organisation. Ceux – et ils sont très nombreux – parmi les Palestiniens qui n'accordent pas foi aux affirmations de l'Autorité

suggéraient que la version policière palestinienne était peut-être « trop belle pour être vraie ».

MENSONGES

« En fait, confiait au Monde un journaliste palestinien de Ramallah, de ce jour, la plupart des gens restent persuadés qu'El Sharif, sur invitation israélienne, a été arrêté, torturé et tué par la police palestinienne elle-même, laquelle, craignant la réaction du Hamas, a tenté de maquiller son crime en accident. » En tout cas, dûment in-

formé des résultats de l'enquête par son conseiller personnel Itzhak Molho, reçu dimanche soir à Ramallah par Yasser Arafat, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, s'est félicité « que la preuve soit faite de l'innocence d'Israël dans cette affaire ».

L'Autorité autonome ayant annoncé qu'au cours de l'enquête elle avait mis la main sur « d'importants stocks de documents et d'explosifs appartenant au Hamas », le premier ministre, qui fustigeait encore une fois dimanche matin « l'insuffisance et l'inconstance de l'activité palestinienne contre le terrorisme », a estimé lundi que l'issue de l'enquête était « un développement positif » montrant, selon lui, que « lorsque l'Autorité palestinienne le veut, elle peut... Il faut continuer et amplifier la lutte, a-t-il conclu.

Reste à savoir comment les militants armés du Hamas vont réagir et si la menace de représailles par des attentats en Israël demeure valide. Un tract de l'organisation, distribué lundi à Gaza, était clair à ce sujet, et Dany Naveh, le secrétaire général du gouvernement israélien, a annoncé que l'état d'alerte continuait. Rejetant « les mensonges de l'Autorité palestinienne » et « voyant clairement le lien qui existe entre ces fabrications et les pressions américaines et sionistes pour transformer la victime en accusé », les auteurs du tract islamiste y réaffirmaient que « le sang du martyr » serait vengé.

Patrice Claude

La chaîne publique israélienne déclenche un tollé en dénonçant les injustices faites aux Palestiniens depuis 1948

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Débats, polémiques, insultes, censure, menaces de mort. Pour avoir osé toucher à certains des mythes fondateurs les plus chers au sionisme, une série télévisuelle historique, intitulée « Renaissance », et donnant pour la première fois la parole à l'« ennemi arabe », déclenche une véritable tempête en Israël.

Benny Morris, le premier des « nouveaux historiens » israéliens à avoir eu le courage, il y a plus de dix ans, de corriger certaines des faibles politiques dissimulées par certains « pères » de l'Etat juif, « s'étonne » du raz de marée de protestations déclenché par une fresque « plutôt bénigne ». Et, de fait, pour un esprit averti, notamment par les ouvrages des trois ou quatre iconoclastes de son acabit, perçus par l'establishment local comme de « pseudo-historiens positionnés », voire « antisionistes », les vingt-deux épisodes de « Tekouma » (« Renaissance »), qui retracent le premier demi-siècle d'Israël, de son accouchement au forceps et dans la violence jusqu'à l'assassinat d'Yitzhak Rabin, peuvent apparaître bien timorés.

« Renaissance » n'est toutefois pas réservée à quelques privilégiés, préalablement informés de la réalité des massacres de Palestiniens

perpétrés en 1948 et plus tard par des soldats juifs ou de la fausseté fondamentale du fameux slogan sioniste : « Israël, un peuple sans terre pour une terre sans peuple ». « Tekouma » rappelle avec force qu'il y avait « déjà un peuple » en Terre sainte : « les Palestiniens ». Et elle le fait puissamment, avec une série d'images-chocs jamais vues dans le pays et un vrai retentissement de masse, puisque c'est la chaîne publique de télévision qui les diffuse avec 25 à 30 points d'audience à chaque épisode.

Ministre de la communication dans le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, Limor Livnat a d'ailleurs compris le danger dès le début, puisque, soutenue par un autre ministre important de la droite extrême, Ariel Sharon, et plusieurs parlementaires de la majorité au pouvoir, elle a dénoncé la série comme « de la pure propagande arabe, indigne du cinquantenaire d'Israël ». La ministre est allée jusqu'à exiger, sans succès, du directeur travailliste sortant de la chaîne, la censure de certains épisodes particulièrement « durs » pour les oreilles de ceux qui, comme l'écrivit Arié Caspi dans le journal libéral Haaretz, « auraient préféré ne rien savoir des terribles injustices commises par nous envers les Palestiniens ».

Deux épisodes ont particulière-

ment révolté les bonnes consciences. Le premier, diffusé il y a quelques semaines, raconte avec force témoignages comment « avant 1948, le Yishouv [la petite communauté juive de Palestine] achetait des terres aux Arabes locaux » et comment, « après 1948, Israël a confisqué de manière arbitraire la moitié des terres arabes restantes », faisant, de « milliers d'Arabes, des réfugiés dans leur propre pays ».

Centré sur le sort des « 150 000 Arabes qui, malgré la guerre et la peur, se sont accrochés à leurs terres » pour devenir plus tard des « Arabes israéliens » – ils sont aujourd'hui près d'un million, un siècle de la population –, le document n'élude pas « les expulsions de masse » et la destruction systématique par Tsahal de plusieurs centaines de villages, dont les terres furent offertes aux kibboutzim, après que « sept cent mille Arabes » eurent quitté, « majoritairement par la force », leur ancien pays.

Le public israélien est habitué dès l'école à une version plus douce de l'histoire, peuplée de vaillants et paisibles pionniers – laboureurs, injustement attaqués par « des bandes de maraudeurs et de terroristes arabes ».

L'épisode plus controversé encore de « Tekouma », c'est Ronit Weiss-Berkowitz, une réalisatrice

autoclassée « à gauche », et victime ces dernières semaines « d'une bonne vingtaine de menaces de mort et d'horribles insultes par téléphone », qui l'a réalisé. Diffusé dimanche 5 avril, après quelques censure opérées par Gideon Drory, le directeur de la fresque, et sous un titre remanié par la chaîne, le document traite du combat des Palestiniens de l'OLE, de juin 1967 – guerre de six jours et conquête par Israël de la Cisjordanie et de Gaza – à 1982 (invasion par Tsahal du Liban pour « détruire les bases arrière du terrorisme »).

D'abord intitulé Biladi, biladi, à partir de l'hymne national palestinien (Mon pays, mon pays), l'épisode a été rebaptisé La Voie du terrorisme : Biladi, biladi. A la demande de la droite, et pour mieux « faire passer la pilule », comme l'expliquait un journaliste de la chaîne, Biladi est le seul des vingt-deux épisodes à avoir été suivi d'un débat fort animé, où quelques responsables de droite et d'extrême droite ont tenté de « remettre les choses en perspective ».

RIEN N'EST ÉLUÉ

Attentats, détournements d'avions, prises d'otages, tueries diverses : ce sont les années de sang de la lutte des Palestiniens « pour retrouver [leurs] droits et rentrer chez eux », explique à l'écran un Yasser Arafat plus jeune et en meilleure santé, qui sont retracés là. Rien, du pire ou de l'injustifiable, la parole est aussi donnée « à l'ennemi ». On y voit un combattant palestinien dire que « ce qui a été pris par la force doit être repris de la même façon ». On y voit un jeune, Oury Avnér, célèbre militant juif israélien de la paix, aujourd'hui âgé de plus de soixante-dix ans, affirmer qu'au « XX^e siècle, les peuples qui se battent pour leur liberté n'ont aucune chance de vaincre sans recourir au terrorisme ». On y entend enfin la conclusion, « scandaleuse » s'est-on exclamé à droite, écrite par la réalisatrice : « Le combat armé des Palestiniens n'a pas atteint ses objectifs politiques. Mais peut-être était-ce une étape inévitable de leur lutte politique... »

P. C.

Tokyo promet de nouvelles mesures « audacieuses » pour sortir de la crise

TOKYO. Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto a promis, lundi 6 avril, des « mesures audacieuses » pour sortir le pays de la crise, sans sans toutefois s'engager précisément sur d'éventuelles baisses d'impôts, pourtant jugées nécessaires par les partenaires du Japon, relayés par de nombreux hauts responsables japonais comme le président de la banque centrale (Le Monde du 7 avril). « Tout ce que je peux dire pour l'instant, c'est qu'il faut agir avec audace au vu de la situation critique de l'économie au Japon et à l'étranger », a expliqué le premier ministre nippon devant la commission budgétaire de la Chambre haute de la Diète.

« En d'autres termes, nous devons réfléchir à des mesures de nature fiscale et financière qui soient à la fois efficaces et faciles à mettre en œuvre », a-t-il ajouté, sans être plus précis sur d'éventuelles baisses d'impôts. Taku Yamasaki, le responsable chargé de définir la politique économique du parti gouvernemental, a estimé dimanche que des baisses d'impôts seront incluses dans ce nouveau plan de relance gouvernemental, dont le contenu devrait être annoncé au cours des prochains jours. – (APR)

L'Indonésie se plie lentement aux exigences du FMI

DJAKARTA. Le gouvernement indonésien a fait savoir, lundi 6 avril, que les détails d'un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI) seraient annoncés mercredi. Suspendu depuis plusieurs semaines, le versement de l'aide du FMI (43 milliards de dollars au total) devrait donc reprendre dans la mesure où Djakarta s'engage à reprendre le chemin des réformes exigées par l'institution de Bretton Woods. « Nous avons finalisé un accord, et ne discutons plus que de détails », a fait savoir un conseiller du président Suharto.

Les sanctions annoncées samedi 4 avril par les autorités indonésiennes à l'encontre de quatorze banques du pays – dont au moins cinq sont contrôlées par des proches du président Suharto – devraient contribuer à faire avancer cet accord. La mise sous tutelle de sept établissements (placés sous contrôle d'une agence de restructuration) et la suspension de sept autres ont été bien reçues par le directeur adjoint du Fonds monétaire international, Stanley Fischer, qui a qualifié lundi ces mesures de « pas fondamental dans l'assainissement du secteur bancaire ». – (APR)

Les tensions s'aggravent entre la Russie et la Lettonie

RIGA. Une bombe a explosé, lundi 6 avril, devant l'ambassade russe à Riga, sans faire de blessés, provoquant un regain de tension entre la Russie et la Lettonie. Le ministre russe des affaires étrangères a dénoncé une « hystérie antirusse » dans la République baltique, dont un tiers de la population est russophone. « Des explosions grandioses, des monuments sont profanés, les fascistes montrent leurs faces. Nous exigeons de la part des autorités lettones des mesures décisives et la punition des coupables », a affirmé le ministre.

En mars dernier, une manifestation de retraités russophones avait été dispersée à Riga. Un défilé d'anciens membres de la légion SS lettone avait ensuite été vivement dénoncé par Moscou. Jeudi dernier, une bombe a endommagé la synagogue de Riga. « Cette explosion [devant l'ambassade], comme celle contre la synagogue, constitue une provocation ayant pour but de déstabiliser la situation », a déclaré lundi le ministre letton de l'Intérieur. – (APR, Reuters)

Les Albanais du Kosovo refusent de discuter avec le président serbe

PRISTINA. Les représentants des Albanais du Kosovo ont annoncé, lundi 6 avril, qu'ils ne se rendraient pas mardi à une session de discussions convoquée par les autorités serbes, malgré la venue annoncée du président de la République de Serbie, Milan Milutinovic. La présence de M. Milutinovic mardi à Pristina, chef-lieu du Kosovo, avait été annoncée dans l'après-midi par l'agence Tanjug. « Le président de la République de Serbie a décidé, en raison de l'importance des entretiens avec la minorité nationale albanaise, d'assister au dialogue qui a été convoqué », a indiqué l'agence officielle yougoslave.

Les Albanais ont aussitôt répondu par la négative. La venue de M. Milutinovic « ne change rien à la position des Albanais », car « ce n'est pas une question de personnalités », a déclaré à la presse un responsable albanais, Fehmi Agani. Toutefois, en vue d'éventuelles négociations ultérieures, le leader des Albanais Ibrahim Rugova a nommé lundi une équipe de quatre négociateurs. – (APR)

Une soixantaine de civils massacrés dans l'Ouest algérien

ALGER. Une soixantaine de civils, dont une majorité de femmes et de fillettes, ont été massacrés à l'arme blanche lundi 6 avril lors de deux attaques menées par des groupes armés à M'Sila et à Arzew, dans l'ouest du pays, non loin du grand complexe gazier, selon des témoignages rapportés par l'agence de presse officielle (APS). Un bilan des services de sécurité a fait état de trente-cinq morts : huit dans la région de M'Sila (Sud-Ouest) et vingt-sept autres à Arzew. Ces nouvelles tueries confirment que les attaques des groupes islamistes se concentrent dans l'Ouest. Elles interviennent au moment où l'armée continue de ratisser et de bombarder des zones de maquis dans ces régions. Aucun bilan fiable n'est disponible sur ces opérations. Selon l'Authentique, journal proche de la présidence, deux cents islamistes armés ont été abattus au cours des deux dernières semaines. Par ailleurs, Jack Lang a démenti lundi les propos qui lui étaient prêtés par le journal algérien Saout el Ahrar, propos reproduits par l'agence Reuters et repris par Le Monde. Le journal algérien affirmait notamment que l'ancien ministre estimait que l'Algérie avait eu raison de rejeter toute ingérence dans ses affaires intérieures. – (APR, Reuters)

Paris et Prague veulent renforcer leurs relations bilatérales

PARIS. Le vice-premier ministre tchèque et ministre des affaires étrangères, Jaroslav Sedivy, a effectué, lundi 6 avril, une visite officielle à Paris – la première depuis le « divorce » tchécoslovaque de 1993 – pour relancer la coopération entre Paris et Prague. A l'issue d'un entretien avec son homologue français Hubert Védrine, où il fut notamment question de l'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne et du processus de ratification des protocoles d'adhésion à l'OTAN, M. Sedivy a annoncé que « deux rencontres annuelles » auraient désormais lieu entre les chefs des diplomatie française et tchèque.

le danemark europhile ou europhobe ?

Le 9 avril sur RFI à 13h10, 21h40 et 3h10 dans Reporteurs, un magazine diffusé du lundi au vendredi.

rfi radiofrance internationale, le monde est chez vous. paris89fm

http://www.rfi.fr

سورة الاحقاف

صحن من الامل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 8 AVRIL 1998

PARIS Jacques Toubon, maire (RPR) du 13^e arrondissement, a annoncé, lundi 6 avril, la création d'un groupe dissident au sein de la majorité de droite du Conseil de Paris.

Rassemblant une vingtaine d'élus RPR, dont Bernard Pons, président de l'Association des amis de Jacques Chirac, et une dizaine d'UDF, dont Claude Goasguen, secrétaire général

de l'UDF, ce groupe entend favoriser un gouvernement de la capitale « plus démocratique et transparent ». **JEAN TIBERI**, le maire RPR de la capitale, a dénoncé « une

manœuvre grossière et inacceptable ». Affirmant que le président de la République le « soutient totalement », il a déclaré : « Je suis maire et je le resterai. » **LA**

GAUCHE parisienne dénonce la « faillite » de la majorité municipale et rappelle que tous les élus de droite ont été solidaires de la politique conduite depuis vingt ans.

Jacques Toubon conduit une fronde des élus de droite contre Jean Tiberi

L'offensive lancée, lundi 6 avril, par l'ancien ministre de la justice contre le maire de Paris a fait exploser la majorité RPR-UDF. Une trentaine d'élus de droite et une douzaine d'adjoints sont entrés en dissidence. M. Tiberi dénonce « une manœuvre inacceptable »

JACQUES TOUBON a tout fait pour tenir Jacques Chirac à l'écart de sa démarche. Jean Tiberi, au contraire, a invoqué le soutien du président de la République. Jacques Chirac est-il, oui ou non, pour quelque chose dans l'offensive déclenchée, lundi 6 avril, par M. Toubon au Conseil de Paris, sous la forme de la constitution d'un nouveau groupe de trente élus, dont treize adjoints et cinq maires d'arrondissement de droite ? A la fin de la journée, les réponses étaient partagées, la majorité municipale déboussolée, le maire de Paris décidé à rester en place, les adjoints rebelles privés de leurs délégations, le groupe UDF au bord de l'explosion.

L'offensive avait été annoncée pour le 23 mars, jour du vote du budget, par Bernard Pons (RPR), député de Paris et président de l'Association des amis de Jacques Chirac. Les mauvais résultats de la droite aux régionales, la perspective d'alliances plus ou moins avouées avec le Front national pour les présidences de région ont donné à M. Tiberi deux semaines de sursis.

Deux semaines pendant lesquelles MM. Pons et Toubon ont gardé un silence qui n'a pas trompé le maire de Paris. Dès l'ouverture de la séance, lundi matin, M. Tiberi savait, se révélant très sensible aux apartés, pourtant monnaie courante, des élus de la majorité. « Que ceux qui veulent

discuter aillent le faire dehors ! », a-t-il lancé à plusieurs reprises, entre une communication sur le Paris-Saint-Germain et une autre sur les parcs et jardins.

Bernard Pons, Jacques Toubon, Claude Goasguen (UDF-FD), les trois piliers de la contestation jusqu'alors larvée, étaient absents à l'ouverture de la séance. Edouard Balladur, dont on attendait une initiative - il avait rendez-vous dans la journée avec Jacques Dominiati, président du groupe UDF -, était là, quelques minutes après avoir officialisé sa démission du conseil régional d'Ile-de-France, au profit de son « mandat municipal dans le 15^e arrondissement, qui est le plus proche de [ses] responsabilités de député ».

Puis ils sont arrivés. M. Pons le premier, suivi de M. Goasguen. Quelques minutes plus tard, M. Dominiati commençait à sonder ses troupes, confirmant l'immensité d'un orage au sein de la majorité. « Il y a des troubles dans les groupes, y compris à l'UDF », a-t-il admis. De fait, M. Toubon, toujours invisible, venait de faire savoir qu'il annoncerait la constitution d'un nouveau groupe à midi. Pendant plus d'une heure, le maire de Paris a présidé, comme si de rien n'était, une séance quasi déserte, en présence d'un dernier carré de fidèles - Jean-François Legaret (RPR), adjoint aux finances, Michel Sulté (RPR), adjoint au logement, Philippe Gou-



jon (RPR), par ailleurs suppléant de M. Balladur, et Jean-Charles Bardou (RPR), successeur de M. Tiberi à la mairie du 5^e arrondissement. Roger Romani, président du groupe RPR et conseiller de M. Chirac à l'Elysée, avait quitté sa place au premier rang pour de longs conciliabules avec le maire.

Comme à l'accoutumée, tout se passait dans la galerie marbrée qui dessert la salle du Conseil... et le bureau de M. Dominiati, qui a appelé en consultation son fils

François Perrin, maire du 12^e arrondissement, ou l'ancien sénateur centriste Roger Chénaut ont plaidé devant leur groupe le ralliement à Jacques Toubon.

Mais DL a résisté officiellement, de crainte de voir l'identité de l'UDF se fondre dans un groupe où le RPR alignait, outre M. Toubon, maire du 13^e, qui devrait en être élu président mardi 7 avril, et M. Pons, Camille Cabana, ancien adjoint aux finances, Anne-Marie Couderc, adjointe à l'urbanisme, Gérard Lehan, adjoint chargé du commerce et de l'artisanat, Alain Rivron et Danièle Glazzi, adjoints sans délégation, ainsi que les maires des 8^e, 14^e et 17^e arrondissements. Seul représentant de DL à se laisser convaincre, Alain Destrem, adjoint lui aussi, fut le trentième de ce nouveau groupe, présenté à 12 h 30 par M. Toubon.

municipale à la gauche. « Notre initiative a pour but de créer un mouvement d'adhésion des Parisiens autour de leur maire, de leur Hôtel de Ville », a-t-il poursuivi, insistant sur l'idée que « ce groupe se crée à l'intérieur de la majorité municipale ». « La preuve, nous avons voté le budget », a-t-il rappelé.

Au nom de la « démocratie » et de la « transparence », M. Toubon a formulé quelques propositions, clairement destinées à lui attirer les faveurs de l'UDF : transfert au maire de Paris des pouvoirs de police municipale, réorientation de la politique du logement social, rapports plus ouverts entre mairie centrale et mairies d'arrondissement... Autant de revendications que M. Dominiati, premier adjoint, formule depuis plusieurs années sans grand succès. Cette ouverture a d'ailleurs troublé l'UDF, au point qu'un groupe de cinq personnes a failli, dans la soirée, se constituer derrière le sénateur Bernard Plaisant (DL), lui aussi adjoint au maire, afin de soutenir, sans pour autant y participer, la démarche de M. Toubon.

Pour M. Goasguen, « la situation était suffisamment préoccupante pour que le clivage entre le RPR et l'UDF soit dépassé ». Le secrétaire général de l'UDF a affirmé devant la presse qu'il « ne s'agit pas d'une remise en cause du maire », mais que le nouveau groupe est « déterminé à mener une politique nouvelle pour retrouver la confiance des Parisiens qui ne comprennent pas celle qui est menée aujourd'hui ».

Les précautions oratoires prises par M. Toubon envers M. Tiberi n'ont pas convaincu le maire de Paris, qui, après une réunion de trois heures et un entretien avec M. Dominiati, a dénoncé « une manœuvre politicienne qui se réclame paradoxalement de l'unité de la majorité municipale et qui conduit à sa division ». « La création de ce groupe est inspirée par des frustrations et des aigresurs (...), elle porte atteinte à la solidarité municipale », a déclaré le maire, avant d'annoncer le retrait de leurs délégations aux treize adjoints dissidents et la constitution prochaine d'une « équipe municipale renouvelée et resserrée ».

« Je suis le maire et je le resterai. Je n'ai pas été depuis trois ans sous la tutelle de qui que ce soit, et je n'ai pas l'intention de passer les trois ans qui viennent sous curatelle », a-t-il conclu, laissant entendre que M. Toubon avait été écarté de l'Elysée par M. Chirac en signe de désapprobation de son initiative.

Pascal Sauvage

Trois ans d'instabilité

- Mai 1995 : Jacques Chirac, qui vient d'être élu président de la République, préfère Jean Tiberi à Jacques Toubon pour lui succéder à la mairie de Paris.
- Juin 1995 : les élections municipales se soldent, pour la majorité RPR-UDF, par la perte de six arrondissements au profit de la gauche. A la veille du second tour, les électeurs apprennent que le maire de Paris, déjà soupçonné d'être un des maillons du système de fausses factures de l'Office d'HLM de Paris, qu'il préside, a aussi facilité à son fils l'obtention d'un logement dans un immeuble HLM du 5^e arrondissement.
- Juin 1996 : au cours d'une perquisition mouvementée au domicile des Tiberi, le juge Halphen, en charge du dossier sur les HLM de Paris, met au jour l'affaire du « rapport » payé par le conseil général de l'Essonne à Xavier Tiberi. Les époux Tiberi, mis en examen dans cette affaire, obtiennent un an plus tard

l'annulation de la procédure.

- Avril 1997 : Le *Camarade enchaîné* publie une enquête révélant de nombreuses irrégularités dans les listes électorales du 5^e arrondissement. Fin mai et début juin, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, la droite perd sept sièges au profit de la gauche.
- Révision 1998 : le Conseil constitutionnel, tout en validant l'élection du maire de Paris aux législatives, confirme l'existence de graves irrégularités sur les listes électorales du 5^e arrondissement. Ces faits font toujours l'objet d'une information judiciaire, ouverte fin 1997.
- Mars 1998 : tout en restant majoritaire à Paris, la droite enregistre, aux régionales, la confirmation de l'érosion de son électeur. Edouard Balladur, tête de liste à Paris, a évité le 5^e arrondissement, soucieux de ne pas subir les conséquences de l'image dégradée du maire de Paris, qu'une partie de sa majorité estime responsable des mauvais résultats électoraux dans la capitale.

La gauche dénonce la « faillite » de la majorité municipale

LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES de la gauche « plurielle » ont réagi à l'annonce, lundi 6 avril, après l'annonce par Jacques Toubon de la création d'un nouveau groupe rassemblant une trentaine de conseillers RPR et UDF de Paris, en rupture avec le maire de la capitale, Jean Tiberi. Dans un communiqué, le groupe socialiste au Conseil de Paris a analysé cette opération « comme une nouvelle consécration dans le processus de délitement de l'Hôtel de Ville ». Soulignant que cette crise « ne fait qu'accroître la paralysie de l'action municipale », le PS rappelle que l'ensemble des élus de droite sont « solidaires dans la gestion de la ville depuis vingt ans ».

De même, dans un entretien au *Parisien* (daté 7 avril), le président du groupe socialiste au conseil de Paris, Bertrand Delanoë, note que la majorité municipale « a explosé » et qualifie la mairie de Paris de « bateau ivre », avant d'ajouter : « Cette majorité municipale a failli. Elle doit partir. Mais c'est aux Parisiens de le dire ».

Georges Sarre, député, maire du 11^e arrondissement et président du groupe du Mouvement des citoyens au Conseil de Paris, a jugé, de son côté, que la constitution de ce qu'il nomme « un groupe Paris-Elysée » face à « Paris Mairie » à l'Hôtel de Ville « marque spectaculairement la balkanisation de la droite ». Pour lui, l'initiative de Jacques Toubon, « loin

de favoriser la recombinaison » de la droite parisienne, « approfondit encore sa décomposition ». « Après avoir voté unanimement le budget présenté par Jean Tiberi il y a seulement quinze jours, que veulent MM. Pons, Toubon, Goasguen et leurs amis ? », s'interroge M. Sarre, avant d'ajouter : « Révolution de palais ou pacte sur successions futures ? Toujours est-il que le Bazar de l'Hôtel de Ville a changé de trottoir ».

LE SILENCE DE M. BALLADUR

Quant à Henri Malberg, président du groupe communiste au Conseil de Paris, il a estimé que l'initiative de Jacques Toubon « reflète la crise de la droite parisienne et l'échec de sa politique ». Dans un communiqué, il souligne que « les problèmes fondamentaux non résolus et la pression du peuple de Paris provoquent les divisions et l'éclatement de l'organisation actuelle de la majorité du Conseil de Paris ». Et il rappelle que le nouveau groupe est « composé d'une partie de la majorité qui est partie prenante des choix antérieurs et actuels de la Ville, et de ses pratiques ».

A droite, hormis les protagonistes de ce conflit, chacun s'en tient à un silence prudent. Pour l'heure, ni la direction du RPR ni le député de Paris Edouard Balladur n'ont réagi. Pas davantage la direction de l'UDF qui, il est vrai, des soucis autrement plus graves.

Lionel Jospin a soumis à Jacques Chirac une proposition sur l'égalité hommes-femmes

TANT À L'ÉLYSÉE qu'à Matignon, les déclarations ont été tirées au cordeau au terme de la rencontre consacrée à la modernisation de la vie politique, lundi 6 avril, entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Le chef de l'Etat, qui avait passé la semaine du 30 mars à recevoir les présidents des deux Assemblées et les dirigeants des partis représentés au Parlement pour recueillir leurs propositions sur la question, a achevé sa série de consultations avec le chef du gouvernement.

Après avoir annoncé, le 23 mars, son intention de lancer « une grande réflexion » sur la modernisation, le président se devait, comme le souligne un communiqué de l'Elysée, de faire part à son premier ministre « des idées et des suggestions des dirigeants politiques » qu'il a consultés, avant de continuer cet examen de la société française avec des « personnalités qualifiées » et d'autres, dites « iconoclastes ». Si l'Elysée a fait savoir que l'entretien entre les deux têtes de l'exécutif s'est déroulé « dans un climat coopératif et apaisé », M. Jospin, de son côté, a déclaré qu'il a « le même souci d'équilibre » que M. Chirac, sur la réforme des institutions.

Equilibre, coopération, apaisement : tous ces termes sont utilisés pour démontrer qu'il n'y a aucune compétition entre les deux hommes, comme ils s'attachent constamment à le dire, ou à le faire dire.

Cependant, aucun d'entre eux n'a l'intention de céder de terrain, tout en ménageant une cohabitation qui convient à l'opinion. Le souci des deux camps est de ne pas brûler inutilement des cartouches qui seront autrement nécessaires pour d'autres combats. Pour autant, M. Chirac et M. Jospin marquent leurs terrains : le premier pour montrer tout l'intérêt qu'il porte, maintenant, à une rénovation de la vie publique sur laquelle il tente de garder la haute main ; le second pour souligner que, leader sur ce chapitre lors de la campagne présidentielle, il s'intéresse désormais aux problèmes quotidiens et lancinants des Français.

Ainsi, le chef du gouvernement a indiqué, à son retour à l'Hôtel Matignon, qu'il « faut sans doute faire des réformes de caractère institutionnel. C'est une bonne chose si cela fait avancer la démocratie, si cela modernise nos façons de travailler ».

La formulation appelait, à l'évidence, une restriction. M. Jospin a donc ajouté : « Mais la préoccupation essentielle, c'est l'emploi, l'action économique et sociale. » Une manière de souligner que le gouvernement poursuit son travail, que le premier ministre reste dans le cadre de sa déclaration de politique générale du 19 juin 1997 et qu'il ne fait pas une affaire des éventuels différends avec le président de la République, sur tel ou tel point particulier de la modernisation.

Matignon estime, en effet, qu'il a déjà assez démontré, notamment sur la parité entre les hommes et les femmes aux élections ou sur le cumul des fonctions des ministres dans son gouvernement, pour ne pas être soupçonné de refuser de s'engager dans cette voie.

Le premier ministre a précisé qu'il n'avait pas formulé, « à ce stade », de propositions au chef de l'Etat en matière institutionnelle, ajoutant que « le gouvernement aura à en faire le moment venu ».

Toutefois, Matignon a déjà fait parvenir à l'Elysée un projet de loi constitutionnel sur le cumul des fonctions des ministres et M. Jospin connaît donc les réticences de M. Chirac (*Le Monde* du 7 avril). Le président accepte les incompatibilités de fonctions retenues par le premier ministre - membre du gouvernement et président de conseil régional, général ou maire -, mais il souhaite encore les étendre à celles de vice-président des assemblées locales, d'adjoint au maire et de président de structures intercommunales. Le chef du gouvernement a eu beau jeu d'attirer l'attention du président sur un paradoxe qui le conduirait à être « laxiste » sur le cumul de mandats des parlementaires et « rigoureux » sur celui des fonctions des ministres.

Pour l'entourage du premier ministre, il va de soi que les textes sur le cumul des mandats et des fonctions - projets de loi organique, ordinaire et constitutionnel - constituent un tout. Cela signifie, entre les lignes, que Matignon attend maintenant une prise de position définitive de l'Elysée sur le cumul pour les parlementaires, M. Chirac

s'étant montré, le 14 juillet 1997, très restrictif, et devant le congrès de l'Association des maires de France, le 20 novembre, beaucoup moins. Il avait du reste déclaré à cette occasion : « Le gouvernement a annoncé qu'il ferait des propositions. Je les attends ».

Le président est également, depuis lundi, en possession d'une autre proposition du premier ministre : celle sur la parité. Il s'agit plus exactement de l'« égal accès » des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales.

En réponse à une question à l'Assemblée nationale, le 1^{er} avril, M. Jospin avait indiqué qu'il proposerait au président de faire entrer cet aspect de la modernisation de la vie publique dans la Loi fondamentale. Le projet constitutionnel en possession de l'Elysée, qui pourrait être « accroché » à l'article 1 de la Constitution, dispose donc que « la loi ou la loi organique peut fixer des règles favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales ».

Olivier Biffaud

VI / LE

Le

se joue
ticipan
d'acteu
est ter
europé
rôles s
gouver
pays d
revient
onze p
Le b
problè
nés, e
mique
l'enjeu
tation,
qu'il s
profor
Con
tions
Europ
coor
taires
moné
quelq
sées
pland
(angli
naiso
et m
d'éco
vier 1
Jallie
Mont
sa dei
ritent
débat
de Fr
Cet
dialo
cheur
tion
tant l
du et
Dom
l les
telles
le pa
sanc
3 %
soub
bat,
des
plaid
l'exp
cussi
terlo
cent
de r
danc
nisti
l'acc
lité

Jes

«

SI

«

les

Eur

ter

pol

ten

pol

biu

mu

par

cre

l'in

tro

me

pu

nal

do

co

en

pe

ur

m

Charles Pasqua, conseiller politique du Rassemblement pour la République

« J'imagine mal le RPR voter pour le gouvernement sur l'euro »

L'ancien ministre, qui craint « la disparition de la France en tant que puissance souveraine », votera contre les textes sur la mise en œuvre de la monnaie unique. Les syndicats agricoles s'alarment de la nouvelle politique agricole commune

Dans un entretien au Monde, Charles Pasqua prend ses distances avec Jacques Chirac. Après avoir souligné qu'il ne résoudra

pas le problème posé par le Front national par des belles paroles sur la modernisation de la vie politique », le président

(RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine réaffirme « qu'on s'est trompé de route avec Maastricht et avec l'euro ». Comme

le PCF et le MDC, M. Pasqua votera contre la réforme de la Banque de France et la déclaration de Lionel Jospin, le 21 avril, sur l'euro.

La FNSEA, qui tient son congrès à partir du 7 avril à Clermont-Ferrand, s'inquiète des intentions de la Commission européenne.

« Vous avez été discret au lendemain des élections régionales. Quelles leçons avez-vous tirées de leurs résultats et de ce qui a suivi lors des élections des présidents de conseils régionaux ?

« Dans l'ensemble, ces élections ont été marquées par une grande stabilité du corps électoral par rapport aux dernières législatives. Les problèmes sont nés ensuite. Contrairement aux décisions des dirigeants de l'opposition, certains ont considéré que les voix des élus du Front national, ajoutées à celles de l'opposition libérale et républicaine, donnaient une large majorité à la droite. Cette prise de position n'a été acceptée ni par la direction du RPR ni par celle de l'UDF. J'ai partagé cette décision.

« Puis le président de la République est intervenu. On a surtout retenu sa condamnation des dirigeants du Front national. Mais, dans la deuxième partie de son propos, le président a aussi indiqué que les électeurs du Front national sont confrontés à un dilemme : ou bien ils restent solidaires de leur leader principal, et ils doivent savoir qu'ils ne peuvent faire partie du champ de la vie démocratique ; ou bien, tout en conservant sur l'essentiel leurs sentiments, ils montrent leur volonté d'être considérés comme des républicains à part entière et, alors, ils sont réintégrés dans le jeu démocratique normal.

« Il faut donc inciter les militants et les électeurs du Front national à se rendre compte qu'une poignée de dirigeants, par un comportement inacceptable, les entraînent dans un cul-de-sac. Dans le même temps, il faut aussi comprendre les craintes et les refus de ceux qui considèrent que c'est seulement au Front national qu'ils trouvent l'expression de ce qu'ils souhaitent. On ne résoudra pas le problème posé par le Front national par de

belles paroles sur la modernisation de la vie politique.

« Est-ce à dire qu'à vos yeux la leçon tirée par M. Chirac est un peu courte ?

« Oui, j'entends bien qu'il faut plus de femmes et moins de cumul. Tout le monde est d'accord. Mais ce n'est pas la principale préoccupation des Français. Ceux-ci veulent plus de travail et moins d'insécurité. Et puis, même si beaucoup ne l'expriment pas encore de cette façon, leur inquiétude est la suivante : la France existera-t-elle encore demain ?

« C'est là une divergence forte avec le président de la République.

« C'est possible. Cela n'enlève rien à l'amitié que j'ai pour lui, mais j'ai une expérience et un âge suffisants pour faire mes propres



CHARLES PASQUA

analyses. Je crois qu'on se trompe complètement, de même qu'on s'est trompé de route avec Maastricht et avec l'euro.

« Des rendez-vous décisifs se présentent, qui concernent la construction européenne. Quelle sera votre attitude ?

La majorité se divise sur la réforme de la Banque de France

LES DÉPUTÉS eurosceptiques ont trouvé là une des dernières occasions de mener bataille. Depuis quelques jours, les orateurs communistes et chévènementistes, accompagnés de quelques gaullistes qui ne suivront pas les consignes du RPR, préparent donc assidûment le débat, mardi 7 avril, sur la réforme du statut de la Banque de France, rendue indispensable par la mise en place de la Banque européenne qui gèrera la monnaie unique.

Le texte du projet de loi est court : dix articles en tout et pour tout. Mais les meilleurs ingrédients qui alimentaient déjà le débat contre le traité de Maastricht y sont : transfert de souveraineté du pouvoir monétaire français à l'Europe, absence de contrôle des parlements nationaux sur le système européen des chiffres centraux et, planant au-dessus de ces chiffres rouges, la figure la plus honteuse des eurosceptiques : l'actuel gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, candidat officiel de la France à la présidence de la Banque centrale européenne.

La mise en place de l'euro exige que le transfert des compétences monétaires nationales

vers l'Europe soit respecté avant le conseil européen qui, le 2 mai, décidera des pays capables d'entrer dans l'euro. Si le 21 avril, Lionel Jospin monte à la tribune pour défendre les directives européennes qui accompagnent l'entrée de la France dans la monnaie unique, le vote qui suivra, le 22 avril, sera purement symbolique, puisqu'il n'est pas nécessaire pour l'adoption de ces directives. Sur le fond, c'est donc bien la réforme de la Banque de France qui est l'enjeu.

ABSENCE DE CONTRÔLE

Au fond, le gouvernement sait bien que, pour finir, la réforme de la Banque de France trouvera à l'Assemblée une majorité pour l'adopter. Mais, dans bien des pays européens, cette majorité est hétéroclite. Aux voix socialistes devraient s'ajouter les voix de l'UDF. Une part des voix RPR : si quelques dizaines de députés gaullistes, menés par Robert Pandraud et Nicole Catala, voteront contre, le groupe RPR, suivant en cela la politique européenne de Jacques Chirac, votera pour. Pour la deuxième fois en huit jours, après le vote du DDOEF, la gauche va affronter l'affichage de ses divisions.

Les députés communistes et MDC ont déjà annoncé qu'ils voteront contre le texte. Et une demi-douzaine de députés socialistes, menés par Julien Dray, pourraient les accompagner dans cette opposition.

Toute la difficulté du débat est aussi que les questions abordées ne sont pas seulement relayées par les adversaires de la monnaie unique. Sans doute parce qu'ils savent que la mise en place de l'euro est acquise, les plus européens ne se privent plus de souligner l'absence de contrôle de la Banque européenne, première autorité monétaire supranationale de l'Histoire. Le rapporteur socialiste du projet, Gérard Fuchs, a ainsi exprimé son souci devant l'absence de contrôle des parlements nationaux. Le Parlement européen a très largement débattu de ce thème, le 1^{er} avril, et cherche désormais un moyen de permettre aux parlementaires européens de questionner régulièrement la BCE, à l'image du système américain qui permet au Congrès d'interroger sans ménagement le président de la Réserve fédérale.

Raphaële Bacqué

Les agriculteurs de la FNSEA s'inquiètent des intentions de Bruxelles

C'EST dans un climat lourd, voire conflictuel, que se réunit, du 7 au 9 avril, à Clermont-Ferrand, le 52^e congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Il ne s'agit pourtant pas d'un congrès visant à renouveler les instances dirigeantes — ce sera l'objet de celui de 1999, à Versailles —, et Luc Guyau, président depuis six ans de la principale organisation d'agriculteurs, reste assuré de tenir les rênes. Les sujets de lézards internes sont ailleurs et tiennent à trois raisons majeures : le retour au pouvoir de la gauche, qui n'a pas, traditionnellement, les faveurs du monde paysan ; la réforme de la politique agricole commune (PAC) ; la perspective du projet de loi d'orientation agricole (LOA), que Jacques Chirac avait demandé à Philippe Vasseur (UDF) de préparer et que son successeur Rue de Varenne, le socialiste Louis Le Penec, a presque achevé.

Après avoir pris des initiatives hâtives, cet été, qui avaient heurté le monde agricole, le ministre a avancé à pas de loup. Si, mettant un terme à toute « cogestion », il a supprimé la « sacro-sainte » réunion des « mardis mensuels » entre le ministre et les principales organisations « officielles », ainsi que la conférence annuelle à Matignon, en revanche il soigne la concertation. Les leaders de la FNSEA étaient encore dans son bureau le 1^{er} avril. Mais il réserve un « parallélisme de traitement », selon ses propres termes, à la Confé-

dération paysanne (classée à gauche) issue des Paysans travailleurs, enfin reconnue comme pleinement représentative et siégeant comme telle dans les offices interprofessionnels de gestion.

Très en pointe, notamment sur les dossiers de la pollution par les déchets porcins, du prix du lait et des organismes génétiquement modifiés, agissant souvent de concert avec les Verts, forte dans l'Ouest et le Massif Central, la Confédération n'hésite pas à alimenter la surenchère, quitte à brouiller le message agricole de la gauche. Quant à Lionel Jospin, qui a le souci de ne pas se heurter publiquement au chef de l'Etat sur le sujet, sa fermeté vis-à-vis de Bruxelles et sa longue visite au Salon de l'Agriculture ont, jusqu'à présent, été plutôt bien appréciées.

Les échéances prochaines ouvrent, cependant, une période d'incertitudes. A propos de la nouvelle PAC, qui débouchera sur des

baisses de prix, un redéploiement géographique des primes, un écrêtement de leurs montants, une plus grande latitude laissée à chaque Etat, le monde agricole est divisé. Les puissants céréaliers du grand bassin parisien, très avantagés par les mécanismes actuels d'automatisme des primes en fonction des surfaces, se savent dans le collimateur, mais ils approuvent globalement la baisse des prix, qui renforcera leur compétitivité sur le marché mondial.

TENSIONS INTERNES

Les producteurs de lait ou de viande bovine font, eux, un raisonnement complètement inverse, redoutant une chute de leur niveau de vie, même avec un paquet de primes gonflé jusqu'à l'absurde. Comment un éleveur auvergnat peut-il se prétendre un agent économique sérieux lorsque les aides directes risquent, si le projet de la Commis-

sion était approuvé en l'état, de représenter 210 % de son revenu disponible ?

Au sein de la FNSEA, les citages catégoriels et géographiques, déjà anciens, entre les régions de grandes cultures et les producteurs de petites exploitations ne font que s'envenimer. Comment parvenir à parler d'une même voix lorsque, pour une moyenne de 100, le revenu du producteur de porc breton s'affiche à 184, tandis que celui de l'arboriculteur de la vallée de la Garonne dépasse à peine 80, lui qui a vu les recettes du betteravier picard ou du céréalier de Beauce progresser l'an dernier de 13 % ?

Les débats internes seront à ce point acérés que le directeur général de la FNSEA, Yves Salmon, qui fait partie de la garde rapprochée de M. Guyau, a pris la décision d'imposer le huis clos aux deux premières journées du congrès, contrairement à l'habitude. Il est vrai qu'il avait fal-

lu, en mars, deux réunions du conseil d'administration de la FNSEA pour que le secrétaire général, Dominique Chardon, puisse, après en avoir gommé plusieurs passages et moyennant des abstentions et des absences, faire adopter son rapport d'orientation intitulé « Pour un pouvoir économique fort des agriculteurs ». Un rapport qui veut aller plus loin que les engagements pris l'an dernier à Toulouse et qui ne craint pas, n'en déplaise aux céréaliers, de mettre l'accent sur le « réajustement des soutiens (...), une approche plus territoriale que par le passé de l'activité agricole et la multifonctionnalité des paysans », les critères de performance n'étant pas spécifiquement économiques et financiers.

M. Le Penec aura la difficile mission à la fois de répondre au rapport Chardon (dont beaucoup de points ne sont guère éloignés de la position du ministre, notamment à propos

du futur contrat territorial d'exploitation, mesure-clé de la prochaine loi) et d'éviter de mettre en porte à faux M. Guyau, devenu maître dans l'art du grand écart et du réajustement ou de s'attirer les foudres des céréaliers exportateurs mais médiocres aménageurs de « leur » territoire.

Il pourra, en tout cas, rassurer ses interlocuteurs : la LOA n'est pas en panne. M. Jospin a rendu les derniers arbitrages, en particulier avec Bercy, sur les questions de concurrence notamment, le 3 avril. Le projet sera adressé, avant Pâques, au Conseil d'Etat et au Conseil économique et social. Ainsi qu'à la Commission européenne : par courtoisie diplomatique et parce que son avis s'impose, pour tout ce qui touche à l'identification des produits et aux signes distinctifs de qualité.

François Grosrichard

Un tournant dans la vision française de la politique agricole commune

LE COMMISSAIRE EUROPÉEN Franz Fischler somnolait en écoutant les discours sans surprise prononcés, le 31 mars, lors du débat public du conseil des ministres eu-

ANALYSE

La fameuse « vocation exportatrice de la France » est désavouée

ropeens de l'agriculture sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Soudain, il sur-sauta : Louis Le Penec, le ministre français, venait d'indiquer que la vocation de l'agriculture européenne n'est pas d'exporter du blé, de la viande bovine ou des produits laitiers sur le marché mondial ; qu'il n'y a donc pas lieu, comme le propose Bruxelles, d'envisager de nouvelles baisses de prix pour favoriser ces exporta-

tions ; qu'une telle politique conduirait à de nouvelles concentrations des exploitations, contraire à ce qui lui semble l'essentiel, à savoir « la préservation du modèle agricole européen ». « La vocation exportatrice de la France », mise en avant depuis trente-cinq ans, était désavouée avec, apparemment, l'aval de Lionel Jospin, mais aussi celui de Jacques Chirac !

La réforme de 1992 a échoué, expliquait le ministre : les exportations de céréales vers les pays tiers, que la baisse des prix décidée alors devait encourager, ont reculé. Raisonnablement biaisé, répliquait-on à Bruxelles, car la vraie victoire de la réforme de 1992 a été de permettre la reconquête du marché européen des aliments destinés au bétail par le blé, l'orge, le maïs communautaires, qui ont largement remplacé le soja et le gluten de maïs américains ou brésiliens.

Le ministre s'en est pris à l'ensemble du mécanisme préconisé : des baisses de prix, compensées en partie seulement par des aides, risquaient d'affecter le revenu paysan. Il a plaidé pour une politique moins productiviste, une modulation des concours publics permettant d'en réserver 15 % à 20 % « à des actions particulières de protection de l'environnement, au maintien d'emploi et d'activité en milieu rural, à l'entretien de paysages, à la réorientation de l'activité de leur exploitation vers des productions à haute valeur ajoutée ».

MAÎTRISER LA PRODUCTION

Discours habile, car il flatte les revendications professionnelles immédiates (éviter les baisses de prix), mais va au-delà en proposant un nouveau modèle pour l'Europe verte, assez voisin de ce que souhaitent les Allemands, les Autrichiens, les Italiens, les Espagnols. Les Français rejettent l'idée

d'abaisser le prix de la viande bovine et veulent garder en l'état l'organisation du marché ; cela suppose de préserver une forte protection aux frontières avec, comme contrepartie probable, réclamée à l'OMC, l'engagement de réduire les exportations subventionnées, ce qui impliquerait, comme dit M. Le Penec, une meilleure « maîtrise de la production », c'est-à-dire des quotas. Ces derniers affecteraient en premier le « troupeau allaitant » (les races à viande), soit la France, l'Irlande et la Grande-Bretagne.

Le raisonnement est identique pour les produits laitiers, même si l'urgence est moins grande, le marché restant à peu près équilibré ; mais se refusant la possibilité d'exporter davantage en abaissant les prix condamnerait bientôt l'Union à devoir revoir à la baisse ses quotas de production. Contrairement à ce qui se passe pour le lait et la viande, M. Le Penec to-

lère les baisses de prix proposées pour les céréales (20 %), dont s'accroissent d'ailleurs les intérêts, soucieux de se lancer à la conquête d'une demande mondiale en expansion. Le ministre raisonne comme s'il était permis de maintenir les producteurs-entrepreneurs de la Beauce ou de la Brie à l'abri de son ambitieuse réforme paysanne. « Mal vu ! », répond la Commission : diminuer les prix du blé et du maïs revient à réduire ceux de la volaille et du porc, ce qui handicaperait gravement la consommation de viande de bœuf.

Les Quinze disposent d'une bonne année pour négocier. Avec l'appui des Allemands, qui n'en reviennent pas, une majorité sera plus facile à trouver sur un schéma proche de ce que préconise M. Le Penec que sur les propositions de la Commission.

Philippe Lemaître

DETAILLANT GROSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris pas Cher, Paris Créateurs
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TREZZA - EPEDA - SIMONS
QUINORILLO - BULTEX - ORIELLO - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Suter - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19 M^{te} Téléphone
50, avenue d'Italie PARIS 13 M^{te} d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

سكس في الاول

Charles Millon confirme son alliance avec le Front national en Rhône-Alpes

Alain Mérieux (RPR) a été élu premier vice-président du conseil régional grâce aux voix de l'extrême droite

Charles Millon a commencé à constituer son exécutif, à la tête du conseil régional Rhône-Alpes, lundi 6 avril, grâce aux voix du Front national avec

lesquelles il avait été réélu, le 20 mars, à la tête de cette assemblée. L'industriel Alain Mérieux (RPR), proche de Jacques Chirac, a été élu, ainsi, premier

vice-président. Treize conseillers de droite se sont opposés à cette confirmation de l'alliance nouée par M. Millon avec l'extrême droite.

LYON
de notre correspondant régional
Charles Millon (ex-UDF) est parvenu à ses fins pour constituer, contre vents et marées et après dix-huit jours de tempête politique, l'exécutif de « sa » région. Une vague formée par les trente-cinq voix des élus Front national qui, le 20 mars, l'avaient porté à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, a déferlé, lundi 6 avril, sur les quinze candidats UDF et RPR qui postulaient aux postes de vice-présidents de la région. Cette fois encore, M. Millon n'a pas hésité un seul instant à recourir aux suffrages des conseillers d'extrême droite pour assurer l'élection de ses amis.

Le premier à être ainsi investi a été Alain Mérieux (RPR), premier vice-président sortant, président de l'Institut Mérieux et de Bio-Mérieux, qui brigait cette même fonction. Cet allié de longue date de M. Millon – et proche de Jacques Chirac – avait affirmé, le 20 mars, qu'il refuserait les voix du Front national si elles se portaient sur son nom et qu'il donnerait sa

démission au cas où il devrait son élection aux suffrages des élus d'extrême droite. Lundi, le conseiller régional RPR a quitté discrètement l'hémicycle de la région peu de temps avant l'annonce des résultats du vote, qu'il savait acquis d'avance : 82 voix contre 59 à son adversaire de gauche, Gérard Colomb (PS).

ESPOIR ENVOIÉ

Avant son départ, M. Mérieux – qui n'est pas revenu ensuite – avait fait distribuer un communiqué dans lequel il déclarait : « Après le vote me concernant, quel qu'en soit le résultat, il n'y aura de ma part, à court terme, ni commentaire ni éventuelle décision », sur son malin-tien ou non à la première vice-présidence de la région.

Avant l'ouverture du scrutin, la gauche, mais aussi les treize conseillers régionaux de droite – dix UDF et trois RPR – opposés à toute « compromission » avec le Front national, ont pressé les quinze candidats aux vice-présidences de prendre position sur le soutien que s'approprièrent à leur

apporter les élus lepénistes. Aucun de ces candidats n'a jugé utile de leur répondre devant l'assemblée. La gauche « plurielle » paraît sur une division plus profonde de la droite rhône-alpine pour empêcher la mise en place de l'exécutif régional et contraindre M. Millon à donner sa démission. Cet espoir s'est très vite envolé.

Finalement, les élus socialistes et leur chef de file, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, ont proposé, « trop tardivement », selon une conseillère régionale des Verts, « d'étudier [avec les élus de droite] toutes les solutions qui permettraient que la région ne soit pas gérée en accord avec le Front national ». La démission de M. Millon de la présidence de la région et son absence de tout poste de responsabilité étaient le préalable posé par la gauche.

PLAISIR GOURMAND

La veille au soir, le président du conseil régional Rhône-Alpes était parvenu à endiguer la grogne d'une partie de ses amis et à les persuader qu'il est possible pour la

droite républicaine de « bouffer » le FN en s'alliant à lui, selon l'expression d'un élu rallié à la cause que défend M. Millon. À observer le plaisir gourmand qu'affichait Bruno Gollnisch après chaque élection des vice-présidents UDF et RPR – le Front national n'exigeait pas sa participation à l'exécutif –, on pouvait imaginer sans peine que l'analyse du « patron » de l'extrême droite en Rhône-Alpes était diamétralement opposée. « Nous avons fait la preuve qu'il existe une majorité [à droite] pour gérer cette région », affirmait M. Gollnisch, et il ajoutait : « Aujourd'hui, on a renversé le tabou stupide qui existait contre nous. »

Généreux, M. Gollnisch a cependant indiqué, à propos de son soutien à M. Millon le 20 mars, pour qu'il demeure à la tête de Rhône-Alpes, et à ses amis politiques le 6 avril, pour qu'ils conservent « leur » région : « J'avais été sollicité exclusivement dans le cadre de la présidence [par M. Millon], et non des vice-présidences. »

Claude Francillon

Valéry Giscard d'Estaing ménage le FN en Auvergne

La majorité de droite de l'assemblée régionale confie 37 délégations extérieures aux élus du parti de Jean-Marie Le Pen

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

En dépit de l'opposition affichée par les socialistes, les communistes et les Verts, la majorité du conseil régional d'Auvergne, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, a octroyé, lundi 6 avril, aux élus du Front national, 37 délégations au sein des organismes extérieurs (sur un total de 480), dont douze à titre de titulaires ou de suppléants dans des conseils d'administration de lycées ou d'établissements d'éducation spécialisée.

Faut-il y voir l'aboutissement de quelque transaction permettant à la majorité très relative – 22 droite face à 21 gauche et 4 FN – dont dispose Valéry Giscard d'Estaing de gouverner sans encourir la menace de votes hostiles du Front national ? Les représentants de la gauche « plurielle » auvergnate ne sont pas loin de le penser.

Dès le début de la séance, alors que 200 personnes manifestaient aux abords du conseil régional à l'appel de quarante associations,

René Souchon, président du groupe socialiste, avait donné le ton : « Comment reconnaître, comme l'a fait, le 23 mars, le président de la République, que le Front national est un parti de nature raciste et xénophobe, et lui confier, dans des établissements scolaires ou universitaires, la représentation du conseil régional ? »

Rejoint par les communistes et les Verts, insistant sur le fait que la loi permet au conseil régional de décider librement de ses représentations extérieures, l'ancien ministre enjoignait la droite républicaine de ne pas souscrire à la désignation d'élus du FN pour représenter le conseil régional hors de ses murs. En vain, car pour le porte-parole de la majorité, Jean Proriot (UDF), que M. Giscard d'Estaing a choisi comme dauphin, suivre la gauche dans cette voie serait porter atteinte au suffrage universel : « Le groupe de la majorité respecte les minorités, quelles qu'elles soient, et nous devons respecter la proportionnelle. »

Jean-François Rouger

Martin Malvy (PS) emporte la présidence de Midi-Pyrénées

TOULOUSE

de notre correspondant
Il était presque minuit quand Martin Malvy a été élu président du conseil régional de Midi-Pyrénées, au quatrième tour d'un scrutin interminable, mais sans grandes surprises. Le candidat de la gauche plurielle a dû une nouvelle fois attendre que l'ancien président Marc Censi (UDF-DL) démissionne après avoir, à nouveau, été élu avec les voix du Front national.

Contrairement au 23 mars, M. Censi a bénéficié, dès le premier tour, du retrait de Bernard Antony, candidat du FN. Mais, au lieu d'annoncer immédiatement sa démission, le président sortant a laissé planer le suspense tout l'après-midi.

Pour M. Antony, la messe était pourtant dite dès la demande de suspension de séance. « Marc Censi porte la responsabilité entière de l'accession du candidat socialo-trotsko-communiste Martin Malvy à la présidence de la région Midi-Pyrénées », a estimé le porte-parole régional du Front national, qui a qualifié, une nouvelle fois, M. Censi d'« homme faible, indécis et apeuré ». Le président sortant s'est contenté de constater que son appel à « transgresser les cli-

vages » pour choisir « le parti de Midi-Pyrénées » n'avait pas été « entendu, ou en tout cas compris ». « N'élisez pas un président pour planter le drapeau d'un parti au cœur de notre région », avait demandé M. Censi.

À défaut d'une improbable ouverture à gauche, le candidat socialiste a bénéficié d'un élargissement quasi imperceptible de sa majorité, en recueillant 44 voix sur 91, soit une de plus que prévu. Outre le soutien des deux élus de la LCR, M. Malvy a reçu l'appui inopiné d'un conseiller régional de droite qui a préféré rester anonyme. Ce ralliement est intervenu au deuxième tour, après qu'un autre élu de droite, tout aussi anonyme, eut préféré mêler sa voix à celles des huit élus du Front national.

HOMMAGE À M. CENSI

Les trois heures d'interruption de séance qui avaient suivi la nouvelle élection de M. Censi avaient été mises à profit par les groupes UDF et RPR pour s'accorder sur la candidature de substitution d'André Trigano, élu non inscrit proche des radicaux valaisiens. Président par intérim au bénéfice de l'âge, M. Trigano caressait le rêve d'une « cohabitation régionale », en cultivant ses relations avec les radicaux de gauche. Mais Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, revenu exprès de la station de ski alpine où il passe des vacances, était présent dans le public pour s'assurer qu'aucune défection ne viendrait ternir les relations de son parti avec le PS.

Sitôt élu, M. Malvy a rendu hommage à M. Censi, adoptant un ton plus courtois que le 23 mars quand il avait accusé son adversaire de vouloir bloquer le fonctionnement de la région. M. Malvy parle désormais de la « minorité » plutôt que de « l'opposition ». « Des élus républicains ne sauraient organiser la paralysie de l'institution (...). On ne peut à la fois brandir cette arme et affirmer sa passion régionale », soulignait-il dans sa profession de foi.

La réunion des présidents de groupe et les discussions qui se sont prolongées jusqu'à 2 heures du matin pour chercher un accord sur la composition de la commission permanente se sont soldées par un échec. La droite réclame une commission élargie à l'ensemble des 91 conseillers régionaux alors que la gauche plurielle voudrait la limiter à 41 sièges. M. Malvy propose un tiers des présidences des futures commissions à la droite, mais aucune vice-présidence. La séance doit reprendre jeudi 9 avril.

Stéphane Thépot

Un président de gauche pour le Centre

Élu, lundi 6 avril, à la présidence de la région Centre, Michel Sapin a quitté l'hémicycle sous les vociférations de l'extrême droite. Revenu en salle de commission, l'ancien ministre socialiste y a vu « une injure très profonde à la démocratie ». Le Front national, après la démission, le 27 mars, de Bernard Harang (UDF-DL), élu le 20 mars avec les voix lepénistes, a organisé le tapage. Marie-France Stirbois, qui a abandonné son siège d'élu régional, orchestre le tohu-bohu. À 10 h 15, le conseil avait été évacué après une alerte à la bombe. Une heure après, à la reprise, le public est filtré. « Les gauchos, faut pas les laisser entrer ! », clame M^{me} Stirbois. Désigné par le RPR et l'UDF, M. Harang n'obtient que 18 voix, et on dénombre 10 votes blancs. Au second tour, M. Harang n'est plus candidat. Au troisième, M. Sapin l'emporte avec 33 voix ; Jean Verdon (FN) en obtient 13, et Guy Vasseur (RPR), non-candidat, les 14 de son groupe. Il y a 9 votes blancs et 4 élus UDF, dont M. Harang, ne prennent pas part au vote. L'élection de la commission permanente – 9 élus de gauche, 8 de droite et 3 du FN – montre que la victoire de M. Sapin est fragile. – (Corresp.)

hello

SG

Un nouveau nom dans la banque internationale.

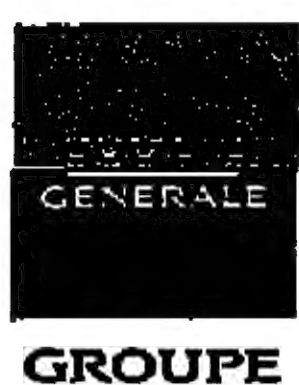
C'est désormais sous le nom de SG que le Groupe Société Générale mènera l'ensemble de ses activités internationales :

- Banque commerciale et d'investissement
- Asset Management
- Gestion Privée

La marque SG est plus qu'un logo : c'est le symbole de notre engagement à mettre notre expertise au service de nos clients, aujourd'hui comme à long terme.

Nos récentes acquisitions, Hambros Banking Group, Cowen & Co, Barr Devlin et Yamaichi Asset Management, témoignent du renforcement de notre présence internationale.

Huitième banque européenne, et seizième banque mondiale en termes d'actifs, le Groupe Société Générale est présent dans près de 80 pays et emploie 55000 personnes. Avec 2600 agences, il est un des leaders de la banque de détail en France.



IMMIGRATION La mobilisation en faveur des sans-papiers s'intensifie. 133 cinéastes ont adressé au Monde un texte pour réclamer la régularisation des sans-

papiers qui en ont fait la demande. **CINQ DÉPUTÉS VERTS** ont fait savoir qu'ils voteraient, mercredi 8 avril, contre le projet Chevènement sur l'immigration. Le Parti

communiste apporte de plus en plus ouvertement son soutien aux sans-papiers. **UN FRONT UNI** des associations d'aide aux immigrés se constitue. Une vingtaine d'entre

elles interpellent Lionel Jospin et appellent une mobilisation beaucoup plus large des sans-papiers. **LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**, Jean-Pierre Chevènement, s'en est

pris une nouvelle fois à ceux qui soutiennent les sans-papiers, et particulièrement au président de la commission sociale de l'épiscopat, l'évêque de Saint-Denis Mgr de Berranger.

133 cinéastes réclament une régularisation massive des sans-papiers

Dans un texte adressé au « Monde », ils dénoncent la politique répressive du gouvernement. A la veille de l'adoption du projet Chevènement, une grande partie de la gauche de la gauche « plurielle », ainsi que de nombreuses associations se mobilisent contre la reprise des expulsions

LES CINÉASTES repartent en campagne. Pour la troisième fois en un peu plus d'un an, ils lancent une pétition de soutien aux étrangers sans papiers vivant en France. Dans ce texte, rendu public mardi 7 avril, ils dénoncent la procédure de régularisation lancée le 24 juin par Jean-Pierre Chevènement, qui prévoit l'examen des dossiers au cas par cas et selon des critères précis, et réclament, au contraire, « un titre de séjour temporaire d'un an à tous ceux qui en ont fait la demande ». Convaincus que la satisfaction de leur revendication ne sera pas immédiate, chacun d'entre eux s'engage à parrainer un « débouté », autrement dit un étranger qui aurait vu sa demande rejetée par une des préfectures.

Ce nouvel appel s'inscrit « dans la droite ligne des précédents », souligne Pascal Ferran, un des animateurs de l'initiative. En février 1996, en effet, cinquante-neuf cinéastes avaient lancé, dans Le Monde, un « appel à débouter » aux lois contre l'immigration. Ils dénonçaient plus particulièrement un article du projet de loi défendu alors par Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur du gouvernement juppé, qui obligerait toute personne recevant un étranger à informer la mairie de son départ. Cette pétition, reprise par de nombreuses professions, avait recueilli plus de 30 000 signatures et préparé le terrain à la manifestation de 100 000 personnes, le 22 mars 1997, à Paris. Jean-Louis Debré avait finalement modifié son projet.

« NOUS N'AVONS PAS CHANGÉ »

Huit mois plus tard, le 2 octobre, 1 300 artistes et intellectuels reprenaient leur plume afin de lancer un nouvel appel. Les gouvernements changent, les problèmes demeurent, expliquaient-ils en substance. Entre-temps, en effet, la gauche plurielle avait gagné les élections législatives ; le nouveau ministre de l'Intérieur avait annoncé un nouveau projet de loi et lancé sa procédure de régularisation. Jugant trop timide la réforme législative proposée, les signataires dénonçaient surtout la « régularisation sous conditions » proposée par M. Chevènement.

« Nous n'avons pas changé », souligne Cédric Klapisch. Contraire-

ment à d'autres, qui se déterminent en fonction de la couleur du gouvernement, nous pensons la même chose qu'il y a un an.

Rester fidèle à « l'esprit de février » : tel a été le cap fixé par les cinéastes. Un choix qui vient tirer les conséquences de l'échec relatif de la pétition « unitaire » d'octobre. Les réalisateurs ont ainsi choisi de rédiger seuls leur appel, plutôt que d'écrire, comme en octobre, un texte de compromis, qu'ils estiment « moins inventif ».

C'est donc le monde du cinéma, de tout le cinéma, mais rien que du cinéma, qui figure au bas de l'appel : des jeunes, comme Jacques Audiard, Arnaud Desplechin, Cé-

drick Klapisch et Manuel Poirier, des très jeunes comme Xavier Beauvois, Judith Cahen et Marion Vernoux, mais aussi des cinéastes plus confirmés, comme Philippe Garrel, Jean-Luc Godard, Claude Lanzmann ou Bertrand Tavernier.

Tous ont été contactés après qu'un premier groupe d'une dizaine, qui se réunissait régulièrement depuis octobre, eut rédigé le texte.

Le fond témoigne du même souci de se rapprocher de l'initiative de février. S'appuyant sur deux événements particuliers – l'intervention de la police contre les boat people chinois en Nouvelle-Calédonie et l'arrestation, à Rolsy, de militants d'extrême gauche qui

souhaitaient empêcher des expulsions de sans-papiers –, ils dénoncent les « incessantes tracasseries » ainsi que l'« acharnement répressif » réservés aux 75 000 futurs déboutés de la régularisation.

« ÉTAT POLICIER »

Le ministre de l'Intérieur prévoit en effet de ne régulariser que la moitié des 150 000 personnes ayant déposé un dossier. « 75 000 personnes à expulser, c'est 75 semaines », écrivent les cinéastes, qui s'inquiètent de voir la France se transformer en « État policier ». Enfin, se déclarant « coupables d'un délit de solidarité », ils appellent à une mobilisation de masse.

« Pourquoi un tel acharnement répressif ? »

Nous publions le texte intégral de la pétition signée par 133 cinéastes :

« 22 mars 1998 : en Nouvelle-Calédonie, la police française tire des balles en caoutchouc sur 110 boat-people chinois.

1^{er} avril 1998 : 8 Maliens en situation irrégulière sont expulsés contre leur gré du territoire français sur un avion de ligne Air France. Les témoins qui tentent de s'interposer sont arrêtés.

Allons-nous nous habituer à l'idée que nos gouvernements traitent les étrangers comme des criminels en puissance ?

Hier, 150 000 sans-papiers, encouragés par les promesses électorales, allaient se déclarer afin d'obtenir un titre de séjour temporaire d'un an. Ces 150 000 personnes sont aujourd'hui fichées.

Allons-nous accepter qu'un fichier, constitué par les autorités françaises, de 150 000 immigrés puisse à tout moment être utilisé contre eux ?

Fin avril, plus de la moitié n'obtiendront pas ce titre de séjour. Ceux-là seront rejetés dans l'illégalité et passibles d'expulsions vers leur pays d'origine d'où ils sont partis depuis de nombreuses années.

75 000 personnes à expulser, c'est 1 000 personnes raflees pendant 75 semaines. Qui souhaite réellement que la France se transforme en État policier ?

75 000 personnes non expulsées et non régularisées, c'est 75 000 personnes vivant avec nous sans aucun droit, et soumis, jour après jour, à d'incessantes tracasseries administratives, policières et patronales. Est-ce une solution acceptable dans un État de droit ?

Combien d'égilises occupées, de coups de

haches et de blessés, va-t-il encore falloir endurer pour que la situation change ? Pourquoi faut-il qu'une fois de plus, les forces de propositions soient dans la rue et que le gouvernement ne sache que réprimer ou concéder ?

En allant se déclarer, 150 000 personnes ont dit leur volonté de rester vivre et travailler ici dans la légalité.

Ces 150 000 personnes dont les pères ont reconstruit le pays après la guerre, et les grands-pères combattus aux côtés de nos grands-pères, sont, à nos yeux, au moins aussi dignes de vivre ici que nous-mêmes.

Pourquoi un tel acharnement répressif alors qu'il serait si simple de régulariser, c'est-à-dire d'accorder un titre de séjour temporaire d'un an, à tous ceux qui en ont fait la demande ?

Nous le répétons aujourd'hui. Notre point de vue n'a pas changé parce qu'il n'est ni tactique ni électorale. Il ne changera pas parce que ce sont les valeurs de notre pays qui sont en jeu.

De nouveau, nous demandons donc la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. D'ici là, chacun d'entre nous, conscient d'être coupable d'un délit de solidarité, s'engage à parrainer un des 75 000 déboutés.

Ce texte a été signé par : Régine Abadia, Chantal Ackerman, Matthieu Amalric, Denis Amar, Jacques Audiard, Pascale Bally, François Barot, Xavier Beauvois, Lila Béguja, Véra Belmont, Lucas Belvaux, Jean-Louis Benoît, Georges Bensoussan, Luc Béraud, Christophe Blanc, Alain Bonnot, Rémi Bonnot, Bruno Bontzolakis, Claudine Bories, Dominique Brabant, Catherine Bréhat, Jean-Michel Carré, Xavier Castano, Judith Cahen, Elsa Chabrol, Jacques Champreux, Dominique Cheminal, Patrice Chéreau, Jean-Pierre Civeyrac, Pascal Cline, Jean-Louis Comolli, Richard Copans,

Alain Corneau, Catherine Corsini, Jean-Pierre Cressent, Dominique Crévecoeur, Claire Denis, Lise Dérumont, Jacques Deschamps, Antoine Desrozières, Arnaud Desplechin, Claire Devers, Vincent Dieutre, Marie Dolez, Olivier Ducastel, Daniel Edinger, Jacques Fansten, Philippe Faucon, Pascale Ferran, Laurence Ferreira Barbosa, Didier Flamand, Manuel Flèche, Gérard Follin, Michel Follin, Philippe Garrel, Denis Gheerbrant, Pierre-William Glenn, Jean-Luc Godard, Frédéric Goldbroton, Romain Goupil, Pierre Grange, Robert Guédiguan, Didier Haudepin, Henri Herré, Laurent Heynemann, Daniel Incalterra, Danielle Jaeggli, Olivier Jahan, Patricia Kajnar, Pascal Kané, Gilles Katz, Cédric Klapisch, Jacques Kébadian, Jeanne Labruno, Franck Landron, Pascal Laniot, Claude Lanzmann, Luc Leclerc du Sablon, Patrick Le Gall, Didier Le Pêcheur, Serge Le Péron, Christophe Loizillon, Marceline Loidan-Ivens, Jacques Mallot, Jean Marboeuf, Jean-Pierre Meunier, Yvon Marciano, Tonie Marshall, Patrick Martin, Jacques Martineau, Frédérique Mathieu, Jean-Baptiste Mathieu, Agnès Merlet, Anne-Marie Miville, Gérard Morillat, Christian Moroy, Claude Nourissany, Christophe Otzenberger, César Paes, Marc Pavau, Marie Pérennou, Yves de Peretti, Laurence Petit-Jouvet, Nicolas Philibert, Bruno Podalydès, Manuel Poirier, Christian Poveda, Françoise Prébois, Jérôme Prieur, Alain Raoust, Jacques Renard, Jean-Henri Roger, François Rosolato, Brigitte Rouan, Patricia Saint-Georges, Jean-Paul Salomé, Pierre Salvadori, Jacques Sansoulet, Jean-Marc Seban, Paul Seban, Charlotte Silveira, Claire Simon, Michel Sinosa, Michel Such, Bertrand Tavernier, Muriel Téodori, Jean-Pierre Thon, Maurice Tinchant, Marie-Claude Treilhou, Daniel Van Cutsem, Bertrand Van Effenterre, Marina de Van, René Vautier, Marie Vermeillard, Marion Vernoux, Jacques Vigoureux, Luc Wouters.

« TROTSKISTES ANGLAIS »

L'attaque a provoqué un sérieux émoi chez les Verts et au Parti communiste, ainsi que dans les associations d'aide aux immigrés. Lors d'une réunion, le lendemain, les cinéastes ont choisi de saisir l'occasion : « On s'est senti trotskistes anglais », sourit Pascal Ferran, et on a pensé que notre parole pouvait être entendue. » Depuis, les positions se sont encore radicalisées, les Verts annonçant leur intention de voter contre le texte de Jean-Pierre Chevènement, qui sera examiné mercredi prochain en dernière lecture à l'Assemblée (lire page 9).

Se souvenant du mouvement de février dernier, les cinéastes espèrent à présent « un relais des autres professions ». « Mais chacun doit s'impliquer individuellement, suivre l'appel s'il le souhaite, y chercher ce qui le touche », tempère Cédric Klapisch.

Pas question, pour les réalisateurs, de renvoyer la paternité du mouvement. Ils soulignent d'ailleurs que l'association Droits devant ! organise depuis de long mois des parrainages de sans-papiers, que les Verts et les refondateurs communistes lui ont déjà emboîté le pas. C'est d'ailleurs chez Patrick Brauwer, un de ces communistes non orthodoxes, que les cinéastes s'apprennent à agir à leur tour : samedi 11 avril, à la mairie de Saint-Denis, plusieurs dizaines d'entre eux devraient s'engager à soutenir un des 75 000 déboutés.

Nathaniel Herzberg

L'espoir tenu des sans-papiers réfugiés à Saint-André de Bobigny

L'ÉGLISE Saint-André de Bobigny avait déjà comme particularité celle d'être située avenue Karl-Marx. Depuis dimanche matin, elle se fait remarquer en accueillant des sans-

REPORTAGE

« Remettre les compteurs à zéro, comme Mitterrand en 1981, ça ne coûtera pas grand-chose ! »

papiers à deux pas de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, dénoncée comme l'une des plus réticentes à accorder des régularisations en ver-

tu de la « circulaire Chevènement ». A l'heure de la messe des Rameaux, les paroissiens de Saint-André ont dit se rendre à l'évidence : plusieurs centaines d'étrangers en situation irrégulière, des Africains pour la plupart, accompagnés d'une forte minorité chinoise et de quelques Maghrébins, avaient choisi ce lieu de culte pour revendiquer une vie normale en toute légalité.

Un « modus vivendi » immédiatement été trouvé et l'office a pu être célébré normalement. Une « salle de recensement » attenante ainsi que le hall ont été mis à leur disposition, où une centaine de personnes se relaient en permanence. La nuit,

seuls une vingtaine de militants demeurent sur place, hébergés dans le sous-sol du presbytère. « Personne ne quitte facilement son pays. (...) Mais ils sont là, souvent depuis longtemps. Il nous faut les aider », a réagi immédiatement Jean-Pierre Coco, curé de Saint-André. « Ce sont des gens inquiets, qui vivent une situation douloureuse et sont très respectueux de notre église. Ces hommes et ces femmes doivent être entendus », complétait un peu plus tard Eugène Doussal, le prêtre ouvrier qui officie dimanche.

Épaulés par des militants de l'association Droits devant ! et du « collectif des sans-papiers du 93 », une centaine de sans-papiers se sont installés depuis dimanche dans le hall et la salle de prière tandis que l'église elle-même était laissée libre. Lundi, une curieuse ambiance d'attente régnait dans ces locaux désormais occupés essentiellement par des hommes africains dont la seule distraction était fournie par le passage de quelques journalistes.

Regroupés dans la salle paroissiale, les Chinois, non francophones, arboraient, eux, des autocollants rouges « CGT 93 ». Leur banderole demandait « de tout cœur au gouvernement la législation de leur statut » au nom des « sans-papiers chinois de la CGT ». Au total 630 personnes étaient venues « s'inscrire », autrement dit revendiquer leur part de lutte et d'espoir.

Attendre, certes, mais quoi ? La régularisation de tous ceux qui ont

joué le jeu, dit Romain, un Béninois de 31 ans qui dit travailler au noir dans le bâtiment depuis son arrivée, en 1990. Que le gouvernement remette les compteurs à zéro comme Mitterrand en 1981, ça ne lui coûtera pas grand-chose ! » Après deux séjours en prison pour refus d'embarquer dans un avion, il n'a presque plus rien à perdre. Débuté faute de justificatifs de ressources, il se demande, comme beaucoup, « comment un gars qui n'est pas en règle pourrait fournir des feuilles de paie ».

Des fiches de salaire, Ly n'en a pas non plus, lui qui est venu de Chine avec sa femme, en 1990, et gagne sa vie « dans la confection, un peu par-

tout, toujours au noir » sans savoir un mot de français. Il a cessé le travail le jour de la parution de la « circulaire Chevènement », « pour se mettre en règle » et, aujourd'hui, il a peur parce que « les régularisations s'arrêtent le 30 » et que son propriétaire le menace d'expulsion. De sa poche, il sort le courrier préfectoral fatal. « J'ai le regret de vous faire connaître qu'(...) il ne m'est pas apparu possible de vous autoriser à séjourner plus longtemps en France (...) », lui a lu l'interprète. Juste avant la motivation laconique rédigée à partir de paragraphes-types concoctés par le ministère de l'Intérieur.

Ibrahimba, père de quatre enfants

150 000 candidats à la régularisation

La circulaire de régularisation du 24 juin 1997, signée par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, prévoit le réexamen de la situation des sans-papiers en fonction de « critères ». Ainsi les parents ou conjoints de Français se voient délivrer des papiers sans difficultés. De même les conditions sont appréciées avec souplesse pour les membres de familles constituées en France. En revanche, la circulaire exige, pour les célibataires, sept ans de présence en France, un titre de séjour de six mois et la preuve d'activités régulières.

Le dernier bilan, arrêté fin février par le ministère de

l'Intérieur, faisait état de 32 344 régularisations accordées et 30 053 rejets. Plus de la moitié des dossiers devaient encore être traités (150 000 demandes de régularisation ont été déposées). Selon les premiers résultats, 85 % des régularisations concernent des familles. Les Algériens représentent 15 % des régularisations accordées, devant les Marocains (11,5 %) et les Chinois (10 %). En revanche les Marocains totalisent 25 % des refus, les Algériens 13 %, et les Chinois... 1 %.

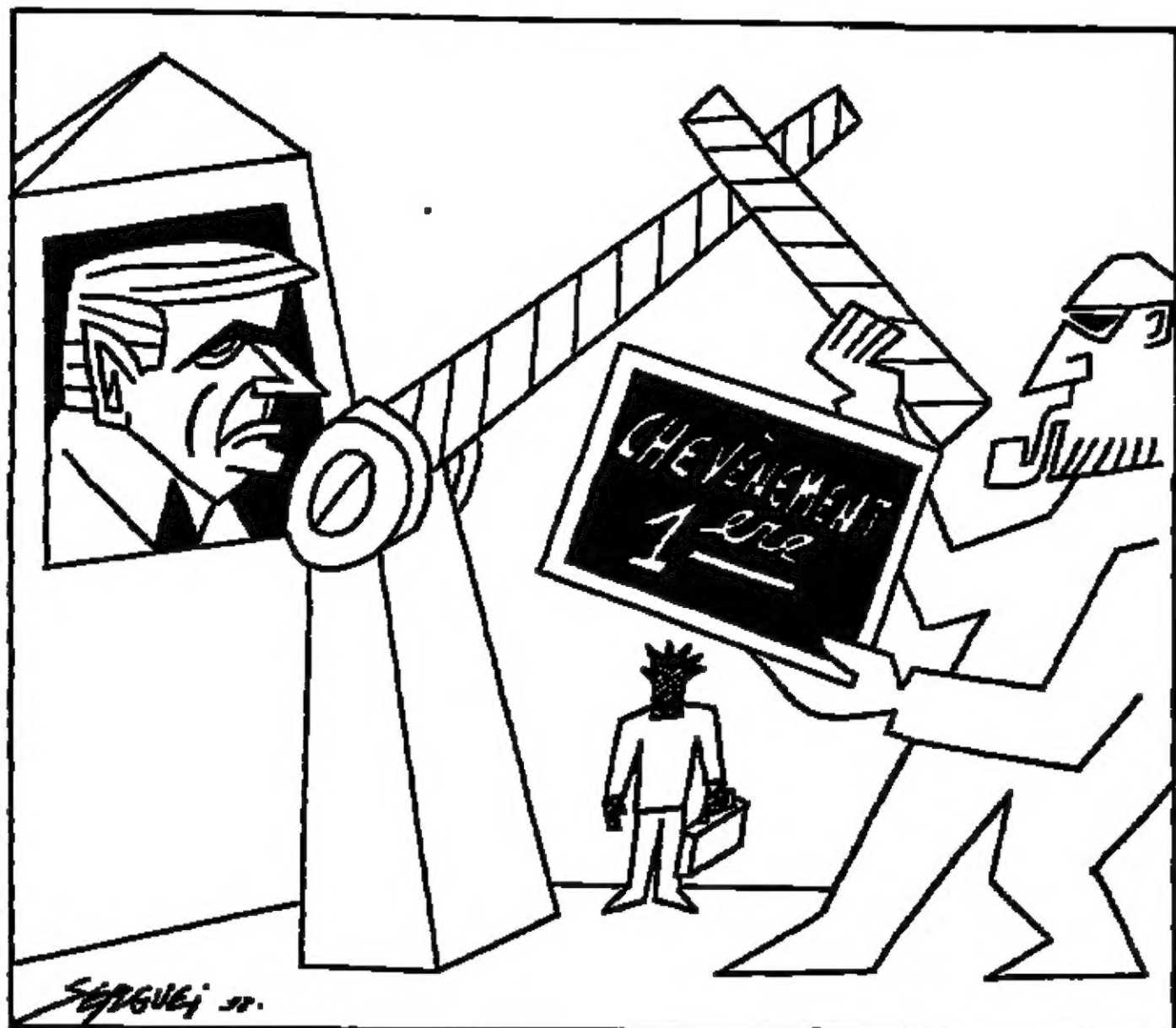
Quatre églises sont occupées par des sans-papiers, avec l'accord des autorités ecclésiastiques :

42 Africains sont installés, depuis le 7 mars, dans la cathédrale d'Evry (Essonne) ; 20 étrangers ont également été accueillis à l'église Saint-Pierre du Havre (Seine-Maritime), le 14 mars ; une quarantaine d'autres se trouvent dans une salle de la cathédrale Notre-Dame de Créteil (Val-de-Marne), depuis le 23 mars ; une centaine de sans-papiers occupent, depuis le 5 avril, deux salles de l'église Saint-André de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Le projet de loi sur l'immigration sera examiné, mercredi 8 avril, en dernière lecture à l'Assemblée nationale. Il prévoit un assouplissement de la loi Pasqua actuellement en vigueur.

Philippe Bernard

سكنى من الامم



Une vingtaine d'associations en appellent à Lionel Jospin

UNE VINGTAINE d'associations de défense des étrangers, d'organisations antiracistes et de syndicats ont refusé de prendre part, lundi 6 avril, à une réunion de concertation organisée par le ministère de l'Intérieur à propos de l'application de la circulaire Chevènement. En leur nom, Jean-Marc Dupoux, secrétaire général de la Cimade (association d'aide aux étrangers d'obédience protestante), a lu un texte rédigé en commun qui demande à Lionel Jospin une régularisation beaucoup plus large des sans-papiers. Les représentants des associations signataires ont ensuite quitté la salle.

Intitulé « Les positions du ministre de l'Intérieur sont inadmissibles », ce texte est signé par des syndicats comme la CGT, la FSU, Sud-PIT et le Syndicat de la magistrature, des associations de défense des étrangers (Portugais, Tunisiens, Marocains, Ligue des droits de l'homme, Femmes de la Terre, Fasti, Gisti, Cedetim, Comede, Cimade), antiracistes (Licra, MRAP, SOS-racisme) et

d'autres comme le Dal, Droits de l'homme, Emmaüs France, France Libertés et Act up Paris.

« Les tensions qui réapparaissent sont la conséquence d'une orientation politique erronée dont le gouvernement porte la responsabilité, estiment ces associations. Le choix délibéré de refuser la régularisation de la moitié des sans-papiers qui en ont fait la demande, c'est-à-dire de laisser plus de 80 000 personnes en situation irrégulière, est un non-sens et débouche sur une impasse. Abuser de la sorte de dizaines de milliers de personnes qui, avec l'espoir d'obtenir enfin le droit de mener une vie régulière, ont transmis en toute confiance leur situation à l'administration, ne peut que générer des réactions de désespoir et de révolte. Face à la progression de l'extrême droite, ces choix sont particulièrement malvenus ».

Les associations demandent au premier ministre d'ouvrir des négociations qui permettront de déterminer les conditions de régularisation des étrangers qui le souhaitent ».

DES EXPULSIONS musclées et quelques mots un brin provocants du ministre de l'Intérieur ont suffi. En quelques jours, la gauche de la gauche « plurielle » et les associations de soutien aux immigrés ont oublié leurs divisions à propos de la politique gouvernementale sur l'immigration et se sont rejointes sur le terrain de la radicalisation. Les retrouvailles ont eu lieu, lundi matin, dans l'aérogare 1A de Roissy-Charles-de-Gaulle à l'heure de l'embarquement du vol Air France 760 vers Bamako (Mali) et Conakry (Guinée).

Pas question cette fois d'opérations commandées pour empêcher des reconduites à la frontière, comme les « Jeunes contre le racisme en Europe » (JRE), ce groupe trotskiste vilipendé par Jean-Pierre Chevènement, en avaient organisé la semaine dernière. Les Maliens qui devaient être reconduits ce matin-là n'ont finalement pas été amenés à l'avion afin de ne pas échauffer davantage les esprits. Mais le hall 5 a été transformé, deux heures durant, en salle de meeting, les voix flûtées des hostesses disparaissant derrière le sifflement des mégaphones.

Devant les guichets d'enregistrement, une partie de l'éventail de la gauche « plurielle » : des communistes - Serge Guichard, responsable des questions d'immigration au PCF, Patrick Braouezec, député (communiste refondateur) et maire de Saint-Denis, et plusieurs autres élus communistes de Seine-Saint-Denis, ceints de leur écharpe tricolore ; des syndicalistes de la CGT et de Sud ; des militants associatifs comme Jean-Claude Amara, animateur de Droits devant !, Dominique Noguères, présidente de la Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'homme, et Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP ; les députés Verts Yves Cochet et Noël Mamère ;

Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire ; le cinéaste Romain Goupil. Le front uni qui avait montré une certaine efficacité contre Jean-Louis Debré du temps des « sans-papiers de Saint-Bernard » s'est reconstitué.

Deux jours avant le vote définitif à l'Assemblée nationale du projet de loi Chevènement sur l'immigration, l'occasion était trop belle de manifester sa colère à l'égard d'un texte marqué par une prudence similaire à celle qui a inspiré la « circulaire de régularisation ». « Mercredi, nous voterons contre », a annoncé Noël Mamère, qui n'avait pas pris part au vote lors des deux premières lectures. M. Mamère devait préciser un peu plus tard que cinq des six députés Verts adopteraient la même position, « sans état d'âme et sans regret ». Seul André Aschieri devrait voter pour.

« HYPOCRISIE »

Pour sa part, le député communiste Patrick Braouezec devrait rejoindre les Verts : « Je crois que je voterai contre », a-t-il déclaré à Roissy. « Je n'accepte ni l'hypocrisie d'Etat, qui maintiendrait des dizaines de milliers de gens en situation irrégulière, ni la trahison d'Etat, qui consiste à expulser des étrangers qui ont cru de bonne foi que le gouvernement allait régulariser », a expliqué le maire de Saint-Denis, qui demande « un moratoire pour que les dossiers puissent être revus ».

Son attitude se démarque de celle du groupe communiste qui devrait renouveler son abstention, ainsi que l'a affirmé au Monde André Gérin, député du Rhône et porte-parole du groupe sur le projet Chevènement. Quant au responsable communiste Serge Guichard, présent à Roissy, il a vivement condamné « la manière utilisée pour reconduire à la frontière des gens ficelés et scotchés de

façon indigne ». « Il y a trente ans, nous étions tous des fils allemands. Aujourd'hui, nous sommes tous des trotskistes anglais », a renchéri Alain Krivine, en référence aux propos de Jean-Pierre Chevènement. Que les uns et les autres convergent contre un gouvernement qui se dit de gauche et emploie les mêmes propos que Marcellin ou Pasqua ! On peut arrêter Jean-Pierre Chevènement, sinon, qu'il s'en aille ! »

« HONTE D'ÊTRE FRANÇAIS »

Le dirigeant de la LCR a proposé qu'une permanence soit organisée dans les aéroports pour empêcher les expulsions, suggestion reprise par Droits devant ! qui veut créer une brigade de « casques bleus » anti-expulsion.

« J'ai honte d'être français quand des étrangers sont drogués, baillonnés, attachés sur des sièges, avait déclaré auparavant un délégué CGT d'Aéroports de Paris, rendant hommage aux « camarades des JRE ». Il faut que cessent les expulsions dans ces conditions inacceptables. Ce n'est pas pour ça que la France a voté pour la gauche « plurielle ».

Et de plaider pour « des régularisations sans condition pour tous », et « pour que cesse l'esclavage moderne de gens qu'on a fait venir pour l'économie française ». Dans notre jargon, on les appelle des « déportés », a renchéri un steward cégétiste, ouvrant la voie aux références historiques.

Mouloud Aounit a appelé à un « devoir de résistance et de solidarité » face à des pratiques « indignes d'un gouvernement de gauche » et une syndicaliste de SUD-PIT a évoqué le « devoir de désobéissance » qui a été au cœur du procès Papon. Dominique Noguères, elle, a exprimé sa solidarité avec les passagers qui, en s'opposant aux expulsions, ont accompli « un acte citoyen » et demandé « une renégociation de la circulaire Chevènement ».

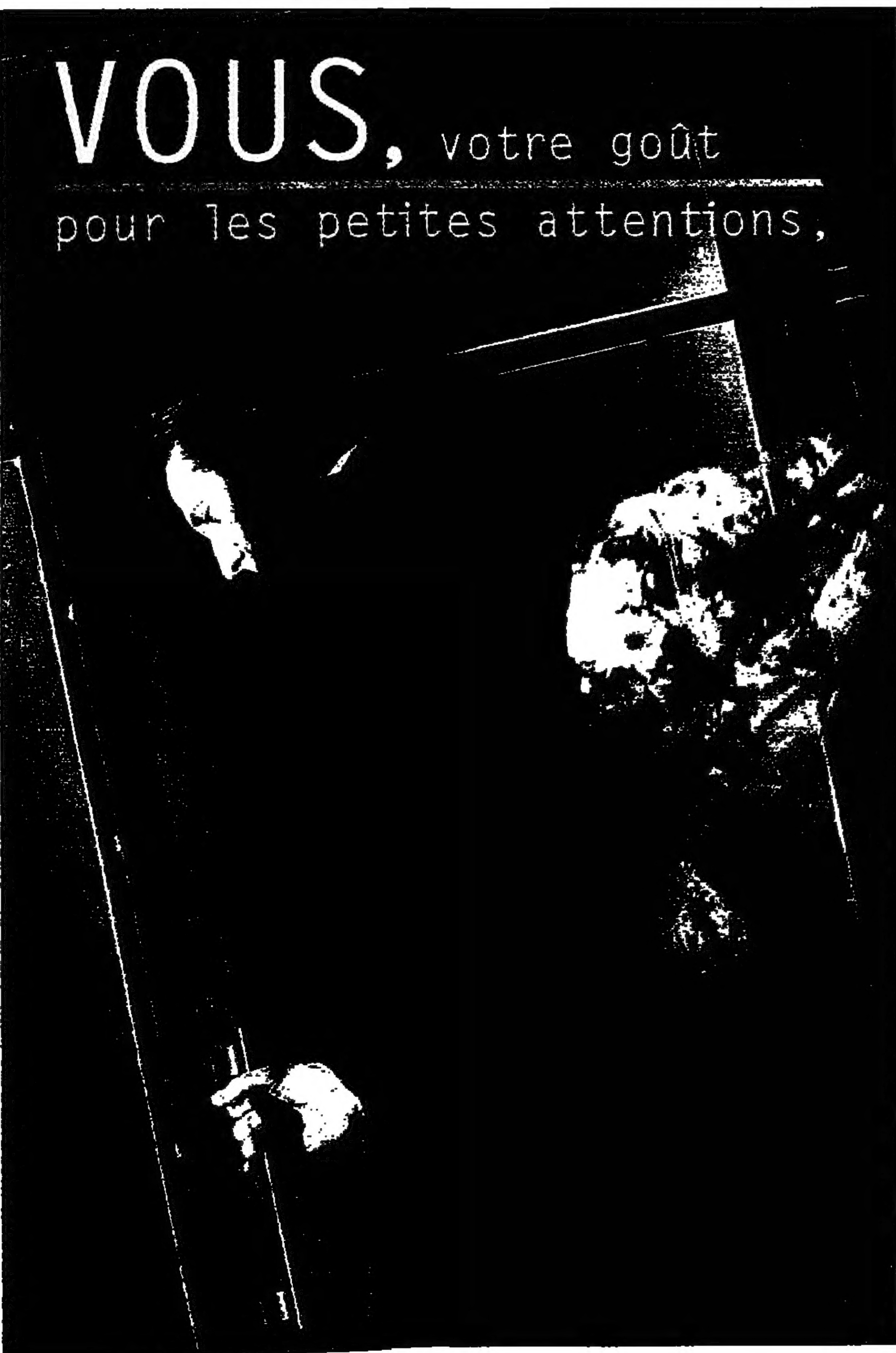
ment », dont l'application « tourne de manière tragique ».

Unis dans la dénonciation d'expulsions menées à la hussarde et dans la critique de la future loi Chevènement, associations, syndicats et organisations politiques de gauche se distinguent en réalité dans leur analyse de la situation. Certaines, à l'extrême gauche, dénoncent tout droit à l'Etat d'éloigner quelque étranger que ce soit, au nom de l'internationalisme, de la défense des exploités et des victimes de la forme de néo-colonialisme que représente pour eux l'immigration.

D'autres dénoncent surtout le piège dans lequel s'est enfoncé le gouvernement en décidant de ne régulariser qu'une moitié des sans-papiers sans pouvoir éloigner de force l'autre. La revendication d'un « moratoire » en vue d'un réexamen des situations s'inscrit dans ce contexte. De même, certains estiment que le gouvernement devrait opérer une distinction entre les étrangers délinquants de droit commun, et les simples sans-papiers. Ce n'est pas l'avis des associations de défense des droits de l'homme, qui luttent contre la « double peine » (quand une peine de prison est suivie d'une expulsion).

Quoi qu'il en soit, l'utilisation de méthodes de reconduite musclées contre des sans-papiers interpellés lors des récentes occupations d'église a convaincu les plus bienveillants à l'égard du gouvernement qu'une régression était en marche. Beaucoup constatent désormais les limites du mot d'ordre de « régularisation sur critères » avancé du temps de Saint-Bernard. Contre l'avis du ministre de l'Intérieur, elles demandent désormais la régularisation de tous les étrangers qui ont déposé un dossier.

Philippe Bernard



VOUS, votre goût pour les petites attentions,

VOUS êtes bienvenus sur AOM en classe Club Azur. Un accueil et un service chaleureux. Le choix de son siège dès la réservation. Un vrai repas aux heures des repas. Une cabine séparée. Sur Nice, Marseille, Perpignan et Toulon*, vous n'êtes pas qu'un passager.

*Au départ d'Orly Sud.

Contactez votre agence de voyages ou
Tél. 0 803 00 1234 (1,09 F/mn)
3615 AOM (1,29 F/mn)
AOM partenaire de
swissair



VI / LE

LE

se joue

ticipan

d'accus

est les

europ

rôles

gouver

pays à

revien

onze p

Le b

problè

nées, e

mique

l'enjeu

tation,

qu'il s

profes

Con

tions

Eurof

coord

taires

moné

quelq

sées

piancl

(angli

naiso

et m

d'éco

vier 1

Jaillet

Mont

sa dai

ritent

débat

de Fr

Cet

dialoq

cheu

tion

tant l

du et

Dom

Les syndicats de magistrats critiquent les projets de réforme d'Elisabeth Guigou

Un mouvement de protestation devrait avoir lieu au mois de mai

L'Union syndicale des magistrats (majoritaire et modérée) a vivement critiqué, lundi 6 avril, le projet de réforme d'Elisabeth Guigou. L'USM es-

time que cette réforme aboutira à « renforcer la dépendance [de la justice] à l'égard du garde des sceaux ». L'Association française des magis-

trats instructeurs juge pour sa part ce projet « consternant ». Enfin, le Syndicat de la magis-

APRÈS avoir soutenu, à l'automne, les principes généraux de la réforme de la justice lancée par Elisabeth Guigou, les syndicats de magistrats se montrent aujourd'hui très sévères.

Destinataire des avant-projets qui seront soumis, mercredi 7 avril, à la commission permanente d'études du ministère, l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui réunit 53 % des voix lors des élections professionnelles, a « mis en garde », mardi 6 avril, les pouvoirs publics « contre l'adoption précipitée de réformes fallacieusement présentées comme devant accroître l'indépendance de la justice alors qu'elle n'aboutirait qu'à renforcer sa dépendance à l'égard du garde des sceaux ».

L'USM, qui souhaite que les magistrats soient majoritaires au sein du futur Conseil supérieur de la magistrature (CSM), regrette que les conditions de nomination des magistrats du parquet n'aient pas été alignées sur celles des magistrats du siège.

« OPPOSITION RÉSOLUE »

Dans ce schéma, les propositions de nomination des procureurs généraux et des procureurs auraient été confiées, non au garde des sceaux, comme le propose Elisabeth Guigou, mais au Conseil.

L'USM affirme également son « opposition résolue » à l'instauration de « soviets disciplinaires baptisés "commissions d'examen des réclamations des justiciables" chargés de transmettre au ministre

les plaintes des plaideurs mécontents ».

Au chapitre des relations entre le garde des sceaux et les parquets, l'USM estime que la réforme, « loin de renforcer l'indépendance des magistrats du ministère public, la réduit sensiblement ». Elle dénonce le caractère « contraignant » des directives générales de politique pénale, qui devraient compenser la suppression des instructions in-

confits entre le ministère de la justice, les procureurs généraux et les procureurs ».

L'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) est plus sévère encore. « Cet avant-projet est consternant, tant la défiance à l'égard des juges d'instruction et de la police judiciaire est évidente, affirme l'AFMI. C'est la contestation de l'addition à payer pour notre efficacité dans les affaires politico-

toirs de six mois pour l'instruction, qui vise, selon elle, « à l'évidence les dossiers financiers ». « Autant dire, ajoute-t-elle, que ces dossiers sont terminés puisque la chancellerie met parfois plus de six mois pour envoyer les commissions rogatoires à l'étranger. » Elle dénonce enfin la présence, dès la première heure de garde à vue, de l'avocat, qui pourra s'entretenir avec son client au moment de la prolongation. « Sa présence est désormais justifiée non plus pour veiller au respect des droits individuels mais essentiellement dans une logique de défense, au détriment des droits des victimes et de l'efficacité des enquêtes » conclut l'AFMI.

JOURNÉE DE GRÈVE

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui a sévèrement critiqué le projet d'Elisabeth Guigou, prépare une journée de grève pour le 5 mai. Il estime que ce projet qui était destiné à renforcer l'autonomie des parquets accroît en réalité la hiérarchie et accentue la confusion entre le pouvoir politique et l'institution judiciaire.

L'USM réfléchit lui aussi à un mouvement de protestation et l'AFMI a pris des contacts avec certains syndicats d'officiers de police, notamment le SNOF (Syndicat national des officiers de police) et Synergie. L'AFMI a décidé d'engager des actions dans les semaines à venir, sans exclure la grève.

Anne Chemin

La légalité des syndicats FN Police et Pénitentiaire devant la Cour de cassation

Des résultats d'élections prud'homales en question

PEUT-ON CONSIDÉRER Le Front national-Police et le Front national-Pénitentiaire comme des syndicats professionnels ? C'est la question qui a été posée, lundi 6 avril, devant la Cour de cassation réunie en chambre mixte pour examiner deux pourvois. Le premier concerne un arrêt de la cour d'appel de Paris du 17 juin 1997 qui a jugé non conforme au code du travail la constitution en syndicat du FN-Police. Le second vise une décision rendue le 9 juillet 1997 par la cour d'appel de Montpellier, qui a considéré, en revanche, que l'objet du FN-Pénitentiaire était tout à fait conforme à la législation.

C'est entre ces deux positions fondées sur les mêmes textes que la Cour de cassation devra trancher. Sa décision, rendue vendredi 10 avril, est d'autant plus attendue qu'elle pourrait remettre en cause les résultats des dernières élections prud'homales.

Liée au Front national, la Confédération française nationale du travail (CFNT) avait participé à ces élections. Si le FN-Police et le FN-Pénitentiaire ne pouvaient plus, à l'issue de l'arrêt de la Cour de cassation, se prévaloir du titre de « syndicat », les scrutins auxquels la CFNT a participé devront être annulés.

Rejetant la constitution en syndicat du FN-Police, la cour d'appel de Paris avait estimé qu'« en adoptant la dénomination Front national de la police, ladite organisation s'est ostensiblement confondue avec le parti politique ». « Le FN-Police, concluait-elle, ne satisfait pas aux exigences légales auxquelles est su-

bordonné l'octroi de la qualité de syndicat professionnel. » Selon elle, une organisation ne peut se prévaloir du statut de syndicat si des liens avec un parti politique ont été clairement établis, dérogeant ainsi au principe de « spécialité ».

Adoptant une position totalement différente s'agissant, cette fois, du FN-Pénitentiaire, la cour d'appel de Montpellier avait privilégié une approche procédurale : selon elle, l'interdiction de se prévaloir de la qualité de syndicat entraînait automatiquement une dissolution, que seul le ministère public pouvait réclamer, ce qu'il n'avait pas fait. « Les attributions du juge civil ne lui permettent pas de contrôler ab initio le bien-fondé de la mise en œuvre d'une liberté publique », ajoutait en outre la cour d'appel, qui considérait que le regroupement en syndicat professionnel « constituait l'exercice d'une liberté publique ».

C'est donc sur la définition même du terme « syndicat » qu'ont porté les débats devant la Cour de cassation. Selon Arnaud Lyon-Caen, qui défend notamment la CFDT et la CGT, la question est « de savoir si un parti politique xénophobe et raciste va pouvoir emprunter le vecteur syndical pour mieux diffuser cette xénophobie et ce racisme ».

Pour la CFDT et la CGT, il faut « savoir si un parti politique peut emprunter le vecteur syndical pour mieux diffuser sa xénophobie et son racisme ».

« Ces deux organisations ne sont que des pseudo-syndicats. » Pour appuyer sa démonstration, M. Lyon-Caen se réfère à un article du code du travail qui dispose que les syndicats professionnels ont « exclusivement » pour objet « l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leurs statuts ». Selon lui, tel n'est pas le cas des organisations concernées qui tendraient « en réalité à promouvoir la doctrine politique du Front national, sous la dépendance duquel il se trouve ».

« La décision de la cour d'appel de Montpellier est une décision sage », a en revanche soutenu Jacques Pradon, l'avocat du FN-Police et du FN-Pénitentiaire. Évoquant « l'ostracisme injustifié » dont seraient victimes les organisations qu'il représente, il affirme que le refus de reconnaître ces deux syndicats aurait pour conséquence de signer leur « mort civile ». Cette crainte n'a pas ému l'avocat général, Philippe Decagny. « Suffit-il de dire que l'on est un syndicat pour échapper à toute mise en cause devant toute juridiction ? » a-t-il demandé. Demandant la cassation de l'arrêt de Montpellier, il a estimé que la cour d'appel avait « mal jugé » en opérant une « interprétation inexacte » des textes. Pour lui, le FN-Police et le FN-Pénitentiaire ne répondent pas à la définition légale du syndicat.

Acacio Pereira

Depuis 1894
DU BEAU VÊTEMENT À
LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Très grand choix
de tissus et de prix
Nouvelles collections
27, rue du 4-Septembre, Paris 25
Tél : 01.47.42.70.61

L'expertise médicale de M. Dumas conclut au report de son audition

L'EXPERTISE MÉDICALE effectuée, lundi 6 avril à Saint-Selve (Gironde), sur Roland Dumas (Le Monde du 7 avril), a conclu, le jour même, que l'état de santé du président du Conseil constitutionnel ne lui permettait pas de répondre à la convocation des juges Joly et Vichnievsky. M. Dumas devait se présenter au palais de justice de Paris, vendredi 10 avril, afin d'être mis en examen dans le cours de l'enquête visant son amie personnelle et ancienne collaboratrice, Christine Deviers-Joncour, soupçonnée d'avoir perçu, de 1989 à 1993, quelque 66 millions de francs extraits des caisses du groupe Elf. Les juges avaient mandaté un expert assermenté, membre de l'unité médicale judiciaire de l'Hôtel-Dieu, après que les avocats de M. Dumas leur eurent adressé, en fin de semaine dernière, un certificat médical attestant qu'en raison de « complications », l'ancien ministre, âgé de soixante-quinze ans, ne pourrait déférer à leur convocation. Initialement fixée au 11 mars, celle-ci avait été repoussée, une première fois, au 18 mars en raison d'une intervention chirurgicale.

Des intellectuels musulmans lancent un appel au gouvernement

A L'OCCASION de la fête de l'Aïd-el-Kebir, mardi 7 avril, dix intellectuels musulmans ont rendu publique une déclaration pour témoigner du « désarroi » actuel de leur communauté et déplorer l'« anomalie institutionnelle » que représente, selon eux, l'absence de « représentation officielle » des musulmans de France. Celle-ci devrait constituer la « priorité des priorités ». Depuis plusieurs mois, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, consulte en vue de faire des propositions, mais il a toujours appelé les musulmans, divisés en particulier sur le rôle de la Mosquée de Paris, à trouver par eux-mêmes les moyens d'une organisation de l'islam. La déclaration, signée en particulier par Mohand Ourabah, ancien conseiller d'État, Azzedine Guelbouz, universitaire, Ali Merad, professeur émérite, Hassan Benghabrit, écrivain, et Abdelhak Guiderdoni, chercheur au CNRS, témoigne de l'impatience grandissante des musulmans.

DÉPÊCHES

■ RÉVISIONNISME : le tribunal administratif de Caen a rejeté, jeudi 2 avril, la demande d'un professeur de Honfleur (Calvados), qui contestait sa révocation de l'éducation nationale pour révisionnisme. Vincent Reynouard, vingt-sept ans, professeur de mathématiques au lycée d'enseignement professionnel de Honfleur, avait été révoqué pour avoir donné à ses élèves un exercice qui « tendait à instaurer le doute sur la réalité de l'Holocauste », selon le tribunal.

■ SERVICE PUBLIC : le ministre délégué à la Ville, Claude Bartolone, a estimé, lundi 6 avril à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), qu'une des tâches prioritaires du gouvernement était de renforcer « l'égale de tous vis-à-vis du service public ». Prenant l'exemple du conflit qui oppose enseignants et élèves au ministère de l'Éducation nationale en Seine-Saint-Denis, il a affirmé qu'il existait « une forte attente sociale de la population des villes » et souhaité un partenariat entre les élus et l'État.

■ ÉCOUTES : l'ancien gendarme Jean-Michel Beau a écrit à Lionel Jospin, lundi 6 avril, pour solliciter « une initiative forte et sans complaisance » dans l'affaire des écoutes de l'Élysée. Seul condamné dans l'affaire du montage contre les « Irlandais de Vincennes », en 1982, M. Beau regrette le refus, par le premier ministre, d'une levée globale du secret-défense opposé au juge d'instruction (Le Monde du 1^{er} avril), et réclame l'ouverture de plusieurs enquêtes administratives.

A Toulon, une peine de prison avec sursis est requise contre Cendrine Le Chevallier, l'épouse du maire

TOULON

de notre correspondant

Trois mois de prison avec sursis et 50 000 F d'amende ont été requis, lundi 6 avril, par le procureur de la République du tribunal correctionnel de Toulon contre Cendrine Le Chevallier, épouse et adjointe au maire (FN) de cette ville, Jean-Marie Le Chevallier. Celle-ci comparait pour « discrimination fondée sur les opinions politiques et discrimination consistant pour une autorité publique à refuser à quelqu'un le bénéfice d'un droit accordé par la loi ». Cette accusation faisait suite à un courrier adressé le 4 décembre 1997 par l'élève à Gilbert Péra, directeur de Jeunesse toulonnaise (JT), une structure d'animation et de loisirs proche de la municipalité.

Dans cette lettre, l'adjointe déléguée à la petite enfance, à la jeunesse et à l'adolescence, s'opposait à la mutation du service des sports de la ville à JT de l'« ancienne secrétaire particulière de François Trucy durant ses deux mandats consécutifs de premier adjoint et maire de Toulon ». Cendrine Le Chevallier demandait dans ce même courrier de « pouvoir au poste manquant, soit par des employés sympathisants du Front national, soit par des éléments totalement neutres ».

Colifore strict, veste noire et jupe fourreau crème, l'accusée s'exprime en phrases courtes et aussi lisses qu'un visage qui ne trahit aucune émotion. Elle n'a de cesse de protester contre « ce pro-

cès intenté à partir d'une lettre volée et reprise par la presse », semblant faire l'impasse sur le fond de cette affaire. Quand la présidente, Isabelle Verdeaux, ramène l'œil sur le terrain des mots et des formules incarnant une préférence politique nette, Cendrine Le Chevallier se cabre et évoque la nécessité de s'« entourer de fidèles pour se protéger, de gens qui ne vont pas [la] trahir » avant de conclure : « Je réécrirais cette lettre s'il le fallait ».

REQUISITOIRE ÉNERGIQUE

M. Alain Lhoté, avocat de SOS-Racisme, s'est étonné « qu'une élue de la République puisse ignorer ses lois et viole les principes d'égalité en vue d'une préférence communale ». Le bâtonnier Michel Clément, avocat du syndicat CGT des employés communaux, a, lui, mis en évidence « le mélange des fonctions de la part de cette élue qui fut présidente de la structure ayant précédé JT avant de devoir s'en écarter sur la recommandation du préfet. Dans l'ombre, elle a néanmoins continué de la contrôler ». Cet argument a été repris et développé par M. Christine Ravaz, avocate de la Ligue des droits de l'homme, qui s'est employée à prouver que la formule discriminatoire « ne peut être dissociée de l'itinéraire de celle qui la commet », comme le martèlera plus tard le procureur de la République Albert Lévy. Pour M. Ravaz, « M. Le Chevallier n'a pas pu ignorer l'illégalité de ses écrits et elle a réitéré sa volonté discriminatoire en séance publique du conseil municipal, annonçant : "Je préférerai, c'est vrai, la préférence nationale, mais pour le moins la neutralité" ».

Pour le conseil de la Ligue des droits de l'homme, le fait que cette lettre ait été écrite dans le cadre de JT ne peut être innocent, « l'embrassement des enfants étant une des priorités de M. Le Chevallier », dont l'avocate cite certains des propos pour mieux appuyer son argumentation : « On est sur le sol chrétien. Je veux qu'on leur apprenne les valeurs chrétiennes. Pour les adolescents, il est peut-être un peu tard. Mais je voudrais faire un travail avec les enfants à partir de cinq-six ans. En faire de petits citoyens français et pas des révolutionnaires (...). Convertir les jeunes beaux à la religion chrétienne, ce serait une véritable preuve d'assimilation. C'est mon rôle de convertir un maximum de gens. » Voilà qui porte l'avocate à estimer que « le système utilisé par M. Le Chevallier est grave car il participe à la mise en place d'un processus totalitaire de prise de pouvoir en installant uniquement des sympathisants, des fidèles, des soldats aux postes-clés ».

Après le réquisitoire énergique du procureur évoquant « une emprise pénétrée de convictions racistes, xénophobes et légitimistes débouchant sur une véritable hégémonie politique », l'avocat de l'accusée, M. Jacques Trémolet de Villiers, a réfuté la notion de complot politique pourtant mise en avant par sa cliente. « Je fais du droit, pas de la politique », a-t-il lancé au procureur en lui reprochant d'être « le maître de la discrimination politique ». Il pense en effet que sa cliente est poursuivie au motif qu'elle a été la secrétaire particulière de Jean-Marie Le Pen et que l'« accusation ne tient pas, la victime estimant n'avoir pas fait l'objet de discrimination et n'ayant pas déposé de plainte ». Entourée d'une foule de sympathisants et accompagnée par son époux, Cendrine Le Chevallier a quitté le tribunal pour entamer sa campagne des législatives partielles avec l'espoir d'y retrouver le fauteuil de son mari, récemment invalidé, jugement le 5 mai.

José Lenzini

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
134, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.13 - Fax : 01.46.40.70.66

75 Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de PARIS le JEUDI 23 AVRIL 1998 à 14h30
UN APPARTEMENT À PARIS 6^{ème}
3, rue Saint-Benoît
de 2 pièces principales au 1^{er} étage - CAVE
MISE A PRIX : 600.000 F
S'adr. à la SCP CHAIGNE et ASS., Avocats à PARIS 16^{ème}, 22, rue Boissière
T. : 01.47.55.33.82 et 01.44.05.34.11 - Et à tous Avocats près le TGI de PARIS
Et sur les lieux pour visiter

سلا من الاعمال

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 8 AVRIL 1998

Les hôpitaux de proximité au cœur de la réforme de la carte sanitaire

Même envisagées dans le cadre des « pays », les restructurations hospitalières contraindront les petits établissements à fusionner, voire à changer d'activités. Le nouvel hôpital intercommunal du Haut-Limousin, établissement unique en trois sites, illustre une évolution inéluctable

LIMOGES
de notre correspondant
C'est maintenant certain : la campagne du Nord-Limousin ne deviendra pas un désert sanitaire. Depuis le début de l'année, un hôpital intercommunal, éclaté en trois sites, y prépare son projet d'établissement. Il s'agit, dit son directeur Daniel Manceau, « de se donner au plus vite une perspective médicale cohérente ». Cela, en effet, ne va pas de soi : ce nouvel établissement est né de la fusion de trois petits hôpitaux locaux, pour lesquels il s'agissait, à terme, de la seule solution de survie.

Les petites villes défendent leurs équipements

L'Association des petites villes de France a accueilli « avec satisfaction » les orientations gouvernementales. L'APVF estime que « plusieurs propositions » d'un Livre blanc sur les hôpitaux de proximité, qu'elle a publié récemment, ont « été prises en compte ». Son président, Martin Malvy (PS), attend maintenant que « soient donnés aux hôpitaux de proximité les moyens financiers et humains nécessaires à leur mission ». Il fait valoir que « les plus petits établissements hospitaliers publics ne représentent que 5 % des dépenses hospitalières ». M. Malvy interviendra lors des IV^{es} Assises nationales de l'hospitalisation de proximité, organisée les 1^{er} et 2 mai à La Réole (Gironde) par deux fédérations nationales, celle des maternités et hôpitaux publics de proximité et celle des usagers de ces hôpitaux.

C'est en Basse-Marche (Haute-Vienne), terroir frontière entre Limousin, Berry et Poitou, cinq cantons de bocages, de forêts et d'affleurements granitiques, voués à l'élevage extensif du mouton et des bovins ; l'une des zones les plus désertées de la région : à peine 25 000 habitants, une baisse démographique de plus de 1 % par an, moins de 10 habitants au kilomètre carré dans certaines communes. Mais un maillage de bourgs anciens qui, à travers l'histoire, a entretenu dans cette contrée rurale une sorte de tradition urbaine. Héritage de cette tradition : trois hôpitaux locaux, distants entre eux de 7, 11 et 15 kilomètres : Bellac (la capitale de la Basse-Marche, 4 900 habitants), 260 lits ; Le Dorat (2 200 habitants), 191 lits ; Magnac-Laval

(2 200 habitants), 309 lits. Il devenait évident qu'en période de traque des dépenses de santé, une telle situation n'allait pas durer. Les responsables locaux, élus et administratifs, ne voulaient pas attendre que le ciel leur tombe sur la tête. Daniel Manceau, nommé directeur à Magnac-Laval le 1^{er} mai 1997, venait de mener à terme en Seine-Maritime une opération lourde : la fusion du CHUR de Rouen et de l'hôpital du Petit-Quevilly. C'était donc l'homme de la situation. « Mais, dit-il, je n'ai fait que récolter ce que les autres avaient semé. Il y avait ici une réflexion déjà ancienne. Les esprits étaient prêts, les solutions techniques déjà élaborées ».

L'Hôpital intercommunal du Haut-Limousin est donc désormais un établissement unique en

trois sites, 760 lits, 437 agents ; c'est de loin le premier employeur du nord de la région, avec un staff de seize médecins, qui sont les praticiens libéraux de la Basse-Marche. Les fonctions administratives ont été réparties : à Bellac la direction générale, à Magnac-Laval les services financiers, au Dorat la gestion du personnel. Le premier problème technique a été la mise en interconnexion informatique des trois sites, condition première à la « mutualisation des moyens » et aux économies d'échelle. Sans licenciement, avec une réorientation d'une partie du personnel administratif vers des fonctions soignantes.

Les hôpitaux locaux ne possèdent pas de bloc opératoire. Ils accueillent les malades qui ne nécessitent pas de la chirurgie et les

convalescents sortis d'une opération lourde. L'Hôpital intercommunal du Haut-Limousin doit consacrer 80 % de son activité à la gériatrie, démographie locale oblige, et c'est cette vocation que le projet d'établissement entend renforcer. Avec quelques diversifications tout de même. Exemple : une activité d'urgence. La Basse-Marche est enserrée dans un triangle routier important : l'A 20 Paris-Limoges-Toulouse, l'axe est-ouest Centre-Europe-Atlantique, qui draine de Montluçon (Allier) à Angoulême (Charente) un fort trafic de poids lourds européens entre l'Allemagne et l'Espagne, et la diagonale Poitiers-Limoges, tronçon d'un itinéraire Bretagne-Méditerranée, encore virtuel sur le plan des infrastructures, mais bien réel quant à l'intensité du trafic.

Bref, c'est une zone à fort taux d'accidents, qui a incité à la création d'une salle de déchocage, de premiers soins d'urgence et de deux aires d'atterrissage pour hélicoptères, pour mettre ce pôle hospitalier en prise directe avec le Samu limousin.

• SERVIR D'EXEMPLE •

L'autre argument est économique. L'hôpital rural n'est pas une « danseuse », il coûte moins cher à la Sécurité sociale. Le prix de journée va s'y situer, pour 1998, à environ 1 500 francs. Au CHUR de Limoges, il est, au strict minimum, de 2 400 francs, plus les dépenses de transport médicalisé. « L'hôpital local », estime Guy Richier, directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH), groupement d'intérêt public interface entre les services déconcentrés de l'Etat, la Sécurité sociale, les collectivités territoriales, permet de traiter les cas qui encombreraient, sans nécessité médicale, les structures les plus lourdes. Il a son rôle de proximité dans un réseau régional qui englobe de plus en plus des instances de santé, le public, le privé, le généraliste et les spécialisations les plus sophistiquées. »

Jacques-Michel Faure, maire de Bellac, président du conseil d'administration de la structure unifiée, y voit en outre l'amorce d'une méthode globale : « Ces regroupements peuvent servir d'exemple à d'autres services publics pour constituer des complémentarités urbaines plus larges que les communautés de communes. » Ils sont à mettre à l'actif de l'énergie que déploient les régions rurales en déprise pour ne pas mourir.

Bruno Caussé

Georges Châtarn

Un devenir incertain pour les petits établissements

À L'INAUGURATION des Assises nationales de l'hospitalisation, le 30 mars à Paris, tous les intervenants officiels se sont posés en défenseurs de « l'hôpital de proximité ». Mais ce terme ne correspond à aucune définition précise : un centre hospitalier universitaire, installé au cœur d'une agglomération, a aussi une fonction de proximité. Des établissements sont cependant directement menacés par les restructurations : les hôpitaux généralistes installés dans les zones rurales. Mais leurs « défenseurs » ont fixé des limites à leur existence.

Certes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a insisté pour que l'élaboration des prochains schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS), s'appuie sur la notion de « pays », réinventée par la loi Pasqua de 1995 et devenue un échelon de référence pour l'aménagement du territoire : cette entité géographique correspond au bassin de vie, de travail et de loisirs, d'une population. Elle dépasse les limites communales, voire les frontières départe-

mentales, et n'assure donc pas le maintien d'un établissement dans une petite ville.

Gérard Larcher, président de la Fédération hospitalière de France, et vice-président (RPR) du Sénat, l'a exprimé clairement : « C'est dans le cadre du "pays" que doivent s'organiser les coopérations, les complémentarités, voire les fusions, quand elles apparaîtront souhaitables, et qu'il faudra ensemble faire comprendre, imaginer, accepter », a-t-il expliqué. Car s'il refuse « de voir sacrifier les hôpitaux de proximité au nom de la seule rationalité économique », M. Larcher a prévenu cependant que la Fédération hospitalière de France « aura le courage de dire » qu'elle ne défendra pas tous les établissements : « Faut-il, lorsqu'on ne peut pas améliorer la qualité, faute de moyens humains par exemple, les maintenir coûte que coûte au nom de l'aménagement du territoire et de la proximité ? », s'est-il demandé.

L'interrogation n'est pas neutre, quant au devenir des petits établissements confrontés à

la pénurie de praticiens et suspectés aussi de ne pas offrir toute la sécurité : « La proximité ne constitue pas toujours une bonne garantie de prise en charge », a souligné Bernard Kouchner. Le secrétaire d'Etat à la santé plaide pour une « mise en réseau » afin d'« assurer l'égalité d'accès à des soins de qualité ». « Tous les établissements ne peuvent prétendre tout faire, poursuit-il. Un hôpital sans maternité ou sans chirurgie reste un établissement de soins à part entière. »

Or si un « hôpital de proximité » n'assure plus l'un des trois services minimum (médecine, chirurgie et obstétrique), il perd de fait son caractère généraliste. Dans certaines zones rurales, son activité peut alors très vite se réduire, par exemple, à la gériatrie. Certes, le site et les emplois seront maintenus, mais l'établissement aura changé de fonctions. Et « l'hôpital de proximité » ne sera plus un hôpital à part entière.

Pour 1F de plus...

Jusqu'au 30 avril 1998.

Offres réservées exclusivement aux entreprises.



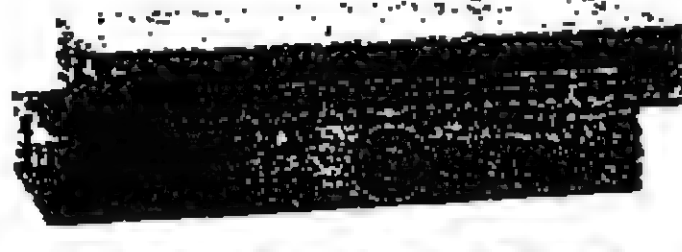
HP OmniBook 3000

...HP vous offre un lecteur de CD-ROM interne 20x. Processeur Intel Pentium® avec technologie MMX™ de 200 à 266 MHz.



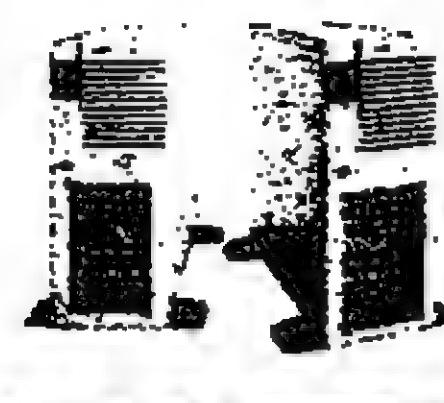
HP Vectra VL

...HP vous offre un lecteur de CD-ROM 24x et Microsoft Word®. Processeur Intel Pentium® II à 233 MHz.



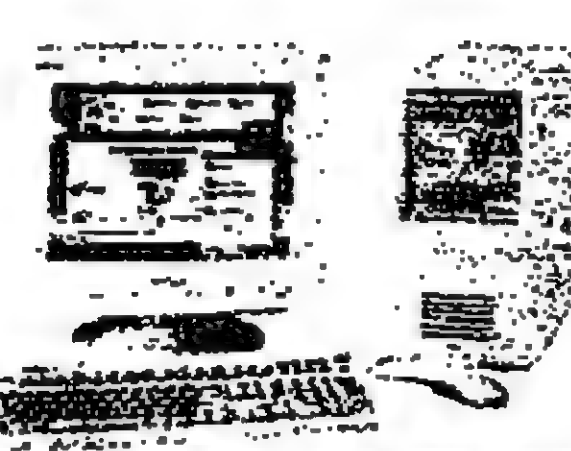
Hub 100 Base-T

...HP vous offre 24 ports au prix de 12 ports.



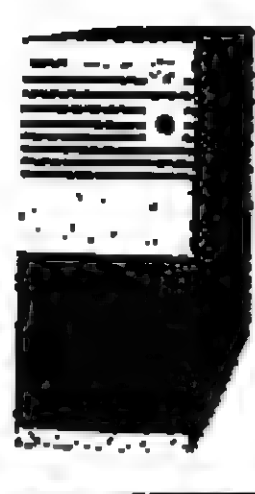
HP NetServer LC

...HP vous offre 32 Mo de mémoire supplémentaire. Processeur Intel Pentium® II de 266 à 300 MHz.



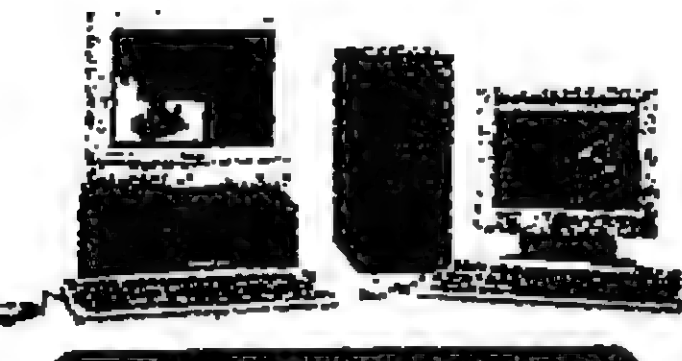
HP Brio

...HP vous offre le moniteur de 15 pouces. Processeur Intel Pentium® avec technologie MMX™ à 233 MHz.



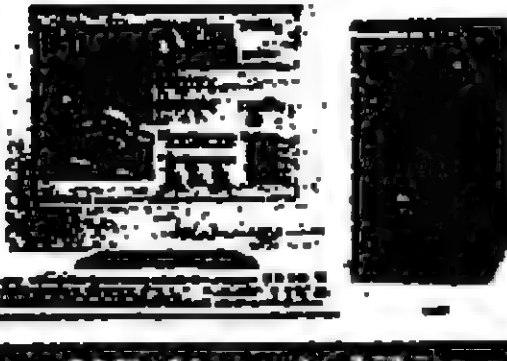
HP NetServer E45

...HP vous offre 32 Mo de mémoire supplémentaire. Processeur Intel Pentium® II à 266 MHz.



HP Kayak XA

...HP vous offre une garantie de 3 ans sur site. Processeur Intel Pentium® II de 266 à 333 MHz.



HP Kayak XU

...HP vous offre le moniteur de 19 pouces. Processeur Intel Pentium® II à 300 MHz.



PRIX APPEL LOCAL
N° AZUR 0 801 500 500

ou www.france.hp.com/Main/btn/infomfr.htm



* Cocontracteur
Offres limitées à certains modèles et dans la limite des stocks disponibles chez les revendeurs participants à l'opération. Photos non contractuelles.

VI / LE

Le C

se joue
ticipan
d'acteu
est ter
europé
rôles s
gouver
pays d
revien
onze p
Le b
problè
nées, e
mique
l'enjeu
tation,
qu'il s
profes
Con
tions :
Europ
coordi
tales
moné
quelq
sées
planch
(angli
naisoi
et m
d'éco
vier 1
jaillie
Mont
sa dei
ritent
débat
de Fr
Cet
dialo
cheu
tion
tant l
du et
Dom
il les
telles
le p
sanc
3 %
sout
bat,
des
plaid
leur
cussi
terio
cent
de r
danc
nisti
l'acc
lié

Jea

«

SI

«

les

Eur

ter

pol

ten

pol

bu

mu

par

cre

l'in

tro

me

pu

nal

do

co

en

pu

ur

AU collège Jacques-Prévert de Noisy-le-Sec, tout le monde l'appelle « la boîte à chaussures ». C'est une petite salle de cours conçue pour dix-huit élèves, mais où s'entassent depuis plusieurs années des classes à vingt-huit. Il n'y a même plus de place pour le bureau de l'enseignant. « Cette salle avait été conçue à l'époque où l'on pouvait dédoubler les classes », se rappelle une professeure de français qui travaille depuis vingt ans dans cet établissement. La « boîte à chaussures », c'est un peu le symbole du « mouvement de colère » qui a gagné les enseignants de Jacques-Prévert depuis le 13 mars.

« Avant, nous avions des conditions correctes d'enseignement, nous étions un bon collège de centre-ville », explique un professeur d'histoire-géographie. « Mais, ajoute-t-il, depuis six ans, tout se dégrade. » Au-delà de la diminution drastique des dédoublements de classe, la section bilingue, proposée dès la sixième, a été supprimée en 1996. Résultat : l'absence de « filières attractives » amène certains parents à inscrire leurs enfants dans le privé. La classe « palier », permettant aux élèves en difficulté d'effectuer leur cycle de quatrième-troisième en trois ans, a également disparu alors qu'elle contribuait à lutter contre l'échec scolaire.

« Tout ce qui permettait d'offrir des parcours diversifiés aux élèves n'existe plus. Nous ne pouvons plus répondre aux besoins des jeunes », protestent les enseignants. Faute de moyens suffisants, certaines disciplines, qui devraient comporter une approche pratique, se résument à des cours théoriques. Ainsi, le professeur de technologie regrette de n'assurer que la moitié de son programme en quatrième et en troisième. « Nous n'avons pas de matériel pour la fabrication », indique-t-il.

Dans la section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), qui accueille 93 élèves en échec dans le cursus normal, la situation n'est guère plus brillante. Aucun cours de langue vivante et de technologie n'est assuré alors qu'il s'agit d'enseignements obligatoires. Dans l'atelier de mécanique automobile, le matériel est le même depuis vingt ans. « Notre outillage n'a pas suivi l'évolution du métier. Environ 300 000 francs seraient nécessaires pour rééquiper l'atelier », chiffre le tuteur de mécanique auto. Quant à l'atelier blanchisserie, il ne dispose pas de machine de nettoyage à sec.

Parallèlement à la dégradation des conditions d'enseignement, la situation socio-économique des familles des élèves s'est détériorée. « Au fil des ans, les rangs de la cantine se vident », note un surveillant. Sur les fiches de renseignements remplies en début d'année, il est de plus en plus fréquent de découvrir le père et la mère au chômage. « Un jour, j'ai demandé à l'une de mes élèves pourquoi il y avait une trace de brûlé sur son devoir. Elle m'a expliqué que c'était à

« Notre département est sinistré parce qu'il n'offre pas les mêmes chances qu'ailleurs aux enfants. C'est cette injustice qui a donné une telle ampleur à notre mouvement », explique un parent d'élève

cause de la bougie et que l'électricité était coupée chez elle depuis deux mois », raconte une enseignante.

De son côté, une professeure de langue a appris, à l'occasion d'un jumelage, que la famille d'un de ses élèves, qui devait accueillir un jeune Allemand, n'avait pas l'eau courante dans son logement. Et puis, évoque une jeune enseignante du collège République à Bobigny, il y a cette mère de famille qui ne dispose que d'un travail au noir de femme de ménage pour élever seule ses quatre enfants, ou encore cette jeune fille « qui doit coucher le soir ses parents alcooliques ».

Certains jeunes vivent des difficultés à n'en plus finir. Il s'agit d'une misère matérielle et morale », rapporte-t-elle. A cette aggravation du contexte social s'ajoute la présence, dans la plupart des

classes, de quelques « cas lourds », comme les nomment les équipes éducatives. Derrière ce terme se cachent des jeunes dont l'attitude relève quasiment, d'après les enseignants, « de la psychiatrie ». Enfant « caractériel », enfant « en délire », ou enfant « totalement paumé » depuis, par exemple, que le père est en prison, ces « cas lourds », bien qu'ils soient minoritaires, perturbent les cours et nécessitent une prise en charge spécifique », réclament ceux qui les côtoient dans le cadre scolaire.

C'EST tout ce contexte qui semble engendrer « des tensions de plus en plus grandes dans les couloirs » du collège, « une agressivité verbale et parfois physique entre les élèves ». Comment, dans ces conditions, alors que les jeunes ont de plus en plus besoin d'être encadrés et aidés, « accepter une baisse constante des moyens, des classes de plus en plus nombreuses et seulement un demi-poste d'assistante sociale ? », interpellent les profes-

seurs. « Nous réclamons l'équité », insiste l'un d'eux.

« Certains de nos élèves n'ont pas une vie d'enfant », résume un enseignant du collège Travail-Langevin à Bagnolet. Reprenant les termes du rapport Fortier consacré aux « conditions de réussite scolaire dans la Seine-Saint-Denis », qui a donné lieu au plan de rattrapage tant contesté du ministère, Betty, conseillère principale d'éducation (CPE), estime que, dans ce département, les difficultés ne sont pas différentes qu'ailleurs, mais qu'elles sont « plus nombreuses que partout ailleurs ». Alors, dit-elle, « nous ne pouvons traiter que les urgences. Lorsqu'un feu est éteint, un autre s'allume à côté. Il faut du temps et du personnel supplémentaire pour assurer une réelle prise en charge des jeunes », dit-elle. « Ces enfants

Dégradation des conditions d'enseignement, détérioration de la situation socio-économique des familles : la Seine-Saint-Denis cumule les handicaps nuisant à une scolarité normale. Enquête sur le ras-le-bol d'enseignants et d'élèves qui se sentent abandonnés

ont besoin d'écoute, d'une attention qui est souvent très proche d'une demande d'affection », constate un enseignant.

« Je n'ai pas dix élèves dans une classe qui vivent dans une famille dite moyenne ou standard, avec un papa qui travaille, une maman et des frères et sœurs », témoigne un professeur du collège Elsa-Triole à Saint-Denis. C'est pourquoi, insiste-t-il, « les enseignants ont besoin de personnels autour d'eux pour la prise en compte des problèmes familiaux et sociaux ». A Elsa-Triole, un bel établissement en briques rouges dont la forme évoque un oiseau, quarante-trois nationalités se côtoient parmi les élèves. « Sur vingt-six élèves dans ma classe de sixième, deux sont nés en France métropolitaine. Cette mosaïque devrait et pourrait être une richesse. Ce n'est pas partout que l'on voit un Rwandais expliquer à un Cambodgien les conflits dans son pays. Mais actuellement, l'école fait comme si tous les élèves étaient parisiens », regrette un enseignant.

Il faut déprogrammer l'idée que l'on s'accommode de l'échec scolaire », s'insurge une mère d'élève, qui refuse toute idée de « résignation » et qui ne supporte plus qu'« une classe n'ait pas de prof de français pendant quatre mois ». Et c'est bien l'aggravation de l'échec scolaire qui a entraîné la révolte des personnels de l'éducation nationale, des parents et des élèves de ce département. Dans la plupart des collèges, les résultats des évaluations en français et en mathématiques réalisées à l'entrée en sixième et les taux de réussite au brevet sont en baisse constante. « Notre département est sinistré parce qu'il n'offre pas les mêmes chances qu'ailleurs aux enfants. C'est cette injustice qui a donné une telle ampleur à notre mouvement », considère un parent d'élève. « Réclamer davantage de personnels et de moyens pédagogiques, c'est tout sauf un caprice de notre part, c'est

une nécessité sociale », renchérit une enseignante.

Car, à côté des « cas lourds », des perturbateurs irascibles et des fauteurs de troubles qui mettent les établissements à la une des médias, il y a tous les autres, c'est-à-dire, pour les enseignants, « la majorité de nos élèves », qui viennent à l'école « avec enthousiasme ». « Il faut voir la capacité de certains jeunes non-francophones à se dépasser pour réussir. Ces gamins ont souvent une force supplémentaire, celle de parler leur langue maternelle. Pour Gérard, professeur d'anglais à Elsa-Triole, « les phénomènes marginaux cachent la vraie image de la banlieue. Dans notre établissement, il y a dix ou quinze gosses sur plus de six cents qui posent vraiment des problèmes ». Lydia, originaire des Antilles, a fait toute sa scolarité dans la Seine-Saint-Denis avant d'obtenir un poste de CPE à Saint-Denis. « A mon époque, les problèmes de violence existaient déjà. Notre quotidien ne se résume pas à cela. La vraie lacune, c'est l'inadaptation des politiques éducatives à la population accueillie ».

UN jeune professeur de français regrette qu'il soit « impossible de monter un projet audiovisuel avec les élèves, faute de moyens, alors qu'ils sont fans d'images et que ce support les motiverait ». Mais que faire, tempère un professeur d'éducation physique et sportive, face à des enfants « qui s'insultent dès le plus jeune âge, qui n'ont pas de limite dans le geste et dans le propos », que faire lorsque « quinze élèves sur vingt-quatre n'ont pas fait les devoirs demandés », que faire lorsque « les colles se multiplient tellement qu'elles finissent par ne plus avoir de sens et que les mots inscrits sur le carnet ne peuvent pas être lus par les parents parce qu'ils ne maîtrisent pas le français » ?

Les élèves, eux, ont compris une chose : « Les enseignants ne font pas grève pour réclamer une augmentation de salaire », expliquent plusieurs d'entre eux. Issam et Samir, élèves en quatrième au collège Travail, aimeraient bien être « moins nombreux en classe, comme ça le prof pourrait entendre chaque élève, on serait mieux écoutés ». Pour eux, les problèmes de discipline sont liés « aux problèmes de la famille. Il y a des histoires de divorce, d'argent, alors certains ne sont pas concentrés. Et puis certains parents ne peuvent pas aider leurs enfants à cause de la langue ». Il y a quelques jours, « trois sixièmes ont attaqué un quatrième parce qu'ils s'étaient fait traiter de je-sais-quoi. Ça s'est terminé avec une fracture du nez », racontent-ils.

Ludvine, Aïssou et Audeline, élèves en quatrième à Jacques-Prévert, ne se sentent pas vraiment concernées par les problèmes de violence. « On a de la chance par rapport aux autres qu'on voit à la télé », disent-elles. Ce qui les choque le plus, c'est d'avoir appris que leur département « a moins de moyens que les autres. Ça, c'est pas normal et c'est bien que les profs se battent pour nous ». Comme Issam et Samir, elles aimeraient, elles aussi, « être moins nombreuses en classe pour pouvoir participer davantage », mais aussi disposer de « plus de matériel en technologie et en sciences », et avoir « une infirmerie ouverte tous les jours ».

Pour les enseignants de Bagnolet, « il n'est plus possible de séparer les moyens des efforts fournis par les équipes éducatives pour tenir la barque. Il y a une nécessité que le système joue un rôle d'entraînement. Les équipes pédagogiques ont besoin d'un souffle d'air. Parmi tous les professeurs qui demandent à quitter la Seine-Saint-Denis, bon nombre en ont ras le bol que l'administration n'entende pas leurs doléances ».

Les parents d'élèves, dont la mobilisation a surpris et remonté le moral des personnels de l'éducation nationale, sont nombreux à s'interroger sur la cohérence des discours politiques. « Comment peut-on supporter les déclarations ministérielles sur le développement des nouvelles technologies à l'école, sur l'apprentissage des langues vivantes dès le primaire et sur les dix-huit élèves par classe lorsqu'on voit la réalité de la Seine-Saint-Denis ? », s'insurge une mère. « Le grand public entend tout cela à la télé et c'est grave, car les promesses ne sont jamais tenues », ajoute-t-elle.

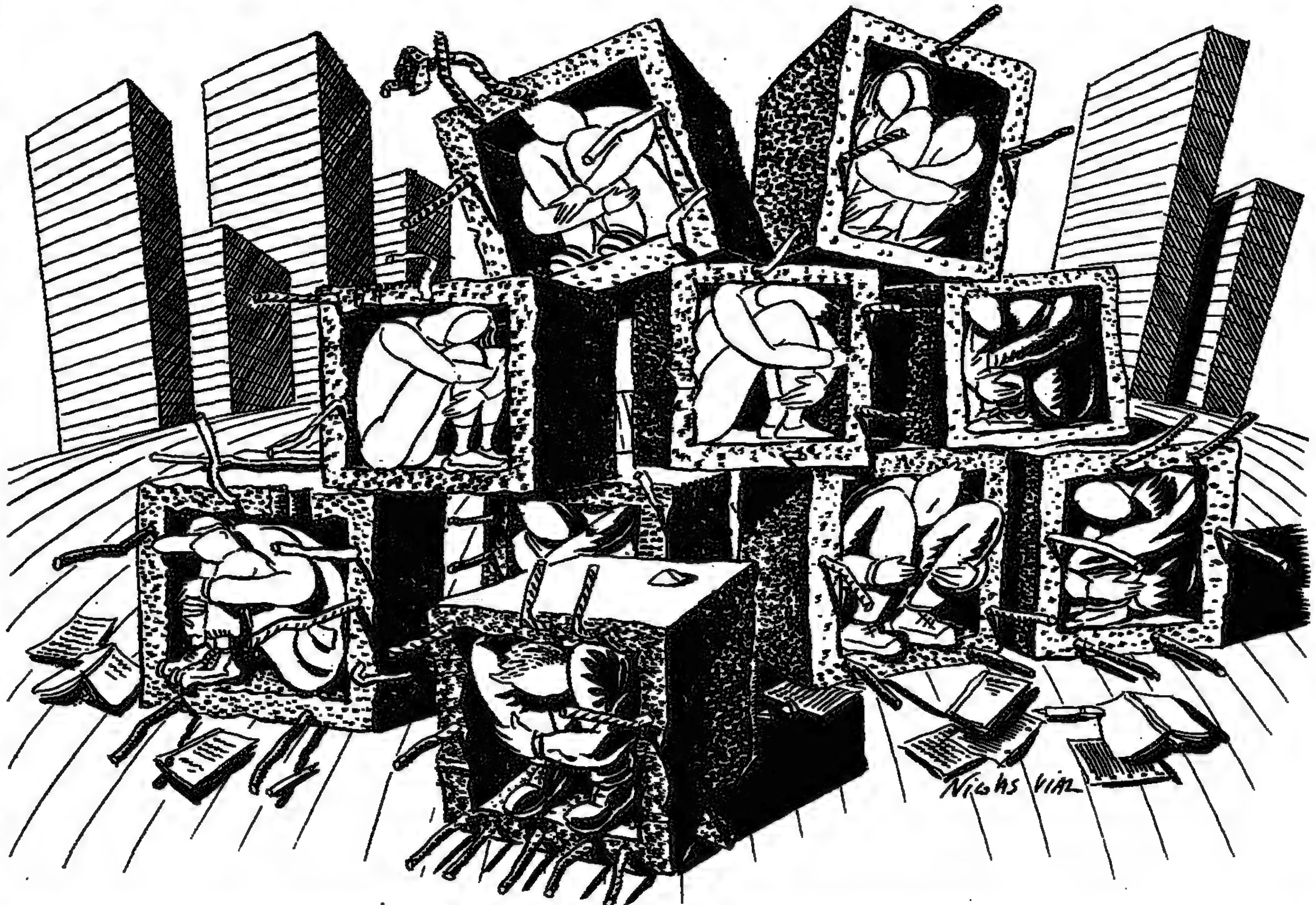
Pour tous les grévistes, la phrase « on veut des moyens, on n'est pas des molins-que-rien », reprise lors de toutes les manifestations à Paris, demeure la plus représentative de ce sentiment de ras-le-bol qui anime leur mouvement. « La citoyenneté, tant évoquée par les politiques, c'est d'abord l'égalité des chances. Comment parler de citoyenneté quand la justice n'existe pas ? », s'empoigne un parent d'élève, qui refuse cette fameuse « spirale de l'exclusion ».

MÊME révolte chez une CPE : « On a en marre des condamnations et on en a marre de n'obtenir qu'un demi-poste supplémentaire après des jours de grève. » « Lorsqu'on dit "on nous abandonne", derrière le "on", il y a l'institution scolaire, mais aussi la société. Ce n'est pas de la parano, mais un sentiment partagé par les personnels des établissements de Saint-Denis. Il ne s'agit pas pour personne de régler tous les échecs scolaires, mais il s'agit au moins d'améliorer le quotidien, et donc la motivation des élèves par le biais d'un travail pédagogique différent qui nécessite, avant tout, des effectifs allégés et une présence plus importante d'adultes formés ».

A trois ans de la retraite, la CPE du collège Jacques-Prévert ne pensait pas vivre une telle « révolte ». Mais, raconte-t-elle, « le jour où Claude Allègre annonçait son plan de rattrapage, nous apprenions de l'inspection académique qu'on allait nous supprimer notre demi-poste d'assistante sociale. J'en ai presque pleuré. Trop, c'était trop ».

Samirine Blanchard

Dessin : Nicolas Vial



سلا من الامم

Pour une gauche de gauche

Suite de la première page

Ils restreignent le cercle des questions électorales au vade-mecum habituel du futur candidat à la prochaine élection : comment ne pas perdre les européennes, comment préparer les législatives en cas de nouvelle dissolution, à quel nouveau parti vaut-il mieux adhérer ? Et bientôt : comment rallier les voix du centre en désert ? etc. C'est cette conception de la politique qui est depuis plusieurs années l'allié le plus sûr du FN : instrumentale et cynique, plus attentive aux intérêts des élus qu'aux problèmes des électeurs, elle n'attend de solution que de la manipulation des règles du jeu électoral et médiatique.

Les vraies questions sont d'une tout autre ampleur : pourquoi, en moins d'un an, la gauche « plurielle » a-t-elle cassé la dynamique de sa victoire à l'arraché alors

qu'elle n'a pas même l'alibi d'indicateurs économiques en déroute ? Pourquoi a-t-elle suscité des déceptions dont ses résultats électoraux interprétés comme des victoires ne donnent qu'une faible idée ? Pourquoi, par exemple, tant de suffrages pour les organisations qui se veulent ou se disent hors du jeu politique ? Pourquoi une partie de la droite en perdant préfère-t-elle se radicaliser alors qu'elle est au pouvoir à travers une gauche qui réalise tous ses rêves ?

Avec sa tentation extrémiste, la droite rejoue une partie déjà perdue par le centre et la droite allemands au début des années 30, sous la République de Weimar. L'Etat impotent suscite l'indifférence massive des électeurs pour la République : il est clair qu'on ne va pas voter pour répartir des prébendes, étouffer des scandales, vendre des services publics au plus

offrant, s'en remettre à des bureaucrates inamovibles et inaccessibles, nationales et internationales.

En implosant, la droite française retourne aux origines troubles du régime qu'elle a fondé. Quand les conservateurs ne savent plus quoi conserver, ils sont prêts à toutes les révolutions conservatrices. La persistance du succès électoral d'un parti comme le Front national, dont le programme appliqué ferait la ruine de ses électeurs les plus démunis, n'exprime souvent rien d'autre que l'aversion à l'égard d'un personnel politique obstinément sourd et aveugle au désarroi des classes populaires.

Les faux-semblants de la gauche « plurielle » déçoivent les électeurs de gauche, démobilisent les militants, renvoient vers l'extrême gauche les plus exaspérés. Il n'est guère étonnant que les premiers à protester aient été les premiers fondés de la démagogie « plurielle » d'une gauche vraiment singulière : les sans-papiers, les chômeurs, les enseignants.

Une réforme électorale ne suffira pas à calmer les revendications auxquelles des ministres répondent par la charité ostentatoire, le saupoudrage calculé ou les tours de passe-passe rusés. Quand ils ne se laissent pas aller à des outrances verbales arrogantes ou démagogiques, toutes à l'opposé de la générosité enthousiaste d'un message mobilisateur, voire à des pratiques tragiquement semblables à celles de leurs prédécesseurs.

La gauche officielle a bien du mal à se débarrasser de l'héritage douteux du mitterrandisme. Elle irrite ses fidèles sans pouvoir at-

tendre de ses ennemis le moindre signe de satisfaction. Elle profite provisoirement de la médiocrité de ses adversaires sans proposer autre chose qu'une politique au jour le jour qui ne change rien d'essentiel dans la vie quotidienne de la grande majorité des citoyens. Le jour du bilan, peut-être plus proche qu'elle ne croit, avec la menace de nouveau disponible de la dissolution, elle pourra-t-elle invoquer pour mobiliser les abstentionnistes, les dissuader de voter pour le FN ? Les emplois-jeunes pour quelques-uns, les

les majorités de gauche ont conduit au désastre chaque fois qu'elles ont voulu appliquer les politiques de leurs adversaires et pris leurs électeurs pour des idiots amnésiques.

Les vraies réponses à la fascination rampante ou déclarée ne peuvent venir que des mouvements sociaux qui se développent depuis 1995. A condition que l'on sache les entendre et les exprimer au lieu de travailler à les déconsidérer par la diffamation publique ou les coups fourrés d'anciens apparatchiks politiques convertis en

notamment pour une éducation nationale plus juste, tel qu'il s'exprime aujourd'hui en Seine-Saint-Denis - est à l'opposé de la crispation archaïque : il affirme la nécessité de services publics efficaces et égalitaires dans leur fonctionnement et dans leurs effets.

Le mouvement des sans-papiers, voué aux gémonies par les « responsables » de tous bords, est une résistance collective face à la politique obtuse qui, au nom de la lutte contre Le Pen, prend souvent ses idées et ses armes chez Le Pen (avec le succès que l'on sait...). Le mouvement des chômeurs apparaît comme une « lutte tournante », sans cesse recommencée contre les effets destructeurs de la précarisation généralisée. Les mouvements récents contre l'AMI et pour la taxation des capitaux témoignent de la montée en puissance de la résistance au néolibéralisme : elle est, par nature, internationale.

Ces forces que nos professionnels de la manipulation suspectent d'être sous l'emprise de manipulateurs extérieurs sont encore minoritaires mais, déjà, profondément enracinées, en France comme dans d'autres pays européens, dans la pratique de groupes militants, syndicaux et associatifs. Ce sont elles qui, en s'internationalisant, peuvent commencer à s'opposer pratiquement à la prétendue fatalité des « lois économiques » et à humaniser le monde social. L'horizon du mouvement social est une internationale de la résistance au néolibéralisme et à toutes les formes de conservatisme.

Pierre Bourdieu

Contre un maccarthysme à la française

par Roger Planchon

DANS le chaos politique actuel, les salariés de toutes les entreprises artistiques des régions Languedoc-Roussillon, Picardie, Rhône-Alpes mesurent parfaitement que leur emploi dépend maintenant, pour six ans, de la nouvelle ligne qui sera choisie par les présidents de ces régions, liés à ceux qui les soutiennent.

MM. Blanc, Baur, Millon, l'ensemble des artistes qui travaillent dans vos régions désapprouvent ces alliances. C'est un fait. Et ce fait a même un poids politique. A ces artistes, quel choix laissez-vous ? S'exiler ? Tenter de travailler dans ces régions en méprisant les élus, dans un quotidien encore plus précaire ? Grossir la masse des chômeurs ? Se jeter dans des grèves de la faim ? S'enchaîner aux grilles du siège des assemblées régionales ? Combattre six ans, pied à pied, au jour le jour, en suspectant chacune des mesures que vous prendrez de s'inscrire dans une chasse aux sorcières plus ou moins larvée ? Aucune de ces solutions n'est bonne, direz-vous, et toutes vous déplaieront. Mais qui a créé cette situation ?

Le troisième des six points que, selon certains, vous avez adoptés est, tel que le cite *Le Monde* du 18 mars : « Défense de l'identité culturelle française et régionale et refus de la dictature du conformisme de gauche ». Ce troisième point ouvre la porte à tous les excès des élus, à toutes les forfaitures des fonctionnaires qui, se réfugiant derrière leur statut, appliqueraient ces décisions.

L'ensemble des salariés et responsables des entreprises artistiques du Languedoc-Roussillon, de Picardie, de Rhône-Alpes se doivent de demander :

- au président de région, qui a contracté ces nouvelles alliances et qui sait parfaitement que ce que l'on appelle subventions sont en fait des salaires, une déclaration claire de la politique qu'il va demain adopter.

Tout se joue autour d'une ambiguïté canaille. La première phrase du point 3 entre dans la catégorie de la langue de bois : « Défense de l'identité culturelle française et régionale ». Les artistes de vos régions se rangent tous derrière une telle bannière, qui proclame tout et rien. L'ambiguïté de la deuxième phrase est plus retorse : « Refus de la dictature du conformisme de gauche sur la culture ». Les élus se proposent-ils de définir un art de droite et un art de gauche, afin de rejeter le second ? C'est difficile. En revanche, cette deuxième phrase s'éclaire si l'on comprend qu'il s'agit d'écarter les artistes de sensibilité politique de gauche, qu'on accusera de conformisme, et d'exercer une dictature. C'est évidemment sur cette deuxième phrase que porte la demande, car elle est trop lourde de menaces pour l'avenir de la démocratie.

MM. Baur, Blanc, Millon, souhaitez-vous chasser de votre région les artistes de sensibilité politique dif-

férente de la vôtre ? Artistes et salariés des entreprises artistiques de votre région voient parfaitement que votre élection suspend sur leurs têtes une épée de Damoclès. Comment travailler dans une région avec des élus et des fonctionnaires trop zélés, capables de mettre en pratique une telle politique ? Certains, qui ont voté pour vous, affirment avec bonne humeur que c'est leur programme. Ce n'est pas votre cas ? Alors, moins de langue de bois, et un texte de rejet clair :

- aux journalistes d'obtenir des trois présidents une déclaration sans ambiguïté sur ce point 3 ;

- à la ministre de la culture de préciser les engagements qu'elle peut prendre, sur le plan financier, si des décisions politiques frappent les entreprises artistiques de ces régions ;

- au ministre des finances et à ses services omnipotents qui déterminent le cadre financier des établissements artistiques d'être prêts à suivre la ministre de la culture dans ses engagements ;

- aux fonctionnaires des régions qui seraient amenés à appliquer, dans le domaine artistique, les décisions politiques des élus de ne pas croire que leur statut les dégage de leurs responsabilités. Les fonctionnaires doivent mesurer que les responsables des établissements artistiques, théâtres publics, maisons de la danse, etc., sont autant qu'eux serviteurs de l'Etat ;

- aux directeurs des DRAC, sur le terrain, de s'engager dès aujourd'hui à dénoncer publiquement chaque mesure qui frapperait une entreprise artistique pour des raisons politiques. D'affirmer dès aujourd'hui qu'ils ne se réfugieront pas derrière leur statut de fonctionnaires. Sinon, il sera clair que, dès la première épreuve, la déconcentration qu'ils ont réclamée à l'Etat et qui leur a été accordée est un leurre ;

- aux responsables politiques des groupes minoritaires qui siègent dans ces nouvelles assemblées et qui dénoncent ces nouvelles alliances de s'engager à surveiller attentivement ce domaine et à dénoncer et combattre toute atteinte portée, pour des motifs politiques, aux emplois des entreprises artistiques de la région.

Sont en jeu, dans ces étranges alliances, des emplois et une chasse aux sorcières lancée contre des artistes, pour des motifs politiques. Les divers responsables de la nation, élus et fonctionnaires, doivent veiller à ce que l'art, comme la justice, ait un fonctionnement indépendant du pouvoir politique et des péripéties électorales. C'est le minimum qu'on est en droit d'attendre du président et des fonctionnaires d'une région. Avec l'art et la justice, une nation peut mesurer la réalité de sa démocratie.

Roger Planchon est directeur du Théâtre national populaire (TNP) et président de Rhône-Alpes cinéma.

Twinrix. Contre les hépatites A et B.



Un seul vaccin, une double protection.

TWINRIX Adulte est un médicament réservé à l'adulte et à l'adolescent de plus de 16 ans. Parlez-en à votre médecin ou à votre pharmacien. Lire attentivement la notice.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'échec de M. Chirac à Paris

LA dissolution est-elle de retour ? Celle de la majorité parisienne, s'entend... Un peu moins d'un an après la décision de Jacques Chirac de renvoyer devant les électeurs les députés élus en 1993, Jacques Toubon et Bernard Pons, tous deux proches du président de la République, ont lancé, lundi 6 avril, leur offensive contre le maire de Paris, Jean Tiberi, en créant, avec le concours de l'UDF Claude Gosselin, un nouveau groupe, dissident de la majorité municipale, au Conseil de Paris.

Certes, rien n'indique que M. Chirac ait donné son aval à cette opération. M. Tiberi soutient, d'ailleurs, qu'il ne l'a pas fait et veut en voir pour preuve la démission de M. Toubon de la fonction de conseiller qu'il occupait à la présidence de la République. Mais en l'absence de toute commentaire de l'Élysée, chacun s'en remet à ce qui est de notoriété publique : les principaux animateurs de la fronde sont des chiraquiens notoires et invétérés.

Trois ans après avoir préféré M. Tiberi à M. Toubon comme successeur au poste de maire de Paris, M. Chirac voit une partie de sa garde rapprochée engager une bataille qui vise clairement à corriger ce choix. Édouard Balladur, qui avait opté pour la discrétion, mais qui songeait lui aussi à un avenir parisien – le résultat de la liste qu'il conduisait dans la capitale aux élections régionales lui paraissant de nature à justifier une revendication sur la conduite de la droite parisienne – se voit pris de vitesse par MM. Toubon et

Pons. Tous sont d'accord sur un point essentiel : la façon dont la mairie de Paris est gérée depuis 1995 n'est pas satisfaisante ; cette situation ouvre la voie à une victoire de la gauche aux élections municipales de 2001.

En dépit des dénégations du maire, qui a toujours présenté comme un « complot » politique, judiciaire et médiatique les mises en cause dont il fait l'objet – de l'appartenance sociale attribuée à son fils à la contestation des listes d'électeurs dans son arrondissement –, plusieurs des principaux responsables du RPR parisien estiment que la situation n'est pas tenable. Leur tentative pour peser sur la politique de l'Hôtel de Ville, voire pour contraindre le titulaire du poste à la démission, relève de l'opération « dernière chance » pour la droite.

Faut-il s'en féliciter ? Il conviendrait de le faire, sans doute, si les initiateurs de l'opération avaient en vue, non pas seulement un sauvetage des positions de pouvoir de leur camp à Paris, mais une véritable réforme de la façon dont cette ville est gouvernée. M. Toubon fait évidemment des propositions en ce sens, mais le système chiraquien installé dans la capitale depuis vingt et un ans, et dont la fronde actuelle signe l'échec, incite à la prudence. La gauche qui, dans les six arrondissements qu'elle dirige, a donné des preuves d'imagination dans sa pratique de la démocratie urbaine peut se juger encouragée par la fracture qui se produit au sein de la majorité à l'Hôtel de Ville. Elle aurait tort, cependant, d'en conclure qu'elle a déjà gagné la partie.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Allouy, directeur général ;
Hélène de Launay, directrice générale adjointe

Directeur de la rédaction : Edwy Frenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-François Lherminier, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Godeau, Laurent Goussier, Eric Lardoux, Michel Raiman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Reynette
Rédacteur en chef technique : Eric Aum
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Penevski

Directeur exécutif : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Verret

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Berner (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 94 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berner-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Misa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'accueil de milliers de touristes américains

CENT MILLE touristes américains s'apprêtent donc à venir en France cet été. Christian Pineau nous en a donné l'assurance hier soir dans une conférence de presse tenue au ministère des travaux publics. Mais l'arrivée massive et souhaitée de tous ces porteurs de devises ne va pas sans poser quelques problèmes, tant pour les organismes privés que pour l'administration.

Tout d'abord celui des transports. Il est, heureusement, résolu. Avec le *De-Grasse* la France ne dispose pour le moment que d'un transatlantique, mais les compagnies étrangères lui viendront en aide. Quant à notre réseau aérien, il vient en tête, celui-là, de toutes les lignes transatlantiques européennes. Air France a deux fleurons à sa couronne : son confort et sa cuisine. Sans compter les autres. Du côté SNCF, tout est

également au point. Il n'a pas été commode de régler la question de l'essence au bénéfice de ceux qui viendront avec leurs voitures et constitueront de ce fait une clientèle mobile des plus intéressantes.

Le gros point, a souligné le ministre, c'est la question des prix. Hôtels et restaurants doivent « faire leurs prix » et surtout s'engager à les respecter. Les Américains, on le sait, aiment savoir quand ils partent à quel ils s'engagent financièrement parlant. Prix fixe de 150 F, 300 F, 500 F, et même plus, oui, concède M. Pineau, mais plus de ces menus-surprises qui surprennent si désagréablement le client. En d'autres termes, finis les coups de fusil. Enfin, que les commerçants ne fassent pas étalage d'articles de haut luxe. La faveur ira plutôt aux articles bon marché.

(8 avril 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-24-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Je te dis pas !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

CLAUDE DUNETON publie un *Guide du français familier* (Seuil). C'est le roi du parler non académique, Duneton. Une dizaine de titres de lui traitent des va-et-vient entre la norme enseignée dans les écoles et les fantaisies de la rue, le « non-conventionnel », comme disaient Cellard et Rey. Un coup, il infiltre les beaux quartiers aux nouveautés des banlieues ; un coup, l'inverse. C'est toujours joyeux, de vendre la mèche.

Car il y a du viol de secret et de la fronde dans l'air, quand on franchit les froms du vocabulaire. Instrument d'échange, la parole est aussi moyen de s'enfermer entre soi, de se distinguer ; un snobisme, du bas de l'échelle comme du haut. L'invention langagière a besoin d'un repoussoir. Le locuteur châté (châté ?) traque l'incorrection comme une menace contre le petit sexe de bonne maman ; et l'argotier s'enchant d'être incompris du salon. Sans Proust et ses trouffignoles d'adjectifs, Céline aurait eu plus de mal à fructifier. Clichy avait besoin de Chaillot ; et réciproquement.

La lutte des dialectes s'est affaïe, avec celle des classes. La *bourgeoisie* ne déteste pas jacter *peuple*, depuis que ce dernier se confond avec le *parler jeune*, après quoi tout le monde court. Les modèles et les têtes de Turc changent. Le jargon technocratique est plus dénigré que l'académisme. Un code d'abréviation issu du

monde potache et du *quick-fast* remplace celui des artisans moribonds. Test de démagogie parentale : dites-vous « à tout », pour « à tout à l'heure » ? Parlez-vous « p'tit dè » ?

Le nouveau dico de Duneton est plutôt « thème » que « version ». Il part du terme bien famé pour aller vers l'argot. Il passe d'agréable à chouette. L'index permet les trajets inverses : *bol* reconduit à *chance*. Il est frappant que les sources des mots fantaisistes se brouillent et se tarissent, avec la fin des petits métiers et des bistrots. La télé nivelle. Les politiques science-poissent. Cela n'empêche pas de tourner la fabrique à superlatifs, à diminutifs, à synonymes sexuels. Frappant, également, comme les trouvailles s'usent de plus en plus vite ; en moins d'une génération, parfois. Les grands événements collectifs donnent le ton. Après la guerre, on parlait de *fusiller* sa battée ; on ne fait plus que la *bousiller*.

L'effacement des modes verbales explique les prudences de l'Académie, injustement prises pour des pruderies. A quoi bon authentifier des expressions qui durent moins longtemps qu'une édition de son Dictionnaire (un dictionnaire en moyenne) ? Si les Quarante avaient officialisé *vachement* *bat* ou *formid*, dans les années 40, ils n'auraient plus qu'à ajouter *vieilli*, maintenant que *super* vaut pour tous les compliments.

Il est faux que l'Académie boude l'argot. Elle

se sait greffier(ère) de l'usage, non juge(esse) de pax. C'est sans pincettes qu'elle indique les niveaux de langue : *class*, pour ampoulé, *lit*, pour vieillot ; *fam*, *pop*, *arg*, *triv*. Vérifiez (jusqu'à *enzyme*, provisoirement) : rien de bégueule dans ses critères. Quand ils s'empoignent de trop, ces messieurs-dames votent. La coupure entre Anciens et Modernes garde sa virulence. Les tenants du passé et ceux de la modernité ne sont pas ceux qu'on croit. La suffisance absconse des sociolinguistes et des théoriciens de la didactique leur chauffent les oreilles plus que les bricolages marioles du port-aux-fous, dont ils s'estiment complémentaires. Arietty, Prévert, Dard et Audard ont leur place au panthéon du dire juste, même si le bien-dire entendu sous la Coupole, avouez, ce n'est pas mal non plus.

Si les gens sont fous des choses du langage (quel courrier ardent, dès qu'on y touche !), c'est qu'elles ont pris la place des frontières territoriales, des patois, des héritages immatériels à transmettre. La langue et ses variantes, c'est ce qui reste quand la *lèche* est hachée. C'est la nouvelle patrie. Pour parler Duneton : « La tire à fond la caisse : craignos, rien à secouer, on s'en tamponne ! Une taffe, un pèlard : pas de quoi en faire un fromage ! Une mufliée : c'est ringardos ! La baston : c'est glauque !... » Mais jouer avec les mots, « c'est jouasse, ça me batte, putain, je te dis pas » !

L'ange de l'ignorance par Ronald Searle



Le grand écart de Jean-Pierre Chevènement

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT fait des vagues. Ministre de François Mitterrand, il avait appliqué deux fois le principe selon lequel « un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne ». En 1983, par refus de la rigueur ; en 1991, par refus de la guerre contre l'Irak, il avait donné sa démission. Aujourd'hui, unique représentant au gouvernement d'un Mouvement des citoyens créé, en 1993, pour consacrer son refus de l'Europe de Maastricht, il n'emend pas partir au moins désaccordé. Au contraire : il s'exprime très librement dans des cénacles gouvernementaux où le débat est devenu la règle. Mais jusqu'où peut aller le débat au sein du gouvernement sans miner sa cohésion ?

La défaite du MDC en Franche-Comté, où Christian Proust, abandonné par le reste de la gauche, a été battu par Jean-François Humbert (UDF-PPDF), a été vécue comme une humiliation. Elle nourrit le mal-être de M. Chevènement, désireux pourtant de rester enraciné dans l'histoire de la gauche « plurielle » au côté de son ami Lionel Jospin, un des rares dirigeants socialistes en qui il a confiance. Bénéficiaire de son alliance électorale avec le PS, le MDC craint, demain, d'être victime d'une réforme du mode de scrutin limitant, par exemple, l'effet de la proportionnelle aux européennes – qui le condamnerait à lier son sort à un allié plus puissant : le PS s'il choisit l'effica-

cité, le PCF s'il privilégie la proximité du combat anti-euro.

L'accroc franco-comtois survient alors que les différends entre le MDC et une partie du gouvernement et de la majorité s'enveniment sur le Euro et l'immigration. Sur l'euro, où pour la première fois les députés du MDC vont voter contre un texte du gouvernement – sur la réforme de la Banque de France – avant de récidiver lors du scrutin solennel sur la monnaie unique, l'exercice relève de la schizophrénie. M. Chevènement, ministre, est, par fonction, solidaire d'un texte défendu par le gouvernement que M. Chevènement, président du MDC, combat.

Appelant la gauche à rester « un pôle de stabilité », Jean-Christophe Cambadélis a souligné, au nom du PS, que « le malentendu n'est pas la crise ». Proche du premier ministre, il a aussi rappelé que, sur l'euro, « le PCF et le MDC connaissent l'orientation du gouvernement », qui visait aussi « à maintenir le cap de l'euro ». Mais, au moment des législatives anticipées de 1997, les différends sont restés entiers. L'image de M. Chevènement, comparant la mise en œuvre de l'euro au *Titanic* – « Nous sommes dans ce très grand bateau, a-t-il déclaré le 5 avril sur Europe 1. [...] Il vaut mieux se tenir près du gouvernail et, si possible, de la proue du navire pour scruter l'obscurité, afin que si une banquise apparaît à l'hor-

zon, nous ayons le temps [...] de l'éviter » – montre que le ministre de l'Intérieur entend bien rester au gouvernement, en se présentant comme un garde-fou contre d'éventuelles dérives.

Toutefois, les prochaines étapes européennes, avec la ratification du traité d'Amsterdam – dans lequel M. Chevènement voit une obligation de rigueur économique qu'il refuse – et de nouvelles avancées de l'Europe politique, sont autant de pommes de discorde en vue entre le PS et le MDC. Quand, dans sa déclaration du 19 juin 1997, M. Jospin affirme que l'Europe « ne saurait se substituer à la nation, mais la prolonger, l'amplifier », cette petite musique résonne agréablement aux oreilles de M. Chevènement. Mais, faute de clarifier la place respective de la nation et de l'Europe – ce que le PS doit faire en 1999 –, le « malentendu » reste porteur de crise.

L'ORDRE FACE À L'ÉTHIQUE

M. Jospin est sans doute aussi attaché à la nation, « lieu où bat le cœur de la démocratie », que M. Chevènement, mais il n'en fait pas un obstacle à une construction européenne à laquelle il s'est rallié par raison et avec tiédeur. Attaché comme lui à « l'éthique républicaine », le premier ministre n'a pas eu de mal à faire partager à M. Chevènement son adhésion à une politique d'immigration d'« intégration républicaine », à la fois « ferme et digne ».

Or le règlement du dossier des sans-papiers montre que l'ordre républicain prend le pas sur « l'éthique républicaine ». Le ministre de l'Intérieur paraît céder aux mauvais penchants de ses prédécesseurs, avec des expulsions musclées, des menaces de poursuites à l'encontre de ceux qui tentent de les empêcher, des mises en cause rapides de groupuscules « trotskistes » manipulés de l'étranger.

L'affaire empoisonne le climat au sein du gouvernement. Dominique Voynet exprime l'émotion des Verts, dont les élus manifestent. M. Jospin invite son ministre à la mesure, et M. Cambadélis l'appelle à respecter « le fond et la forme de la politique gouvernementale ».

De plus en plus courroucé, M. Chevènement demande « au gouvernement d'être solidaire avec lui-même et à la majorité d'être solidaire avec elle-même ». Son attitude montre ainsi les limites du débat au sein du gouvernement. Elle pourrait obliger le premier ministre à rappeler à ses alliés les règles du jeu s'il ne veut pas que, de la construction européenne à l'immigration, la solidarité gouvernementale soit à géométrie variable. M. Chevènement, qui a visiblement choisi d'attacher son avenir à celui de l'ancien – et futur – candidat à l'élection présidentielle, devra en tenir compte.

Michel Noblecourt

صكرا من الامل

صوتك من الامم

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 8 AVRIL 1998

SERVICES FINANCIERS La banque américaine Citicorp et le géant des services financiers Travelers Group ont annoncé, lundi 6 avril, la plus importante fusion de l'his-

toire. Elle donnera naissance au plus grand groupe financier de la planète, comptant 180 millions de clients dans une centaine de pays et baptisé Citigroup. ● L'OPÉRATION de rapproche-

ment, évaluée à 82,9 milliards de dollars (512 milliards de francs), illustre la course au gigantisme du monde bancaire. ● LA NOUVELLE ENTITÉ sera dirigée par les actuels patrons de Citicorp et de Travelers, John Reed et Sanford Weill. Ce dernier incarne le rêve américain. Fils d'un tailleur venu de Pologne, il a commencé sa carrière comme coursier. ● PROPULSÉ, lundi

soir, par l'envoie des cours des groupes bancaires, l'indice Dow Jones de Wall Street a fini pour la première fois de son histoire au-dessus de la barre des 9 000 points.

soir, par l'envoie des cours des groupes bancaires, l'indice Dow Jones de Wall Street a fini pour la première fois de son histoire au-dessus de la barre des 9 000 points.

Citicorp et Travelers créent le premier groupe financier universel

La plus importante fusion de l'histoire, pour 82 milliards de dollars (plus de 500 milliards de francs), va donner naissance à un groupe ayant cent millions de clients dans une centaine de pays et présent dans tous les métiers de l'argent

IL Y A quelques semaines, John Mack, le directeur général de Morgan Stanley Dean Witter, l'une des premières banques d'affaires de Wall Street, se demandait qui formerait le premier groupe financier pesant plus de 100 milliards de dollars en Bourse (Le Monde du 7 février 1998). Depuis le lundi 6 avril, il a la réponse : ce géant s'appelle Citigroup. Il est le fruit de la fusion de l'assureur Travelers, premier actionnaire de la banque d'affaires Salomon Smith Barney, et de la banque commerciale Citicorp, deuxième aux Etats-Unis par son total de bilan (derrière la Chase Manhattan) et premier émetteur de cartes de crédit. Citigroup pèsera en Bourse 140 milliards de dollars, soit 851 milliards de francs. Le nouveau groupe se serait classé en 1997 au onzième rang des entreprises mondiales selon le classement du magazine Fortune. Il emploiera plus de 600 000 personnes.

Cette opération de rapprochement, la plus grande jamais réalisée, se fera par échange d'actions : les actionnaires de Citicorp recevront des actions Travelers (à raison de 1 action Travelers contre 2,5 actions Citicorp), pour un montant de 82,9 milliards de dollars

(510 milliards de francs). Elle a été négociée en quelques semaines par Sanford Weill, président de Travelers, et John Reed, cinquante-neuf ans, celui de Citicorp, sans l'appui d'aucun banquier conseil, dans le plus grand secret. « Sandy a eu l'idée il y a environ quatre semaines et demie. Il m'a contacté et m'a dit : « John, il serait peut-être judicieux de regrouper nos deux firmes », et lorsque nous nous y sommes mis, la logique de l'opération s'est imposée », a déclaré M. Reed lundi, au cours d'une conférence de presse. Les deux hommes ont d'ailleurs insisté sur le fait que la fusion n'est pas le résultat d'un événement, mais d'un processus continu de rapprochement entre les deux maisons.

UN VISIONNAIRE

C'est la deuxième fois en moins d'un an que M. Weill, considéré par beaucoup comme un patron visionnaire, surprend la communauté financière en annonçant une opération d'envergure. En septembre 1997, son groupe, surtout présent dans l'assurance et actionnaire d'une maison de titres dotée d'un très large réseau de conseil-

lers financiers, Smith Barney, avait pris le contrôle de la banque d'investissement Salomon Brothers, pour 9 milliards de dollars. Avec Citicorp, il va encore plus loin dans la constitution d'un groupe financier universel, présents dans tous les métiers de l'argent.

« Notre objectif », a expliqué M. Weill, est, par le biais de nos 70 millions de clients aux Etats-Unis et de nos 30 millions de clients hors des Etats-Unis, de porter cette base de 100 millions de clients à 1 milliard de personnes au cours de la prochaine décennie. Pour lui, « l'économie mondiale change à un rythme sans précédent : les régions, les marchés, les continents et les activités sont de plus en plus interdépendants. Les consommateurs, les entreprises, les institutions financières et les gouvernements ont tous besoin d'un fournisseur solide et fiable de services, de conseils et de produits financiers. Répondre aux besoins de cet univers exigeant nécessite des caractéristiques sans précédent. Des caractéristiques que l'union de deux groupes très riches, au plus fort de leur santé financière et boursière, et de leur rentabilité, espère réunir pour

« profiter de ce qui se passe à travers le monde où le système capitaliste américain est copié, avec un encouragement à épargner et à investir et un système de retraite qui permet aux particuliers de planifier ».

Les dirigeants de la nouvelle « world company » ont décidé qu'elle arborerait l'emblème de Travelers, le célèbre petit parapluie rouge que connaissent bien les 20 millions de clients assurés par ce groupe. Mais son nom conservera la racine de la marque Citibank, qui a déjà une forte notoriété internationale : la Citibank est la seule banque américaine qui s'étend donnée pour objectif d'être une banque de particuliers dans le monde entier. Elle a beaucoup investi pour que sa marque devienne aussi symbolique que Coca-Cola, McDonald ou Gillette. Elle compte 3 200 guichets à travers le monde, dans 98 pays, « de l'Australie à la Zambie ». Deux tiers de ses revenus proviennent de marchés situés hors des Etats-Unis. Elle est très bien implantée dans les pays dits émergents, notamment dans 17 pays d'Amérique latine. Employant 15 000 personnes en Asie, elle y a toutefois perdu l'année dernière près de 250 millions de

dollars. Ce qui ne l'a pas empêché de dégager un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars, en baisse de 5 %. Travelers a gagné, l'an dernier, 3,1 milliards de dollars.

Cette fusion est la première tentative pour créer aux Etats-Unis ce que M. Weill et M. Reed appellent le « modèle de la société financière de l'avenir », capable de fournir des services bancaires, du crédit à la consommation, des cartes bancaires, des produits d'assurance, d'épargne, de retraite, de faire des opérations boursières mais aussi d'offrir toute une panoplie d'activités de banque classique et de banque d'affaires aux entreprises et investisseurs institutionnels partout dans le monde.

LÉGISLATION ASSOUPLIE

Ce modèle d'entreprise financière, qui existe déjà en Europe à une échelle plus modeste, avait disparu aux Etats-Unis après la crise de 1929, le législateur ayant décidé à cette époque d'interdire la constitution de conglomérats financiers présents en même temps dans la banque commerciale - qui distribue des crédits -, dans la banque d'investissement - intermédiaire boursier et actionnaire de

groupes industriels - et dans l'assurance.

Depuis plusieurs années, les acteurs financiers américains demandent que cette réglementation trop stricte et inadéquate soit révisée, mais la dernière tentative d'une réforme des deux lois connues sous le terme de Glass Steagall Act et de Bank Holding Act a échoué il y a moins d'une semaine à la Chambre des représentants. Depuis plusieurs années, les régulateurs ont toutefois assoupli les modalités d'application du dispositif législatif, ce qui devrait permettre au nouveau groupe de s'y conformer, sans céder trop d'activités, et montre à quel point les textes sont devenus obsolètes. « Ce que nous faisons va peut-être aider à faire évoluer la législation », a indiqué M. Weill. « Travelers et Citicorp semblent sûrs que la législation va évoluer », commentait lundi Robert Froelich, analyste au sein de la société de gestion Scudder Kemp Investments interrogé sur la chaîne de télévision CNN. « Aujourd'hui ce sont les marchés qui donnent le ton à Washington et pas Washington qui donne le ton aux marchés ».

Sophie Fay

Les plus grandes fusions aux Etats-Unis

● Citicorp-Travelers (services financiers) : 82,9 milliards de dollars.
● WorldCom-MCI (télécommunications) : en novembre 1997, pour 37 milliards de dollars.
● RJR Nabisco (tabacs) acquiert Kohlberg Kravis Roberts, en octobre 1988, pour 25 milliards de dollars.

● Bell Atlantic-Nynex (télécommunications) : fusion en avril 1996, pour 25 milliards de dollars.
● Walt Disney acquiert Capital Cities/ABC (édition, télévision) en février 1996, pour 19 milliards de dollars.
● SBC Communications-Pacific Telestar (télévision) : fusion en avril 1996, pour 17 milliards de dollars.

● Boeing (aéronautique) acquiert McDonnell Douglas pour 16 milliards de dollars, en décembre 1996.
● First Union et Corestates (banques) : fusion en novembre 1997, pour 16,6 milliards de dollars.
● Barnett Banks et NationsBank (banques) : fusion en août 1997, pour 15,5 milliards de dollars.

Sandy Weill, l'illustration du rêve américain

SANFORD WEILL, connu sous le diminutif de « Sandy », le patron de Travelers n'est pas un personnage ordinaire. Cette homme rondouillard de soixante-cinq ans a eu l'idée de la fusion « du siècle » et a convaincu John Reed le président de Citicorp.

PORTRAIT

Evincé d'American Express en 1985, il a réalisé en un peu plus de dix ans une remontée fulgurante

Le parcours de Sandy Weill devient ensuite plus difficile. Le patron d'American Express, James Robinson, inquiet pour son fauteuil, réussit à l'évincer en 1985. Il tente alors, sans succès, de prendre le contrôle de BankAmerica et finit par se rabattre sur Commercial Credit, une petite filiale de financement spécialisée du constructeur informatique Control Data.

UN EMPHILE

Mais à partir de Commercial Credit, Sandy Weill va construire un empire et se lancer pendant dix ans dans une suite ininterrompue d'acquisitions et de fusions. Il achète d'abord en 1988, pour 1,5 milliard de dollars, le groupe d'assurances Primerica, qui contrôle la maison de titres Smith Barney. En 1992, il met la main sur une participation de 27 % dans Travelers, un groupe d'assurances, pour 722 millions de dollars. En 1993, il prend une première revanche en rachetant Shearson à American Express pour 1,2 milliard de dollars et acquiert le reste du capital de Travelers pour 4 milliards.

Il semble avoir atteint le sommet de la réussite en septembre 1997 avec l'acquisition de la prestigieuse maison de titres Salomon Brothers pour 9 milliards de dollars, faisant de Travelers l'un des groupes financiers les plus puissants aux Etats-Unis. La fusion avec Citicorp annoncée lundi 6 avril, porte la barre beaucoup plus haut au point que les autres grands noms de la finance américaine, les Merrill Lynch, les Morgan Stanley Dean Witter, Goldman Sachs, Chase Manhattan ou JP Morgan ne pourront rester sans réagir. Reste à savoir si M. Weill dont le caractère est décrit unanimement comme difficile va s'entendre avec le patron de Citicorp pour codiriger le nouveau groupe. « Si vous êtes gentil avec moi, je le serai avec vous », a-t-il déclaré à John Reed, lundi 6 avril lors de la conférence de presse annonçant la fusion !

Eric Lescer

Wall Street aux anges après le « rapprochement du siècle »

NEW YORK

de notre correspondant

Face à des fusions toujours plus spectaculaires, Wall Street commence à être à court de superlatifs. Lorsque, l'an dernier dans le secteur des télécommunications, fut annoncé le rachat de MCI par WorldCom, on pensait déjà assister à l'un de ces moments « uniques », « historiques » qui marquent la naissance d'un géant. Lundi 6 avril, à l'annonce de la fusion Travelers-Citicorp, juste avant l'ouverture des marchés, même le terme « géant » avait quelque chose de dérisoire pour une fusion qui valorise l'ensemble à 82,9 milliards de dollars (512 milliards de francs).

« Mammouth » de fait donc, très rapidement, le mot du jour à Wall

Street, suivi de « stupéfiant », d'« ahurissant » et de « sans précédent ». A la fin d'une journée grâce à laquelle les experts et commentateurs financiers pavosaient, les yeux brillants d'excitation, sur l'ensemble des chaînes de télévision, le mot qui traduisait le sentiment général fut, finalement, celui de « blockbuster », un terme plus souvent utilisé pour désigner ces films grand public qui font exploser le box-office mais qui avait là l'avantage d'associer la notion de spectaculaire à celle de réussite assurée.

La Bourse, pratiquement dès l'ouverture, donna la mesure de l'enthousiasme de Wall Street pour cette fusion : à peine remis de son passage des 9 000 points, en fin de semaine dernière, l'indice Dow Jones faisait, lundi matin, un bond de 100 points dans la première demi-heure, propulsé par la hausse des valeurs de Travelers et de Citicorp, qui entraînaient dans leur sillage les autres titres de groupes financiers. Les choses revenaient à des niveaux un peu moins fébriles l'après-midi, tout en permettant à la Bourse de New York de terminer au-dessus des 9 000 points pour la première fois de son histoire - 9 033 exactement - tandis que les titres de Travelers gagnaient 18,7 % en une journée et ceux de Citicorp 27,25 %.

SURPRISE TOTALE

Il faut dire que l'effet de surprise, au moment de l'annonce lundi matin, avait été total : hormis un entre-filet dans le Wall Street Journal, vendredi 3 avril, évoquant l'intention de John Reed, le PDG de Citicorp, d'examiner certaines options de « méga-fusion », mais qui ne mentionnait à aucun moment le Travelers Group comme partenaire possible, personne n'avait vu venir l'affaire, concoctée depuis un mois par les deux PDG, Sanford Weill et John Reed, à l'initiative du premier. Tout juste avaient-ils mis dans le secret il y a dix jours, à Washington, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, et le secrétaire au

Tresor, Bob Rubin. Mais lundi à New York, où sont pourtant installés les sièges de Travelers et de Citicorp, « tout le monde a été surpris », reconnaît Michael Riley, vice-président du cabinet de consultants Mercer Management.

Quelques rabat-joie ont, inévitablement, émis des doutes sur l'aptitude de ces deux fortes personnalités à co-diriger le « mammouth » de 162 000 employés et 100 millions de clients dans 100 pays qu'ils viennent de créer : John Reed et Sanford Weill, pas le moins du monde gênés par cette question lors de la conférence de presse qu'ils ont donnée, rayonnants, à l'Hotel Waldorf-Astoria à Manhattan, ont préféré les rassurer par des boutades. John Reed en prévoyant que les gens viendraient mesurer son bureau et celui de Sanford Weill pour vérifier si l'un était plus grand que l'autre, et Sanford Weill en affirmant que, depuis quarante-trois ans qu'il obéissait à sa femme, il avait appris à « partager le pouvoir ».

Mais l'ensemble des commentaires et réactions fut enthousiaste, certains voyant même dans ce tandem la promesse, dans l'univers de la finance, d'autres alliances moins évidentes : « Si ces deux-là peuvent vivre ensemble sous le même toit, alors tout le monde le peut », jura un analyste. D'autres, comme Edward Purash, consultant interrogé par la chaîne économique CNBC, saluèrent dans cette fusion la naissance d'un véritable instrument financier de la mondialisation, « le premier modèle de banque universelle », dit-il. Sur CNN, Abby Joseph Cohen, la gourou de Goldman Sachs, exprimait elle aussi son admiration pour ce formidable coup : « C'est d'une fusion de forces qu'il s'agit et non pas de la fusion de deux sociétés qui s'allient par faiblesse », souligna-t-elle. « Nous avons ici désormais une industrie très solide contre le reste du monde ».

Sylvie Kauffmann

corp de le suivre symbolise à lui seul le rêve américain. Son histoire, grand classique de la littérature et du cinéma, est celle du fils d'un petit immigrant devenu riche et finalement reconnu, admiré et craint par ses pairs, les grands banquiers.

Sa fortune se compte en centaines de millions de dollars. En exerçant l'an dernier des stock options, c'est-à-dire des options sur des actions Travelers allouées il y a plusieurs années, il a accru son patrimoine de la bagatelle de 220 millions de dollars, soit 1,35 milliard de francs (Le Monde du 14 mars). Il a touché la même année sous forme de salaires, de bonus et autres avantages en nature 49,9 millions de dollars.

Né en 1933 dans le quartier de Brooklyn à New York, ce fils d'un tailleur venu de Pologne a commencé comme simple coursier à Wall Street pour la banque Bear Stearns. En 1960, il fonde avec trois associés sa propre maison de courtage baptisée Carter, Berling, Potoma & Weill. Il se lance dès les années 70 dans les acquisitions rachetant des établissements financiers en difficultés comme Shearson Hamill, Loeb Rhoades et Hayden Stone. En 1981, il apporte l'ensemble regroupé autour de Shearson à American Express pour 930 millions de dollars, groupe dont il devient l'un des dirigeants.

La COB enquête sur les fluctuations de l'action AGF

C'EST LA FIN d'un long feuilleton qui a démarré il y a près de six mois. L'OPA d'Allianz sur la compagnie d'assurances française a été bouclée, et c'est un succès. Pas moins de 77,38 % du capital des AGF ont été apportés à l'offre de l'assureur allemand, a indiqué, lundi 6 avril, un communiqué de la Société des Bourses françaises (SBF). D'ores et déjà, il est prévu qu'Allianz ne détiendra pas plus de 51 % du capital des AGF, permettant de conserver un large flottant. Le titre AGF pourrait réintégrer l'indice CAC 40.

Ce n'est pas une surprise, 98 % des titres ont été apportés à l'offre subsidiaire, soit 141 373 992 titres, et 2 704 834 à l'offre principale. Pour mémoire, l'OPA, qui s'est déroulée du 16 février au 20 mars, comprenait une offre principale à 320 francs par titre AGF et une autre, dite subsidiaire, qui consistait à recevoir en échange d'une action AGF un BVCV (bon de cession ou de va-

leur garantie), garantissant une valeur de 360 francs par titre en juin 2000. Etant donné que les actions apportées à l'offre principale représentent moins de 51 % du capital des AGF, le groupe de Munich va donc transférer une large part des titres de l'offre subsidiaire à l'offre principale, pour arriver, au final, à ce que 51 % du capital soit acquis au titre de l'offre principale. De nombreux actionnaires vont sans doute être mécontents, étant fortement réduits puisqu'ils ont souscrit massivement à l'offre subsidiaire. Tandis que l'action a terminé la séance du lundi 6 avril en hausse de 1,7 %, à 372,10 francs.

EXAMEN À LA LOUPE

Depuis le 20 mars dernier, jour de la clôture de l'OPA, le titre AGF (qui se situait à 332 francs à cette date) est très entouré. Les échanges ont porté sur quelque 16 % du capital depuis ce jour. De même, la valeur a fortement pro-

gressé. Et ce pour deux raisons principales : le contexte de marché a profondément évolué, et les analystes ont révisé à la hausse leurs objectifs de cours dans une fourchette de 400 à 470 francs, tandis que les fondamentaux des AGF n'ont pas changé.

Les transactions sur l'assureur français sont donc examinées à la loupe par la Commission des opérations de Bourse (COB), qui a ouvert une enquête. C'est la flamme du cours qui a d'ailleurs poussé le Conseil des marchés financiers à annoncer, dès vendredi 3 avril, qu'Allianz était assuré de détenir au moins 51 % du capital des AGF, tandis que la SBF a publié les résultats provisoires de l'OPA avec une semaine d'avance sur le calendrier prévu initialement. Les résultats définitifs seront connus le 15 avril, jour de l'annonce des comptes des AGF pour 1997.

Pascal Santis

Le Monde
SUR INTERNET
<http://www.lemonde.fr>
Le journal du jour
des 17 heures
En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.
Les dossiers
En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : Images d'Algérie, Mendel 98, procès Papon, etc.
Nos forums
Un lieu de débats ouvert à tous
Les services
Toutes les offres d'emplois de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...
Le multimédia
Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

VI

I

I

se
tic
d'
es
et
no
s'
pe
re
oi

pr
me
li
te
q
p

si
E
o
n
q
s
p
n
e
v
j
s
r
c

c
c
t
c
i
l
l
s
:
l
c
l
c
t
c
r
t
i



1965 - B. Beardon
3,30 m.

1965 - R. Boston
8,35 m.

صكنا من الامل

صحن من الامل

LE MONDE / MERCREDI 8 AVRIL 1998 / 17

ALORS ON
S'ARRÊTE
LÀ ?

1991 - M. Powell
8,95 m

NON, car on peut

*tout améliorer. Cet état d'esprit
est celui des chimistes de spécialités
qui travaillent chez Rhodia.*

Chaque jour, nos 26 000 collaborateurs

innovent avec nos clients

pour vous proposer des produits

toujours plus performants.

*Chaque jour, ensemble, dans les
domaines de la beauté, l'habillement,
l'alimentation, la santé, l'environnement,*

*le transport et l'industrie, nous
améliorons votre vie au quotidien.*

Rhodia

Le meilleur reste à venir

Suez se prépare à absorber la totalité du capital de la Générale de Belgique

La Générale de banque et Fortis pourraient fusionner

BRUXELLES
de notre correspondant

Les rumeurs insistantes qui courent ces dernières semaines dans la capitale belge sont en passe d'être confirmées : selon le quotidien *Le Soir*, Etienne Davignon, président de la Société générale de Belgique (SGB) a informé, mardi 28 avril, le premier ministre Jean-Luc Dehaene de l'intention du groupe Suez d'acquiescer à la totalité des actions de la holding belge, dont il détient 63,4 %. L'absorption de la « vieille dame » de Belgique devrait être annoncée dans les prochaines semaines, de façon concomitante à la fusion entre la Générale de banque et Fortis, qui ont tous deux la SGB comme actionnaire.

Le maintien de la holding SGB, dont le baron Etienne Davignon était le garant de la « belgitude », était destiné à rassurer un public et une classe politique belges inquiets de voir un puissant groupe français prendre le contrôle d'une grande partie de l'économie du pays. Mais cette structure provoquait une importante déception sur des marchés financiers qui n'appréciaient pas les holdings diversifiées. De plus, elle gêne les réorganisations du groupe, compte tenu de l'importance des intérêts des actionnaires minoritaires qu'il faut respecter.

En reprenant la totalité du capital de la SGB, Suez supprimerait ces contraintes et pourrait accélérer le recentrage souhaité par le marché. De difficiles négociations entre le groupe de bancassurance belgo-néerlandais Fortis et la Générale de banque, pour une éventuelle fusion constituant la troisième « grande banque belge », ont été entamées.

SUSCEPTIBILITÉS
Si elles aboutissent, elles devraient marquer le repli de Suez des métiers financiers. A terme, le groupe devrait se défaire des actifs de la SGB qui ne sont pas directement liés à son métier de base : les services aux collectivités.

Cette absorption de la SGB heurte, cependant, de nombreuses susceptibilités. Malgré les garanties données par Suez, les Belges redoutent de voir passer Tractebel, le puissant groupe d'électricité détenu à 50 % par la SGB, sous le contrôle total des Français. Beaucoup se demandent aussi ce qu'il adviendra de « l'ancrage belge » de Suez. A terme, Gérard Mestrallet envisage une répartition des rôles entre la Belgique et la France en répartissant les différentes directions opérationnelles du groupe entre les deux pays.

Luc Rosenzweig

La Caisse des dépôts a réalisé en 1997 un bénéfice de 5,6 milliards de francs

DEPUIS qu'il a quitté la Caisse des dépôts et consignations (CDC) en décembre 1997, Philippe Lagayette n'est toujours pas fixé sur son avenir professionnel. Il attend que le président de la future banque centrale européenne soit choisi pour savoir si sa candidature à la présidence de la BERD a des chances d'aboutir, sachant qu'il n'y aura pas place pour deux Français.

En attendant, son successeur à la direction générale de la CDC, Daniel Lebègue, lui a rendu hommage, en présentant les comptes 1997. Le groupe a annoncé mardi 7 avril un résultat net consolidé de 5,6 milliards de francs en 1997, soit 41 % de plus qu'en 1996, ce qui représente un rendement sur fonds propres de 9 %. La CDC a bénéficié de plusieurs facteurs positifs en 1997. D'abord le remboursement inattendu d'un prêt de 1,5 milliard à Air France, provisionné à hauteur de 600 millions de francs. Elle a également tiré de solides plus-values de la cession de titres Accor, Thyssen Telecom ou Natexis. Deuxième facteur positif,

deux de ses principales sources de pertes en 1996, l'immobilier et la Banque des PME, ont cessé de peser sur ses comptes en 1997. Troisième facteur, la Caisse, qui centralise 40 milliards de francs de dépôts de notaires, a bénéficié d'une conjoncture très favorable sur les marchés financiers. Autant d'éléments qui lui permettent de financer des actions d'intérêt général (soutien à la politique de la ville et programme d'aide aux PME).

La Caisse gère aussi, dans un compte de résultat distinct, les fonds collectés notamment au titre du livret A (708 milliards de francs fin 1997) pour financer le logement social. A ce titre, elle verse 20 milliards de francs à l'Etat. M. Lebègue appelle de ses vœux une baisse des taux de ces livrets : « Le taux du livret A est une rémunération pour les épargnants, mais c'est aussi le coût d'une ressource pour le secteur HLM, et il a donc un impact direct sur le montant des loyers en France. »

Sophie Fay

Reprise des négociations à l'Association française des banques

APRÈS DEUX MOIS d'inactivité, les syndicats et le patronat des banques AFB se sont retrouvés, lundi 6 avril, pour entamer des négociations en vue d'élaborer une nouvelle convention collective. L'Association française des banques (AFB) s'est en effet montrée catégorique sur un point : elle ne reviendra pas sur la dénonciation du texte prononcée le 2 février. Contrairement à ce que souhaitent les syndicats, elle refuse même de le « suspendre ». Malgré ce point de blocage, la réunion, qui a duré quatre heures trente, n'a pas été inutile. Les syndicats ont constaté une « petite ouverture » du patronat bancaire sur le temps de travail. L'AFB accepte désormais que cette question puisse être partiellement traitée au niveau de la branche et pas seulement dans les entreprises. Pour Olivier Robert de Massy, directeur des affaires sociales de l'AFB, « en dehors même de l'application des 35 heures, il y a matière à ce que le temps de travail fasse l'objet d'un chapitre dans la convention collective. Quant aux

35 heures, il peut y avoir une réflexion commune sur les problèmes posés par les perspectives de la loi dans trois domaines : l'application des 35 heures dans les petits guichets, la situation des cadres et des commerciaux et le bouclage économique de l'opération ».

L'AFB, qui a refusé de soumettre un texte aux syndicats, a proposé de constituer quatre groupes de travail paritaires : sur les salaires et les classifications ; sur le contrat de travail ; sur la mobilité, la formation et la protection sociale ; enfin, sur le temps de travail.

Les syndicats disent être ressortis « assez déçus » de cette réunion. Il se réuniront en « interfédérale » vendredi 10 avril et annonceront s'ils acceptent ou non de participer aux groupes de travail paritaires. D'ores et déjà, ils ont annoncé une journée nationale d'action dans la première quinzaine de mai – la date du 10 mai est évoquée –, après celle organisée le 27 février.

Frédéric Lemaître

La privatisation du pétrolier russe Rosneft suscite une vive polémique politico-financière

Le rôle des investisseurs étrangers est au cœur du débat

La chute du prix du baril a de graves conséquences sur l'économie russe. Pour la première fois, la balance commerciale sera déficitaire en

1998 de 5 milliards de dollars (30,5 milliards de francs). La mise en vente de Rosneft, septième pétrolier russe, intervient au plus mauvais mo-

ment. Les modalités de cette opération, qui doit être la dernière privatisation du secteur, sont critiquées et elle risque de ne pas aboutir.

MOSCOU

de notre correspondant

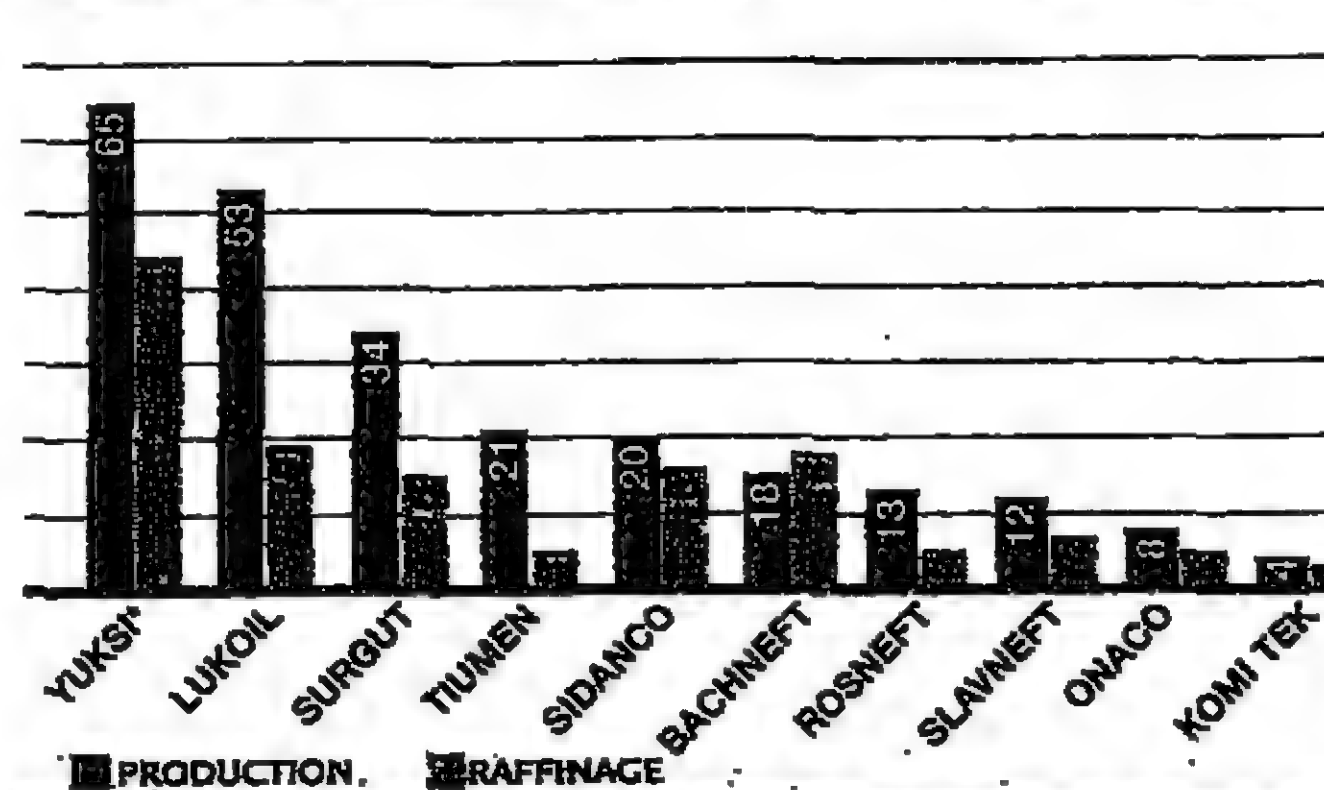
Après la crise asiatique, la baisse du prix du pétrole, qui assure plus de 25 % des revenus en devises de la Russie, est un nouveau choc pour Moscou, dont la balance des paiements devrait être, pour la première fois, déficitaire cette année. Après un excédent de 4 milliards de dollars (24 milliards de francs) l'an dernier, la Russie enregistre un déficit de 5 milliards en 1998, annonce un rapport du Centre russo-européen de politique économique (RECEP) publié vendredi 3 avril. Son budget 1998 tablait sur un cours moyen de 16,5 dollars le baril de brut russe ; celui-ci ne devrait pas dépasser 14 dollars cette année et les recettes en seraient diminuées de 4 %. De plus, le budget risque d'être privé du produit de la principale privatisation prévue cette année, celle de Rosneft, dernière des sociétés pétrolières russes encore aux mains de l'Etat.

L'ex-monopole pétrolier soviétique a été divisé en une douzaine de sociétés dont la plupart, cédées à partir de 1994 à des banquiers, ont formé la base des empires financiers, industriels et médiatiques du pays. Le secteur du gaz est, en revanche, resté un monopole d'Etat semi-privatisé, confié à Gazprom. Ce dernier fait partie des candidats au rachat de Rosneft, dont l'Etat met en vente 75 % plus une action.

Le prix avait été estimé à 1,7 milliard de dollars par la banque allemande Dresdner Kleinwort Benson, à laquelle le gouvernement a fait appel pour tenter d'éviter un nouveau scandale. Mais le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, a préféré fixer un prix de départ bien supérieur : 2,1 milliards, plus une obligation d'investissement de 400 millions de dollars. Sa décision, justifiée par le fait que les 25 % restants seraient invendables, fut annoncée le 19 mars. Trois jours plus tard, il était brutalement limogé par Boris Eltsine.

Les dix premiers producteurs et raffinages russes

PRODUCTION ET RAFFINAGE DE PÉTROLE en millions de tonnes



Yukos dispose de réserves pétrolières estimées à 18,1 milliards de barils, ce qui le met au premier rang mondial devant Lukoil et Shell. Au niveau de la production, le groupe russe est numéro trois derrière Shell et Exxon.

Les médias évoquent l'hypothèse d'un « complot » des pétroliers, et plus particulièrement de Boris Berezovski, qui a créé le plus important groupe pétrolier russe, Yukos, et passe pour tirer certaines ficelles du Kremlin. M. Berezovski voulait que l'Etat ne cède que 50 % de Rosneft, société dirigée par des fonctionnaires qui lui sont inféodés. En choisissant d'en vendre 75 %, M. Tchernomyrdine s'est rangé à l'avis des « jeunes réformateurs » Tchoubaï et Nemtsov, conforme aux vœux des deux autres candidats au rachat, associés à des sociétés étrangères soucieuses d'un réel contrôle de leur acquisition. Il s'agit de Shell, Gazprom et Lukoil d'une part, de BP et Sidanco (groupe Unexim) de l'autre.

Le président de Yukos, Mikhail Khodorkovski, a été le premier à annoncer, fin mars, qu'il n'était plus intéressé, estimant Rosneft surévaluée. Mais il se dit prêt à en être l'opérateur s'il se trouvait un investisseur intéressé. Son nouvel associé Elf Aquitaine refuse tout commentaire, mais fournit à Yukos près d'un quart des liquidités né-

cessaires à son rachat. Les autres candidats, Gazprom et Unexim, affirment aussi, désormais, que le prix de Rosneft est surévalué.

ARCHAÏSME

Mais le gouvernement par intérim refuse de le revoir à la baisse ou de changer le délai de soumission des offres (jusqu'au 26 mai). Début avril, Loukoïl a menacé de faire échouer le concours si le prix n'est pas baissé. Deux autres privatisations de sociétés pétrolières mineures viennent d'ailleurs d'échouer faute de candidats.

Les tourmentes au Kremlin pourraient mener à de nouvelles reconfigurations dans le secteur pétrolier, où un mouvement de fusion, entamé l'an dernier, pourrait aboutir à la formation, à terme, de quatre à cinq grands groupes. Le but étant de rentabiliser un secteur lourd et archaïque, mais aussi de garder le poids politique nécessaire au succès des affaires en Russie. Cette stratégie s'accompagne de la signature d'accords « de partenariat stratégique » avec des groupes étrangers, visant à attirer liquidités, investissements et sa-

voir-faire sans céder trop de pouvoir. Ces accords remplacent ceux, classiques, de partage de la production, plus avantageux pour les sociétés étrangères, mais qui restent le plus souvent bloqués par un Parlement à dominante nationaliste et communiste. Le patriotisme russe y trouve son compte, mais pas nécessairement cette industrie de base de l'économie russe qui a besoin de dizaines de milliards de dollars d'investissements.

La baisse du prix du pétrole risque cependant de précipiter les décisions douloureuses. Les pétroliers russes, peut-être les plus lourdement imposés du monde, affirment exporter à perte. Certains, dont Yukos, menacent de baisser leur production et de licencier massivement, ne pouvant s'appuyer sur un marché intérieur peu solvable, où plus de la moitié de leurs ventes se fait par troc. Début février, ils ont réclamé, ensemble, 3,1 milliards de dollars d'exemptions fiscales. M. Tchernomyrdine n'a pas eu le temps de donner sa réponse. Le gouvernement par intérim a seulement accordé des réductions de frais, notamment sur le transport. Il exige, pour aller plus loin, que les sociétés ne licencient pas et ouvrent leurs comptes à un examen plus poussé des situations réelles, y compris des fortunes de leurs dirigeants.

Les revenus en devises des pétroliers russes pourraient baisser de 20 % en 1998, entraînant près de 2 milliards de dollars de pertes de revenus du budget. S'il est vrai qu'aucun retour à des prix mondiaux supérieurs à 16 ou 17 dollars le baril n'est à attendre avant l'an 2000, l'avenir de la Russie est sombre. Le président de la banque centrale a déjà évoqué la nécessité de faire glisser plus vite le rouble à la baisse par rapport au dollar, tout en démentant qu'il soit question de renoncer au « corridor », élargi fin 1997, qui l'encadre.

Sophie Shihab

Elf s'appuie sur Yukos pour développer les gisements de Sibérie

APRÈS l'américain ARCO, l'anglais BP et l'italien ENI, Elf est la cinquième compagnie à s'associer à un groupe pétrolier ou gazier russe. Le français s'allie à Yukos, en prenant 5 % du capital de la première compagnie du pays née de la fusion entre Yukos et Sibneft. Annoncé le 23 mars, cet investissement de 528 millions de dollars (3,2 milliards de francs) a officiellement été entériné le 6 avril à Moscou.

Les présidents des deux groupes, Philippe Jaffré et Mikhail Khodorkovski, ont signé l'accord cadre définissant leur collaboration dans l'exploration, le raffinage, la distribution et le commerce international. Concernant l'anont, partie la plus concrète de l'accord, le groupe français prend 50 % du gisement de Sugmut, l'un des très grands champs de Sibérie, dont les réserves sont estimées à 700 millions de barils. L'investissement pour ce développement est estimé à 1,5 milliard de dollars, pour une mise en production en 2002. Les deux partenaires vont étudier la possibilité de coopération pour exploiter le champ de Prirazlomnoé dont les réserves considérables dépasseraient le milliard de barils. Il en sera de même pour le gaz du gisement sibérien de Yurubcheno-Tokhomu.

L'alliance comporte aussi un volet aval prévoyant une coopération dans la vente de produits pétroliers et une assistance d'Elf dans l'évaluation du réseau de stations-service de Yukos. Pour ce faire, le groupe français enverra entre vingt et trente cadres pour comprendre le fonctionnement du groupe. Des Russes viendront en France pour être formés aux techniques pétrolières. Dans cette optique, Jean-Luc Vermeulen, directeur général ex-

ploration production d'Elf, devient administrateur de Yukos.

« Une telle alliance est aujourd'hui un passage obligé pour se développer en Russie », explique Joël Bouchaud, directeur général adjoint chargé du développement dans les nouvelles zones pétrolières. Avoir une participation au capital permet d'obtenir de meilleures garanties pour l'exploitation future des gisements, mais aussi pour l'écoulement des produits pétroliers sur le marché russe.

APPORT EN CASH

La proposition d'association est venue de Sibneft, par l'intermédiaire de la banque d'affaires américaine Smith Barney. « Le numéro cinq russe avait alors une taille légèrement inférieure à la nôtre. En temps, il a décidé de fusionner avec Yukos. Nous avons tout de même décidé de continuer les discussions », raconte M. Bouchaud. Le nouvel ensemble a une production de 1,3 million de barils/jour, alors qu'Elf en produit 1 million.

Les Français avaient envisagé un système de participations croisées, mais les Russes ont préféré du cash en échange de 5 % du capital. Les 528 millions de dollars serviront à financer la participation éventuelle à la privatisation de Rosneft. Ce prix est cependant jugé par les analystes surévalué de 25 % par rapport à la valeur de Yukos. Elf ne devrait pas être le seul partenaire étranger au capital. Un Américain serait aussi sur les rangs, le nom le plus fréquemment cité étant Amoco. Le pari russe est cependant loin d'être gagné car malgré l'annonce de son entrée prochaine en Bourse, Yukos reste l'une des entreprises pétrolières russes les moins transparentes.

Dominique Gallois

Fusions et alliances en série

● **Septembre 1996** : Loukoïl et ARCO (société américaine détenant 10 % de son capital) créent une joint-venture qui investira 10 milliards de dollars sur dix ans.
● **Novembre 1997** : alliance entre Gazprom et Shell, qui doit investir 1 milliard de dollars dans Gazprom. Loukoïl se joint à eux pour un projet d'achat de Rosneft.
● **Novembre 1997** : alliance entre Sidanco et BP, qui acquiert 10 % de Sidanco pour 570 millions de dollars. Projet d'achat de Rosneft.

● **Janvier 1998** : création de Yukos, par fusion de Yukos et de Sibneft.
● **Février 1998** : Gazprom et l'italien ENI deviennent partenaires avec 3 milliards de dollars de projets d'investissement.
● **Mars 1998** : alliance entre Yukos et Elf-Aquitaine, qui achète 5 % de Yukos pour 528 millions de dollars.
● **Mars 1998** : Tumen (groupe russe Alfa) signe une lettre d'intention avec Total pour coopérer dans le domaine de la récupération assistée d'huile sur le champ de Samotlov.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
ce mois-ci :

LA RÉVOLTE DE MAI 68

LA BEAUTÉ

EST DANS L'ARUE

12 F

Chez votre marchand de journaux

سكيا من الامم

Les entreprises en quête de l'organisation qui permet d'être mondial et proche du client

Management. Shell est en pleine mutation, Danone programme la sienne, Michelin achève sa transformation. Objectif ? Alléger leurs structures, pour réaliser des économies d'échelle, mais sans se couper des marchés

« LA PRESSION concurrentielle générée par la mondialisation de l'économie est impitoyable pour tous les paquebots qui doivent se transformer en une flottille de hors-bord de course », Heinrich von Pierer, PDG de Siemens, s'exprime dans le livre *Profession PDG* sur « la » grande préoccupation du moment. Face aux mutations nombreuses de l'environnement - mondialisation des échanges, concentration des fournisseurs et clients, nécessité de se positionner sur les marchés émergents en croissance -, les sociétés cherchent de nouvelles structures alliant efficacité et plus forte rentabilité. Shell est en pleine réorganisation. Danone programme la sienne autour de pôles produits mondiaux. Michelin tire les premières conclusions après dix-huit mois dans une structure dépeuplée.

Le défi n'est pas simple. Les groupes tentent de concilier des objectifs différents : diminution des coûts du siège, harmonisation des marques, réalisation d'économies d'échelle. Ils cherchent en même temps à améliorer leur réactivité face aux mutations et aux demandes évolutives des marchés. Cette préoccupation est générale. Le groupe PR3, spécialisé dans le conseil en distribution,

vient de réaliser une étude auprès de quatre-vingts entreprises européennes. Plus de 70 % d'entre elles ont déclaré avoir encore une organisation par pays mais la majorité prévoit de changer de structure.

La recherche d'économies d'échelle dans les groupes n'est pas récente. Quel que soit le secteur d'activité, au cours des vingt dernières années, les entreprises ont réorganisé et rationalisé leurs outils de production. Michelin a, en 1993, et sur moins de trois ans, déplacé près de la moitié de son parc de machines pour spécialiser chaque site de production européen sur une dimension de pneu. Danone a, au fur et à mesure des acquisitions du groupe, cherché à rationaliser son outil. « Les biscuits Petit-Beurre, Petit-Brun, Beurre nantais, qui sont réalisés avec la même technique de laminage, sont tous fabriqués à La Haye-Fouassière, en Loire-Atlantique ; les produits que l'on appelle caillés (Bio, Danone nature, Danone Kid) sont fabriqués à Bailleul, dans le Nord, pour toute l'Europe », précise Thierry Zurcher, directeur des stratégies commerciales.

Cependant, l'optimisation des seuls moyens de production ne suffit pas. Sur des marchés qui concourent, pour certaines entre-

prises, les cinq continents, les structures (services généraux, directions marketing, de développement...) héritées des histoires chaotiques des grands groupes ne suivent pas. « Nos services communs manquaient de crédibilité [...] : les relations avec le siège étaient difficiles, lentes, trop compliquées », précise Cor Herkströter, président du comité des directeurs généraux de Shell, interrogé par des auditeurs du cabinet Price Waterhouse.

DÉCIDER PLUS VITE

Derrière ces constats, un objectif commun : sortir le plus possible des logiques d'organisation par pays en créant des pôles d'activité ou pôles produits ayant stratégiquement une cohérence tout en restant proche des marchés finaux. Michelin a créé pour ce faire neuf lignes de produits (pneus tourisme, pneus poids lourds, pneus avion, cartes et guides, etc.). Le groupe Shell était précédemment la réunion de fortes entités nationales dotées d'une très grande autonomie. Cette structure a, depuis janvier 1998, volé en éclats : l'activité pétrole, qui était par exemple gérée directement par chaque pays (France, Angleterre, Pays-Bas...) avec peu de coordination, est regroupée sous une seule entité de management Europe. Pour sa part, Danone vient de créer au niveau mondial trois directions générales métiers (produits laitiers, biscuits et boissons). Ces structures sont le reflet d'une recherche d'unités de décision le plus réactives possibles, souples, centrées sur des préoccupations stratégiques cohérentes et homogènes - « la flottille de hors-bord de course » dont parle le PDG de Siemens.

Les groupes les plus avancés dans leur réorganisation peuvent déjà en mesurer les bienfaits. Ainsi chez Michelin, le temps de mise à disposition (écart de temps entre la conception du produit et la mise sur le marché) des pneus véhicules de tourisme stagnait entre trois et

cinq ans. Il est maintenant de dix-huit mois en moyenne. Chez Shell, ces pôles d'activité devraient permettre d'instaurer un traitement client rapide et bien moins coûteux : un seul responsable « grand compte » gèrera les contacts avec un client, même si les commandes sont internationales.

Sans pouvoir les mesurer, d'autres avantages sont mis en avant : les chaînes de décision devraient être raccourcies. « Shell va passer dans sa structure de cinq niveaux hiérarchiques à deux », précise Maurice Auschitzky, directeur de la communication de Shell France. Grâce à cette direction par activités, les groupes misent également sur une meilleure communication des savoir-faire : pour un produit, il devrait être plus simple de faire bénéficier tout le groupe d'une innovation qui a marché dans un pays.

Première illustration chez Shell : la chaîne de restauration rapide Escapade, présente dans les stations-service, lancée avec succès en France, sera développée, via la direction Europe, dans la plupart des pays européens. Danone a déjà expérimenté le partage de savoir-faire : le produit Petits Coueurs de Belin, créé en France, a été développé en Inde, sous la marque Little Heart et en Europe de l'Est sous l'appellation Amore. Le groupe compte sur cette nouvelle organisation par pôles produits pour faciliter ces échanges.

« Danone doit devenir une marque mondiale, nous voulons être polonais en Pologne, italien en Italie », précise M. Zurcher. A l'inverse de McDonald's ou de Coca-Cola, Danone cherche le moyen d'être international sans être obligatoirement global. Dans les prochaines années, de nombreux groupes vont devoir résoudre cette équation difficile : concilier les avantages de la mondialisation et une approche locale proche du client.

L. Be.

Le chewing-gum alsacien espère conserver ses atouts malgré les 35 heures

Wrigley mise sur la Grande Europe

BIESHEIM (Haut-Rhin)

Les nouveaux marchés d'Europe centrale et orientale et le chewing-gum sans sucre font le bonheur du président de Wrigley France, René Ciseri. Que de chemin parcouru depuis 1967 pour ce Suisse venu diriger l'usine alsacienne de la multinationale de Chicago, qui avait décidé d'installer sur la rive gauche du Rhin sa production pour approvisionner les six pays du Marché commun ! Il y a trente et un ans, moins de cent personnes travaillaient sur le site de Biesheim. Aujourd'hui, l'effectif atteint le millier de salariés.

La montée en puissance de l'entreprise s'est accélérée avec la chute du mur de Berlin. Sa production a triplé entre 1989 et 1997, près de 500 millions de francs ayant été investis ces quatre dernières années et plus de trois cents salariés embauchés. De la sorte, Biesheim est devenue l'unité la plus importante des quatorze que compte le groupe Wrigley dans le monde. « Nous avons encore une dizaine d'hectares disponibles pour poursuivre notre développement », indique M. Ciseri.

Numéro un européen et mondial de la gomme à mâcher, Wrigley compte sur son avance technologique, expliquent ses dirigeants, pour conforter ses positions. Ils comptent, bien sûr, sur le développement des marchés à l'Est mais aussi sur l'augmentation des ventes en Europe occidentale dont la consommation moyenne est inférieure à 100 tablettes par personne et par an contre 150 aux Etats-Unis. Ils misent, encore plus, sur l'accroissement de la consommation de chewing-gum sans sucre. Aujourd'hui, elle atteint pratiquement 100 % dans les pays nordiques mais elle est beaucoup moins forte sur le reste du Vieux Continent : 75 % en Allemagne et à peine 50 % en France.

De gros efforts de recherche sont également fournis pour accroître la durée des arômes conte-

nus dans les dragées ou les tablettes. L'amélioration de la texture des produits, destinée à faciliter la mastication, est aussi un axe prioritaire pour gagner et fidéliser une clientèle plus âgée. Sur le marché français, où Wrigley est devancé par Hollywood et concurrencé par la petite confiserie, la direction française tente de refaire son retard en travaillant avec l'Union française de la santé bucco-dentaire (UFSBD). La campagne publicitaire sur le produit Freedent est le fruit de cette collaboration.

CONCURRENCE INTERNE

L'optimisme des responsables alsaciens est d'autant plus grand qu'ils bénéficient d'« excellents fournisseurs français et allemands » et d'« une très bonne main-d'œuvre très flexible ». L'application des 35 heures suscite néanmoins quelques soucis chez M. Ciseri. « Non seulement le coût salarial va augmenter, mais la loi va nous poser de sérieux problèmes pour organiser le secteur de production travaillant en trois huit et celui de l'emballage fonctionnant en équipes de deux-huit », explique-t-il.

L'inquiétude du président de Wrigley France est amplifiée par la compétition qui existe au sein du groupe. Les usines installées en Pologne, en Russie, en Autriche et, surtout, au Royaume-Uni sont considérées aussi comme des concurrents. Chicago ne manquant pas de comparer les résultats de ses différentes unités. Le niveau élevé du salaire moyen hors cadres (ouvriers employés, agents de maîtrise) - 8 500 francs et 11 000 francs en comptant les primes d'ancienneté - ne place pas le site de Biesheim en position de force. Eugène Allheil, directeur général de l'entreprise, relève cependant un avantage à produire sur le territoire français : « Ce qui va probablement nous aider dans la concurrence face à la Grande-Bretagne, c'est l'euro. »

Marcel Scotto

TROIS QUESTIONS À HERMANN SIMON

1 Michelin, Shell, Danone : les exemples de réorganisation se multiplient. Rencontrez-vous les mêmes préoccupations en Allemagne, où se trouve le cabinet Simon, Kucher & Partners, dont vous êtes l'un des fondateurs ? Quel que soit le pays, c'est un des grands défis économiques actuels. Notre cabinet travaille actuellement sur sept à huit projets de la sorte avec des sociétés comme 3 M, Siemens ou Lufthansa. Toutes cherchent à trouver une réponse à la globalisation des marchés.

2 De nombreuses sociétés essayent d'appliquer le slogan communément répandu *think global, act local* (« penser globalement, agir localement »). Qu'en pensez-vous ? Il n'y a pas de réponses simples. Il faut penser et agir à la fois globalement et localement, internationaliser sans systématiquement globaliser. Je rencontre, dans certaines sociétés qui ont mis en place des approches très globales, des cadres responsables d'une activité mondiale qui n'arrivent pas de voyager et qui sont en train d'atteindre leurs limites physiques. A l'inverse, SAP, la société informatique allemande, se régionalise et vient d'ouvrir un deuxième siège social à Palo Alto, dans le Silicon Valley, pour être là où les choses se passent. Le défi est de réussir à concilier une dimension de réflexion stratégique globale tout

en gardant dans certains cas une approche locale, régionale.

3 En dehors des structures, quels sont les autres enjeux des sociétés face à la mondialisation de l'économie ? Les problèmes culturels sont primordiaux. Regardez Adidas : ses neuf directeurs généraux viennent de six pays (Etats-Unis, Allemagne, France, Suisse, Suède, Australie). Et regardez le nombre de sociétés allemandes ou françaises qui n'ont que des dirigeants de la nationalité d'origine de l'entreprise...

Propos recueillis par Laure Belot

L'exposition qui témoigne de l'inventivité de l'industrie britannique

LONDRES

de notre correspondant à la City « Cool Britannia », l'exposition organisée à Horse Guards Parade et commanditée par le ministère du commerce et de l'industrie, dont l'ouverture a coïncidé avec le sommet Europe-Asie, permet de mieux lire l'opération en cours de dépeuplement de l'image de l'industrie britannique par la création, la haute technologie et le design. Le style, culturel et universel, est désormais synonyme de colossaux contrats commerciaux et de ventes à l'étranger. D'après le catalogue, les activités représentées dans cette sorte de château gonflable représentent 15 % du PNB, 3,3 millions d'emplois et 380 milliards de francs d'exportations.

En dépit des critiques du *Financial Times* sur le caractère niais et bêté de

cette entreprise, Nigel Coates, l'architecte du projet, évoque, poitrine bombée, mention en avant, « la revanche des marginaux et des réprouvés brimés à travers les arts sur les bourgeois industriels et bourgeois ». C'est le triomphe des marginaux de fish and chips sur ceux qui préfèrent les restaurants français », Blair, le rénovateur francophile, appréciera...

DES CHOUX-FLEURS CONTRE LE CANCER

L'exposition a de quoi surprendre. Dans la section « mode de vie », un aspirateur sans sac, une robe de soirée entièrement fabriquée avec le cristal d'un chandelier, un grille-pain lance-toast et d'autres bricolages d'artistes designers et de stylistes frais émoulus des arts-schols défilent sur un tapis roulant d'aéroport. Dans le deuxième globe, intitulé « communications », une fantas-

magorie d'emballages montrent qu'à Londres il n'est plus question de sortir un produit sans créer autour de lui tout un univers, photos, pochettes, vidéos clips pour capter les désirs des nouveaux consommateurs. La troisième salle, intitulée « connaissance », est consacrée aux petites inventions scientifiques, à l'instar des choux-fleurs exposés par les chercheurs du John Innes Center lesquels, à les entendre, dégagent des substances qui protègent du cancer, ou d'une prothèse « intelligente », décorée de motifs pop art. Le train fantôme nous conduit enfin à la rotonde « réseau » où le représentant de Soho Net nous explique, sans sourire, sûr de lui, comment un collectif de quinze petites sociétés de cinéma de pointe ont installé leur propre autoroute de l'information pour faire cir-

culer les images entre elles et se passer des coursiers. « Vous me faites confiance, je vous crois », tel est le slogan d'une compagnie de guérilleros du graphisme dont tous les employés sont actionnaires à part égale, de la réceptionniste au directeur général.

A quelques encablures de là, dans son bureau vieillot de la London School of Economics, son directeur, Anthony Giddens, considéré comme l'un des personnalités-clés du New Labour, nous explique qu'à l'heure de la mondialisation il est sage d'explorer d'autres concepts de l'image d'une nation : « Au-delà du thème Cool Britannia, il y a la volonté de renforcer une identité commerciale alors que la part de l'industrie manufacturière dans le PNB ne cesse de se réduire. »

Marc Roche

REPRODUCTION INTERDITE

DEBATS

Ministère gabonais de l'environnement recrute un (une) expert en planification environnementale. Contrat durée un an financement Banque mondiale. Niveau de rémunération P4 système des Nations unies. Merci d'adresser votre candidature (CV + prétentions + disponibilité) à B.P. 2165 Libreville ou par fax au +241-72-13-92.

LYCÉE FRANÇAIS BUCAREST

22 str. Cristian Tell sc1 Recrute institut. titul. rentrée septembre 1998.

DEMANDES

J.H. 25 ans bac + 5 Master économie bil. angl. 1 an exp. office 97, ch. poste : ASSISTANT MKTG/CIAL EXPORT Mobile. Tél. 01-45-31-92-10. Secteur banque-assurance bac + 3, rech. poste admin. ou agence. 04-67-84-72-59 CV visible sur <http://perso.wanadoo.fr/bnucn2k> J.H. 34 ans cherche place de RÉDACTEUR. Exp. en éco. et communication. Tél. 06-81-50-13-08.

RESPONSABLE LOGISTIQUE/ORDONNANCEMENT

MRP2/AT/KANBAN/ Gestion de stocks 17 ans expérience, libre de suite. Etude toutes propositions. Tél. : 06-06-69-55-36.

F. 45 a., confirmée

dans le secrétariat commercial/administration des ventes, ch. emploi stable Paris/R.P. Maîtrise logiciels : WORD, EXCELL et POWER POINT. B. notions anglais et allemand. Réactive et très motivée. Disponible immédiatement. Tél. : 01-44-71-26-65 ou 06-14-05-76-96.

J.F. SÉRIEUSE CHERCHE

emploi maison, heures de ménage, garde enfants personne âgée. Tél. 01-43-82-06-58.

CADRE ÉDITION

(sc. hum., gest., médecine), solide exp. ch. poste. Etude toutes propositions. Ecrire au Monde Publiité sous n° 9835 21 bis, rue Claude-Bernard 75226 Paris Cedex 05

RESPONSABLE MARKETING

H. 33 ans, 9 ans d'exp. Marketing et VPC dans groupes audiovisuels Inter. Etablissement des plans Midg, lancement en G.M.S., assistance à la force de vente, suivi de la stratégie, des objectifs et des budgets. Anglais courant formation DEJ + ESC ch. poste Paris/RP Tél. : 01-47-63-18-15

COURS

PIANISTE

grande exp. pédagogique Mozarsum/Cambridge Univ. enseigne adultes et enfants Tél/Fax : 01-43-54-73-26

Le Monde
A LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

Le Monde des idées
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-LC
Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire
La chaîne Histoire
Les mardi à 9 h et 23 h, mercredi à 11 h et 17 h, jeudi à 13 h et 19 h, vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e dimanches de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (Séances de Paris)

La « une » du Monde
BPM
Du lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

DOSSIERS PRATIQUES
FRANCIS LEFEBVRE

30 avril : dépôt de déclaration annuelle des résultats

Nouveauté

Gestion des déficits

Guide de l'utilisation optimale des déficits de l'entreprise

C'est le moment de faire les bons choix.

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

01 41 05 22 00

Mars 1998
496 pages - 435 F.

DÉPÊCHES

■ **INTERNET** : le tribunal de grande instance de Paris fixe un délai de deux mois pour des négociations paritaires sur les droits d'auteur sur Internet. Saisi par le Syndicat national des journalistes (SNJ), qui avait assigné *Le Figaro*, le tribunal a invité, vendredi 3 avril, Yves de Chalmers, PDG du *Figaro* et président du Syndicat de la presse parisienne (SPP), à négocier un accord avec les syndicats sur les droits d'auteur.

■ **PRESSE** : une grève à l'imprimerie a empêché la parution de *La Croix* datée 5 et 6 avril et perturbé les éditions des 4 et 7 avril. Les ouvriers du Livre-CGT redoutent la fermeture de l'imprimerie de Montrouge, conséquence d'un passage au matin du quotidien et du lancement d'une édition du week-end. La direction de Bayard Presse étudie deux possibilités : la modernisation du site, qui n'imprime que *La Croix*, ou le transfert de l'impression dans une autre imprimerie. Cette solution ne serait retenue que si une solution individuelle était trouvée pour les quarante et un salariés de l'imprimerie.

■ **Un nouveau magazine pour les enfants** vient d'être lancé par le groupe Beaumont Loisirs. *Tourneol* est la première revue pour enfants sur le jardinage. Destinée aux sept-treize ans, ce bimestriel, vendu 24 francs et tiré à 70 000 exemplaires, est parrainé par le chroniqueur de France Inter, Michel Lüs.

M. Murdoch plaide pour la libéralisation de l'audiovisuel européen

Dans le cadre de la Conférence européenne de l'audiovisuel, le magnat australo-américain des médias s'est fait le porte-parole des partisans de la dérégulation contre les tenants de cadres réglementaires européens et nationaux forts

BIRMINGHAM

Rupert Murdoch ne s'exprime pas souvent en public. Lorsqu'il le fait, il ne s'embarrasse pas de périphrases. Invité de la conférence audiovisuelle européenne qui se tient à Birmingham (Grande-Bretagne) du 6 au 8 avril, le magnat australo-américain a plaidé dès le premier jour pour une plus grande libéralisation du marché. Quitte à s'en prendre sérieusement au monopole des télévisions publiques, et notamment de la BBC. Au passage, il a rendu hommage à la Commission européenne, qui « cherche à éliminer les barrières pour libérer les flux de capital, de travail et de talents entre les États membres ». Il a également applaudi les efforts du Livre vert sur la convergence entre les médias et les télécommunications proposé par la Commission. « C'est un premier pas positif », selon M. Murdoch, dans la mesure où ce projet de texte est fondé sur « le marché et sur la loi de la compétition ».

Aux yeux de la députée européenne Carole Tongue, Rupert Murdoch, en demandant l'adoption du Livre vert en l'état, c'est-à-dire dans sa version la plus libérale, souhaiterait en fait proposer un marché : un soutien à l'euro dans les quotidiens britanniques qu'il contrôle, contre une législation *a minima* dans les médias de demain sur le Vieux Continent. Depuis la récente rupture des négociations entre Silvio Berlusconi et Rupert Murdoch, ce dernier fait l'objet d'attaques très virulentes de la part de certains journaux britanniques. Ils lui reprochent d'avoir bénéficié d'un soutien trop appuyé du premier ministre Tony Blair, qui a tenté, par des contacts avec son homologue italien, Romano Prodi, de favoriser la conclusion d'un accord entre les deux géants de la communication.

ÉTOURNANTE MODESTIE

Refusant d'apparaître comme un géant des médias, Rupert Murdoch a fait preuve à Birmingham d'une étonnante modestie, affirmant qu'il ne détenait « que deux quotidiens, deux journaux du dimanche (...), 40 % du bouquet satellitaire BSkyB, ce qui, malgré l'hystérie de nos rivaux, ne représente que 5 % de l'audience en Grande-Bretagne ». Il a souligné que son groupe ne

détient ni magazines ni journaux régionaux, et surtout aucune télévision hertzienne. Laisant une porte ouverte à un éventuel retour en force sur le marché allemand, le tycoon de News Corporation a regretté que son alliance avec Leo Kirch ait échoué en 1997, mais reste « réceptif » à toute autre opportunité.

Bataillant ferme contre tout ce qui peut constituer un monopole de fait, ou « une distorsion du marché », Rupert Murdoch s'en est pris à l'Union européenne de radiodif-

fusion (UER), « ce cartel qui utilise depuis des années un pouvoir extraordinaire pour acquiescer des droits de retransmission sportifs exclusifs ». Mais surtout, le patron de News Corp. a estimé que la BBC, « avec sa garantie annuelle de revenus de 2 milliards de livres », ses deux chaînes hertziennes, ses cinq radios, ses quarante stations locales, est de loin le plus important acteur de l'audiovisuel en Grande-Bretagne. S'estimant lésé, Rupert Murdoch a affirmé que la BBC a manifestement créé une dis-

torsion de concurrence en lançant une chaîne d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre, accessible gratuitement par les câble-opérateurs, pour contrer sa propre chaîne d'information Sky News.

Refusant de passer pour un support de la « culture Coca-Cola », Rupert Murdoch a souligné l'importance des industries cinématographiques locales, qu'elles soient françaises, italiennes, indiennes... tout en rappelant que son studio, la 20th Century Fox, avait aussi bien produit en 1997 une super-production, *Titanic*, qu'un film à petit budget, *The Full Monty*, qui a tout de même engrangé 23 millions de livres (environ 250 millions de francs) de recettes. Le plaidoyer de M. Murdoch, vigoureusement argumenté sur le strict terrain industriel, apparaissait ainsi plus fragile sur le terrain culturel quand il démontait, avec l'exemple de *The Full Monty*, qu'il valait mieux passer par les Majors américaines pour offrir au public une production européenne.

Jean-Michel Frodon et Nicole Vulser

Défenses européennes

Le président de Polygram Film Entertainment, Michael Kühn, a estimé, lundi 6 avril à Birmingham, que l'industrie audiovisuelle européenne ne pourrait profiter à plein de la « révolution numérique » sans une « politique interventionniste des institutions supranationales » en termes de soutien financier, de formation, de défense commerciale et de protection de la propriété intellectuelle. Il a préconisé l'établissement d'un système de prêts européens garantis pour les producteurs, à hauteur de 500 millions d'euros (3,3 milliards de francs), une utilisation plus offensive des lois européennes antitrust, et un renforcement du programme Media. Le président de Canal Plus, Pierre Lescure, a estimé que le droit européen de la concurrence « devrait ouvrir les yeux » pour prendre en compte les grands groupes de télécommunications, « qui étendent leur terrain de jeu tout en se présentant comme de nouveaux entrants sur le marché de la télévision numérique ».

Les chaînes publiques françaises auront un financement pluriannuel

UN CALENDRIER PRÉCIS et des axes stratégiques clairs : telle est la posologie que Catherine Trautmann affirme vouloir appliquer à son projet de loi sur l'audiovisuel, et qu'elle a longuement exposé, lundi 6 avril. Les trois mois qui viennent vont servir à peaufiner la mise en forme juridique du texte, à la lumière des trois tables rondes qui ont eu lieu récemment avec les opérateurs publics et privés et les producteurs (*Le Monde* du 28 mars) et de celle qui doit avoir lieu avec les présidents de l'audiovisuel public, à la mi-mai, après que ceux-ci auront remis leur « plan stratégique » à la fin avril.

Après avoir été soumis au Conseil d'Etat et au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le projet devrait être arrêté « avant début juillet » par le gouvernement, afin que la loi puisse être adoptée par le Parlement à l'automne. La ministre de la culture et de la communication entend ainsi faire passer une fois pour toutes les rumeurs selon lesquelles son projet de loi, contesté y compris dans les rangs du Parti socialiste, serait renvoyé aux calendes.

PRESSION COMMERCIALE ALLÉGÉE

Rappelant les critiques des opérateurs privés dont l'hostilité à l'égard des seuils de concentration est patente, M^{me} Trautmann, tout en jugeant qu'il s'agit d'une « focalisation un peu artificielle », a fermement combattu « l'impression générale mettant en doute non seulement la pertinence de telle ou telle disposition, mais l'opportunité même d'une telle loi, voire la volonté réelle du gouvernement de conduire à son terme la démarche qu'il a engagée ».

« Ce projet de loi est non seulement nécessaire mais indispensable », a martelé la ministre, en insistant sur son aspect « pragmatique » organisant la « liberté de la communication ». Elle a précisé notamment que les initiatives des entreprises liées au numérique et au multimédia seraient soumises à « un régime unique simplement déclaratif » et limitées au « respect du droit ».

C'est à propos du service public de télévision que la ministre de la culture et de la communication s'est faite moins évasive tant sur son budget que sur son développement. En rappelant qu'une holding entre France 2 et France 3 serait bien constituée, elle a fait remarquer que la structure du budget de ces deux chaînes serait fondamentalement modifiée. « Un allègement de la pression proprement commerciale constitue un préalable indispensable pour que les chaînes publiques, France 2 au

premier chef, retrouvent clairement leur identité de chaînes publiques sans rompre avec l'ambition de rassembler un public aussi large et diversifié que possible », a indiqué M^{me} Trautmann. Pour elle, cela passera par « un système de financement pluriannuel qui permette à la fois de garantir la progression nécessaire des ressources publiques des chaînes - le produit de la redevance - et un réajustement à la baisse de la part des recettes publicitaires ».

Cela devrait se traduire pour France 3 par un blocage des ressources publicitaires au niveau actuel (32,7 %, soit 1,845 milliard) et pour France 2 par un seuil « très largement en-dessous de 50 % ». Actuellement, elles représentent 51,6 % du budget, soit 2,649 milliards. Tout en refusant de « demander un nouvel effort aux téléspectateurs, alors qu'on tente d'alléger les prélèvements fiscaux », la ministre a assuré « qu'il y aurait un plafond de recettes publicitaires pour France 2 et pour France 3 dans la loi ». Elle a précisé que « la pluriannualité et la loi de finances » prochaine traduiraient ces évolutions chiffrées. M^{me} Trautmann fonde son idée sur la productivité nouvelle de la redevance, le recul de l'âge donnant bénéfice des exonérations (de soixante à soixante-cinq ans) décidé il y a quelques années fournissant ses effets et la fraude, depuis le croisement avec les fichiers de la taxe d'habitation, s'amenuisant.

COMPATIBILITÉ DES DÉCODEURS

Toujours à propos du service public audiovisuel, la ministre a indiqué que son projet de loi intégrerait le principe de la non exclusivité des chaînes publiques dans un bouquet numérique (TPS actuellement) - « si ces télévisions sont accessibles en hertzien par tous, il faut qu'elles le soient aussi dans les bouquets ». Elle a aussi attiré l'attention sur la nécessité de compatibilité des décodeurs numériques, afin que le « téléspectateur ne soit pas otage d'un seul bouquet ».

Enfin, en prenant des « précautions » sur les procédures respectives du Conseil de la concurrence et du CSA, la loi devrait aussi revenir sur celle de 1986 en inscrivant le principe de non reconduction automatique de l'autorisation d'émettre accordée aux chaînes, qu'elles soient généralistes, thématiques, nationales ou locales. « Il ne faut pas geler le marché : il reviendra au CSA de se prononcer sur les autorisations selon différents critères que la loi déterminera », a précisé M^{me} Trautmann.

Yves-Marie Labé

• Utile : les vacances à temps partagé

15F

le Monde

l'européen

Hebdomadaire

INFORMATIQUE . HÔTELLERIE . ARTISANAT TECH OLOGIQUE . DROIT . MULTIMEDIA...

Patrons cherchent salariés désespérément

• Familles déchirées : le drame des binationaux

• Amsterdam : sexe, drogues et lune de miel

L'Européen c'est VOUS.



Pour mieux vivre l'Europe, lisez l'Européen.
Nouveau. Chaque mercredi 15F.

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RHONE-POULENC** : le pharmacien français a inauguré, lundi 6 avril, une nouvelle unité de production de son agent anti-coagulant Lovenox, sur le site industriel du Trait (Seine-Maritime).

● **ELF** : le groupe pétrolier a conclu, lundi 6 avril, une alliance avec le russe Yukos (lire page 18).

● **DAEWOO** : l'électronicien japonais fermera en juillet son usine de téléviseurs de Haddington, en Ecosse (500 emplois).

● **NATIONAL SEMICONDUCTOR** : le producteur américain de puces promet l'équivalent d'un ordinateur personnel (PC) sur un seul circuit intégré pour la mi-1999, ce qui pourrait ramener le prix d'un PC à 400 dollars.

● **PSA** : les salaires du groupe PSA (Peugeot-Citroën) augmenteront de 2,3 % en 1998, dont 0,8 % à 1,1 % d'augmentations générales et 1,2 % en moyenne d'augmentations individuelles. Un protocole d'accord est soumis à la signature des syndicats jusqu'au 20 avril.

● **SIEMENS** : le groupe industriel et le syndicat IG Metall ont signé un accord réduisant la rémunération de 6 500 installateurs. Un système de primes de rendement est instauré en compensation.

● **SAINT-GOBAIN** : le groupe va construire une ligne de production de verre plat (float glass) en Colombie.

FINANCE

● **TRAVELERS** : le groupe de services financiers américain absorbe Citicorp pour 82,9 milliards de dollars (512 milliards de francs) (lire page 15).

● **CIC** : le choix du repreneur sera connu le 20 avril. ABN Amro, Crédit mutuel et Société générale ont remis leurs ultimes propositions le 3 avril.

● **ROYALE BELGE** : l'entrée du siège de la compagnie d'assurance belge, filiale de l'UAP, à Bruxelles, devait être bloquée, mardi 7 avril, par des piquets de grève. Ils craignent une éventuelle fusion entre la Royale Belge et AXA Belgium (AXA) qui entraînerait la suppression de plus d'un millier d'emplois.

SERVICES

● **MICROSOFT** : le département américain de la justice disposerait de preuves suffisantes pour engager une nouvelle procédure anti-trust, d'ici à fin avril contre le fabricant de logiciels, pour maintien d'un contrôle illégal sur l'entretien des systèmes d'exploitation des ordinateurs, selon le Wall Street Journal du lundi 6 avril.

● **ALL NIPPON AIRWAYS** : pour la première fois en neuf ans, les pilotes volant sur les liaisons internationales sont entrés en grève le 6 avril. Ils protestent contre une réduction de leur prime de vol.

● **SOFRES** : les enquêtes téléphoniques vacataires ont mis fin lundi 6 avril après-midi à leur grève (Le Monde du 4 avril) : les salaires horaires, de 53 francs, ne seront pas réduits à 42 francs mais « seulement » à 43 francs.

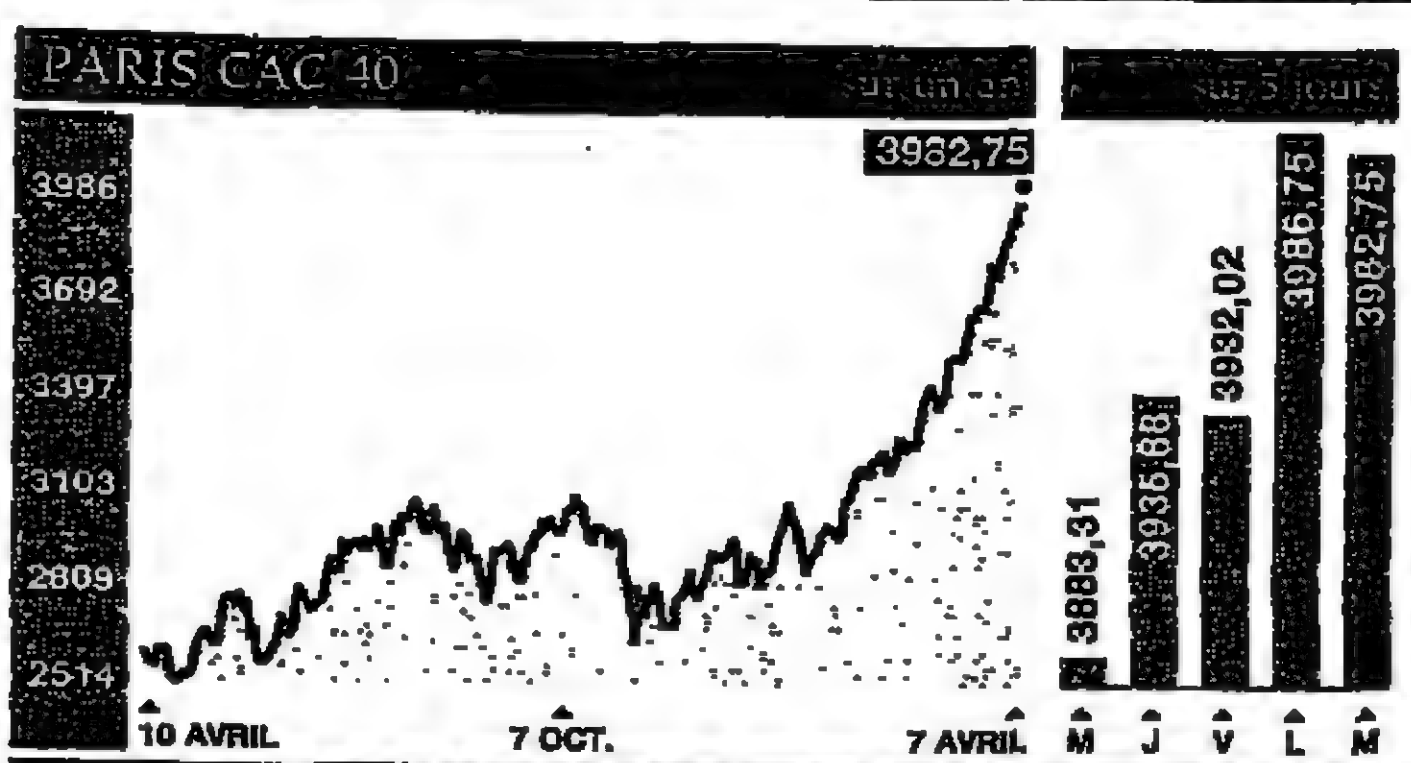
● **BOUYGUES** : le groupe italien Telecom Italia a indiqué, lundi 6 avril, que la décision de son allié français Bouygues de réduire de 25 % à 10 % sa participation dans la société de téléphonie fixe 9 Telecom entreprise, n'avait « pas fait l'objet d'un accord » entre les deux partenaires.

RESULTATS

● **CAISSE DES DÉPÔTS** : le groupe a enregistré un résultat net consolidé de 5,6 milliards de francs (lire page 18).

● **COFIDIS** : le numéro un français du crédit par téléphone, filiale du groupe Trois Suisses International, a gagné 381 millions de francs en 1997, en hausse de 15 %.

* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausse | Cours | Var. % | Var. % |
|----------------|--------|--------|--------|
| CREDIT. FRAN. | 100,00 | +16,25 | +70,10 |
| ERAMET | 225 | +5,84 | +24,12 |
| BOULIERE TECH. | 105,7 | +5,18 | +40,18 |
| DMC DOLPHIN | 100 | +5,18 | +44,85 |
| CAN EXOT. SOL. | 100 | +5,18 | +28,56 |
| MAIRIE WENDEL | 121 | +5,66 | +63,88 |
| NATRES | 142,40 | +5,33 | +23,03 |
| EURO DISNEY | 5,52 | +2,29 | +42,14 |
| METALEUR | 1,45 | +5,14 | +20,88 |
| L'ORÉAL | 322,5 | +4,61 | +28,87 |

LES PLACES BOURSINIÈRES

PARIS

AU PIED des 4 000 points, la Bourse de Paris calait mardi 7 avril, cédant un peu de terrain après avoir inscrit la veille le 29^e record de l'année et une hausse de 32,94 % depuis le 1^{er} janvier. En repli de 0,42 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,17 %. Vers 12 h 30, les valeurs françaises perdaient en moyenne 0,20 % à 3 978,61 points. Le volume des échanges était étoffé avec un chiffre d'affaires sur le marché de 5 milliards de francs.

Du côté des valeurs, la baisse des pétroliers pesait sur l'indice : Total recule de 2,8 % malgré des recommandations à l'achat du titre par des analystes britanniques. Le recul de Carrefour (-3,2 %) affectait également la tendance après l'annonce d'une faible hausse du chiffre d'affaires au premier trimestre (+5,9 %).

FRANCFORT

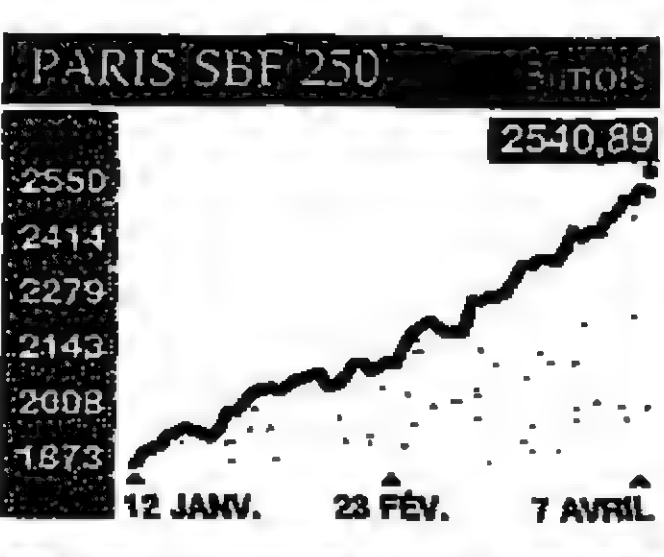
LES VALEURS allemandes gagnaient 0,11 %, à 5 351,51 points, mardi 7 avril, à l'ouverture des transactions électroniques. La veille, sur ce même marché, l'indice Dax avait franchi pour la première fois la barre des 5 300 points à 5 345,89 points. Ce nouveau sommet correspondait à une hausse de 1,4 % par rapport au niveau de clôture de la séance officielle (quatre heures plus tôt).

NEW YORK

L'ANNONCE de la fusion entre Citicorp et Travelers, la plus importante jamais enregistrée aux États-Unis, a permis à l'indice Dow Jones de terminer lundi 6 avril, pour la première fois de son histoire au-dessus des 9 000 points à 9 033,23 points. Travelers, une des valeurs vedettes du Dow Jones, a gagné 18,7 %, ce qui équivaut à un gain de 34 points pour l'indice.

Indices boursiers

| Europe 12h30 | Cours | Var. % | Var. % |
|------------------|---------|--------|--------|
| PARIS CAC 40 | 3982,75 | -0,10 | 32,81 |
| SBF 120 | 2540,89 | -0,02 | 31,35 |
| SBF 250 | 2540,89 | -0,02 | 30,54 |
| SECOND MAR. | 2540,89 | 0,22 | 26,06 |
| MIDCAC | 2540,89 | -0,24 | 23,05 |
| LONDRES FTSE 100 | 2540,89 | 0,07 | 18,88 |
| AMSTERDAM ASE | 2540,89 | 0,23 | 30,18 |
| BRUXELLES BEL | 2540,89 | 0,08 | 27,09 |
| FRANCFORT DAX | 2540,89 | 1,09 | 25,40 |
| MADRID IBEX35 | 2540,89 | 0,06 | 50,33 |
| MILAN MIB30 | 2540,89 | 0,23 | 32,91 |
| STOCKHOLM | 2540,89 | 0,01 | 25,68 |
| STOCKHOLM 20 | 2540,89 | 0,04 | — |
| EURO STOXX 30 | 2540,89 | -0,14 | — |
| EURO STOXX 50 | 2540,89 | -0,19 | — |



Monde

| Cours | Var. % | Var. % |
|-----------------|--------|--------|
| NEW YORK DJ | 0,56 | 14,23 |
| SP 500 | -0,12 | 15,58 |
| NASDAQ | -1,42 | 16,48 |
| BUENOS AIRES M. | -0,85 | -1,37 |
| JOHANNESBURG | 0,39 | 25,62 |
| MEXICO BOLSA | 0,33 | -5,46 |
| SANTIAGO IPSA | 0,29 | -8,54 |
| SÃO PAULO BOVL | 2,70 | 17,17 |
| THAISET | 0,43 | 14,13 |
| ASIE 10115 | 0,04 | 31,72 |
| ASIE 10115 | -2,91 | 19,36 |
| HONGKONG SET | -0,03 | 3,05 |
| SEOUL | 5,78 | 24,47 |
| SINGAPOUR ST. | -0,10 | 1,31 |
| SYDNEY ALL O. | -0,03 | 6,81 |
| TOKYO NIKKEI | 1,74 | 4,72 |

ÉCONOMIE

Recul du chômage en Allemagne

LE TAUX de chômage s'est replié en Allemagne, en données brutes, au mois de mars, selon les chiffres publiés mardi 7 avril par l'Office fédéral du travail. Il a été ramené de 12,6 % à 12,1 % (10 % dans la partie ouest). En données corrigées des variations saisonnières (CVS), le nombre de chômeurs a baissé de 2 000 pour s'inscrire à 4,414 millions de personnes. (Lire page 34.)

■ **La réduction du chômage massif qui frappe l'Allemagne** prendra de dix à quinze ans, a estimé, lundi 6 avril, le chef du patronat de la métallurgie, Werner Stumpf.

■ **Le volume des commandes à l'industrie** a augmenté de 0,1 % en février en Allemagne, après une hausse de 5,7 % le mois précédent. Il s'inscrit à un niveau très élevé, grâce au dynamisme de la demande intérieure.

■ **La production d'acier** a atteint en mars un record depuis la réouverture de 1990 de 4,15 millions de tonnes, selon les estimations publiées lundi 6 avril par l'Office des statistiques.

■ **L'indice des prix à la consommation** a diminué de 0,2 % en mars dans l'ensemble du pays, soit un taux annuel de 1,1 %, selon les chiffres publiés mardi 7 avril par l'Office fédéral des statistiques.

■ **ASIE** : les pays d'Asie du Sud-Est sont très avancés dans des discussions visant à lier leurs différentes monnaies à un panier de grandes devises internationales, a indiqué, lundi 6 avril, Jesus Estandiao, le responsable de l'Institut de recherche de la Banque asiatique de développement (BAD).

■ **JAPON** : la situation économique s'est aggravée, mais il ne s'agit pas encore d'une récession, a affirmé, mardi 7 avril, devant une commission parlementaire, le ministre des finances Hikaru Matsunaga.

■ **CHINE** : la croissance économique a ralenti au cours du premier trimestre pour s'établir à un rythme de 7,5 %, a annoncé, lundi 6 avril, le premier ministre chinois Zhu Rongji en visite à Paris.

■ **FRANCE** : le moral des chefs de petites et moyennes entreprises (PME) a enregistré une nouvelle hausse en mars, selon le baromètre CSA-Opinion. Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables. 55 % d'entre eux se sont déclarés « très optimistes » ou « optimistes » sur l'évolution de la conjoncture dans leur secteur.

■ **ROYAUME-UNI** : le nombre d'immatriculations de voitures particulières a progressé de 18,5 % en mars, par rapport au même mois de l'année précédente, pour atteindre 213 374 unités, a annoncé lundi la Société des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT).

■ **RUSSIE** : les réserves en devises et en or de la banque centrale (BCR) ont diminué de 15,7 % depuis le mois de janvier et s'élevaient à 15 milliards de dollars au 1^{er} mars 1998.

■ **ALGÉRIE** : la dette extérieure s'élevait à 31,22 milliards de dollars à fin décembre 1997, contre 33 milliards de dollars en décembre 1996, a indiqué lundi 6 avril la Banque d'Algérie.

■ **ARGENTINE** : les cinq membres de la délégation du Fonds monétaire international (FMI) venus à Buenos Aires conseiller une réduction du déficit des comptes publics se sont fait traiter d'« imbéciles déguisés en techniciens » par le président du groupe justicialiste (péroniste gouvernemental) au Parlement, Humberto Roggero.

NOMINATIONS

■ **Sneema** : Yves Imbert est nommé directeur délégué à la stratégie du groupe.

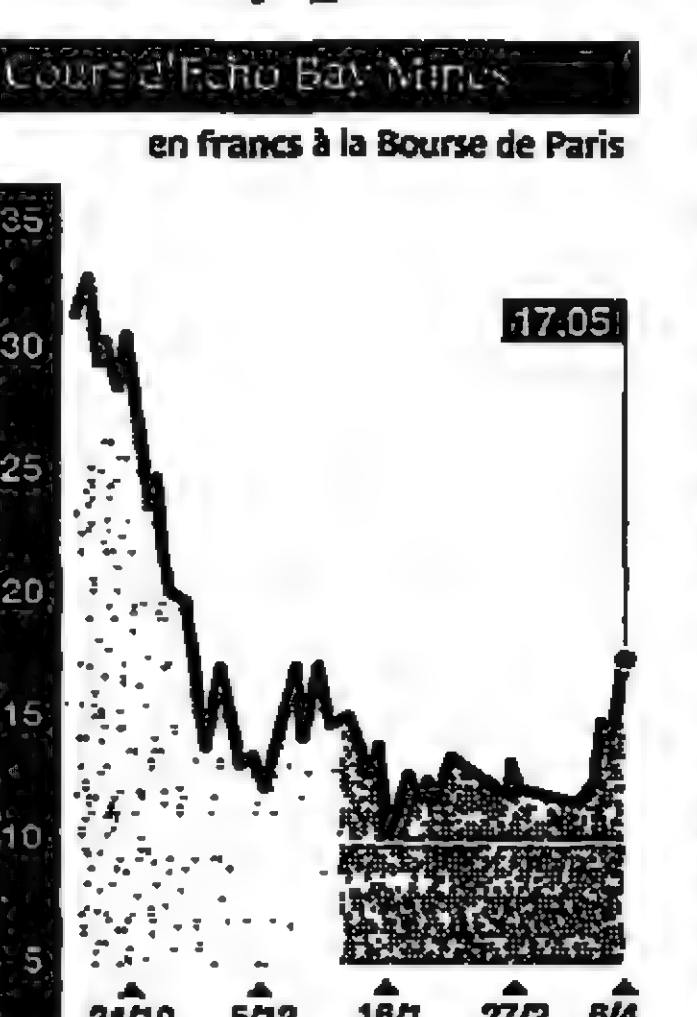
■ **MARIE BRIZARD** : Thibault de Kergorlay succède à Paul Glotin à la présidence de la société.

Valeur du jour : Echo Bay profite de la hausse de l'or

APRÈS des mois de torpé, le cours de l'or s'est brusquement réveillé, lundi 6 avril. A Londres, l'once a gagné 6,25 dollars, à 314,5 dollars, un niveau abandonné depuis le 5 novembre 1997. Le 13 janvier 1998, le prix de l'or avait même refusé jusqu'à 276,75 dollars, son plus bas niveau depuis dix-huit ans. Le métal jaune a profité de l'annonce d'un possible abaissement de la note attribuée à la dette du Japon qui a incité les investisseurs asiatiques à se porter vers cette valeur refuge. Les opérateurs ne croient plus de surcroît à une vente massive d'or de la part des banques centrales européennes avant le lancement de l'Union monétaire.

Les spécialistes estiment toutefois que ce mouvement de hausse est encore insuffisant pour enrayer la dépression des mines sud-africaines, peu rentables. En revanche, il donne un ballon d'oxygène aux mines nord-américaines, mieux gérées. L'action du producteur canadien Echo Bay, un groupe minier de taille moyenne, a ainsi regagné 10,71 %, à 15,40 francs, à la Bourse de Paris, durant la seule séance de lundi 6 avril.

L'exercice 1997 a été particulièrement défavorable pour ce producteur d'or et d'argent. Il a enregistré une perte nette de 420 millions de dollars (2,60 milliards de francs), dont 362 millions de dollars imputables à des charges de restructuration. Son chiffre d'affaires a baissé



de 9 % en raison de la chute des cours de l'or. Pourtant, ses productions d'argent (11 millions d'onces) et d'or (721 075 onces) ont été meilleures que prévu. Mais, avec un coût de production moyen de 249 dollars par once d'or pour un prix de vente moyen de 362 dollars (en baisse de 22 dollars l'once), le groupe n'a pu atteindre l'équilibre. Il a donc engagé un programme de réduction des frais administratifs et a nettement réduit son endettement.

De plus, il a divisé par deux son effort d'exploration, à 35 millions de dollars. Et, pour cette année, le budget d'exploration a été réduit à la portion congrue de 7 millions de dollars. Une somme qui pourrait cependant être augmentée si le cours de l'or se redresse de manière durable. A la fin de l'année 1997, les réserves d'exploration et probables s'élevaient à 7,47 millions d'onces d'or, en nette baisse par rapport aux réserves du début de l'exercice (8,57 millions d'onces). Pour l'exercice en cours, Echo Bay a déjà vendu sur le marché à terme 588 000 onces d'or (soit près de 80 % de sa production annuelle), en s'assurant ainsi d'un prix de vente de 340 dollars l'once. Les analystes ne s'attendent pas pour autant à un retour au bénéfice en 1998 et tablent plutôt sur une réduction de la perte à 40 millions de dollars.

Enguérand Renault

Matières premières

| En dollars | Cours | Var. % |
|----------------------|--------|--------|
| MÉTALX (LONDRES) | 1752 | -0,17 |
| ALUMINIUM 3 MOIS | 1419,5 | 0,04 |
| PLOMB 3 MOIS | 594 | 0,09 |
| ETAIN 3 MOIS | 128 | 0,22 |
| NICKEL 3 MOIS | 140,5 | 0,08 |
| MÉTALX (NEW YORK) | 1752 | 0,00 |
| ARGENT A TERME | 16,36 | -0,00 |
| PLATINE A TERME | 769,00 | -16,30 |
| GRAINES DE SOJA | 10,55 | 0,00 |
| BLÉ (CHICAGO) | 326 | 0,00 |
| MAÏS (CHICAGO) | 243,6 | 0,00 |
| SOJA GRAINE (CHIC) | 374,0 | 0,24 |
| SOJA TOURTEAU (CHIC) | 10,5 | 0,19 |
| SOFTS | 1459 | 0,00 |
| CACAO (NEW YORK) | 1459 | 0,00 |
| CAFÉ (LONDRES) | 1200 | 0,04 |
| SUCRE BLANC (PARIS) | 233,4 | 0,15 |

Pétrole

| En dollars | Cours | Var. % |
|-------------------|-------|--------|
| BRENT (LONDRES) | 19,97 | -0,04 |
| WTI (NEW YORK) | 19,22 | -0,04 |
| LIGHT SWEET CRUDE | 19,49 | -1,00 |

Or

| En francs | Cours | Var. % |
|---------------------|--------|--------|
| OR FIN KILLO BARRE | 15790 | +1,15 |
| OR FIN LINGOT | 15790 | +2,87 |
| ONCE D'OR LONDRES | 314,50 | +1,60 |
| PIÈCE 20 DOLLARS US | 1585 | +1,29 |
| PIÈCE 10 DOLLARS US | 792,5 | +4 |
| PIÈCE 5 DOLLARS US | 396,25 | +3,43 |
| PIÈCE 10 DOLLARS US | 792,5 | +3,43 |
| PIÈCE 50 PESOS MEX. | 2500 | -2,05 |

TAUX

● **France** : le marché obligataire a ouvert en baisse, mardi 7 avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 18 centimes, pour s'inscrire, à 104,19 points. Certains opérateurs craignent que l'accélération de la croissance en Europe ne provoque un resserrement de la politique monétaire. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 4,91 %, soit 0,06 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● **Etats-Unis** : les obligations américaines avaient terminé la séance du lundi 6 avril en baisse. Les analystes attribuaient ce recul à des prises de bénéfices après la forte hausse observée la semaine précédente. Le rendement du titre à trente ans, qui constitue la référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,85 % en clôture.

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert s'inscrivait en baisse, mardi 7 avril, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,3390 deutschemark, 6,16 francs et 134,10 yens. La monnaie américaine était pénalisée par la perspective de voir le gouvernement japonais annoncer prochainement d'importantes baisses d'impôts. Elle était également affectée par les signes de reprise de l'économie allemande.

● **Livre sterling** : le chancelier de l'échiquier britannique Gordon Brown a reconnu lundi 6 avril que le niveau élevé de la livre posait « un problème » mais a réaffirmé qu'il n'entendait pas prendre de mesure de court terme pour la faire baisser et renouer avec « les politiques expansionnistes, inflation-déflation, du passé ».

La devise britannique est actuellement à son plus haut niveau depuis près de dix ans face aux principales autres monnaies européennes. Elle cotait mardi matin 10,27 francs.

Cours de change

| OTM 12h30 | Cours | Var. % | Cours | Var. % |
|-----------|---------|---------|---------|---------|
| FRANCE | 5,17 | 8,85 | 10,24 | 4,05 |
| DM | 1,34 | 1,30 | 3,26 | 1,20 |
| LIRE | 1814,85 | 1959,81 | 3023,69 | 1196,08 |
| YEN | 182,81 | 144,51 | 225,85 | 87,48 |
| FLORIN | 2,07 | 2,24 | 3,45 | 1,35 |
| FR.S. | 1,53 | 1,65 | 2,55 | — |
| LIVRE | 0,80 | 0,86 | — | 0,38 |
| ECU | 0,93 | — | 1,54 | 0,61 |
| DOLLAR | — | 1,08 | 1,87 | 0,65 |

Taux d'intérêt (%)

| TAUX | Taux | Taux | Taux | Taux |
|--------------|------|------|------|------|
| FRANCE 06/04 | 2,35 | 3,47 | 4,30 | 6,49 |
| ALLEMAGNE | 3,35 | 3,57 | 4,84 | 5,40 |
| GBR-BRETAG. | 7,12 | 7,42 | 8,75 | 5,57 |
| ITALIE | 5,30 | 5,19 | 5,08 | 5,20 |
| JAPON | 2,45 | 0,48 | 1,86 | — |
| ÉTATS-UNIS | 5,40 | 5,09 | 5,49 | 5,81 |
| SUISSE | 1,12 | 1,43 | 2,96 | 4,23 |
| PAIS-BAS | 2,25 | 0,68 | 4,38 | 5,41 |

Matif

| COUTS 12h30 | Volume | dernier | premier |
|--------------|--------|---------|---------|
| Notional 55 | 20256 | 104,22 | 104,27 |
| Pibor 3 mois | 102 | 98,22 | 98,26 |

Marchés des changes

| Devises 17h30 | Cours | Adapt | Vente |
|-----------------|--------|-------|-------|
| ALLEMAGNE (100) | 235,10 | 382 | 348 |
| AUTRICHE (100) | 47,43 | 48,15 | 48,25 |
| BELGIQUE (100) | 16,54 | 16,68 | 16,78 |
| CANADA | 4,52 | 4,50 | 4,50 |
| DANEMARK (100) | 11,31 | 83 | 82 |
| ÉTATS-UNIS | 2,95 | 5,84 | 4,24 |
| ESPAGNE (100) | 9,15 | 5,85 | 6,45 |
| FINLANDE (100) | 110,42 | 104 | 115 |
| GBR-BRETAGNE | 15,22 | 8,80 | 10,65 |
| GRÈCE (100) | 1,92 | 1,70 | 2,20 |
| IRLANDE | 2,14 | 7,08 | 8,82 |
| ITALIE (100) | 3,35 | 5,12 | 6,82 |
| JAPON (100) | 2,91 | 4,39 | 4,74 |
| NORVÈGE (100) | 62,74 | 75,50 | 84,50 |
| PAIS-BAS (100) | 2,07 | — | — |
| PORTUGAL (100) | 3,62 | 2,90 | 3,60 |
| SUÈDE (100) | 77,58 | 71 | 81 |
| SUISSE (100) | 34,67 | 891 | 418 |

RÈGLEMENT
MENSUELMARDI 7 AVRIL
Liquidation : 23 avril
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12h30CAC 40
PARIS-0,12%
CAC 40
3961,89

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % | Montant coupon (1) |
|--------------------------|---------------|----------------|-------|--------------------|
| BNP (T.P.) | 1029 | 1029 | - | 46,71 |
| Crédit Lyonnais (T.P.) | 941 | 940 | -0,1 | 44,25 |
| Crédit Foncier (T.P.) | 2400 | 2413 | +0,54 | 55,36 |
| Crédit Agricole (T.P.) | 2525 | 2525 | - | 106,28 |
| Crédit Commercial (T.P.) | 1285 | 1285 | - | 71,45 |
| Crédit Industriel (T.P.) | 1680 | 1680 | - | 110,10 |
| Accor | 1680 | 1680 | - | 20 |
| AGF | 372,10 | 373 | +0,24 | 20 |
| Air Liquide | 1172 | 1171 | -0,08 | 14 |
| Alcatel | 1191 | 1191 | - | 10 |
| Alcatel Techn. | 774 | 774 | - | 11,50 |
| Axa | 596 | 597 | +0,17 | 1,31 |
| Axa | 675 | 702 | +3,86 | 7,50 |
| Banque Paribas | 900 | 906 | +0,66 | 64,60 |
| Banque Paribas | 742 | 740 | -0,26 | 1,36 |
| Banque Paribas | 440 | 445 | +1,13 | 4,44 |
| Banque Paribas | 480 | 480 | - | 2,10 |
| Banque Paribas | 487 | 488 | +0,21 | 1,14 |
| Banque Paribas | 546 | 546 | - | 5,40 |
| Banque Paribas | 1057 | 1057 | - | 1,41 |
| Banque Paribas | 2924 | 2924 | - | 0,13 |
| Banque Paribas | 1010 | 1010 | - | 0,13 |
| Banque Paribas | 265,90 | 266 | +0,03 | 2 |
| Banque Paribas | 66,20 | 67,35 | +1,73 | 1,73 |
| Banque Paribas | 1113 | 1114 | +0,09 | 0,78 |
| Banque Paribas | 2412 | 2409 | -0,12 | 1,18 |
| Banque Paribas | 3844 | 3844 | - | 2,83 |
| Banque Paribas | 417,50 | 418 | +0,24 | 0,83 |
| Banque Paribas | 254 | 257 | +1,18 | 1,02 |
| Banque Paribas | 1010 | 1010 | - | 1,78 |
| Banque Paribas | 330 | 330 | - | 0,73 |
| Banque Paribas | 400 | 400 | - | 2,50 |
| Banque Paribas | 766 | 775 | +1,17 | 1,17 |
| Banque Paribas | 310 | 311 | +0,32 | 1,25 |
| Banque Paribas | 209,20 | 209 | -0,05 | 1,85 |
| Banque Paribas | 560 | 560 | - | 2,50 |
| Banque Paribas | 788 | 787 | -0,13 | 2,66 |
| Banque Paribas | 1081 | 1085 | +0,37 | 2,25 |

| | | | | |
|-------------------|--------|--------|-------|--------|
| Computer Entrep. | 15,25 | 15,25 | +0,31 | 15,25 |
| Computer Mod. | 3320 | 3357 | +1,23 | 3357 |
| CPN | 481,20 | 486 | +0,99 | 486 |
| Crédit Foncier | 159,90 | 165,30 | +3,38 | 165,30 |
| Crédit Lyonnais | 570 | 612 | +7,36 | 612 |
| Crédit Agricole | 322 | 328 | +1,89 | 328 |
| Crédit Commercial | 4000 | 4017 | +0,43 | 4017 |
| Crédit Industriel | 1510 | 1492 | -1,19 | 1492 |
| Crédit Lyonnais | 1168 | 1179 | +0,94 | 1179 |
| Crédit Agricole | 672 | 655 | -2,52 | 655 |
| Crédit Commercial | 250 | 260 | +3,99 | 260 |
| Crédit Industriel | 417,20 | 418 | +0,24 | 418 |
| Crédit Lyonnais | 994 | 997 | +0,31 | 997 |
| Crédit Agricole | 778 | 782 | +0,51 | 782 |
| Crédit Commercial | 155 | 160,80 | +3,74 | 160,80 |
| Crédit Industriel | 200 | 197 | -1,50 | 197 |
| Crédit Lyonnais | 1144 | 1159 | +1,31 | 1159 |
| Crédit Agricole | 1668 | 1686 | +1,08 | 1686 |
| Crédit Commercial | 440 | 437 | -0,68 | 437 |
| Crédit Industriel | 800 | 786 | -1,75 | 786 |
| Crédit Lyonnais | 283 | 288,80 | +2,04 | 288,80 |
| Crédit Agricole | 1310 | 1291 | -1,45 | 1291 |
| Crédit Commercial | 2280 | 2284 | +0,17 | 2284 |
| Crédit Industriel | 2000 | 2025 | +1,25 | 2025 |
| Crédit Lyonnais | 599 | 598 | -0,17 | 598 |
| Crédit Agricole | 3177 | 3179 | +0,06 | 3179 |
| Crédit Commercial | 9,95 | 9,95 | - | 9,95 |
| Crédit Industriel | 1650 | 1660 | +0,60 | 1660 |
| Crédit Lyonnais | 4,70 | 4,70 | - | 4,70 |
| Crédit Agricole | 120,10 | 120 | -0,08 | 120 |
| Crédit Commercial | 444,70 | 442 | -0,60 | 442 |
| Crédit Industriel | 347,60 | 348,20 | +0,17 | 348,20 |
| Crédit Lyonnais | 488 | 488 | - | 488 |
| Crédit Agricole | 490 | 490 | - | 490 |
| Crédit Commercial | 191 | 191 | - | 191 |
| Crédit Industriel | 561 | 560 | -0,18 | 560 |
| Crédit Lyonnais | 416 | 416 | - | 416 |
| Crédit Agricole | 3334 | 3380 | +1,38 | 3380 |
| Crédit Commercial | 801 | 801 | - | 801 |
| Crédit Industriel | 602 | 616 | +2,32 | 616 |
| Crédit Lyonnais | 487 | 487 | - | 487 |
| Crédit Agricole | 740 | 735 | -0,67 | 735 |
| Crédit Commercial | 495 | 495 | - | 495 |
| Crédit Industriel | 176 | 176 | - | 176 |
| Crédit Lyonnais | 416 | 416 | - | 416 |
| Crédit Agricole | 2050 | 2050 | - | 2050 |
| Crédit Commercial | 1611 | 1620 | +0,56 | 1620 |
| Crédit Industriel | 560 | 571 | +1,96 | 571 |
| Crédit Lyonnais | 500 | 500 | - | 500 |
| Crédit Agricole | 811 | 828 | +2,10 | 828 |
| Crédit Commercial | 466 | 470 | +0,86 | 470 |
| Crédit Industriel | 233 | 234 | +0,43 | 234 |
| Crédit Lyonnais | 140 | 140 | - | 140 |
| Crédit Agricole | 159 | 160,40 | +0,88 | 160,40 |
| Crédit Commercial | 1570 | 1580 | +0,64 | 1580 |
| Crédit Industriel | 685 | 685 | - | 685 |
| Crédit Lyonnais | 1030 | 1030 | - | 1030 |
| Crédit Agricole | 2263 | 2290 | +1,19 | 2290 |

| | | | | |
|---------|--------|--------|---|--------|
| Lafarge | 497 | 497 | - | 497 |
| Lafarge | 260 | 260 | - | 260 |
| Lafarge | 445 | 445 | - | 445 |
| Lafarge | 265,50 | 265,50 | - | 265,50 |
| Lafarge | 156 | 156 | - | 156 |
| Lafarge | 1005 | 1005 | - | 1005 |
| Lafarge | 283 | 283 | - | 283 |
| Lafarge | 840 | 840 | - | 840 |
| Lafarge | 3055 | 3055 | - | 3055 |
| Lafarge | 1121 | 1121 | - | 1121 |
| Lafarge | 74,65 | 74,65 | - | 74,65 |
| Lafarge | 368,10 | 368,10 | - | 368,10 |
| Lafarge | 161 | 161 | - | 161 |
| Lafarge | 440,40 | 440,40 | - | 440,40 |
| Lafarge | 135,10 | 135,10 | - | 135,10 |
| Lafarge | 307 | 307 | - | 307 |
| Lafarge | 1137 | 1137 | - | 1137 |
| Lafarge | 67 | 67 | - | 67 |
| Lafarge | 666 | 666 | - | 666 |
| Lafarge | 1270 | 1270 | - | 1270 |
| Lafarge | 266 | 266 | - | 266 |
| Lafarge | 494 | 494 | - | 494 |
| Lafarge | 1071 | 1071 | - | 1071 |
| Lafarge | 4520 | 4520 | - | 4520 |
| Lafarge | 84 | 84 | - | 84 |
| Lafarge | 530 | 530 | - | 530 |
| Lafarge | 2994 | 2994 | - | 2994 |
| Lafarge | 710 | 710 | - | 710 |
| Lafarge | 112,50 | 112,50 | - | 112,50 |
| Lafarge | 301,40 | 301,40 | - | 301,40 |
| Lafarge | 2330 | 2330 | - | 2330 |
| Lafarge | 301 | 301 | - | 301 |
| Lafarge | 690 | 690 | - | 690 |
| Lafarge | 345 | 345 | - | 345 |
| Lafarge | 3745 | 3745 | - | 3745 |
| Lafarge | 1004 | 1004 | - | 1004 |
| Lafarge | 530 | 530 | - | 530 |
| Lafarge | 719 | 719 | - | 719 |
| Lafarge | 2192 | 2192 | - | 2192 |
| Lafarge | 457 | 457 | - | 457 |
| Lafarge | 380 | 380 | - | 380 |
| Lafarge | 423,30 | 423,30 | - | 423,30 |
| Lafarge | 250,60 | 250,60 | - | 250,60 |
| Lafarge | 74 | 74 | - | 74 |
| Lafarge | 1130 | 1130 | - | 1130 |
| Lafarge | 220 | 220 | - | 220 |
| Lafarge | 481,90 | 481,90 | - | 481,90 |
| Lafarge | 1020 | 1020 | - | 1020 |
| Lafarge | 315 | 315 | - | 315 |
| Lafarge | 146 | 146 | - | 146 |
| Lafarge | 117,90 | 117,90 | - | 117,90 |
| Lafarge | 585 | 585 | - | 585 |
| Lafarge | 1350 | 1350 | - | 1350 |
| Lafarge | 443 | 443 | - | 443 |
| Lafarge | 281,90 | 281,90 | - | 281,90 |

| | | | | | | |
|------|-------|----------------|--------|--------|---|------|
| 1.13 | 1.79% | Hammy Gold Inc | 27.50 | 27.50 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 43.00 | 43.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | 0.00 |
| 1.13 | 1.79% | Hillside Hldg | 240.00 | 240.00 | - | |

SCIENCES Une équipe de chercheurs de l'université d'Helsinki vient pour la première fois de mettre en évidence le lien entre consanguinité et extinction de po-

pulations isolées. ● PENDANT PLUSIEURS années, ces scientifiques ont étudié, sur un archipel finlandais, plusieurs centaines de groupes d'un papillon nommé damier. ● ILS ONT

PROUVÉ que les populations dont la diversité génétique était faible en raison d'accouplements entre proches parents avaient un succès reproducteur inférieur aux autres.

● SI LES UNIONS consanguines n'ont pas de répercussion notable chez les espèces qui la pratiquent depuis longtemps, cette pratique peut nuire à celles qui y sont brus-

quement obligées. Notamment en raison de la fragmentation de l'habitat naturel par l'homme, qui détruit chaque année environ 1 % des forêts tropicales.

Les dangers de la consanguinité prouvés par des papillons

Après avoir passé plusieurs années à observer des petits groupes de lépidoptères, des scientifiques finlandais ont montré que les populations au matériel génétique « appauvri » par des unions entre parents proches se reproduisent moins bien que les autres

MÊME s'il n'eut, au bout du compte, que peu d'enfants d'elle, Zeus était bel et bien l'époux de sa sœur, la très jalouse Héra. Les relations incestueuses gênaient peu les habitants de l'Olympe. Pour les mortels, en revanche, l'inceste est l'un des tabous les plus puissants, comme l'illustre cruellement le mythe d'Œdipe. Dans un grand nombre de civilisations et de cultures – mais pas toutes –, la proche consanguinité était et demeure synonyme de malédiction et de tare. Géniale intuition ou déduction due à l'observation de la nature ?

Pour la première fois, des chercheurs viennent de prouver, sur le terrain, que la consanguinité favorise la disparition de populations relativement isolées les unes des autres. En étudiant le damier, un papillon européen fort commun habitant de l'archipel Åland, un ensemble d'îles situées entre Finlande et Suède, une équipe de l'université d'Helsinki a montré que le risque d'extinction augmentait de manière significative chez les lépidoptères dont la richesse génétique avait été affaiblie par des unions entre parents proches.

Les conclusions de ces biologistes finlandais, rapportées par la revue scientifique *Nature* du 2 avril, ne sont que la face émergée d'un travail de plusieurs années. Entre 1993 et 1996, avec l'aide d'étudiants embauchés pour l'été, ces scientifiques ont quadrillé quelque 1 600 prairies où poussent le plantain et la véronique à épis, les deux plantes dont se nourrit la chenille du damier.

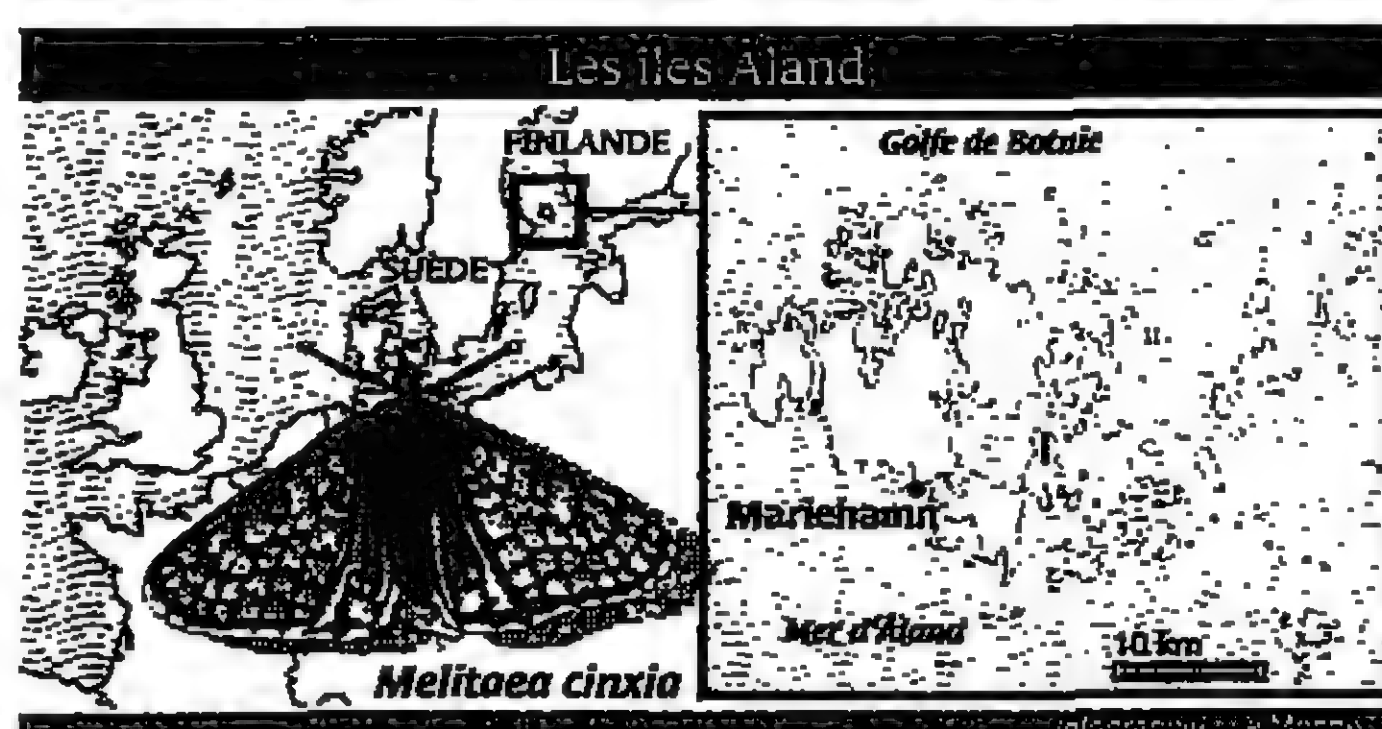
Comme l'explique Laurent Granjon, zoologiste et maître de conférences au Muséum national d'histoire naturelle, les insectes – et par conséquent ce papillon, qui tire son nom des carreaux orange et

noirs tapissant ses ailes – « sont de bons modèles car les paramètres de leur vie sont facilement quantifiables ». L'année d'existence du damier est en effet réglée comme une horloge, quasiment au jour près. L'accouplement et la ponte des œufs ont lieu en juin. Regroupées en paquets de 50 à 250 larves, les chenilles se nourrissent jusqu'en août. Elles font ensuite une pause – automne et hiver obligent – puis reprennent leur festin glouton en mars de l'année suivante : enfin, le papillon sort de son cocon en mai. Il ne lui reste que quelques semaines pour se reproduire.

FRAGMENTATION DES HABITATS

La moindre perturbation dans cette course millimétrée à la vie peut prendre des proportions dramatiques. Les chercheurs finlandais ont ainsi extrait du modèle établi à partir de leurs observations toutes les données extérieures (conditions météorologiques, pénurie de nourriture, taille des prairies et des populations, distance séparant celles-ci, etc.) qui pouvaient conduire à la disparition de tel ou tel groupe de papillons. Une fois ces soustractions effectuées, ne restait plus, sur leur calculatrice, que la part de la consanguinité, soit 26 % des causes d'extinction.

Après avoir constaté que la diversité génétique (hétérozygotie) était faible dans les petites populations isolées, l'équipe d'Helsinki s'est aperçue que celles-ci présentaient un succès reproducteur moins important que la moyenne. Ce phénomène est associé à trois facteurs : chez ces populations génétiquement « appauvries », la taille du groupe de larves et le poids de chacune d'entre elles sont plus bas que la normale ; les papillons femelles vivent moins long-



temps et, par conséquent, pondent moins d'œufs. Dernier point, le temps passé dans le cocon est plus long que la moyenne, ce qui favorise le parasitisme.

Dans leur conclusion, les auteurs de cette recherche espèrent que ces problèmes de consanguinité seront pris en compte pour les espèces dont l'habitat est subdivisé en de

nombreuses parcelles. « En cela, cette étude est vraiment d'actualité », souligne Laurent Granjon, car l'homme est en train de fragmenter des habitats continus : environ 1 % des forêts tropicales disparaît chaque année. Certaines espèces – animales ou végétales – habituées à vivre sur des territoires continus risquent donc de voir leur

population brutalement scindée en groupuscules trop distants les uns des autres pour que des échanges génétiques soient possibles. Le danger est alors que les rapports consanguins auxquels ces espèces devront se soumettre pour se perpétuer risquent de fixer des tares dans le matériel génétique.

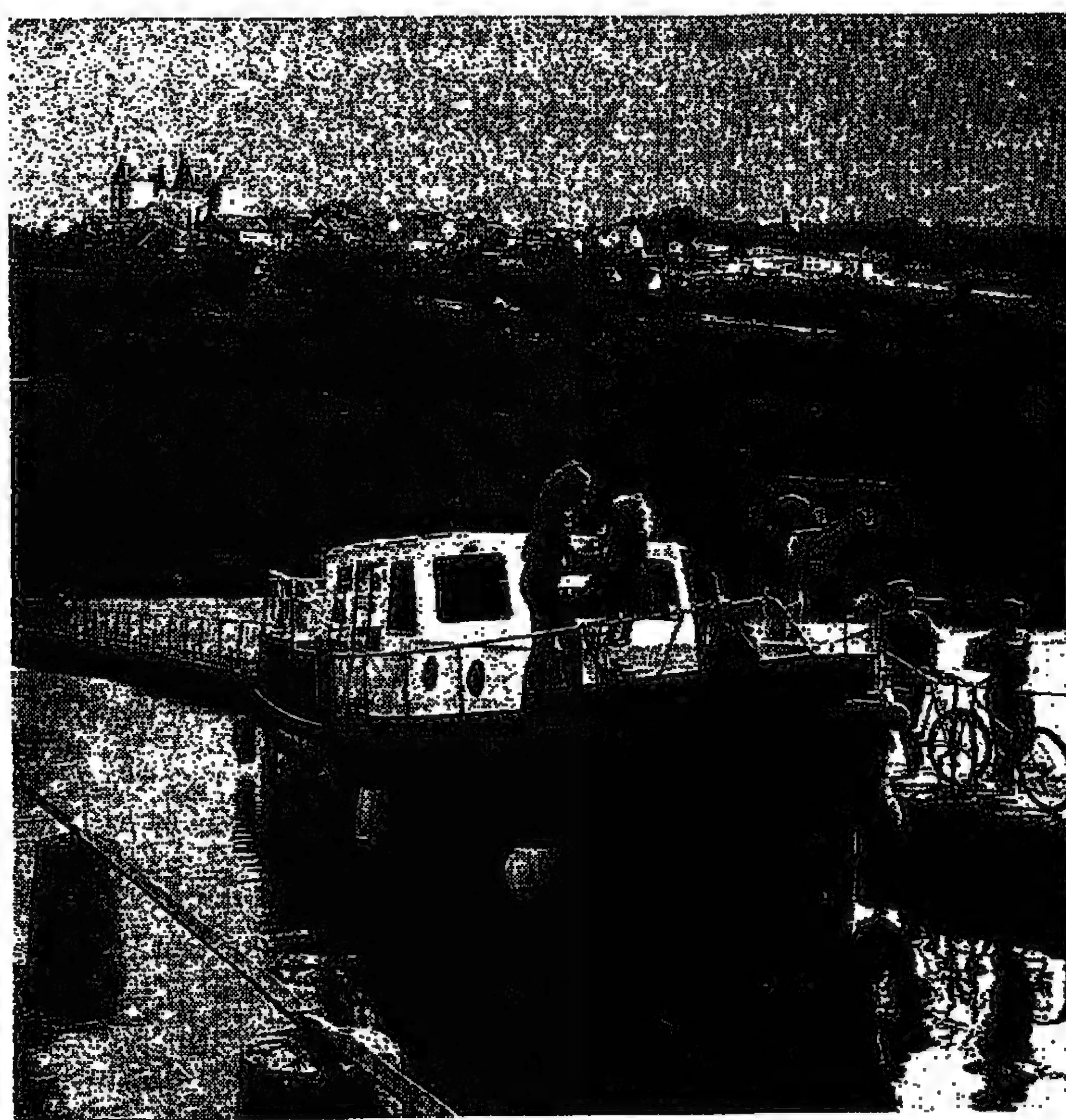
Ainsi que le précise Isabelle Olivieri, chercheur à l'Institut des sciences de l'évolution (CNRS-université Montpellier-II) et qui va prochainement travailler avec les biologistes de l'étude sur le damier, « la consanguinité en elle-même n'est défavorable que si on n'en a pas l'habitude. Chez le guépard n'existent que de grandes lignées au sein desquelles il n'y a plus de polymorphisme. Cela ne leur pose pas de problème. Vous pouvez faire des greffes d'un guépard à l'autre sans risque de rejet. Des mécanismes de sélection naturelle ont purgé l'espèce des gènes défavorables. La contre-

partie est que celle-ci a un pouvoir d'adaptation plus faible... »

La fragmentation des habitats due à l'homme menace la richesse du matériel génétique de bon nombre d'êtres vivants et d'espèces entières si l'on étend à d'autres espèces les conclusions de l'étude parue dans *Nature*. Une des solutions consisterait à reproduire à grande échelle ce qui se fait dans les zoos – où des échanges d'individus se pratiquent d'un pays à l'autre pour éviter des relations incestueuses. « On pourrait parfaitement apporter des gènes, propose Isabelle Olivieri. Mais cette idée est très difficile à faire passer. On se heurte à une forte résistance psychologique, à une espèce de racisme qui veut qu'on évite de faire des mélanges de populations. Une idée de pureté de la race traîne encore dans les esprits. »

Pierre Barthélémy

La Bourgogne met aussi de l'eau dans son vin.



Pour larguer les amarres d'un bateau confortable, découvrir les caves et les paysages de Bourgogne, appelez le Comité Régional du Tourisme :

N° Vert 0 800 501 503



LES NOUVEAUX AMATEURS DE BOURGOGNE.

Le CNES réduit son endettement et met le cap sur la planète Mars

CONFRONTÉ à un endettement massif qui s'élevait à 3,7 milliards de francs à la fin de 1995, le Centre national d'études spatiales (CNES) a pris le taureau par les cornes, et a réussi à le réduire successivement à 2,8 milliards de francs en 1996, puis à 1,6 milliard de francs en 1997. Il espère terminer l'année avec « seulement » 950 millions de francs de dettes.

Ensuite, explique Gérard Brachet, directeur général de l'organisme français, « nous étalerons les remboursements sur trois ans, afin d'atteindre le niveau 0 fin 2001 ». Cette dette importante, a-t-il dit en présentant le budget et le programme de l'organisme pour 1998, provenait à la fois de l'emprunt destiné à financer le développement d'Ariane 5, et du décalage existant depuis des années entre les crédits de paiement et les autorisations de programme.

Le budget du CNES s'élève pour 1998 à 11 milliards de francs, soit une légère augmentation par rapport à celui de 1997 – dont le montant était de 10,75 milliards de francs –, bien que la subvention de l'Etat ait été réduite de 200 millions de francs par rapport à l'année précédente. « Nous nous battons pour que cette diminution disparaisse en 1999 », insiste Gérard Brachet.

NOUVELLES ÉCONOMIES

Le développement d'Ariane, avec 2,9 milliards de francs, reste l'un des points forts du budget 1998. Concernant le lanceur européen, Alain Bensoussan, président du CNES, s'est d'ailleurs déclaré « soulagé de voir que l'explosion du premier exemplaire de la fusée, en juin 1996, n'était pas liée à sa conception, mais à un problème de roulis aujourd'hui à peu près sous contrôle. Nous nous acheminons vers une fin de qualification pour cet été ». Les télécommunications (429 millions

de francs), l'observation de la Terre (2,8 milliards de francs), la météorologie, l'astronomie et l'exploration du système solaire (1 milliard de francs) restent aussi plus que jamais à l'ordre du jour.

Conformément aux vœux de Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le CNES projette de s'engager dans l'exploration martienne, aux côtés de l'ESA d'abord, qui doit lancer en 2003 la sonde Mars Express Orbiter. Et aussi aux côtés de la NASA, en participant au programme américain de retour d'échantillons en provenance de la Planète rouge, qui devrait se dérouler entre 2005 et 2008. « C'est une mission très ambitieuse, et nous sommes à la veille de faire un échange de lettres sur ce sujet avec l'administrateur de l'Agence spatiale américaine », ajoute Gérard Brachet.

« La volonté d'être l'un des tout premiers centres d'excellence en technologie spatiale » n'empêche cependant pas le CNES de trouver de nouvelles sources d'économies. C'est ainsi que l'organisme français est en négociation avec la Russie pour réduire à cinq semaines la durée du prochain vol habité franco-russe de 1999, initialement prévu pour quatre mois.

Il mène également une réflexion sur « l'ouverture éventuelle du Centre spatial guyanais, à Kourou, à des lanceurs étrangers, dans des conditions qui maximisent la synergie avec Ariane ». Enfin, il a donné son accord pour que l'ensemble des astronautes européens soient désormais regroupés dans un seul corps dépendant de l'ESA. Concrètement, a confirmé Gérard Brachet, « cela se traduira par la disparition d'ici deux ans du corps d'astronautes géré par le CNES ».

Christiane Gabus

Météo France s'offre un nouveau supercalculateur pour analyser les caprices du temps

Le Fujitsu VPP 700 E devrait permettre d'améliorer la qualité et la fréquence des prévisions

Déjà cinq fois plus puissant que son prédécesseur, le Fujitsu VPP 700 E se consacrera pour moitié à la prévision météorologique opérationnelle. Météo

France pourra ainsi diminuer la taille des mailles des modèles numériques qui lui permettent d'anticiper les caprices de l'atmosphère, et de « rafraîchir » plus fréquemment ses bulletins. Le VPP 700 E sera aussi utilisé par les chercheurs qui tentent de mettre en équations les climats.

France pourra ainsi diminuer la taille des mailles des modèles numériques qui lui permettent d'anticiper les caprices de l'atmosphère, et de « rafraîchir » plus fréquemment ses bulletins. Le VPP 700 E sera aussi utilisé par les chercheurs qui tentent de mettre en équations les climats.

TOULOUSE de notre envoyé spécial « L'informatique parallèle, c'est comme faire tracer une charrette par 10 000 poulx. Ensemble, les volatiles peuvent être plus puissants qu'un bœuf, mais le problème est de les faire tirer tous dans le même sens. » Les informaticiens de Météo France, qui citent à l'envi cette parabole, ont sans doute quelques talents de dompteurs, puisqu'ils ont opté pour un nouveau superordinateur faisant appel au calcul parallèle.

Inauguré le 31 mars à Toulouse, le Fujitsu VPP 700 E, ensemble de casiers violets trépanant dans le bourdonnement des climatiseurs de la salle de calcul de Météo France, sera « la machine la plus puissante installée en France dans un contexte opérationnel », se réjouit Jean-Pierre Beysson, PDG de Météo France. Doté actuellement de 26 cartes processeurs, il est déjà cinq fois plus puissant que son prédécesseur, un Cray C98 entré en service en 1993. Mais dans sa version définitive, à la mi-1999, avec cinq processeurs supplémentaires, il sera vingt fois plus puissant et

pourra « faire tourner » le modèle de prévision de Météo France au rythme effarant de 150 milliards d'opérations à la seconde (150 gigaflops).

Contrairement au Cray C98, qui disposait d'une mémoire unique, le nouvel appareil comprend des mémoires « distribuées », attribuées à chacun de ses processeurs. L'avantage de cette formule est d'autoriser une montée en puissance ultérieure (jusqu'à 256 processeurs), alors que les machines dites vectorielles, qui effectuent les opérations les unes après les autres, comme le C98, sont directement tributaires de la puissance unitaire d'un faible nombre de processeurs (8 en l'occurrence).

« Les principales difficultés sont la synchronisation, et l'implantation des applications », explique Dominique Birman, responsable informatique de Météo France. Pour résoudre la première, le supercalculateur japonais bénéficie d'une sorte d'auto-commutateur surpuissant, une « colonne vertébrale » capable de répartir les informations entre les cartes et d'échanger l'équivalent de 26 000 volumes d'Encyclopédia uni-

versalis en une seconde ! En ce qui concerne la mise en œuvre des applications, les équipes de Météo France ont attribué à chaque processeur une portion de l'atmosphère à analyser, ce découpage étant centré sur le territoire français.

Une approche similaire a été choisie par le Centre européen pour les prévisions météorologiques.

Un défi lancé aux climatologues

La force brute des supercalculateurs n'est pas tout. La prévision s'appuie sur la détermination de l'état réel de l'atmosphère à un temps « T0 », et pour cela on manque cruellement de données indispensables sur de vastes secteurs du globe (océan et déserts, notamment). Lancé en l'an 2000, le satellite Météosat de deuxième génération ne scrutera encore qu'une petite portion de la planète. Il faudra attendre trois ans pour que Meteosat-1, lancé en orbite polaire, survole deux fois par jour chaque point du globe à 800 km d'altitude. Ces deux engins donneront ainsi du grain à moudre aux ordinateurs de Météo France, qui devront aussi gérer de nouveaux modèles tenant compte des interactions entre l'océan et l'atmosphère, ainsi que de phénomènes chimiques essentiels, encore mal compris, comme le cycle du gaz carbonique (CO₂). La conception de ces nouveaux outils est le principal défi posé aux météorologues et aux climatologues.

giques à moyen terme (CEPMMT), basé à Reading en Grande-Bretagne, qui utilise un modèle numérique semblable à celui de Météo France, et s'est aussi équipé d'un calculateur Fujitsu. Cette expérience a permis à la société japonaise de remporter l'appel d'offres français – le montant de l'opération est de 124 millions de francs – face à l'américain Cray (filiale de Silicon Graphics) et de son rival japonais NEC.

Le but de cette course à la puissance ? « Augmenter la résolution des modèles de prévisions, et rafraîchir celles-ci plus fréquemment », répond Emmanuel Legrand, directeur adjoint de la prévision à Météo France. Le modèle numérique français, chargé de simuler et de prévoir l'évolution de l'atmosphère, divise celle-ci en 27 tranches superposées, elles-mêmes découpées en « boîtes » dont les caractéristiques (pression, température, vent, humidité) censées influencer sur le comportement de l'ensemble sont supposées homogènes. Le maillage actuel est de 25 km de côté sur la France, et de 300 km aux antipodes. Avec le VPP 700 E, il passera respectivement à 14 km et 250 km environ, ce qui correspond à un doublement des points consti-

tuant la trame de travail d'Arpège. Pour le modèle Aladin, spécialement conçu pour les prévisions sur la France, la maille passera de 12 à 7 km. De nouveaux paramètres – taux d'ozone, présence d'eau liquide ou de glace – viendront progressivement alourdir les calculs.

Météo France espère néanmoins augmenter le nombre de ses prévisions. Jusqu'aujourd'hui, elle lançait son C98 deux fois par jour, à partir des données recueillies à 0 heure (temps universel) et 12 heures. Elle pourrait passer à trois, voire quatre « runs », selon le jargon des informaticiens. Le nouveau calculateur lui donnera les moyens d'intégrer plus facilement les données provenant des satellites, qui contrairement aux stations d'observation terrestres et aux ballons-sondes, délivrent des mesures brutes (rayonnement) qu'il faut interpréter pour leur donner un sens météorologique.

DE CINQ À SEPT JOURS

Cette assimilation « variationnelle tridimensionnelle » (3D-Var) est déjà pratiquée par le CEPMMT, qui a même entrepris d'introduire ces données quasiment en temps réel (4D-Var, la quatrième dimension étant le temps) alors qu'auparavant seules les observations relevées autour de quatre moments fixes de la journée pouvaient être intégrées au modèle de façon optimale. « Avec le temps réel, on obtient des prévisions à trois jours aussi fiables que l'étaient auparavant les prévisions à deux jours et demi », estime Emmanuel Legrand.

Ce progrès devrait déjà permettre à Météo France de se risquer, à partir du mois de mai, à la publication de prévisions à sept jours, contre cinq actuellement. Le VPP 700 E aura encore assez de ressource pour consacrer 50 % de son temps de calcul aux activités de recherche de Météo France, notamment en climatologie et en modélisation à très petite échelle, destinée à l'étude de phénomènes de pollution ou d'effets de relief, par exemple. Météo France prépare aussi, pour 1999, un système de génération automatique des textes de prévision, et leur traduction simultanée.

Cette débauche de puissance pourrait laisser croire que, comme la grenouille sur son échelle, l'homme et son intuition seront bientôt rangés au rayon « accessoires et folklore » de la météorologie. « Pas du tout », assure Jean-Pierre Beysson, qui cite un exemple récent où le modèle prédisait un fort coup de vent sur la région parisienne. Ses prévisionnistes, qui savent bien que « les modèles sont comme les voitures. Certains tirent à droite, d'autres à gauche », ont cependant refusé de lancer une procédure d'alerte. Et ce en dépit de nouvelles simulations inquiétantes. « Ce sont les hommes qui avaient raison », se réjouit-il. La bourrasque a épargné Paris.

Hervé Morin

Les biologistes face à l'énigme de la grippe espagnole

Des chercheurs américains ont retrouvé le matériel génétique du virus chez une femme esquimo et un jeune soldat américain

ENTRE 1918 et 1919, l'épidémie de grippe espagnole a déferlé sur la planète et tué plus de 25 millions de personnes. Mais nul ne sait dire pourquoi ce virus souvent bénin s'est soudain transformé en un tueur virulent. Craignant le retour d'une nouvelle épidémie mortelle, les biologistes traquent donc ce virus pour tenter de résoudre l'énigme qu'il représente.

Très active, l'équipe américaine, dirigée par Jeffery Taubenberger, de l'Institut de pathologie des forces armées (AFIP) à Washington dispose d'une longueur d'avance sur toutes ses concurrentes. Elle vient de détecter le matériel génétique du virus dans des fragments de poumon appartenant à une femme esquimo morte en 1918 en Alaska, à Brevig Mission, en même temps que soixante-douze autres personnes. Ces fragments ont été prélevés en août 1997 sur la victime par un pathologiste, Johan Hultin, qui a obtenu l'autorisation des autorités locales d'effectuer une biopsie. Quatre autres personnes ont été également autopsiées à cette occasion, mais seuls les restes de la femme esquimo étaient porteurs du virus.

Jouant de chance, la même équipe américaine a retrouvé quelques temps auparavant le virus meurtrier sur des tissus appartenant à un jeune militaire américain mort aux États-Unis. Ces fragments ont été, comme des millions d'autres, prélevés sur des soldats décédés. Ces échantillons étaient stockés au National Tissue Repository, une division de l'Institut américain de pathologie. C'est dans cette banque de données d'un genre particulier qu'a été découvert en 1996 par l'équipe de Taubenberger le premier virus de la grippe espagnole (Le Monde du 31 décembre 1997). L'analyse de quelques fragments du génome et leur séquençage ont permis d'établir (Science du 21 mars 1997) que le virus de la grippe espagnole était très proche du virus de la grippe porcine.

Le génome des nouveaux virus recueillis en Alaska et au National

Tissue va être soigneusement analysé par cette équipe, qui utilisera comme précédemment la technique PCR (Polymerase Chain Reaction) pour multiplier les fragments de génome plusieurs millions de fois, et ainsi parvenir à les séquencer. « L'analyse de trois cas d'origine géographique très différente va nous permettre également d'analyser la variabilité génétique de la souche virale », précise Ann Reid, biologiste moléculaire à l'AFIP, une des signataires de l'article publié par Science.

UN RISQUE SUBSISTE

D'autre part, une équipe menée par la géographe canadienne Kirsty Duncan, comprenant des chercheurs canadiens, britanniques et norvégiens, est sur la piste de la grippe. Elle tente, en effet, de retrouver le virus sur huit victimes de la grippe espagnole de 1918 à Longyearbyen, au Spitzberg. Pour savoir si leurs tombes sont à une profondeur suffisante et si les corps ne sont pas trop abîmés, les chercheurs se sont rendus sur place en octobre 1997 et ont effectué des mesures radar du sol. L'analyse de ces données par ordinateur est terminée et donne « la localisation la plus probable des tombes. Elle indique également que les cercueils sont situés bien en dessous de la couche active du permafrost, ce qui suggère que les corps des victimes doivent être bien préservés », affirme la géographe canadienne.

L'équipe menée par Kirsty Duncan devrait donc se rendre cet été à Longyearbyen pour effectuer les prélèvements nécessaires. Il est peu probable de trouver des virus infectieux dangereux pour l'homme, explique-t-elle, « car les températures qui ont régné depuis quarante ans dans le permafrost ne sont pas idéales pour les virus grippaux ». « A une profondeur d'infiltration de 1,5 mètre, la température annuelle a probablement varié entre -4°C et -10°C ». Un risque subsiste toutefois auquel l'équipe canadienne s'efforcera de ne pas s'exposer.

Christiane Gahus

■ **ASTRONOMIE** : la sonde américaine Galileo en orbite autour de Jupiter vient de découvrir que la planète est entourée d'un anneau de poussières de 1,2 million de kilomètres de diamètre. Selon les scientifiques américains et allemands qui ont réalisé l'étude, ces poussières, dont le diamètre varie entre 0,5 et 1,5 micron, ont été capturées par la magnétosphère de la planète géante. A la surprise des chercheurs, cet anneau tourne dans le sens inverse des seize lunes du système jovien. En 1979, la sonde américaine Voyager-2 avait mis en évidence plusieurs anneaux autour de la planète, constitués, eux, de débris provenant de collisions entre les lunes de Jupiter avec de petites météorites.

■ **BIOMÉDECINE** : les espoirs de la thérapie génique reposent sur la faculté de certaines cellules du corps, après manipulations génétiques, à fabriquer une protéine dont elles sont dépourvues. Cela implique notamment de pouvoir suivre le cheminement des brins d'ADN ou d'ARN (les supports de l'information génétique) utilisés pour modifier ces cellules. Une équipe de l'Inserm et du CEA vient de montrer que ce pistage peut être réalisé, chez l'animal, grâce à la tomographie à émission de positons. Cette technique d'imagerie médicale permet, en quelques heures seulement, de suivre le trajet dans l'organisme des gènes marqués par un radio-isotope. Rapide, sensible et non invasive, elle pourrait, selon ses promoteurs, être applicable à l'homme.

Hervé Morin

APPEL À CANDIDATURE

C.E.R.I.E.S.

PRIX C.E.R.I.E.S. D'ENCOURAGEMENT À LA RECHERCHE 250 000 FF

UNE INITIATIVE DU CENTRE DE RECHERCHES ET INVESTIGATIONS ÉPIDÉMIQUES ET SENSORIELLES (C.E.R.I.E.S.).

Le C.E.R.I.E.S. est un centre de recherche autonome financé par la société CHANEL, dont la mission est de développer et d'encourager la recherche sur la physiologie et la biologie de la peau saine.

PHYSIOLOGIE OU BIOLOGIE CUTANÉE ET/OU RÉACTIONS DE LA PEAU SAINE AUX FACTEURS D'ENVIRONNEMENT.

Le Prix C.E.R.I.E.S. d'encouragement à la Recherche récompense et encourage chaque année un chercheur en dermatologie qui s'est distingué par ses travaux de recherche fondamentale ou clinique sur la physiologie ou la biologie de la peau saine.

Le lauréat sera sélectionné par un jury international composé des membres du Conseil Scientifique du C.E.R.I.E.S.

Le Prix C.E.R.I.E.S. 1997 a été attribué au Dr Jens-Michael Schröder (régulation de la production d'antibiotiques peptidiques par les cellules de l'épiderme) et en 1996 au Dr Akira Takashima (base moléculaire de la transcription du gène Dec1 par les cellules de Langerhans).

Date limite des candidatures : 6 juillet 1998

Adressez vos demandes de dossiers de candidature et retenez-les avant le 6 juillet 1998 au C.E.R.I.E.S.
Prix C.E.R.I.E.S. d'encouragement à la Recherche
20, rue Victor Noir - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : 01 46 43 47 23 - Fax : 01 46 43 46 00

PARIS 5°

LA FERME DU PERIGORD
1, rue des Fossés St-Marc
Prix Jardin des Plantes
- 01.43.31.69.29 -
Auberge au charme unique, Salon.
Menus 130 F et 220 F + Carte
Menu touristique 150 F (apérif et vin comp.)

PARIS 5°

SUSAN'S PLACE
Tex Mex
(11er prix Européen du meilleur Chili Cien Cien)
Marmite d'or pour le TEXAS NACHOS
Plus végétariens bienvenus
51, rue des Ecoles (côté St-Michel)
01.43.54.23.22 - 500 sq 23h15

PARIS 3°

Spécialité Thaïlandaise, Chinoises et vietnamiennes. Spécialités de poissons.
Le Porte Bonheur
19, boulevard Saint-Martin
Métro : République ou Strasbourg St Denis
Tél. : 01 42 74 72 91

PARIS 4°

La Brasserie de l'Isle Saint-Louis
55, Quai de Bourbon
01 43 54 02 59
Service de 12h à minuit sans interruption
Ferme le mercredi et jeudi midi

PARIS 5°

TOUTOUNE
Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence...
- Une cuisine de fraîcheur à prix raisonnables -
Chef de cuisine : Christophe LAUCOD
Menu 128 F au déjeuner en semaine
Carte menu à 178 F avec la souprière de Saison d'office (198 F le dimanche)
5, rue de Pontalba - Tél. 01.43.26.56.81

PARIS 5°

L'INDE SUCCULENTE MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5e
Climatisé
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6°

LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire
Menu midi 55 F, 100 F et
Carte 90/120 F - 41, rue Marignan La Prince
01.43.26.95.34 - 01.11.11.11.11.11

PARIS 6°

ALSACE A PARIS T.L.J.
01.43.26.21.48
9, pl. St-André-des-Arts, 6° - SALONS
CHOU-CROUTES, GRILLADES, FLAMMEKUECHE, POISSONS, HUITRES ET COQUILLAGES
Nouveau parking St-Michel

PARIS 6°

La Chope d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6°
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

renseign. publique
01 42 71 39 40

PARIS 6°

Yugaraj
"l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde" La Motte Villeval
A midi le Delhi-Express 130 F
Carte environ 180 F à 190 F
14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91
Fermé lundi midi

PARIS 6°

Vagenende Maison créée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi à 1h du matin
102, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE

Les grands classiques du goût, enfin sur vos tables de fêtes...
Foie gras d'oie et de canard entiers fabrication artisanale, Saumon fumé sauvage et norvégien fumé artisanalement. Qu'il s'agisse de truffes, caviars, confits foie gras Dominique Lot à sélectionner, le meilleur des fabricants réputés, au meilleur prix.
Grande choix de champignons... Belle sélection de vin et champagne.
LE COMPTOIR DE LA GASTRONOMIE
Foie gras Import
34, rue Montmartre (1er)
Tél. 01.42.33.31.32
Cadeaux d'entreprise à partir de 150 F...

Ouverture d'un espace

HEDDARD
Son chocolat de Pâques, ses pâtes de fruits, ses cafés, ses thés, ses confiseries de fruits, ses compositions cadeaux, etc...
Son salon de thé
1, boulevard de la Libération
75220 VIKROYAN
Tél. 01.30.24.83.41 - Fax 01.30.24.83.41

سكنى فى الامم

Club sandwich

Ni vraiment un plat
ni vraiment une recette,
une idée seulement

DE FORCE inégale, les deux événements n'avaient que peu de rapport entre eux mais pouvaient se contrarier. Quand, en mai 1958, de Gaulle retrouve la capitale, le drugstore des Champs-Élysées est à quelques mois de son ouverture. Image sûrement déplaisante pour le futur président de la République, qui note que l'influence du monde américain s'offre désormais en pleine vitrine française, sur une avenue historique, à deux pas de la Flamme...

Petite vengeance d'un grand homme, il s'opposera avec fermeté, dans le début des années 60, à l'installation, sur le territoire, des usines d'emballage d'une très fameuse marque de ketchup. Pas d'ça, Lisette! Trop, c'était trop. Mais trop tard. L'Hexagone était déjà sous influence, et les Parisiens n'avaient rien trouvé à redire aux services rendus par cette pittoresque et nouvelle baraque foraine qu'ils voient disparaître dans le grand incendie de l'immeuble, en septembre 1972, avec étonnement et contrariété. Comme on sait, on reconstruit.

Nous sommes tous au moins une fois entrés au drugstore Publicis. Dernier prix Interallé, un magazine, des cigarettes, de l'aspirine : c'était pratique. Aujourd'hui, l'endroit fait très ancien combattant, mais continue bravement à remplir son office. Une sorte de case en savane urbaine, de point d'eau. Peut-on dire que l'idée tient encore? En tout cas, de génération en génération, on semble toujours la pratiquer avec la même nonchalance de l'essentiel et le même souci de rien. Hormis quand on a spécialement consenti à faire le voyage pour venir à la rencontre de ce personnage sans lequel l'ensemble de l'édifice ne tiendrait pas : le club sandwich.

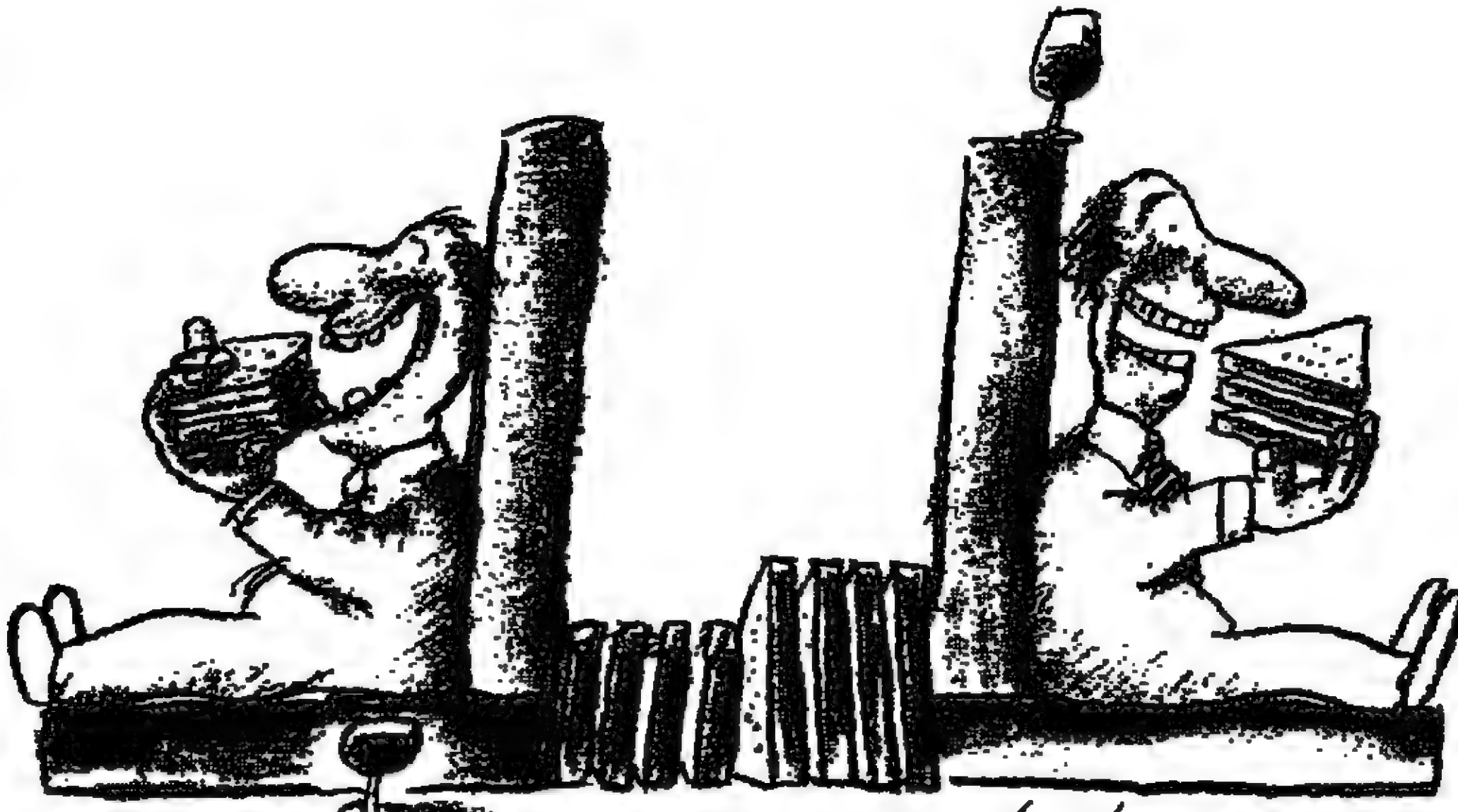
Il fallait un plat qui appuie l'enseigne, un symbole qui en caractérise le genre. C'était lui, l'astuce. Il est qualifié ici de « traditionnel », ses états de service le protégeant de la haute modestie de ses origines : un roturier qui saurait se tenir dans le monde. Jugeons de sa mine : toasts souples, jambon au torchon, poitrine fumée, blanc de volaille, tomate mayonnaise, salade crissante. Ça en jette. Alors? Alors, il est préparé absolument comme le suggère le bistro d'invitation : pour grosse faim et toujours aussi malcommode à manger - l'empêchement rend le coup de fourchette aléatoire -, mais très joyeux compagnon de route pour continuer la journée ou entamer la nuit.

UN GOÛT DE DEUIL

Son homologue du 5 de la rue Daumou est lui aussi très connu. Mais, ce jour-là, les hommes de quart du Harry's New York Bar n'étaient pas d'humeur à faire la conversation. La veille, ils avaient enterré leur patron, Duncan MacElhone, fils d'Andrew, petit-fils du fondateur, Harry, et s'interrogeaient sur le sort que le destin réservait à cette maison ouverte en 1911, passée sous l'obédience du clan en 1923.

Hemingway, George Gershwin, Scott Fitzgerald, Noel Coward observaient une minute de silence. Les « quinze ans d'âge » du bout du bar avaient d'un seul élan baissé la sonne et se repassaient les dernières astuces du jour à voix basse. Les Américains eux-mêmes, qui viennent ici en couple comme des oiseaux migrants vers les grands sanctuaires de mémoire, s'interrogeaient sur la profondeur de l'air et les vents mauvais qui balayaient l'endroit. Les cocktails prenaient un goût de deuil.

Des cocktails, Harry et Andrew, dit Andy, en avaient alambiqué de fameux derrière la rambarde d'acajou où le shaker servait de maracas en complément rythmique aux coups de chien qui s'amenaient sans prévenir, ravageant la clientèle de hoquets savoureux et authentifiés. Des boissons rudes d'avant et d'après toutes les prohibitions ; des répertoriées, des étalonnées, des classées.



fiées. Le bloody mary, le white lady, le side car, le blue lagoon. D'autres encore, toutes décorations désormais inscrites au patrimoine mondial.

Tout ça finissait par donner faim. Longtemps, le Harry's ne fut qu'un bar pur et dur où l'on payait cash et où le café et la carte de crédit n'avaient pas cours. Pour les syncopants, les enrachés affamés, une machine très ancienne et très authentique servait à la mise en forme de « chiens chands », terribles saucisses glissées dans un

pain plus répréhensible encore, l'ensemble maillé à la moutarde forte. Et puis, un jour, sans menu et sans explication, se sont amenées des salades composées, des pâtés en croûte à l'anglaise et le fameux club sandwich. Il est toujours présent et nourrit avec bonheur les jeunes banquiers du quartier qui pensent que c'est en faisant des économies dans un

endroit confidentiel que l'on devient performant et en portant des costards de demi-saison que l'on est élégant. Harry's, Old fashioned bar.

Jean-Pierre Quélin

★ Drugstore Publicis, 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 01-44-43-79-00. Club sandwich, 67 F. Harry's New York Bar, 5, rue Daumou, 75002 Paris. Tél. : 01-42-61-71-14. Club sandwich : 52 F.

La saucisse de Morteau

La chair est triste, hélas ! quand il s'agit des saucisses du commerce. Sur les 131 832 tonnes dont nous avons fait emplette l'an dernier, selon les chiffres de la Fédération des industries charcutières, près de la moitié (46 %) étaient issues de la famille des francforts, knacks et autres saucisses à pâte fine. Cette lignée n'a a priori rien d'humain, si ce n'est qu'il est quasi impossible de trouver dans les rayons des supermarchés l'un de ses rejetons autrement que truffé de polyphosphates.

Il y a quelques années, Jean-Pierre Coffe parlait en guerre contre les jambons qui, à cause de cet additif, étaient vendus gorgés d'eau. Aujourd'hui, ces saucisses finement hachées mériteraient de trouver un nouveau crois, car elles ne valent guère mieux. Boycottons ! Boycottons ! Puisqu'il existe dans les mêmes rayons de ces grands magasins un produit authentique, sans colorants ni additifs : la saucisse de Morteau. Perdue à deux pas de la frontière suisse, ce petit chef-lieu de canton n'est inconnu d'aucun gastronome. Les fermes comtoises construites autrefois dans la région étaient de grandes bâtisses avec en leur centre une pièce surmontée d'une haute cheminée, le « tuyé ». C'est dans cette immense hotte pyramidale en bois qu'aboutissaient souvent le conduit de plusieurs cheminées de la ferme, et c'est là qu'étaient accrochées pour être fumées et séchées les salaisons de la maison.

Si le touriste peut encore visiter l'une de ces fermes où se fabrique la morteau comme aux siècles précédents (ferme du Montagnon, superbe bâtiment construit par les compagnons du tour de France en 1736), les salaisoniers d'aujourd'hui travaillent dans des locaux moins pittoresques. Le



tuyé n'a pas été abandonné pour autant. L'entreprise Jean-Louis Amiotte, la plus importante dans la région et qui fabrique à elle seule près de 40 % de la production nationale de morteaux, en possède quatre.

« Si nous avons fait construire ces hautes cheminées de bois qui font plus de dix mètres de haut,

raconte Pierre Renou, le directeur, c'est que ces étranges derrick sont en fait le meilleur moyen de fumer lentement nos produits. » La maison ne fabrique que de la morteau sous label Franche-Comté. Celui-ci existe depuis plus de vingt ans et, malgré ses exigences, il fédère la majorité des charcutiers, puisque les trois quarts des saucisses de Morteau sont aujourd'hui vendues sous ce label.

Le règlement est simple : la viande, fraîche et non pas congelée, est issue de porcs élevés en Franche-Comté et nourris au petit lait et aux céréales selon la tradition locale. Le mélange de viande et de gras dur est haché grossièrement et malaxé avec les seuls produits de compléments autorisés : sel, poivre et saupêtré. La viande est ensuite embossée dans un boyau naturel, fermé par une cheville en bois. Fumée pendant 48 heures minimum à la schure de résineux, la morteau ne présentait qu'un inconvénient : elle nécessitait 35 minutes de cuisson. Désormais, elle existe aussi en version pré-cuite à la vapeur, ce qui ne détruit pas ses arômes. Que demander de plus ?

Guillaume Crouzet

★ Ferme du Montagnon, tél. : 03-81-67-68-69. Morteau Jean-Louis Amiotte, 100 F environ le kilo (existe aussi sous les marques Stoeffler ou Morteau saucisse).

BOUTEILLE

Saumur-champigny AOC

Château de Chaintres 1996

La culture de la vigne sur la commune de Dampierre-sur-Loire est ancienne. Le Clos de Chaintres, au XVIII^e siècle, était fournisseur de l'abbaye de Fontevraud. Orienté au sud-est, sur le plateau, le vignoble de 19 hectares - dont 16 d'un seul tenant - est enclos de murs élevés en 1718. Sur les conseils de Denis Dubourdieu, la vinification est conduite par un oenologue anglais de façon traditionnelle, avec élevage en cuves en inox pendant dix mois. Les vins sont stockés ensuite dans une galerie de tuffeau pendant une année avant d'être commercialisés. Le domaine n'obtient pas le velouté et la suavité de certains saumur-champigny issus de raisins cueillis à parfaite maturité et élevés en bois neuf. Avec un rendement d'une cinquantaine d'hectolitres à l'hectare, le résultat est cependant plus qu'honorable, avec un vin franc, assez vif encore et agréable à boire. Le millésime 1996, grâce à sa matière et à son équilibre, peut être apprécié dès maintenant, sur quelques plats printaniers.

★ Château de Chaintres 1996 : 39 F TTC départ cave. Gail de Tigny, Chaintres, 49400 Dampierre-sur-Loire. Tél. : 02-41-52-90-54. Télécopie : 02-41-52-99-92.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES

■ Jacques Dereux, créateur de cette enseigne de la rive gauche qui contribue à la gloire du couteau de Laguiole, est aujourd'hui, dans le quartier de Passy, l'hôte débonnaire d'un consulat d'Auvergne qui vante la « cuisine des campagnes et des jardins » : salaisons de l'Aveyron, saucisson de Laguiole, pounti, truffade et estofinade rouergate. Une cuisine légèrement transposée, adaptée au mode de vie urbain, mais qui demeure savoureuse et surtout généreuse. Le décor est gai, à l'abri de tout folklore. Le service est vif, comme le vin du cru, l'inimitable marcllac. Formule au déjeuner : 95 F. A la carte, compter 180 F.

★ Paris, 1, rue Jean-de-Bologne (75015). Tél. : 01-45-27-76-64. Fermé dimanche et lundi.

Brasserie

LA TERRASSE

■ Une clientèle fidèle des beaux quartiers, qui vient en famille, et quelques officiers de l'Ecole de guerre, pour changer du mess. Etonnant décor à dominante pourpre au rez-de-chaussée. La terrasse ? Elle est au premier étage, style paquebot 1925, qui s'ouvre aux beaux jours. Ballet réglé d'un service impeccable, avec chef de rang, garçons en tabliers, découpe au guéridon. Un sommelier veille sur une cave remarquable, avec encore des bouteilles de collection. Tout cela pour une cuisine de brasserie solide, avec banc d'huîtres, agrémentée de plats du jour ; la côte de veau aux morilles est goûteuse et abondante. Le vin du mois, c'est un côte-de-beaune charmeur et parfumé. Des crêpes façon Suzette, délicieuses aussi. Intemporel et charmant, délicatement provincial, ce qui n'est pas pour déplaire. Vins : saumur-champigny (110 F). Menu : 180 F vin et café compris. Menu prestige : 215 F (avec homard). A la carte, compter 250 F.

★ Paris, 2, place de l'Ecole-Militaire (75007). Tél. : 01-45-51-62-60. Ouvert tous les jours de 8 heures à 2 heures du matin.

Gastronomie

LE VIOLON D'INGRES

■ En des mains inexpérimentées ou sans inspiration, la cuisine n'est qu'une routine insipide, comme ce fut le cas, en ces lieux, après que Jean Delaveyne y eut achevé sa carrière. Les choses ont changé depuis l'arrivée de Christian Constant, voici un peu plus d'un an. L'ancien chef doublement étoilé du Crillon montre toujours le chemin. Première règle : ne travailler que des produits impeccables et pas nécessairement chers. Second principe : s'assurer de la précision des cuissons, du respect des saveurs, et imposer bonhomie et convivialité du service. Une bonne technique et un goût assuré suffisent alors à préparer l'œuf de poule mollet, roulé dans la mie de pain accompagné de mouillettes au beurre truffé, ou bien un simple et délicieux croustillant de tête de veau sur une ravigote de céleri rave moutardée. Selon ces règles, la côte de veau cuite à l'étouffée, morilles et pointes d'asperges, ne peut être que fondante, délicatement soulignée par son jus de cuisson. Une carte brève, quelques desserts gourmands et des prix très serrés assurent aujourd'hui le succès du Violon d'Ingres. Cave très ajustée. Service enlevé. Menus : 240 F (à midi). A la carte, compter 300 F. Paris, 135, rue Saint-Dominique (75007). Tél. : 01-45-55-15-05. Fermé dimanche et lundi.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 7^e

Choumieu
SPECIALITE DE CASSINOULET
et COGNAC DE CHAMPAGNE
Tous les jours jusqu'à 12 h, à midi
Saucisson servit continu de 12 h à 14 h
Menu de 19 à 19,90 par pers. - Cuisines
75008 Paris - Tél. : 01-47-35-48-75

PARIS 7^e

LES MINISTÈRES
depuis 1919 un brio de Paris
Menu 169 F spirituel et vin compris
servi même le samedi et dimanche
30, rue du Bac - Tél. : 01-42-61-22-37
LE RESTAURANT DE LA BELLE SOGUE

PARIS 8^e

Fouquet's
Service tous les jours de
12h à 15h et de 19h à 1h.
Selons de 4 à 200 personnes
(carte ou menu
à 265 francs
hors boissons).
99, avenue des Champs-Élysées
Tél. : 01-47-23-70-40 - Fax : 01-47-20-09-69

PARIS 8^e

YVAN
1 bis, rue Jean-Mermoz (Voltaire le soir)
Rond-Point des Champs-Élysées
Tél. : 01-43-59-18-40 - 01-42-89-16-69
Fax : 01-42-89-30-50 (Paris, Sam. midi et dim.)
Petit Yvan : 1 bis, rue Jean-Mermoz
75008 Paris - Tél. : 01-42-89-49-65
Yvan sur Seine : 26, quai du Louvre
75001 Paris - Tél. : 01-42-36-49-52

PARIS 14^e

LA CREOLE
Ouvert tous les jours - 01-43-20-62-12
Spécialités des îles, dans une
haute cuisine de verdure et de sourires
avec Guitare acoustique le soir. L'un
des plus anciens restaurants antillais
de la capitale. Carte 220 F env.
122, boulevard du Montparnasse

PARIS 14^e

AU MOULIN VERT
A deux pas de la rue d'Alsace, cette
accueillante chaumière propose un
menu-carte exceptionnel à 185 F de
méditerranée, vin et café compris. Douze
entrées (terrine de foie gras, saumon
mariné...), un grand choix de viandes et
poissons (escalope de saumon sur
morilles, magret aux raisins...) et le choix
entre fromage ou dessert fort de cette
adresse : un des meilleurs rapports
qualité-prix de la capitale. Soixante
cinq plats - Terrasse d'été. En semaine
menu "express-midi" à 109 F. Carte 17 L.
34 bis rue des Plantes - 01-43-29-31-31

PARIS 14^e

L'ATLANTIQUE
Face à la gare MONTPARNASSE
"Service de grande brasserie, avec
ses incontournables, ses plats du jour,
ses grillades et ses tartares de saumon".
Formule 95 F (avec plat du jour)
Menu tout compris 150 F + Carte
Banc d'huîtres et Fruits de mer.
Petit déj. à partir de 6h. OTLJ jusqu'à 2h.
37, rue du Départ - Tél. : 01-43-20-83-62

PARIS 15^e

LA PAGODE D'ORIENT
Spécialités CHINOISES
Cuisine raffinée - Salle climatisée
Menus : 44, 50, 55, 59 F. Soir 78 F.
83 F. en le midi copieux 210 F
pour 2. Carte env. 140 F
51 rue Cambes - R. 01-47-34-53-17

PARIS 16^e

BRASSERIE DE LA POSTE
Hôtels
Escargots
Choucroute
Cassoulet
Tartare
Menu 125 F et 185 F + Carte
A deux pas du Trocadéro, cette
incontournable brasserie art-déco,
présente sa nouvelle carte...
64, rue de Longchamp - 01-47-55-01-31

PARIS 16^e

VILLAGE DE L'INDE
Cuisine Indienne à l'Antail
Cadre accueillant et agréable propice
aux repas d'affaires et aux dîners intimes
Spécialités tandoori et curry, toutes
sortes de pains indiens. En dessert,
demandez l'assiette gourmande.
MENU MIDI 79 Frs
MENU SOIR 129 Frs
Carte variée - Ouvert T.L.J.
6, rue Isabey - Tél. : 01-42-88-37-31

PARIS 19^e

LE PALAIS DE L'INDE
Face au parc des Batignolles (Mouton)
"Un des meilleurs restaurants indiens
de Paris à prix raisonnables"
65, rue Martin - 7.07
01-42-38-51-25 - 01-42-38-51-14

PARIS 19^e

L'ATLANTIDE
Spécialités Barbécues
avec entrées aux 7 légumes
à la vapeur, légumes, pain de
Café châteauneuf et typique
7, rue Lemercier R. 01-42-45-90-81

77 SEINE ET MARNE

LA MARE AU DIABLE
le restaurant romantique
de George Sand
Un havre de paix, pour déjeuner ou
dîner auprès des grandes cheminées
sous les poutres ancestrales.
Menu d'affaires 215 F (vin et café comp.).
Superbe menu-carte découverte de la
cuisine du moment à 245 F. Dîner aux
chandelles, exposition de peintures
ou l'art et la gastronomie se marient
(85 km de Paris) Accès direct autoroute
A5A, sortie 12 - RN 5 - Melun Sénart
01.64.10.20.90 - Séminaires, Hébergement.

GASTRONOMIE

Le Sud-Est à l'écart du mauvais temps

LA MAJEURE partie du pays subit mercredi un temps capricieux, qui alterne averses, parfois orageuses, et brèves améliorations. La neige fait son apparition en moyenne montagne. Seules les régions méditerranéennes bénéficient d'un temps clément.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Tout au long de la journée, brèves averses et améliorations temporaires se succèdent. Les températures sont fraîches, entre 10 et 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Des averses traversent ces régions; elles sont entrecoupées d'apparitions du soleil. Les températures sont inférieures aux normales, entre 10 et 12 degrés.

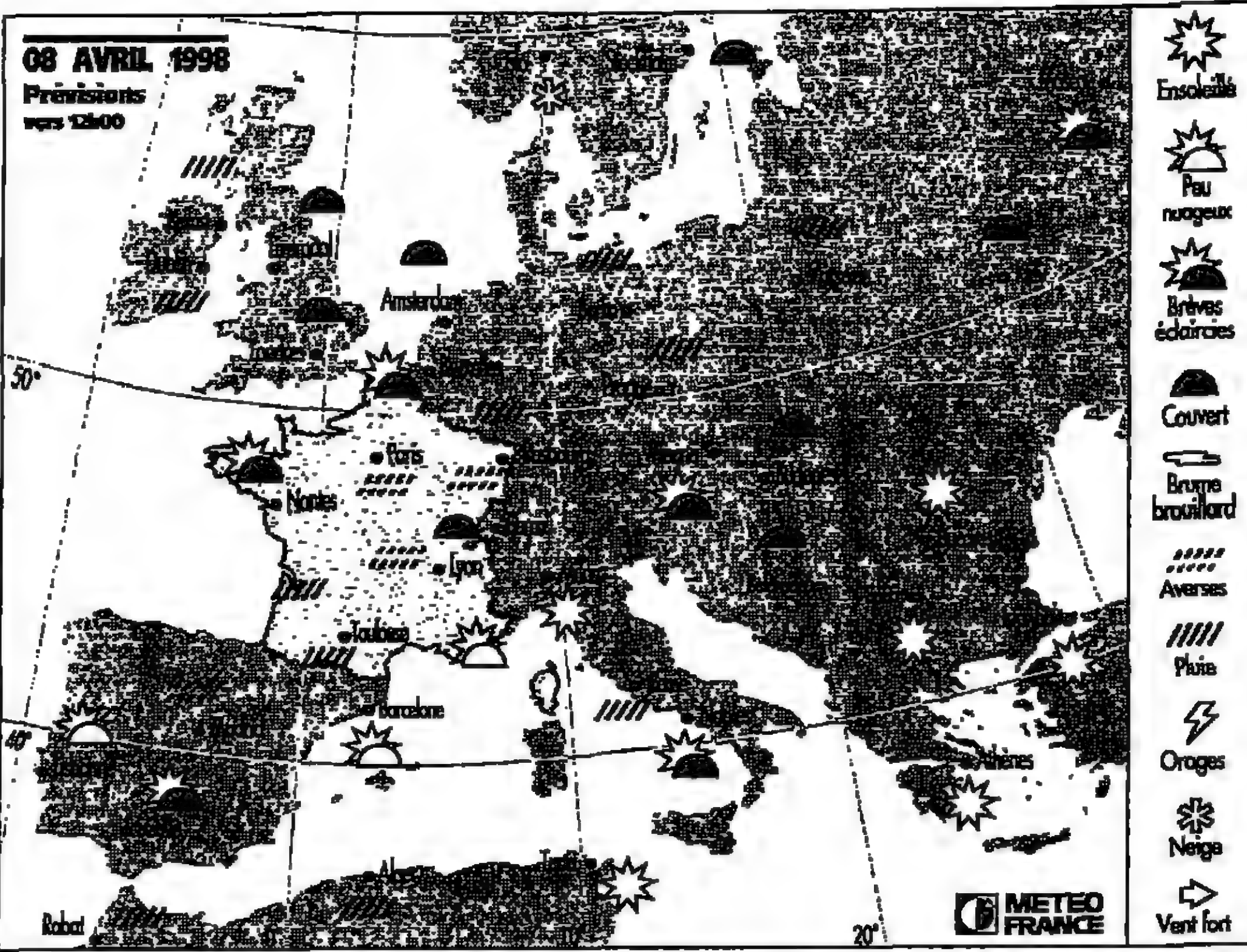
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Passages pluvieux ou courtes averses touchent l'ensemble de ces régions; sur le relief, il neige au-dessus de 900 mètres le matin, 1100 mètres l'après-midi. On bénéficie néanmoins d'éclaircies, ti-

mides le matin, un peu plus larges l'après-midi. Les températures sont à peine de saison, entre 10 et 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel est changeant, avec par moments de brefs mais forts épisodes de pluie, et à d'autres des apparitions du soleil. Les températures sont fraîches, entre 11 et 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages dominent et donnent de fréquentes averses, qui tombent sous forme de neige au-dessus de 1000 mètres à 1200 mètres d'altitude. Entre ces averses, on bénéficie d'améliorations éphémères. Les températures se situent entre 11 et 14 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - En Corse, les pluies de la nuit s'éloignent, et le soleil revient en partie. Dans les autres régions, le soleil s'impose malgré quelques nuages. Les températures sont comprises entre 14 et 18 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ IRLANDE. City-Jet, dernière née des compagnies aériennes irlandaises, assure trois vols quotidiens Paris-Dublin en semaine et deux le week-end. Ces vols, au départ de Roissy, sont commercialisés par Eurowings. Tarif à partir de 895 F aller-retour. Tél.: 01-48-62-13-40.

■ LUXEMBOURG. Air France et Luxair ont conclu un accord de partenariat sur la ligne Paris-Luxembourg. Les horaires de ces liaisons quotidiennes, sous numéro de vol commun, en provenance ou à destination du Luxembourg, offrent un plus grand nombre de correspondances avec les vols d'Air France à Roissy-CDG 2.

■ POLOGNE. British Midland, qui a triplé ses bénéfices en 1997 avec, notamment, une augmentation de 7 % de son trafic passager, ouvrira, le 1^{er} juillet prochain, une nouvelle liaison quotidienne entre Londres et Varsovie.

PRÉVISIONS POUR LE 08 AVRIL 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

| FRANCE métropolitaine | NANCY | 5/11 P |
|-----------------------|--------|--------|
| AJACCIO | 5/11 N | 5/11 N |
| BIARRITZ | 7/12 P | 7/12 P |
| BORDEAUX | 7/13 P | 7/13 P |
| BOURGES | 5/11 P | 5/11 P |
| BREST | 5/10 N | 5/10 N |
| CAEN | 7/9 N | 7/9 N |
| CHERBOURG | 6/11 N | 6/11 N |
| CLEMONT-F. | 5/13 P | 5/13 P |
| DIJON | 5/10 P | 5/10 P |
| GRENOBLE | 2/16 P | 2/16 P |
| LILLE | 6/10 P | 6/10 P |
| LIMOGES | 5/10 P | 5/10 P |
| LYON | 3/13 P | 3/13 P |
| MARSEILLE | 6/16 S | 6/16 S |

| AFRIQUE | 27/31 P |
|------------|---------|
| ALGER | 24/31 P |
| ATLANTIQUE | 23/29 C |
| BOURSA | 6/10 C |
| BRASILIA | 13/28 S |
| CARACAS | 10/18 S |
| CHICAGO | 2/5 P |
| COLOMBIE | 14/21 C |
| COPENHAGUE | 5/11 C |
| DUBLIN | 5/11 C |
| FRANCFORT | 5/11 P |
| GENEVE | 5/11 P |
| HELSINKI | 5/11 P |
| ISTANBUL | 12/22 S |

| EUROPE | 27/31 P |
|------------|---------|
| AMSTERDAM | 6/10 C |
| ATHENES | 13/28 S |
| BARCELONE | 10/18 S |
| BELGRADE | 2/5 P |
| BERLIN | 5/10 P |
| BIRMINGHAM | 5/11 C |
| BRUXELLES | 5/11 C |
| BUCAREST | 10/16 C |
| BUDAPEST | 5/11 P |
| COPENHAGUE | 5/11 P |
| DUBLIN | 5/11 P |
| FRANCFORT | 5/11 P |
| GENEVE | 5/11 P |
| HELSINKI | 5/11 P |
| ISTANBUL | 12/22 S |

| ASIE-OCCIDENTALE | 11/15 S |
|------------------|---------|
| LE CAIRE | 8/15 N |
| MARRAKECH | 14/27 S |
| HAÏROÏ | 17/24 N |
| PRETORIA | 18/22 S |
| RABAT | 10/18 P |
| TUNIS | 16/24 S |

| ASIE-ORIENTALE | 27/31 P |
|----------------|---------|
| BANGKOK | 27/35 S |
| BOMBAY | 23/31 S |
| DIJAKART | 27/30 C |
| DUBAI | 18/28 S |
| HANOI | 22/25 P |
| HONGKONG | 20/27 N |
| JERUSALEM | 14/25 S |
| NEW DELHI | 22/28 S |
| PEKIN | 12/24 S |
| SEOUL | 12/18 S |
| SINGAPOUR | 27/32 C |
| SYDNEY | 20/24 S |
| TOKYO | 14/17 P |

Situation le 7 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 9 avril à 0 heure TU

PRATIQUE

Assurance-chômage et crédit immobilier

LORSQU'ON emprunte pour acheter un logement, il est recommandé de souscrire une assurance « perte d'emploi ». Mais on a intérêt à regarder de très près, car en période de crise économique ces assurances, facultatives, sont devenues de plus en plus restrictives.

Il y a d'abord des limites d'âge de couverture qui vont de 55 à 65 ans, selon les sociétés d'assurances et les formules. Ensuite, ces assurances ne prennent en charge que les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée, avec, parfois, la condition expresse d'avoir travaillé au moins six mois (GAN-BNP, Prépar-BRED), voire douze mois consécutifs chez le même employeur (Mutuel pour le Crédit mutuel d'Ile-de-France, Vie-Plus pour la Socvac).

Lorsqu'il survient, le chômage ne doit pas résulter d'une démission ou d'un départ en préretraite, mais d'un licenciement ouvrant droit aux allocations Assedic parce que, selon les assureurs, « seul le chômage in-

demnié après licenciement offre une lisibilité statistique ». Conséquence : il arrive que l'indemnisation fasse défaut au moment où le demandeur d'emploi en a le plus besoin, ainsi qu'en témoigne la mésaventure dont a été victime Françoise B.

FRANCHISE

En 1989, elle a emprunté 1,5 million de francs sur vingt ans. Elle a changé d'employeur en 1996, et la société a déposé le bilan quatre mois plus tard. Françoise n'a pas été indemnisée par les Assedic, mais par l'Assurance garantie-soutien (AGS), car la société était en liquidation judiciaire. Lorsque les Assedic ont pris le relais, Françoise a dû attendre encore quatre mois - période du délai de carence - pour que l'assurance commence à verser 50 % des mensualités, selon les termes du contrat.

Quatre mois plus tard, la compagnie d'assurances suspendait les paiements, au motif que les Assedic avaient cessé d'indemniser Françoise, qui n'avait travaillé qu'une courte

période chez ce nouvel employeur. « Pourtant, je suis toujours demandeur d'emploi, inscrit à l'ANPE », proteste Françoise, qui a plus que jamais besoin de cette aide. Elle fait observer que son contrat prévoyait une indemnisation de vingt-quatre mois pendant toute la durée du prêt. « L'assurance perte d'emploi est réservée aux chômeurs indemnisés », réplique l'assureur. Mais les termes du contrat sont ambigus : ils précisent que l'assurance concerne les salariés « assujettis au régime des Assedic » et non pas forcément « indemnisés » comme le stipulent d'autres organismes. L'affaire ira donc en justice.

Gare à celui qui perd son emploi peu de temps après la souscription de l'assurance : la garantie ne prend effet qu'après une période d'attente (parfois appelée « franchise »), qui peut durer de six mois à un an, selon les compagnies. Enfin, une fois reconnu le droit à l'indemnisation, celle-ci n'intervient qu'après un « délai de carence » de cent vingt jours (CNR, Mu-

tex, Vie-Plus) à cent quatre-vingts jours (Crédit mutuel). La durée maximale d'indemnisation peut aller du simple au triple (de 12 à 36 mensualités) selon les contrats. Les compagnies qui accordent trente-six mois limitent cependant l'indemnisation à dix-huit mois par période de chômage indemnisée (Prépar pour la Bred, le GAN pour la BNP).

En cas de reprise partielle du travail, par exemple pour une durée déterminée, ou lors d'une période d'essai ne se concrétisant pas par une embauche, l'assuré pourra à nouveau bénéficier de la garantie « perte d'emploi », moyennant

A consulter

● Le Centre de documentation et d'information de l'assurance publie un dépliant sur « les assurances liées à l'emprunt » (F-501, avril 1996). CDIA, 2, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris; ou par Minitel, 36-14 CDIA.
● Code de la consommation : articles L.311-12 et L.312-9.

le plus souvent, un nouveau délai de carence, variable selon la durée de cette reprise d'activité. Si elle a été inférieure à six mois, le délai de carence sera réduit (quinze jours chez Mutuel), voire inexistant. Pour une reprise d'activité dépassant six mois, le nouveau délai de carence pourra s'élever jusqu'à quatre-vingt-dix jours.

Les modalités de l'indemnisation varient elles aussi, selon les compagnies et les contrats. Il peut s'agir du versement de tout ou partie des échéances (de 25 % à 80 %), avec un plafond de 5 000 à 11 000 francs; certains contrats précisent que « l'indemnité mensuelle ne peut être supérieure à la perte de revenu subie par l'assuré, et le faire bénéficier ainsi d'un revenu supérieur à celui qu'il percevait en activité ». Mais la compagnie d'assurances se contente parfois d'avancer les mensualités pendant la durée du chômage; on parle alors de « paiement différé ». Les primes sont moins chères, mais lorsqu'il aura repris un travail l'assuré devra rembourser.

Lorsqu'un couple est coemprunteur, il doit veiller à bien répartir le taux de prise en charge des échéances en fonction du revenu et de la stabilité de l'emploi de chacun. En effet, s'ils optent tous deux pour une garantie à 75 %, ils ne seront pas indemnisés à 150 % en cas de perte d'emploi simultanée, car en matière d'assurance l'indemnisation ne peut être supérieure au préjudice. S'ils ont un risque égal de se retrouver au chômage, les époux ont intérêt à opter chacun pour 50 %.

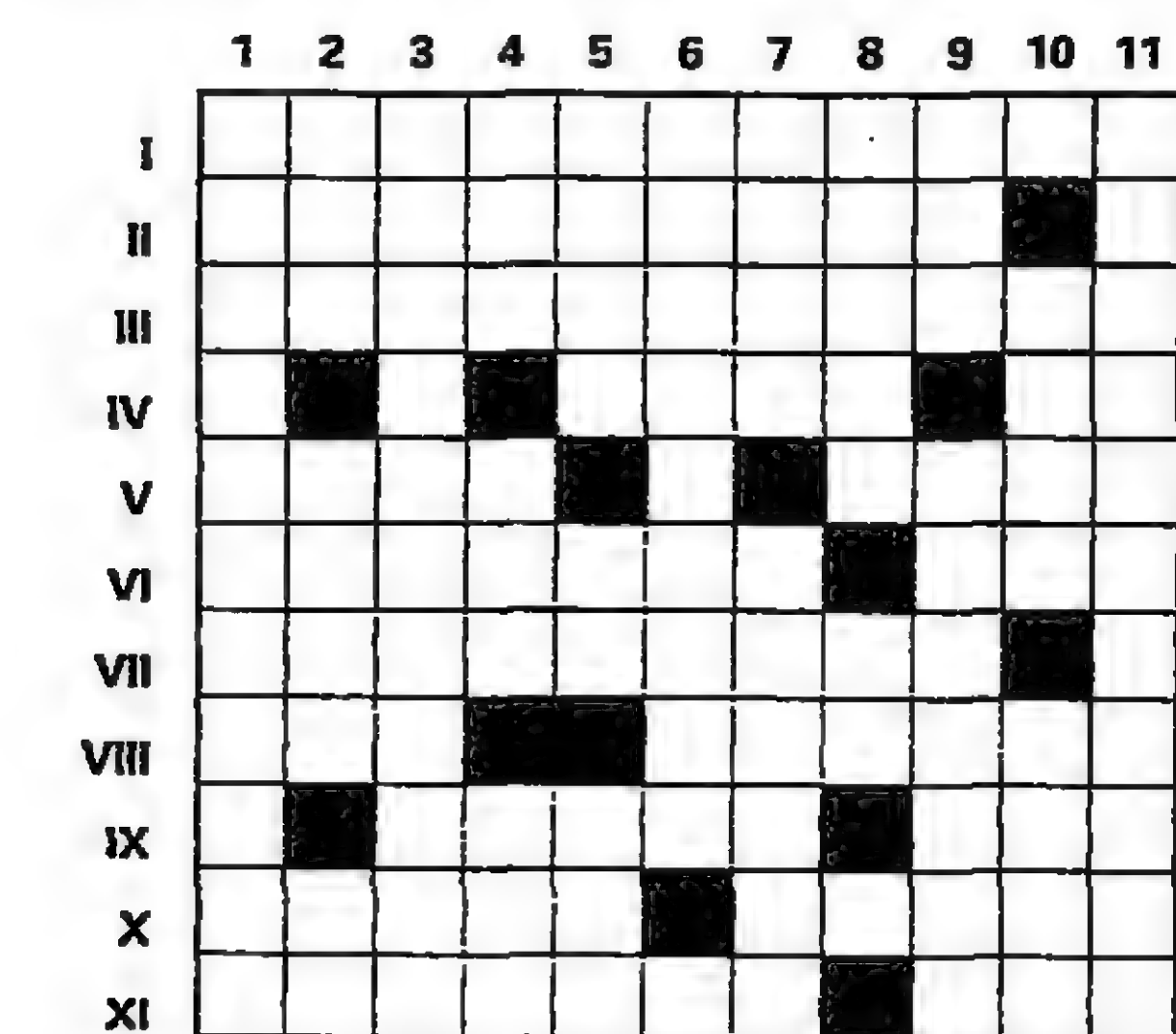
Quant aux primes de l'assurance-chômage, elles peuvent être calculées sur la totalité du capital emprunté, ou sur le capital restant dû. Il importe donc de vérifier ses comptes, d'autant que cette assurance comporte des clauses de révision périodique des tarifs. Malheureusement, il est difficile de faire jouer la concurrence, dans la mesure où c'est la banque qui négocie pour ses clients un contrat de groupe avec la compagnie d'assurances.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98084

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTELEMENT

1. S'il s'occupe du voyage, ce sera le dernier. - II. Gourmandise enfantine. - III. Droit au but. - IV. Coule en Irlande. Voyelles. - V. Petit, il secoue. Bête et prétentieux. - VI. De toute façon, ils auront tort. Tendit le sein à Dionysos. - VII. Pour les amateurs de saines boissons du soir. - VIII. Annonce la fin prochaine. Circulaient en Grèce, mais ne valent plus grand-chose aujourd'hui. - IX. Travailla sur la pièce. Dépôt de fond. - X. Empe-

reur romain un peu allumé. On l'aime quand elle est bonne. - XI. Du bout des lèvres. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Rites sacramentels. - 2. A protéger sur l'échiquier. Service rendu à celui qui vient de partir. L'europlum. - 3. Apportent leur soutien en cas de faiblesse intérieure. - 4. Chant de la victoire. Poule. Pièce. - 5. La fête et tous ses participants. Bonnes en plein milieu. Lettres de Dinard. - 6. Assure la croissance et les fonc-

tions vitales. - 7. Port du Yémen. Relatif à une sécrétion. - 8. Remplissent les rayons. Tranche de rôt. - 9. Vient d'avoir. Incrustations. - 10. Vendu en tubes. L'Irlande gaélique. - 11. Détruites et ruinées.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98083

HORIZONTELEMENT

1. Périodiques. - II. Unifie. Ulve. - III. Brase. Démon. - IV. La. Seul. - V. Ibid. Bisous. - VI. Calicot. - VII. Ag. Saussaie. - VIII. Ter. Me. Pion. - IX. Embaument. - X. Marri. - XI. Nasse. Lotos.

VERTICALEMENT

1. Publication. - 2. Enrobage. - 3. Ria. II. Rems. - 4. Ifs. Dis. Mas. - 5. Oies. Cambré. - 6. Dé. Eboueur. - 7. Duts. Ail. - 8. Quels. Spi. - 9. ULM. Otaient. - 10. Evolution. - 11. Sénescentes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-0307

Imprimerie du Monde

12, rue M. Guizot

75002 Paris cedex 05

PRINTED IN FRANCE

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

SCRABBLE

PROBLÈME N° 64

A la recherche du treizième mot

1. Vous avez tiré A Z A S T ?

a) Trouvez et placez, en quatre emplacements différents, quatre mots de moins de sept lettres, dont trois rapportent plus de 60 points et l'un plus de 50 (le top est à 83 points).

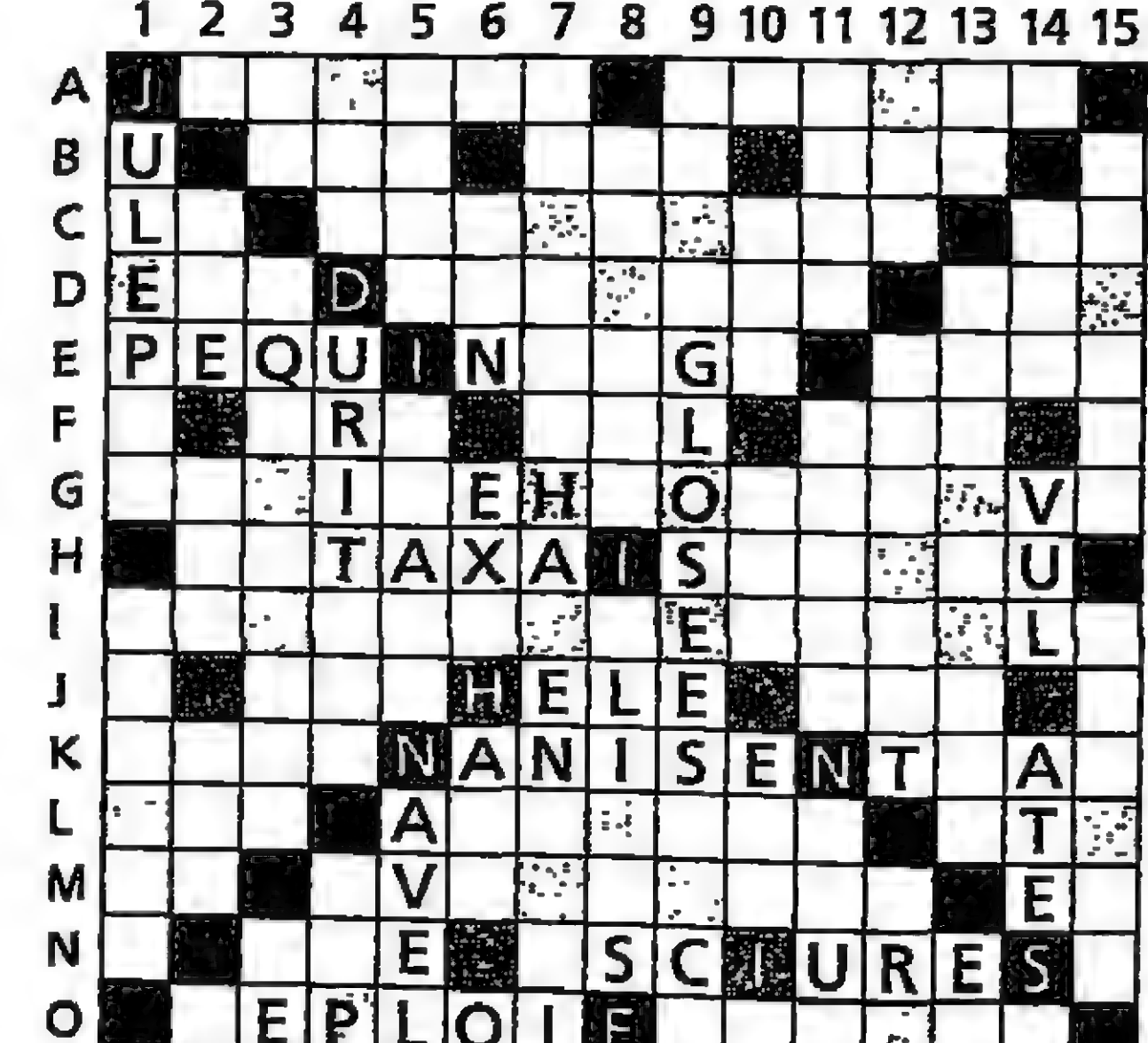
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) A A C F N O R : trouvez un sept-lettres. E E I L N P S : trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 15 avril.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 1^{er} avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.



DISPARITIONS

Jean-Paul de Rocca-Serra

Une influente personnalité politique corse

À UNE ANNÉE d'intervalle, la Corse a perdu les deux grands chefs qui, héritiers d'une tradition née au siècle dernier, ont personnellement dominé la politique insulaire depuis 1950. Après François Giacobbi, sénateur radical de gauche de Haute-Corse, disparu le 7 mars 1997, Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de Corse-du-Sud, est mort, lundi 6 avril, à Paris.

Jean-Paul de Rocca-Serra était né le 11 octobre 1911, à Bonifacio, où son père, médecin comme lui, venait d'être élu conseiller général et s'apprêtait à devenir, en 1919, maire et conseiller général de Porto-Vecchio, puis député de Sartène, de 1928 à 1940. Camille de Rocca-Serra avait été nommé par le gouvernement de Vichy conseiller national. À la Libération, il fut destitué et son fils reprit le flambeau. Ce flambeau venait de loin puisque l'arrière-grand-père de Camille, Jacques-Pierre Abbattucci, avait été le ministre de la Justice de Napoléon III de 1852 à 1856, et

son grand-père, Séverin Abbattucci, député de la Corse de 1853 à 1871.

Candidat à l'élection municipale de 1945, Jean-Paul de Rocca-Serra ne peut livrer bataille : il participe avec son régiment de tirailleurs marocains aux derniers combats contre l'Allemagne nazie sur les rives du Danube, après avoir fait les campagnes d'Italie et de France en qualité de médecin-lieutenant, parcours qui lui valut la croix de guerre. Il doit attendre 1949 pour être élu conseiller général, et 1950 pour devenir maire de Porto-Vecchio. Il fut constamment réélu ensuite.

Devenu président du conseil général de la Corse en 1951, il est élu sénateur en 1954. Battu en 1962, il revient au Parlement la même année, en tant que député. Il ne quittera plus les bancs de l'Assemblée nationale, même lorsqu'en 1997 il n'obtient pas l'investiture officielle du RPR en raison de son âge. Parallèlement, il préside le conseil général de la Corse-du-Sud en 1975, puis de 1977 à 1982, et l'Assemblée de Corse à partir de 1984. Son dernier combat, aux législatives de 1997, l'avait épuisé. Au lendemain de sa victoire, il avait annoncé qu'il renonçait à la mairie

de Porto-Vecchio, où son fils, Camille, lui a succédé en novembre 1997, et à la présidence de l'Assemblée de Corse, à l'occasion des élections des 15 et 22 mars. Infatigable, d'une opiniâtreté peu commune, Jean-Paul de Rocca-Serra jouissait en Corse d'un immense prestige. Il aura été un homme politique charismatique et l'un des plus influents. Avec lui disparaît le dernier symbole de cette politique corse caractérisée par la présence permanente aux responsabilités électives des familles de grands notables.

Paul Silvani

Annie d'Arco

Une pianiste au répertoire très étendu

ANNIE D'ARCO, pianiste et pédagogue, est morte le 5 mars à Paris. Née à Marseille le 28 octobre 1920, Annie d'Arco était entrée, en 1954, dans la classe de Marguerite Long, au Conservatoire de Paris. Quatre ans plus tard, elle y décrochait son premier prix de piano.

Pendant la seconde guerre mondiale, Annie d'Arco est accompagnatrice de la classe de violon de Jules Bouchert et des classes de chant du Conservatoire de la rue de Madrid. Eugène Bigot remarque alors cette jeune pianiste et lui fait faire ses débuts avec orchestre à Paris, avec l'Orchestre Lamoureux. Sa carrière de soliste ne tarde pas à se développer et prend un tour nouveau lorsqu'elle remporte un prix au concours de Genève.

Mais loin de ne se cantonner qu'au piano solo et au concerto, Annie d'Arco pratiquait assidûment la musique de chambre et forme des duos avec le violoniste Henryk Szeryng, le violoncelliste André Navarra, le flûtiste Jean-Pierre Rampal. Douée d'un esprit curieux, elle pratique un répertoire très étendu qui laisse une large place à la musique française méconnue - Dukas, Roger-Ducasse, d'Indy, Chausson - et elle est l'une des premières pianistes occidentales qu'enregistre et joue en concert les deux concertos de Chostakovitch.

L'enseignement attire Annie d'Arco. Elle est d'abord l'assistante de Jean Doyen au Conservatoire (de 1959 à 1966), puis professeure à l'Ecole normale de musique.

Elle y formera de nombreux élèves, avec un sérieux et une dévotion rares, leur consacrant de nombreuses heures de son temps et suivant avec un intérêt constant le développement de leur carrière. L'enseignement avait un peu éloigné Annie d'Arco des salles de concert et des studios d'enregistrement. Cette artiste laissera le souvenir d'une pianiste au jeu franc, droit, clair et intelligible, qui laissait vivre la musique naturellement. Annie d'Arco était un humble serviteur du répertoire ; sa curiosité et sa ferveur auront fait découvrir de bien belles œuvres méconnues au public grâce aux nombreux disques qu'elle a enregistrés pour Calypso.

Alain Lompech

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 3 avril sont publiés :

● **Frais d'hospitalisation** : un accord entre l'Etat, les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats représentatifs des cliniques privées relatif à l'objectif quantitatif national « montant total annuel des frais d'hospitalisation pris en charge par les régimes d'assurance-maladie » des établissements privés pour 1998.

● **Accords internationaux** : une loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Paraguay ;

une loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières ;

une loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Ukraine pour la prévention, la recherche et la poursuite des infractions routières ;

une loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République togolaise relative à la circulation et au séjour des personnes ;

une loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1995 sur le caoutchouc naturel.

Au Journal officiel du samedi 4 avril est publié :

● **Vie politique** : un décret pris pour l'application de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique (Le Monde du 7 avril). Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques est fixé pour l'année 1998 à 526 500 000 francs.

● **Emploi** : un décret relatif à la déclaration unique d'embauche. A l'occasion de l'embauche d'un salarié relevant du régime général de la Sécurité sociale ou du régime des salariés agricoles, tout employeur effectue sur un support unique les déclarations et les demandes prévues par le code du travail et le code de la Sécurité sociale.

NOMINATION

EDUCATION

Pascal Jardin, inspecteur d'académie du Cher, a été nommé directeur de l'académie de Paris, par décret publié au Journal officiel du 4 avril, en remplacement de Jacques Crémadeils, appelé à d'autres fonctions. Depuis 1992, un décret a institué un directeur d'académie à Paris, qui a compétence sur l'enseignement scolaire. L'enseignement supérieur est du ressort du recteur, chancelier des universités, un poste occupé depuis le 4 mars par René Blanchet (Le Monde du 5 mars). Cette situation est propre à Paris.

Toutefois, la nomination d'un inspecteur d'académie à Paris, alors que tous ses prédécesseurs immédiats étaient inspecteurs généraux, laisse augurer d'une reprise en main de l'ensemble des affaires parisiennes par le recteur lui-même. René Blanchet doit d'ailleurs venir installer le nouveau directeur de l'académie, mercredi 8 avril. La Mairie de Paris, contrairement à l'usage, n'a pas été prévenue de la nomination de Pascal Jardin.

[Né le 23 juin 1953 à Montluçon (Allier), Pascal Jardin est docteur en lettres et agrégé d'allemand. Enseignant, puis secrétaire général de l'Observatoire national des langues vivantes au ministère de l'éducation nationale en 1985, il a fait partie du cabinet du ministre de la défense, Jean-Pierre Chevènement, de 1988 à 1989. Il a ensuite été inspecteur d'académie adjoint à Toulon, puis inspecteur d'académie de l'Arèche et enfin du Cher, depuis septembre 1997.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marie et Sébastien DA SILVA, ses parents.
Martine et Joël DA SILVA, Claire et Alain PAJAS, ses grands-parents. Ils ont la joie d'annoncer la naissance de

Quentin,

le 27 mars 1998, à Paris.

108, rue Oberkampf, 75011 Paris.

M^{me} Claude BUON

laisse à
Elise, Anais, Marjorie, Coline, Hugo, Ferdinand et Avril la joie d'annoncer la naissance de leur petite cousine.

Théo,

le 2 avril 1998.

BP 1221, Nourmès.
La Lande-d'Aud, 83740 La Cadière-d'Azur.

Adoptions

Sylvie et Jean-Michel BEZAT, Clémence et Marie, ont la joie d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de

Arthur, Ronaldo,

né le 13 février 1996, à Port-au-Prince (Haïti).

29, rue Auguste-Godard, 95150 Taverny.

Noces d'émeraude

— François, Virginie, Sophie, Coralie, Eric, Valérie, Yann, Gus, Marguerite et leurs enfants, soulèvent un très bon anniversaire à leurs parents et grands-parents.

Isabelle et Henri MAZON.

Quarante ans de mariage, bravo.

Décès

— Katherine Blunden, sa fille.
Ronald Blunden, son fils.
Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Maria BLUNDEN,

qui écrivait sous le nom de

Maria CRAIPEAU,

survenu le 3 avril 1998, à Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi 9 avril, à 9 h 15, au cimetière du Père-Lachaise.

29, avenue de Versailles, 75016 Paris.
Tél./fax : 01-42-88-95-06.

— Saskia

Et tous ses amis de

Ambre ATLAN

sont dans la peine.
Ambre nous a quittés le 3 avril 1998. Nous lui disons adieu le mercredi 8 avril, à 14 h 30, au cimetière nord de Strasbourg.

O.D. 10, rue Geiler, 67000 Strasbourg.

— M. et M^{me} Lucien Catrou, son beau-frère et sa sœur, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Lily BIENVENU,

pianiste-compositeur, ancien professeur au conservatoire de La Rochelle.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 9 avril 1998, à 15 heures, en l'église Notre-Dame, à La Rochelle.

93, rue Gambetta, 17000 La Rochelle.

— M^{me} Roger Charles, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CHARLES,

inspecteur général de l'agriculture honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 5 avril 1998.

Il repose au funérarium des Baugnolles.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 avril, à 11 h 30, au cimetière parisien de Thiais.

— Jacqueline Barus-Michel, Emilie Barus-Michel ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Suzanne DENIS,

née GARRIGUES,

le 2 avril 1998.

Les obsèques ont lieu à Nice, dans la plus stricte intimité.

— Boghar (1901), Alger (1920), Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Dakar (1930), Alger (1940), Sidj Sliamane, Paris (1950).

Le 3 avril 1998.

Renée DEROCHE,

née LIGOGNE,

Maman Renée

nous a quittés.

Pour tous ceux qui l'ont aimée.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Deroche, 7, rue Monticelli, 75014 Paris.

— Le président de l'université

Paris-XII.

La directrice de l'UT de Villeurbanne.

Ses collègues.

Et ses étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Nicole ETEVE,

professeur agrégé de mathématiques au département GEA.

Sa grande gentillesse et son dévouement sans bornes resteront dans la mémoire de la communauté universitaire.

Les obsèques auront lieu le mercredi 8 avril 1998, à 15 h 30, en l'église d'Oronville-La-Petite (Manche).

— L'association des stagiaires de formation continue GEA option PMO rend hommage à la mémoire de

Nicole ETEVE,

leur si dévoué professeur de mathématiques,

décédée le 5 avril 1998.

La levée du corps aura lieu à 9 heures, le mercredi 8 avril, à la clinique de Turin, 9, rue de Turin, Paris-8.

Département GEA,

IUT de Villeurbanne.

— Ses collègues du département GEA de l'IUT de Villeurbanne

ont la tristesse de faire part du décès de

Nicole ETEVE,

professeur agrégé de mathématiques,

leur amie, et s'associent à la douleur de ses proches.

Département GEA,

IUT de Villeurbanne.

— La Direction, et l'ensemble du personnel du Groupe VIA Générale de transport et d'industrie ont le regret de faire part du décès de

M. Georges FOUYA,

Directeur Industriel,

survenu le 2 avril 1998,

et s'associent à la douleur de la famille.

Les obsèques auront lieu mercredi 8 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Léonard de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

VIA Générale de transport et d'industrie,

55-57, avenue de Colmar, 92846 Rueil-Malmaison Cedex.

CARNET DU MONDE

TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,

AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 100 F HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,

MARIAGES, FIANÇAILLES

500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nouveau tarif

01-42-17-21-36

Fax : 01-42-17-21-36

— M. Jean-Paul Garnier,

M. et M^{me} Jean-Pierre Parent,M. et M^{me} Georges Garnier,M. et M^{me} Philippe Garnier,M. et M^{me} Charles Garnier,M. et M^{me} Christian Volterez,

ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-fils.

M. et M^{me} Pierre Souligou,

son beau-frère et sa belle-sœur.

Ses nombreux neveux, nièces et cousins,

ont la douleur de faire part du décès de

capitaine de vaisseau (h)

Marcel GARNIER,

grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 et des T.O.E.

croix de la Valeur militaire,

survenu le 5 avril 1998, en son domicile,

dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 8 avril, à 15 h 30, en la

cathédrale de Gap.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Gilberte Kerinec,

son épouse,

M^{me} veuve Michel Kerinec,

sa mère,

M. et M^{me} Alain Cadot, née Michèle

Kerinec,

M. Hervé Kerinec,

ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Roger KERINEC,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 8 avril 1998, à 14 h 30, en l'église de Telgruc-sur-Mer (Finistère), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Telgruc-sur-Mer.

M^{me} Gilberte Kerinec, 39, rue Giffredo, 06000 Nice.

— Le président,

Le conseil d'administration de la

Fédération nationale des

coopératives de consommateurs (FNCC)

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger KERINEC,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

ancien membre

du Conseil économique et social,

ancien président

des coopératives de consommateurs

(FNCC),

ancien président

de l'Alliance coopérative internationale

(ACI),

survenu dans sa soixante-seizième année,

aux Issambes (Var), le 1^{er} avril 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 8 avril, à 14 h 30, en l'église

de Telgruc-sur-Mer (Finistère).

FNCC,

207, rue de Berry,

75012 Paris.

— Pontarion. Poitiers.

M. et M^{me} Bernard Pibouin

et leurs enfants,

M. et M^{me} Bernard Lemoine

et leurs enfants,

M. Henri Lemoine,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Albert LEMOINE,

née Suzanne ROUSSEAU,

survenu le 5 avril 1998, à Pontarion, à

l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses seront

célébrées le mercredi 8 avril, à

16 h 30, en l'église de Pontarion (Creuse).

et des T.O.E.

Condolences sur registre.

— Les familles Liehrmann, Dreux-

Boussemart,

font part du décès de

Suzanne LIEHRMANN,

survenu le 4 avril 1998, dans sa quatre-

vingt-quatrième année.

La célébration religieuse, à laquelle

sont associées la mémoire de

Georges LIEHRMANN,

aura lieu le mercredi 8 avril, à 14 h 30, en

l'église Saint-Albert-Le-Grand, 122, rue

de La Glacière, Paris-13^e.

— Toulon. Gap.

M^{me} Gaston Pascal, née Jeanne Leygue,

son épouse,

M^{me} Ernest Jaume,

M. Constant Jaume,

M. Lucien Jaume

et ses enfants,

M. et M^{me} Roger Serres,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Raymond Bourrelier,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Joseph Gaudin,

ses enfants et petits-enfants,

Les enfants, petits-enfants

et arrière-petits-enfants de

Georges et Françoise Abel,

M^{me} Jean Malartic,

Ses enfants et petits-enfants,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston PASCAL,

avocat général honoraire

PHOTOGRAPHIE Alors qu'une grande exposition consacrée à Man Ray (1890-1976) débute au Grand Palais, à Paris, le 29 avril, plusieurs affaires de faux ou de tirages tardifs

viennent bousculer le marché du grand artiste dada et surréaliste. Man Ray fait l'objet de faux parce qu'il est le photographe le plus cher du marché, avec des épreuves qui dé-

passent le million de francs, mais aussi parce que la gestion de son œuvre n'a pas été à la hauteur de sa qualité. ● WERNER BOKELBERG, collectionneur allemand, a acheté pour 10 mil-

lions de francs soixante-dix-huit photos de Man Ray, dont une bonne partie sont des faux fabriqués entre 1994 et 1996. Une enquête de la police judiciaire est en cours. ● ELTON

JOHN, le chanteur britannique, possède une variante des *Larmes*, œuvre majeure de Man Ray. Son épreuve, pour des raisons liées au négatif et au cadrage, provoque le doute.

La multiplication des faux Man Ray effraie marchands et collectionneurs

La gestion chaotique de l'œuvre de l'artiste surréaliste a permis la prolifération de tirages tardifs ou d'origine douteuse. Parmi les amateurs lésés, l'Allemand Werner Bokelberg, par qui le scandale arrive, et peut-être le chanteur britannique Elton John

DE NOMBREUX AMATEURS de photographies de Man Ray, qu'ils soient conservateurs de musée, collectionneurs ou marchands, sont au bord de la panique. « Ils vérifient tous leurs Man Ray », confirme le marchand Alain Pavot. Depuis quand ? Depuis que l'Allemand Werner Bokelberg a révélé, il y a quelques mois, avoir versé 10 millions de francs en échange d'épreuves qui se sont révélées, pour une bonne partie, être des faux. La plus belle amorce du marché de la photographie est à la hauteur d'un artiste provocateur en diable, dada et surréaliste, qui ne cessait de démythifier « l'œuvre d'art » mais dont quelques épreuves sont aujourd'hui sacrées, dépassant la valeur d'un million de francs en salle de ventes.

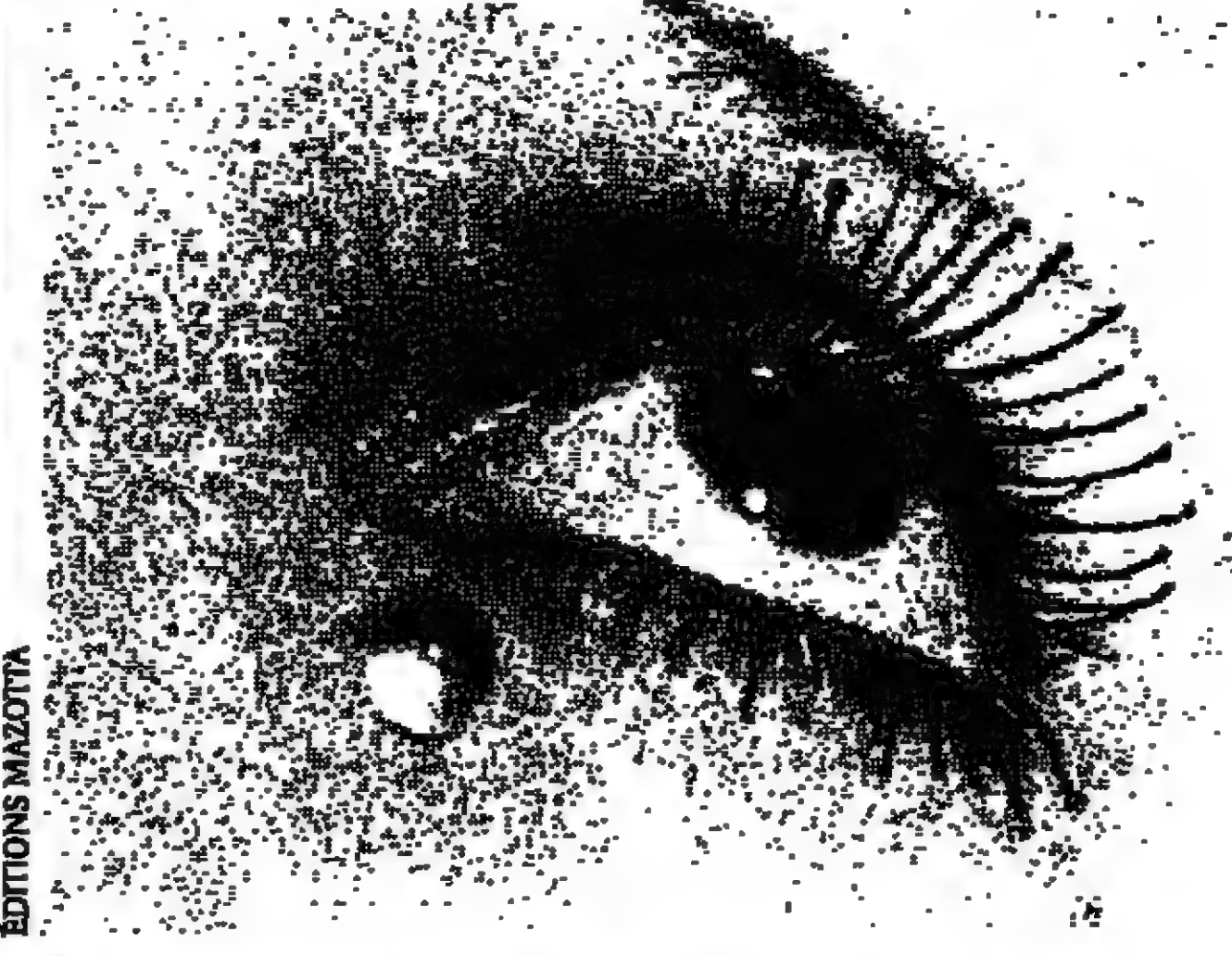
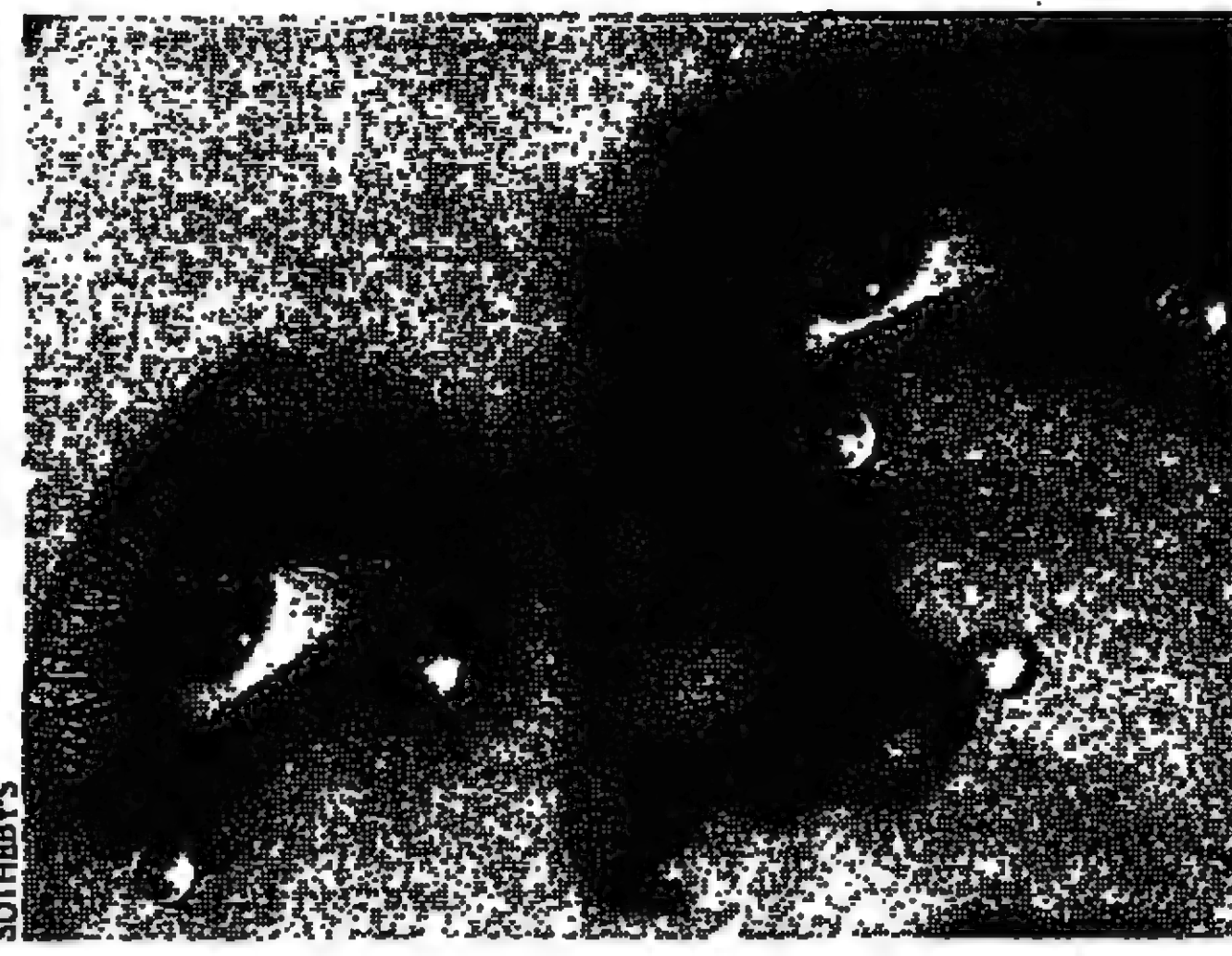
Partout dans le monde, les collectionneurs vérifient la provenance pour assurer l'authenticité de leurs Man Ray, et la date du tirage pour en garantir le prix. Seules en effet les photographies réalisées dans les années 16-30 et tirées durant la même période que la prise de vue, atteignent des sommets. Plus la date du tirage s'éloigne et plus le prix s'effondre. Pour descendre à 1 000 ou 2 000 F quand il s'agit d'un tirage posthume, même si un négatif original a servi de matrice.

Werner Bokelberg est évidemment le plus alarmiste : « Je veux mettre fin à l'industrie de faux Man Ray qui règne à Paris », Man Ray a en effet déjà fait l'objet de faux de variantes multiples, fausses signatures, faux tampons. L'exemple le plus célèbre était un album d'une cinquantaine de rayogrammes (objets imprimés sur l'épreuve par projection de lumière) qu'un japonais a acheté entre 5 et 10 millions de francs, dit-on. Il y a des faux Man Ray parce que Man Ray est cher : 2,2 millions de francs pour *Noir et blanc*, en 1994. Mais Werner Bokelberg entend surtout dénoncer, au-delà de quelques cas spectaculaires, la façon dont le fonds Man Ray a été géré après-guerre. On est rarement confronté à une œuvre aussi mal définie, opaque, embrouillée par toutes sortes de tirages, d'éditions, de photos que Man Ray ne voulait pas voir, d'autres faites à partir de copies de négatifs, d'expositions et de publications où tout est mélangé, chefs-d'œuvre et fonds de tiroir.

CHOSSES CHOQUANTES

Man Ray a en partie voulu cette situation. Un nombre important d'épreuves a été tiré, avec son accord, dans les années 50, 60, et 70 – parce qu'il n'y en avait pas de disponibles – en vue de les exposer et de les publier. Il indiquait toujours la date de prise de vue et non celle du tirage, ce qui a compliqué les choses quand le marché Man Ray a réellement décollé, après sa mort, en 1976. C'est tout le problème. La plupart des observateurs affirment que Juliet, veuve de Man Ray, n'a pas été à la hauteur d'une œuvre immense qui a fait l'objet de convoitises. « Trop de personnes avaient la clé des ateliers où étaient entreposés tirages, négatifs et contacts. Il y a eu des pillages », assure un historien étranger qui a côtoyé Man Ray à la fin de sa vie et affirme avoir assisté à des « choses choquantes ».

Sont également épinglés les deux laboratoires qui ont été chargés de tirer les épreuves de Man Ray : celui de Serge Béguier et celui de Pierre Gassmann (Pictorial Service). Nombre de « rejets », ces tirages ratés qui devaient finir à la poubelle, ont abouti chez des collectionneurs ou en salle de ventes. « Durant les années 80, Pierre Gassmann a beaucoup tiré, un peu n'importe quoi et en grosse quantité », dit Lucien Treillard, secrétaire de Man Ray – simple factotum pour d'autres – à la fin de sa vie. « Tout ce que j'ai fait, c'est Treillard qui me le demandait », répond Pierre Gassmann. Lucien Treillard est également très controversé : c'est lui qui a « valorisé » l'œuvre de Man Ray



Deux chefs-d'œuvre, des variantes douteuses

Larmes ou *Larmes de verre* (vers 1930) est sans doute l'image la plus célèbre de Man Ray. Le photographe a réalisé trois portraits quasiment identiques qui représentent le visage entier d'une jeune femme, avec huit perles de cellulose fixées sur la peau. Le Centre Pompidou conserve, depuis 1994, deux des trois négatifs. Le troisième a disparu mais on en connaît plusieurs reproductions (photo 1). C'est uniquement à partir de ce négatif, en le recadrant, que Man Ray a réalisé deux chefs-d'œuvre. Le premier : les deux yeux, cinq perles et la bouche naissante, a atteint 240 000 dollars (1,5 million de francs) lors d'une vente chez Sotheby's, le 5 octobre 1995 à New York, soit le record de Man Ray (2). Le cadrage le plus célèbre est resserré sur l'œil droit avec deux perles, en inversant le négatif (3). Des années 30 jusqu'en 1962, Man Ray a toujours retenu ces deux seuls cadrages. Nombre de variantes des *Larmes*, toutes problématiques, circulent pourtant. Le collectionneur Werner Bokelberg en a acheté cinq – toutes fausses et de formats différents, notamment une qui représente l'œil gauche (4). Elton John a acheté pour 913 000 francs dans une vente Sotheby's du 7 mai 1993 une version douteuse (5) : elle a été réalisée à partir d'un des deux négatifs que Man Ray n'a jamais utilisés et n'a jamais été publiée ou exposée de son vivant ; le cadrage, mièvre, trop large, ne correspond pas à sa vision ; les annotations au dos ne seraient pas de sa main.

Michel Guerrin

* Photo, dans son numéro d'avril, consacre neuf pages à l'affaire Bokelberg. 25 F.

après sa mort, et multiplié des tirages posthumes à la dénomination aussi floue que le nombre est évasif.

Ainsi, l'affaire Bokelberg a fait surgir plusieurs conflits. La galeriste américaine Virginia Zabriske a acheté cinq ou six images de Man Ray autour de 20 000 dollars pièce (100 000 francs environ) à un collectionneur français croyant qu'il s'agissait des tirages des années 30. Ce n'était pas le cas. Même mésaventure pour un célèbre marchand de San Francisco. L'avocat américain Arnold Crane a vendu au Musée Getty de Los Angeles pour plusieurs millions de francs des tirages de Man Ray dont une bonne partie a été réalisée au début des années 60. « Ça a fait beaucoup rire Crane de confondre le Getty », dit Lucien Treillard.

Face au casse-tête de la datation, les restaurateurs de photographie sont également désarmés : « Nous apportons des indices par le biais de tests et l'examen au microscope. Mais pour dater exactement un papier il faudrait altérer l'image », affirme

Anne Cartier-Bresson. Et d'ébaucher un plan catastrophe : « Si un faussaire possède un négatif original ou une copie de ce négatif, il peut fabriquer des faux imparables sur des stocks de papier des années 30. J'en ai trouvé ».

DEUX NÉGATIFS DANS LA NATURE

Or, c'est bien le problème des négatifs qui est le plus ahurissant chez Man Ray. Le Centre Pompidou en possède la quasi-totalité depuis 1994-1995 : 13 500. « Un inventaire de l'atelier a été fait quelques années avant la datation, explique Alain Sayag, conservateur au Centre. Si on compare cet inventaire et ce que nous avons récupéré, il manque un certain nombre de négatifs et plusieurs tirages-contacts parmi les 5 000 en notre possession ». Bref, quelque chose s'est servi.

C'est ainsi que les deux négatifs les plus « chers » de Man Ray sont dans la nature : *Larmes* et *Noir et blanc*. Pour cette dernière, le Centre Pompidou conserve bien un négatif mais plusieurs reproduc-

tions de l'image – notamment celle des faux Bokelberg – montrent qu'un autre négatif, plus large (un bord de table apparaît), circule sans contrôle.

Au-delà des faux et tirages tardifs, c'est la définition de l'œuvre photographique de Man Ray qui est en jeu. Comment s'y retrouver ? En essayant d'approcher au plus près de ce que Man Ray voulait, en étudiant les négatifs et contacts, en cherchant ce qu'il acceptait de publier et d'exposer. C'est tout le projet d'Emmanuelle de l'Écrou et Alain Sayag dans l'exposition « Man Ray, la photographie à l'envers » qui commencera au Grand Palais, à Paris, le 29 avril. « Nous avons constaté que Man Ray recadre toujours ses images pour s'éloigner de la réalité du négatif », affirment les commissaires qui reconnaissent avoir dû « vérifier l'authenticité de chaque pièce qui sera exposée ».

Werner Bokelberg a par exemple acheté des images qui reprennent pour la plupart tout ce qui est visible sur le négatif, soit l'opposé de

ce que voulait Man Ray. De la même façon, on peut douter de l'authenticité des multiples variantes de « *Larmes* », notamment celle achetée par le chanteur britannique Elton John en 1993. Jane Corbin, marchand installée à Toronto (Canada), a acquis lors de la vente du fonds d'atelier de Man Ray, par Sotheby's en mars 1995, un dos nu (lot 156) pour 16 000 livres (160 000 francs environ). Il s'agit d'un tirage positif plein cadre. Alors que Man Ray a solarisé son négatif et qu'il en a tiré un cadrage resserré qui fait partie des collections du Musée d'art moderne de New-York. « J'ai analysé le papier, explique Jane Corbin, je crains que l'image soit d'après-guerre, et même posthume. Je pose alors une question : comment ce type de tirage peut-il se trouver dans le fonds d'atelier de l'artiste ? »

Werner Bokelberg, collectionneur piégé pour 10 millions de francs

« IL RÉVÉLAIT d'être le plus grand collectionneur de Man Ray au monde. Des faussaires ont trouvé le parfait pigeon et lui ont fabriqué des Man Ray à gogo », l'avocat Jean-Marie Degueudre résume avec le sourire les mésaventures de son client, Werner Bokelberg, Allemand de soixante ans, photographe commercial au nez « bourgeois », à la tête d'une des dix plus belles collections de photographies au monde.

Le « pigeon » en question est moins rieur. Il affirme avoir acheté soixante-dix-huit photographies de Man Ray, entre 1994 et 1996, pour un montant de 10 millions de francs, à Benjamin Walter. Le tout en huit ou neuf transactions, par chèques. Ces images devaient être des originaux tirés dans les années 20-30, qui seuls pouvaient justifier des prix élevés. Or une analyse des papiers montre que la plupart des épreuves datent des années 70 et, surtout, que vingt ont été réalisées sur un papier commercialisé entre 1992 et 1994. Soit près de vingt ans après la mort de Man Ray. Werner

Bokelberg a réussi à récupérer 5,2 millions de francs auprès du vendeur. Perte sèche : 4,8 millions de francs. Il a également déposé plainte, le 20 mars, pour faux, usage de faux, escroquerie et complicité d'escroquerie. Une enquête du service contrefaçons de la brigade financière (police judiciaire) est en cours.

FAUSSE PISTE

Joint par téléphone, Benjamin Walter explique comment il est entré en possession des images : « Avec ma compagne, Hélène Béguier, nous les avons récupérées fin 1991, dans l'appartement de son mari, Serge Béguier, dont elle était séparée et qui venait de mourir. Serge était le tireur de Man Ray. Nous ne savions pas qu'il s'agissait de tirages récents ». Soit. Mais comment expliquer la présence, parmi les photos vendues, de vingt épreuves tirées sur un papier qui a été commercialisé après la mort de Serge Béguier ? « Elles m'ont été confiées par un ami, mort depuis, répond Benjamin Walter, il ne venait

pas du milieu de la photo, comme moi du reste. Et comme moi, il a dû se faire abuser ».

Serge Béguier était le tireur des dernières années de Man Ray, de 1972 à 1976. En 1977 à lieu, au Centre culturel américain, une exposition Man Ray dont Pierre Béguier fait les tirages et Hélène Béguier l'accrochage. Cette dernière était également liée à Juliet, la veuve de Man Ray. Pour nombre de spécialistes, le tandem Hélène Béguier-Benjamin Walter a pu trouver dans le studio de Serge Béguier quelques images qu'ils ont cherché à commercialiser. La marchande Marion Meyer, installée à Paris, affirme avoir rencontré séparément Hélène Béguier puis Benjamin Walter : « Ils voulaient me vendre leurs Man Ray. Je les ai trouvés très beaux, mais je n'ai pas eu le feeling ».

Plusieurs spécialistes doutent que Benjamin Walter et Hélène Béguier soient seuls impliqués dans la fabrication des faux de 1992 à 1994. « Les négatifs de Man Ray ont tellement circulé que Béguier peut très

bien être une fausse piste », affirme un marchand parisien. Un commanditaire et un « tireur d'exception » sont-ils impliqués ? A partir de quoi ces faux ont-ils été fabriqués, du négatif original, d'une copie de ce négatif, avec l'aide d'un ordinateur ? Ou est passée la moitié de la somme reçue par Benjamin Walter ?

Des marchands trouvent également étrange que Werner Bokelberg, collectionneur averti, ait pu acheter, sans un minimum de précautions, un ensemble aussi considérable de Man Ray, qui, s'il avait été authentique, « aurait valu bien plus que 10 millions de francs ». Ils ajoutent que cette affaire survient au moment où il cherche à vendre l'ensemble de sa collection de photographies, pour 10 millions de dollars.

Une autre énigme concerne le rôle joué par Gérard Levy, expert près des douanes, qui reconnaît avoir délivré « six ou sept » certificats d'authenticité à Benjamin Walter. Ce dernier ne cache pas qu'il « a fait confiance à Levy ». Tout

comme Werner Bokelberg : « Sans la caution de Levy, je n'achète pas ! Je lui en veux beaucoup. » Son avocat ajoute : « Levy ne s'est pas trompé une fois mais quatre ou cinq fois. Ça fait beaucoup... » L'intéressé s'indigne : « Jamais ces photos ne m'ont appartenu. Je ne suis pas complice. Si je me suis trompé, je suis sûr. Bokelberg me saute partout. On m'a abattu à la mitrailleuse lourde. » Mais il reconnaît que, à l'avenir, il fera « plus attention ».

Après avoir rendu à Werner Bokelberg 5,2 millions de francs – en coupures usagées emballées dans du papier journal –, Benjamin Walter a récupéré quasiment tous ses faux Man Ray. « Je les ai brûlés. Pour moi, ce sont les photos du malheur », Werner Bokelberg, qui affirme avoir remis deux faux à la police judiciaire, sort « meurtri » et déterminé de cette affaire. « J'ai fait beaucoup d'erreurs. Ma collection, c'était ma vie. Il n'y avait pas un jour sans que j'y pense. Je veux la vérité. J'en fais une affaire de principe ».

M. G.

سكرا من الامل

De l'usage du duo comme exercice de vérité artistique et amoureuse

Dans « Indaten », Joëlle Bouvier et Régis Obadia reconnaissent que 1 + 1 font 2

INDATEN est, paraît-il, le nom d'un métal. Il n'empêche que ce titre sonne guerrier. Comme le glaive suspendu. Drôle de nom pour un duo. Peut-être ne s'agit-il pas d'amour. Existe-t-il des duos de haine ? Duos ou duels ? Quand tout bouge autour d'eux, les chorégraphes Joëlle Bouvier et Régis Obadia, cofondateurs de la compagnie L'Esquisse, en 1980, codirecteurs, depuis 1993, du Centre national de la danse d'Angers (CND), seule école d'apprentissage du contemporain en France, éprouvent l'urgence de se mettre en scène. Eux deux, seuls, face à face, tête à tête, corps à corps. Pour savoir ce qu'il en est. De leur création, de la passion qui longtemps les a unis. Sans badiner avec la sincérité. Le cœur net.

D'un coup de moto, ils arrivent de Boulogne-Billancourt où, chez Puma Productions, ils finissent de monter *Les Chiens*, film inspiré de leur plus récente création. Elle, vêtue d'un cuir rouge. Rousse. Lui, tout en noir. Très noir. « *Le duo met à jour des choses qui sont là, les révèle*, explique Joëlle Bouvier. Les Chiens s'appuyait sur les héros de la tragédie grecque. Pour la première fois, notre danse utilisait le support de personnages identifiables. Au lieu de nous masquer. *Electre, Oreste nous ont mis à nu. On s'est sentis impudiques, percés à jour. D'autant plus profondément que, pour la première fois aussi, ni Régis ni moi ne dansions. On n'a eu de cesse, à notre tour, de nous confronter directement avec notre corps à la tragédie*

grecque, si intimement liée, comme cela nous sautait aux yeux, à notre propre histoire. »

Jusqu'à *Indaten*, l'exercice du duo leur servait à donner des nouvelles de l'amour. A vingt ans, ce sentiment les pousse à la témérité, au refus des maîtres. Danser chez les autres quand on porte en soi tout l'univers, ils n'y pensaient même pas. Avec deux duos, ils entraient en danse : *Regard perdu* (1980) et *Noces d'argile* (1982), remarqués parce que remarquables, parlaient bien, fort, de ce qui les unissait, d'être un homme, d'être une femme ; le succès fut là, immédiat.

LA CERTITUDE DE LEUR UNICITÉ

Ils montent alors une compagnie, la nomment L'Esquisse pour affirmer l'influence, dans leurs mouvements, des corps déformés de la peinture de Dado, de Velickovic ou de Bacon. Ces postadolescents sont des tourmentés. Il faut qu'ils brillent, qu'ils inventent sans relâche. *Verté, Le Royaume millénaire, Derrière le mur* — pièces pour plusieurs danseurs — leur vaudront, en 1986, un centre chorégraphique national au Havre. Ils viennent d'avoir vingt-cinq ans.

Vie privée et vie artistique « *enfrancassées* ». Une intensité de fusion qui les isole, mais qui toujours les fait rebondir. Ils réaffirment, en 1989, cette certitude de leur unicité dans un troisième duo, *Welcome to Paradise*, pièce-culte, avec tournée dans le monde entier. Amour sublime, irréal. Amour de cinéma, comme on en rêve à quinze ans.

« *Jusqu'à Welcome to Paradise, je n'ai rien voulu lâcher. C'était au fond inquiétant, reconnaît Joëlle Bouvier. Il a fallu plusieurs années pour rompre cette tension, il a fallu que nous devenions plus vieux, qu'on enseigne à de plus jeunes, que nos propres danseurs aient dix ans de moins que nous. J'accepte aujourd'hui d'être un vecteur. Je laisse passer plein de choses. J'ai eu un enfant. Un fils, Lucas.* »

Après trois duos d'amour, *Indaten*, créé à Angers en novembre 1997, est le duo qui entérine le changement. Qui annonce que, au bout du compte, les deux comparses reconnaissent que 1 + 1 font 2. Votre plus... C'est ce que *Les Chiens* leur a révélé. Mais il fallait qu'ils le dansent pour le croire. Vrai de vrai. Ils resteront ensemble pour la scène. Ils ont pris Jockaste et Cédipe pour modèles. L'inceste comme métaphore de ce qui ne dévore plus ? Qu'importe ! Ils n'ont jamais été simples.

Il leur faut un témoin de leur nouvelle équation. Pour se réjouir ? Pour éviter d'en venir aux mains ? Ils choisissent la chanteuse Martine Viard, qu'ils avaient admirée dans *Les Réclamations d'Aperghis*. Dans *Indaten*, elle chuchote l'oracle. « *Son expérience du théâtre de Vitez nous a beaucoup apporté du point de vue de la dramaturgie*, disent-ils. « *Je danse sur les cris de Régis, plaisante (?) Joëlle Bouvier. Dans ce duo, je prends la parole pour dire des choses simples, mais que je n'imaginais pas être tues. J'ai tenté de dire les textes de Sophocle, mais je*



Régis Obadia et Joëlle Bouvier dans « Indaten ».

me sentais décalée, ridicule, tout la danse emporte dans un monde abstrait, onirique. Je me suis senti la liberté de mes propres textes. Régis danse énormément. Moi, peu. »

Indaten n'est ni une rébellion ni un état de guerre pour sauver la rupture. Dont acte. « *Nous consentons non plus à ce qui nous lie, mais à ce qui nous rend différents et qui nous lie tout autant*, résume Régis Obadia. *Indaten, ce n'est pas du tout Welcome to Paradise, le retour. On a eu envie de danser en pensant que rien n'est déterminé, fixé. Rien n'est renié. Tout était nécessaire. On se sent intègres, sans compromission.* » Joëlle Bouvier a envie d'un solo. Régis Obadia préférerait « *s'enfer-*

mer avec quelques danseurs et voir ce qu'il en ressort ». Il s'est mis à peindre. L'école, les créations pour L'Esquisse les réuniront. Pour en finir avec la tragédie, une Antigone est au programme de l'année 1999. En revanche, Joëlle Bouvier mène désormais seule le projet de long-métrage qu'ils avaient en commun, avec une scénariste. Il s'agit de l'adaptation d'un roman de Pierrette Fleutiaux : *Nous sommes éternels*.

Dominique Frérot

★ Du 7 au 9 avril, à 20 h 30, Théâtre de la Ville. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 à 140 F.

La Cour constitutionnelle russe s'oppose à la restitution des biens culturels européens saisis par l'Armée rouge

LA RESTITUTION des biens culturels saisis en Allemagne par l'Armée rouge à la fin de la seconde guerre mondiale constitue un interminable feuilleton. Faut-il rendre à leurs anciens propriétaires ce qu'en Russie on désigne officiellement sous le nom de « *trophées* » ? Les nationalistes et les néocomunistes s'y opposent farouchement. Boris Eltsine et les libéraux, soucieux de plaire à Berlin, sont de chauds partisans d'un retour de ces œuvres à l'Ouest. La guérilla qui oppose le Parlement, où les nationalistes de toutes obédiences et les tenants de l'ancien régime sont majoritaires, et le président de la Fédération de Russie, vient de connaître un nouveau rebondissement. Lundi 6 avril, la Cour constitutionnelle russe a obligé Boris Eltsine à signer la loi déclarant ces biens « *propriétés russes* ».

La loi avait été votée le 4 avril 1997 par les députés de la Douma (Chambre basse) et le 14 mai par ceux du Conseil de la Fédération (Chambre haute), à la majorité des deux tiers, nécessaire pour tourner le veto opposé par le chef de l'Etat russe. Ce dernier, contestant la validité de la procédure, avait refusé de promulguer le texte et avait saisi la Cour constitutionnelle. Le texte élaboré par les parlementaires s'applique à « *tous les trésors culturels ramenés en URSS pendant la seconde guerre mondiale, quels que soient leurs propriétaires actuels ou les circonstances dans lesquelles ils ont été acquis* ». Il vise à « *interdire les exportations illégales de ces biens russes* » et les considère « *comme des compensations des dommages causés à l'héritage culturel* » de l'URSS pendant la guerre.

Les parlementaires ont prévu quelques exceptions à la « *nationalisation* ». Les documents et objets précieux à caractère familial (archives, reliques, décorations, lettres, photographies) pourront être rendus aux héritiers « *pour des raisons humanitaires* ». Encore faudra-t-il que la demande de restitution soit présentée par les gouvernements, seuls habilités à déposer des demandes, directement auprès du gouvernement russe.

La décision de la Cour constitutionnelle ne met pas un point final à la querelle. Boris Eltsine, aujourd'hui obligé de promulguer la loi, n'a pas dit son dernier mot. Une nouvelle plainte est déjà sur le bureau des juges constitutionnels. Ils devront statuer dans un délai de six mois. Le chef de l'Etat attaque

cette fois-ci le fond même de la loi. Le Kremlin estime notamment que ce texte est incompatible avec les engagements internationaux de la Russie. Une position évidemment partagée par l'Allemagne : « *Nous espérons que la Douma va considérer avec un peu plus d'attention la situation selon les normes du droit international public* », déclarait, immédiatement après cette annonce, Thomas Pfaffe, porte-parole de l'ambassade d'Allemagne à Moscou.

« TROPHÉES » IMPRESSIONNISTES

L'Allemagne s'appuie en effet sur la convention de La Haye de 1907, qui stipule que les œuvres d'art ne peuvent être considérées comme des prises de guerre, ainsi que sur le traité d'amitié et de bon voisinage signé avec la Russie en 1990 et sur l'accord bilatéral de 1992. A Bonn, le vice-porte-parole du gouvernement allemand, Herbert Schmüling, avait néanmoins que le problème du retour des biens culturels est « *notoirement difficile et sensible pour les deux parties* ».

Pendant des décennies, l'URSS avait nié avoir prélevé des œuvres d'art en Allemagne. Elle avait pourtant, en 1958, rendu un grand nombre de pièces à la République démocratique allemande (RDA). L'effondrement du régime communiste a mis en évidence l'ampleur du butin que l'on croyait disparu avec l'effondrement du III^e Reich. Cinq cent mille œuvres, dit-on, des bibliothèques entières et des kilomètres d'archives. C'est ainsi que le fameux trésor de Troie, orgueil du Musée de Berlin, fit sa réapparition dès 1994 et fut même exposé, en 1996, au Musée Pouchkine de Moscou.

Irina Antonova, directrice de l'établissement depuis 1961, est formelle : ces pièces sont désormais la propriété de la Russie ; il s'agit de « *dédommagements* » d'œuvres saisies « *en raison des préjudices et des destructions subies par les musées russes du fait des nazis* ». Elle réfute « *les lois internationales, qui prévoient des compensations pour les usines, mais pas pour les œuvres d'art* ». En 1994 et 1997, le Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg organisait lui aussi une exposition remarquée de « *trophées* » impressionnistes, venus de grandes collections allemandes. Pourtant, dès 1991, Bonn se mettait à négocier le retour des « *disparus* » ; le chancelier Kohl, avec des arguments économiques, sut convaincre son

homologue russe. En 1994, une commission de restitution était même créée. Sans grand résultat.

Le flegme de Bonn tranche avec l'impatience d'autres pays spoliés. La Hongrie, par exemple, où quelque 60 000 objets d'art auraient été saisis par les Soviétiques, selon des chiffres officiels. « *Nous rejetons cette loi* », a déclaré, dès le 6 avril, sur les antennes de la radio hongroise, Ivan Roua, directeur du département de l'héritage culturel au ministère de la culture. Il estime lui aussi que ce texte est contraire à la législation internationale. Des discussions bilatérales ont eu lieu au printemps 1997, pour permettre à Budapest de récupérer une partie de ces biens, provenant très souvent de collections privées. Mais on constate, du côté de Moscou, que la plupart de leurs anciens propriétaires ont péri dans les chambres à gaz, et qu'ils n'ont pas d'héritiers. A qui appartiennent ces œuvres confisquées par Eichmann ? A la Hongrie, qui s'est battue aux côtés de l'Allemagne, ou à la Russie, vainqueur du fascisme ?

En Bulgarie, en Roumanie, autres pays spoliés, on attend pour réagir que les inventaires des biens pillés soient dressés. Et, apparemment, il n'y a guère d'urgence. Les Pays-Bas sont plus pressés. Ils réclament notamment la célèbre collection de dessins ayant appartenu à Franz Konigs, émigré en Hollande au début des années 30. Cet ensemble considérable (Dürer, Rembrandt, Tintoret, Veronèse), déposé au Musée de Rotterdam, a été vendu sous la contrainte aux occupants nazis. A Moscou, on murmure aujourd'hui qu'il est difficile de prouver le caractère léonin de la vente !

Reste le cas de la France. De patientes négociations avaient permis de retrouver en Russie plusieurs kilomètres d'archives venant du Quai d'Orsay et de la préfecture de police. En 1995, le retour de ces papiers pouvait commencer. La moitié d'entre eux sont aujourd'hui revenus à Paris. Le Parlement russe a bloqué la restitution complète de ces archives et gêne les recherches qui pourraient être faites en Russie pour retrouver des œuvres d'art pillées par les nazis en France et raflées en Allemagne par les Soviétiques, à la fin de la guerre. Le Quai d'Orsay estime que plusieurs milliers de pièces pourraient se trouver sur le territoire de la Fédération.

Emmanuel de Roux

Du 11 avril au 31 mai 1998

Gérard Deschamps

Homo Accessoiris

Panamarenko

La Grande exposition des soucoupes volantes

Francesca Woodman

Fondation Cartier pour l'art contemporain

261, boulevard Raspail - 75014 Paris - ouvert au public tous les jours, sauf le lundi de 12h à 20h
tel. 01 42 18 56 50 - fax 01 42 18 56 52 - <http://www.fondation.cartier.fr>

Les Soirées Nomades

les jeudis soir à 20h30 - réservations 01 42 18 56 72

La Fondation Cartier pour l'art contemporain est placée sous l'égide de la Fondation de France

Les gens déraisonnables sont toujours en voie de disparition

Vingt ans après Claude Régy, Christophe Pertin met en scène une des plus belles pièces de Peter Handke

Avec *Les gens déraisonnables* sont en voie de disparition, l'écrivain autrichien Peter Handke a su mettre au jour dès les années 70 le phénomène de « déraison-

sation ». L'angoisse et le retour sur soi qui gagnent les personnages dérangés lors de la création de la pièce par Claude Régy en 1978. Le spectacle mis en

scène par Christophe Pertin au Théâtre national de la Colline montre que ce décalage avec le réel persiste dans les années 90.

LES GENS DÉRAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION, de Peter Handke. Mise en scène : Christophe Pertin. Avec Carlo Brandt, Gauthier Baillet, Gilbert Breugnot, Marie-Armelle Deguy, Yacék Marka, Jean-Marc Eder, Afra Val d'Or, Patrick Zimmermann. THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, Paris-20^e. M^e Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 15 heures. 110 F et 160 F. Durée : 3 h 30. Jusqu'au 26 avril.

« Quitte : je suis triste, aujourd'hui. Hans : Oui, et alors ? »

« Quitte : j'ai vu ma femme en pègre, ses ongles de pieds vernis, et je me suis tout à coup senti seul. C'était une solitude si palpable que je peux en parler tout naturellement. (...) Lorsque je pris le trajet pour aller au bureau (...) la triste courbe que le tramway décrit, un vaste arc de cercle, me blessa le cœur comme un rêve de nostalgie. »

Voilà. C'est le début des *Gens déraisonnables* sont en voie de disparition. Nous sommes au début des années 70, dans une pièce ouverte sur les immeubles d'une grande ville. Quitte, en survêtement, tape dans un sac de sable. Hans, son valet, lui apporte de l'eau. Étrange conversation que celle des deux hommes. Pas parce que Quitte se

livre à Hans. Mais parce qu'il se livre, tout court. Il ne devrait pas. C'est un homme d'affaires taillé dans la coupe des redoutables. Il fait partie des quatre ou cinq patrons qui peuvent décider de la marche de l'économie.

Ce jour-là, Quitte reçoit ses amis pour leur proposer un marché : Harald von Wulnow, un héritier, Karl-Heinz Lutz, sans biographie apparente, Berthold Kober-Kent, prêtre-chef d'une entreprise de l'Eglise catholique, Paula Tax, la seule femme. A cette compagnie se joint un troubleur : Franz Kib, dit « le petit actionnaire ». Il possède une action dans toutes les sociétés anonymes du pays. Il va à toutes assemblées générales pour exaspérer les patrons.

Quitte veut proposer à ses amis de s'associer pour mieux tenir en main le marché. Que chacun arrête de tirer dans les pattes de l'autre, le vicar en sous-payant les filles de la campagne qu'il engage, Paula en associant ses ouvriers aux bénéfices, Lutz en lançant de nouveaux produits pour empiéter sur le territoire de Quitte... Les trois hommes l'écoutent avec un brin d'effroi. Ils savent qu'il est le meilleur. Mais, surtout, ils ont peur parce que l'intimité qu'il dévide leur paraît menaçante. Elle gangrène la réalité. Ce ne sont pas des souvenirs pour dîners en ville qu'il livre. Il projette des atomes de conscience, des frémissements intimes.

C'est là que *Les gens déraisonnables* sont en voie de disparition cesse d'être une pièce pour être une pièce de Peter Handke. Comme nul autre, l'écrivain autrichien a mis au jour ce que certains ont appelé la « déraisonnabilité » — une manière d'être étranger au monde, liée à l'étrangeté du monde des années 70. Ses capitaines d'industrie ont existé dans le théâtre de Bertolt Brecht hier, ils existent dans celui d'Edward Bond aujourd'hui. Mais ils s'éloignent de leur pairs, en existant d'une façon singulière. Le syndrome de Quitte gagne ses invités. Des gestes incongrus leur échappent, des mots qu'ils n'attendaient pas leur viennent.

LE « POIDS DU MONDE »

Ce mélange d'angoisse et de retour sur soi, ce « Poids du monde » (titre du journal que Handke écrit, en 1977) qu'ils sentent peser, voilà ce qui dérangea et troubla, quand Claude Régy créa la pièce en 1978. Gérard Depardieu jouait le rôle de Quitte. Beaucoup se souviennent de la violence avec laquelle, à la fin, il se jetait la tête contre un mur. Vingt ans plus tard, *Les gens déraisonnables* sont en voie de disparition renvoient ceux qui les ont vécus aux années 70, plus claires dans leur dureté que ne le sont les années 90. Le désir de vivre dans le luxe qui anime Quitte (« Seule une vie dans le luxe n'est

pas une punition, dit-il. Seul le luxe le plus extrême est digne de l'homme ») pouvait encore être entendu comme une métaphore, difficilement compréhensible aujourd'hui.

Mais les gens déraisonnables sont toujours en voie de disparition. Le temps ne vient pas à bout de la tristesse de Quitte, cette intemporelle fragilité d'être. Le décalage avec le réel persiste. Peut-être se dit-il moins, tout simplement. Christophe Pertin le fait entendre d'une manière exceptionnelle, dans la première partie de son spectacle. Une heure et demi de théâtre où tout est à sa place, dans l'état du texte et des sentiments.

Précis comme un Indien, Carlo Brandt mène le jeu. Il est accompagné de Gauthier Baillet (Hans), Gilbert Breugnot (Harald von Wulnow), Yacék Marka (Lutz), Patrick Zimmermann (Kober-Kent), Jean-Marc Eder (Kib), Marie-Armelle Deguy (Paula Tax), et Afra Val d'Or (la femme de Quitte, silencieuse). Les femmes, dans la pièce, jouent un rôle important, en décalage. Christophe Pertin passe à côté, c'est dommage. En revanche, il dirige les hommes d'une manière presque zoologique. On en reste la souffle coupé. Dans la seconde partie, la tension s'effrite. Peut-être parce que beaucoup a déjà été dit.

Brigitte Salino

La Cité de la musique ovationne les innovations de Stockhausen

KARLHEINZ STOCKHAUSEN : *Gruppen*. Klavierstücke IX. Dimitri Vassilakis (piano), membres de l'Ensemble InterContemporain (inséparables de la Cité de la musique et de l'Orchestre du Conservatoire de Paris) et de l'Orchestre du Conservatoire de Paris dirigés par David Robertson, Peter Eötvös et Pierre Boulez. Cité de la musique, le 3 avril.

Pour ouvrir avec éclat les commémorations du soixante-dixième anniversaire de Karlheinz Stockhausen, l'Ensemble InterContemporain (inséparables de la Cité de la musique et de l'Ircam) ne pouvait trouver œuvre plus indiquée que *Gruppen*. Créée en 1957, cette somptueuse partition mobilisant trois orchestres a exercé une influence historique sur plusieurs générations de compositeurs, notamment par son judicieux traitement de la dimension spatiale du son.

Il faut assister à une exécution de *Gruppen* (Groupes) pour percevoir à quel point les innovations introduites par Stockhausen dans la considération de l'édifice orchestral sont aussi légitimes qu'enrichissantes. Le recours à trois groupes instrumentaux disposés en fer à cheval ne favorise pas seulement le séduisant modelage dans l'espace de figures sonores inédites, il facilite également le tracé d'un temps musical à haute définition. Idéalement placé face à l'orchestre central (II), on peut suivre le phéno-

mène d'attraction mutuelle qui semble fonctionner entre tous les « groupes » (de notes comme d'instruments) fondateurs de cette œuvre authentiquement multipolaire. Synthèse sophistiquée de pratiques solistes, chambristes et orchestrales, *Gruppen* n'est pas une pièce hermétique mais une « action » sonore pourvue d'une fascinante dramaturgie.

THÉÂTRE COSMIQUE

Chacun des trois chefs — qui ne se quittent presque pas des yeux — l'aborde sous un angle particulier. David Robertson (à la tête de l'orchestre I) séduit avec l'aisance d'un conteur qui vit intensément les mutations du récit et se métamorphose constamment, d'ange en démon ou de gamain espiègle en danseur étoile. Peter Eötvös (II) entoure ses musiciens d'attentions rassurantes (articulant, par exemple, certaines séquences rythmiques avec ses lèvres) à la manière d'un souffleur. Pierre Boulez (III) — qui, avec Karlheinz Stockhausen et Bruno Maderna, a assuré la création de *Gruppen* à Cologne, il y a de cela quarante ans et quelques jours — accompagne ses troupes et ses partenaires de la direction d'orchestre avec une efficacité économique de gestes qui fait de lui l'indispensable régisseur de ce saisissant spectacle.

Sise au cœur des préoccupations de *Gruppen*, la spatialité n'est pas absente du *Klavierstücke IX*, sans doute la plus célèbre des pièces pour piano, de Stockhausen. La répétition (plus

d'une centaine de fois et de moins en moins fort) d'un unique accord qui constitue l'amarce de l'œuvre traduit une sensation d'éloignement. En fait, cette rampe de lancement conduit au plus profond du piano (par le biais du phénomène de résonance) de manière hypnotique et invite du même coup l'interprète à se retirer en lui-même. Maître d'une introspection superbement graduée, Dimitri Vassilakis dégage de cette page envoûtante une qualité de clair-obscur digne des plus grands *Nocturnes* romantiques.

Donner deux exécutions de *Gruppen* au cours d'un même concert ne relève pas de la coquetterie et permet à l'auditeur qui a compris l'intérêt de changer de place à l'entracte (ce qui ne s'est pas produit vendredi dans prises de bec !), d'affiner sa perception de l'œuvre. Placé cette fois juste derrière l'orchestre central, on a l'impression de découvrir les coulisses du théâtre cosmique qui a pour nom *Gruppen*. Et, comme les jeunes musiciens du Conservatoire de Paris encadrés dans chaque pupitre par leurs aînés de l'Ensemble InterContemporain, on savoure chaque instant avec émerveillement. Auditeur privilégié, Stockhausen paraît également sous le charme et ne sait plus ensuite qui remercier, des trois chefs, des instrumentistes ou des spectateurs qui lui réservent une triomphale ovation.

Pierre Gervasoni

La Baule, au carrefour de la musique et des lettres

MUSIQUE ET LITTÉRATURE, avec Elsa Maurus (mezzo-soprano), Raphaël Oleg et Eric Lacroix (violin), Alban Gerhardt (violoncelle), Jean-Efflam Bavouzet, Philippe Giussano, François Frédéric Guy et Alain Planès (piano), Quatuor Gabriel et Quatuor Prazak, Jean Négroni (néant), Catherine Vigour, Hector Bianciotti et Philippe Sollers (écrivains), Jean-Michel Nectoux (musicologue). Hôtel de l'Herminette, La Baule, les 3, 4 et 5 avril.

Musique et littérature. Ce pourrait être un sujet de composition française si la musique était enseignée à l'école. Mais la France est une contrée bizarre, où l'on peut être tenu pour un honnête homme quand bien même on ignorerait tout de Mozart. D'autant plus bizarre que quelques-uns de ses écrivains sont fascinés par l'art d'assembler les sons, que quelques-uns de ses compositeurs auront réussi à être écrivains en pratiquant la critique musicale. Proust, Berlioz et Debussy ne sont plus là, mais Hector Bianciotti, Philippe Sollers et Catherine Vigour sont bien vivants et ont ac-

cepté d'aller à la rencontre des 400 mélomanes que *Le Monde* et l'Hôtel de l'Herminette de La Baule avaient conviés, avec le partenariat de la SNCF et de la Fondation Sacem, à venir prendre un bain de musique en compagnie d'artistes français, allemands et tchèques choisis par René Martin — inventeur des Fêtes Journées nantaises et du Festival de La Roque-d'Anthéron.

Au programme : six concerts, une causerie littéraire, une conférence et un atelier consacré au texte mis en musique, plus les rencontres improvisées entre musiciens, écrivains et mélomanes. L'avantage de cette formule d'immersion dans un lieu unique tient justement dans la fréquentation sans barrières d'artistes qui, dans un cadre intime, amical, prouvent qu'ils sont des bonshommes comme les autres. Ces rencontres se seront produites, des adresses auront été échangées et l'on aura même vu le patron de l'Orchestre du Luxembourg suivre les concerts avec d'autant plus de passion qu'il avait là réuni une équipe de jeunes musiciens magnifiques dont certains sont certes déjà reconnus — notamment le Quatuor Prazak,

l'un des deux ou trois plus grands quatuors actuels — mais dont d'autres sont à l'orée d'une carrière magnifique.

Il est évidemment difficile d'avoir à parler d'artistes que l'on a invités. En toute sincérité, ils ont été excellents, artistiquement et humainement : l'émouvante Elsa Maurus dont *La Chanson perpétuelle* de Charles Crois et Ernest Chausson était hallucinée de douceur, d'une tenue vocale et d'une justesse d'intonation parfaites ; Alain Planès qui jouait *Dans les brumes* de Janáček avec cette sonorité minérale, drue qui n'est qu'à lui et que l'on se désespère d'entendre trop peu souvent ; Raphaël Oleg dont la *Première Sonate* de Fauré conjugait l'élégance et la passion ; le tout jeune Philippe Giussano dont le *Quatrième Scherzo* de Chopin, liquide, irisé, poétique est un modèle idéal de jeu chopinien ; les Prazak, inapprochables dans le *Deuxième Quatuor* de Janáček... et Philippe Sollers, qui n'est pas mal du tout dans le rôle du pianiste de jazz influencé par Monk, non plus qu'en celui du boue-en-train.

Alain Lompech

SORTIR

PARIS

Djurdjurassique bled Il n'y a qu'un habitant, un seul dans ce « trou » de la Djurdjura, et c'est Mohammed Fellag. Autant dire que le bled est plus animé que le trottoir de chez Tati un samedi après-midi. Nul ne dit plus justement, plus amoureux, la profondeur du mal qui ronge l'Algérie.

Après avoir joué à Paris à bureaux fermés de Noël à la fin du Ramadan (histoire de montrer sa tolérance et son indépendance d'esprit), et effectué un tour de France, il revient au Théâtre international de langue française (TILF) pour un mois et demi. TILF (part de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures et 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. Tél. : 01-40-03-93-95. De 80 F à 130 F.

Le Triomphe de l'amour Un premier coup de force de Roger Planchon avait été, en 1959, de donner un Marivaux (*La Seconde Surprise*) sans poudre de riz, direct, physique, chaud. Nouveau coup de force aujourd'hui : un Marivaux (*Le Triomphe de l'amour*) sans nuance, froid, métaphysique. D'une vigueur superbe. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^e Odéon. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. Durée : 2 h 30. De 30 F à 170 F. Jusqu'au 26 avril.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Flubber de Les Mayfield (Etats-Unis, 1 h 33). L'homme au masque de fer de Randall Wallace (Etats-Unis, 2 h 13). **Jodie Brown** de Quentin Tarantino (Etats-Unis, 2 h 30). **Robbin des mers** de Jean-Pierre Mocky (France, 1 h 20). **Zabur** de Pasquale Scimeca (Italie, 1 h 28).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Delacroix Bibliothèque nationale de France, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. M^e Bourse. Tél. : 01-47-03-81-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 7 avril au 12 juillet. 35 F. **Tan Truong** Galerie Les Singuliers, 138, boulevard Hausmann, Paris 8^e. M^e Saint-Philippe-du-Roule. Tél. : 01-42-89-58-38. De 11 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Samedi sur rendez-vous. Fermé dimanche. Du 7 avril au 5 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. **Orchestre philharmonique de Radio-France** Stravinsky : *Dances concertantes*. Ives : *Three Places in New England*. Berg : *Kammerkonzert*. Guillaume Suter (violin), Laurent Cabasso (piano), Pascal Rophé (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^e Passy. De 12 h 30 à 19 heures. Entrée libre.

Finley Quayle En préface l'émotion live et les vieilles racines du reggae à l'électronique en vogue, ce jeune métré a signé « Maverick A Strike », un disque qui marquera les cœurs. Sur scène, sa voix légèrement fêlée et sa présence brute donnent une belle urgence à la langue des contraires. *Bataclan*, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. 20 heures, le 8. Tél. : 01-47-00-55-22. 148 F.

Louise Forestier Son nom évoque d'abord un souvenir : la voix allée qui accompagnait en 1969 Robert Charlebois sur le titre *Lindbergh*, l'un des « tubes » de la chanson québécoise. Au-delà de ce repère, la chanteuse développait une vraie carrière, semée de jolis succès (*La Prison de Londres*, *Aime mon cœur*, *Je suis au rendez-vous*). Son chant a toujours la même fraîcheur, la même douceur. *La Pépinière Opéra*, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^e Opéra. Les 7, 8 et 9, à 21 heures. Tél. : 01-42-61-44-16. 120 F et 150 F.

Bolo Varis Tiboum Après un premier album en tête à tête, Jacques Bolognesi et Francis Varis changent de formule. Ils vagabondent maintenant en trio avec le percussionniste Pierre « Tiboum » Guignou, dont le souffle rythmique donne un éclairage flatteur au swing de leurs accordéons (nouveau CD Bolo Varis Tiboum Ivry Port/IMP). *Satellite Café*, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e. M^e Oberkampf. Les 7 et 8, à 21 h 30. Tél. : 01-47-00-45-87. 50 F.

Le 7, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. **Quatuor Moziques** Œuvres de Beethoven, Mozart et Haydn. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 75 F à 200 F. **CNDIC d'Angers-l'Esquisse** Joëlle Bouvier, Régis Obadia : *Indes*. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Les 7, 8 et 9, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

Compagnie Blanca Li Stress, pète pas les plombs. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Les 7, 8 et 9, à 20 h 30. Tél. : 01-49-34-67-67. 130 F. **Brad Malkin Trio** New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châtelet-d'Eau. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. **Sylvain Luc, Jean-Marc Jafet, André Coccovelli** Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^e. M^e Châtelet. Le 7, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

DERNIERS JOURS

11 avril : **Moi, quelque'un** d'Isabelle Hère, mise en scène de Bernard Bloch. Théâtre de l'Atalante, 10, place Charles-Dullin, Paris 18^e. Du mardi au samedi, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-11-90. De 50 F à 120 F. **Germania III**, les Spectres du mort-homme de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. Le mardi, à 19 h 30 ; du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F. **Jean Dubuisson** Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6^e. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche. Entrée libre.

THÉÂTRE DU ROND-POINT CHAMPS-ÉLYSÉES

MUSÉE MARCEL MARÉCHAL

du 5 mars au 26 avril 98

Daniel Bélioux - Annie Blanchet
Michel Demiaume - Lisette Maléol
Marcel Maréchal - Mathieu Martichal
Fabrice Michel - Fabienne Pélissier
Fabrice Proust

Molière

amphitryon

mise en scène Marcel Maréchal
décor Roberto Pazzi
costumes Alain Ratifoullet
lumière Jean-Luc Chanaoui
musique François Fayet

Production Théâtre du Rond-Point / Cie Marcel Maréchal

Réservation 01 44 95 96 10
Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées
2 bis av. Franklin D. Roosevelt
75008 Paris

JOURNAL INTIME DES AFFAIRES EN COURS

un film de Denis Robert et Philippe Harel

“Un film dense qui laisse le spectateur en état de choc.”

LES CAHIERS DU CINÉMA

AU CINÉMA LE 8 AVRIL

سكنا في الامل

La presse égyptienne dans le collimateur du gouvernement

Quotidiens et magazines ne pourront plus être imprimés dans les zones franches. Trois journalistes ont été condamnés à des peines de prison, et des dizaines d'autres risquent de subir le même sort

DEPUIS UN MOIS, la presse égyptienne est de nouveau dans le collimateur du gouvernement. Restrictions, interdictions et même arrestations se multiplient. La plus récente mesure a été l'interdiction d'imprimer dans les zones franches tout journal ou magazine, en quelque langue que ce soit. Un décret qui frappe le quart des publications de la vallée du Nil, qui avaient choisi d'être imprimées en zone franche pour résoudre le problème du permis de publier en Égypte.

La loi draconienne qui régit les publications rend quasiment impossible l'obtention d'un permis. Avant cet interdit décrété à la fin du mois de mars, une quarantaine de magazines en arabe et en anglais étaient imprimés dans la zone franche de Nasr-City, à l'est du Caire.

SUR LA TOILE

TÉLÉPHONE VIA INTERNET

La Federal Communication Commission américaine va recommander au Congrès que les entreprises proposant des services de téléphonie longue distance via Internet soient contraintes de payer les mêmes taxes que les compagnies de téléphone traditionnelles. (AR)

HAUT DÉBIT

Le bouquet de chaînes de télévision numérique CanalSatellite (groupe Canal Plus) a lancé des tests de son système d'accès à Internet à haut débit auprès de 200 foyers. Le service sera commercialisé à partir de septembre. Le prix de l'abonnement n'a pas encore été fixé, mais il devrait avoisiner les 150 francs.

PHOTOS DE MARS

Les images de la surface de la planète Mars, envoyées à partir du lundi 6 avril par la sonde spatiale Mars Global Surveyor (MGS), seront affichées sur le site Web de la NASA. Il s'agit de clichés à très haute résolution, montrant des détails de moins de 10 mètres. www.jpl.nasa.gov/mgs/ Site miroir français : www.geoman.net

Aujourd'hui, ces éditeurs sont menacés de faillite et un millier de journalistes, techniciens et ouvriers sont guettés par le chômage. « Nous payons les pots cassés à la place des tabloïds qui ont provoqué la colère du gouvernement », nous a déclaré un éditeur qui a demandé de garder l'anonymat.

Cette colère du gouvernement a éclaté début mars à la suite de la publication par l'hebdomadaire indépendant *Al-Doustour*, imprimé dans une zone franche privée et non à Nasr-City, d'un communiqué attribué à l'organisation extrémiste musulmane El Jamaa islamiya menaçant d'assassiner trois importants hommes d'affaires chrétiens.

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

On attendait depuis quelques semaines la réplique du séisme des régionales, qui a fait basculer à gauche l'île-de-France. Et on l'attendait au cœur du système chiracien, c'est-à-dire à Paris, apparemment épargné par la défaite. Elle s'est finalement produite hier. Et elle a pris la forme d'une offensive éclair de Jacques Toubon contre le maire de la capitale. Une offensive dont l'objet n'était - dans un premier temps au moins - qu'une prise d'option sur la majorité municipale et une mise en tutelle officieuse de Jean Tiberi, mais que la riposte de ce dernier a transformée en guerre ouverte. En coupant les ponts, dans la soirée, avec le



L'information, reprise de manière moins spectaculaire par la revue officieuse *Rose al Youssef*, a provoqué un vaste émoi dans les milieux d'affaires.

La réaction gouvernementale a été brutale. Le président Mubarak est monté en première ligne convoquant à quelques jours d'intervalle

les représentants des milieux d'affaires, puis de la presse. Le rais a violemment dénoncé « les erreurs de la presse jaune » et a même été soutenu par des journalistes d'opposition. Ces derniers considéraient comme de la concurrence « déloyale et dangereuse » des journaux qui vivaient « de photos de femmes dénudées, d'articles de scandale et de chantage ». On avait, en effet, pu voir un journal demander la démission du ministre des *wahls* (biens religieux) parce qu'il est marié avec une femme juive ou un autre successivement accusé un homme d'affaires d'« escroquerie » puis, après la publication d'une pleine page de publicité, le

Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, l'administration Clinton ne fait qu'admettre ce qui était déjà évident depuis longtemps. Les États-Unis ne poussent plus aux condamnations publiques des violations sévères des droits de l'homme commises par la Chine, parce qu'ils estiment que ces critiques nuisent aux relations diplomatiques et commerciales entre Washington et Pékin. Quand ils se rendra en Chine, en juin, M. Clinton devrait saisir l'occasion pour parler directement des droits et libertés que les Américains considèrent comme essentiels, tout comme Ronald Reagan avait ouvertement défilé l'étouffante idéologie en vigueur en URSS lors de sa visite de 1988 à Moscou. La plupart des libertés n'existent toujours pas en Chine.

THE NEW YORK TIMES

En renouant à soutenir la résolution condamnant la Chine, présentée chaque année devant la

présenter comme un « capitaliste patriote ».

L'affaire a donné lieu à des complots de cour. Des milieux gouvernementaux ont tenté de profiter de la colère du rais pour se débarrasser de M. Safout el-Chérif, éternel ministre de l'information, qu'ils ont accusé d'avoir laissé fleurir les tabloïds à condition que ces derniers célèbrent « les grandes réalisations » de son ministère. Aujourd'hui les journalistes sont fortement préoccupés. Trois d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison et des dizaines d'autres risquent le même sort.

Alexandre Buccianti

EN VUE

Dimanche 5 avril, à Chambon-Fougères dans la Loire, une fillette de deux ans, qui avait grimpé sur le rebord d'une fenêtre, au troisième étage d'une immeuble, est tombée en douceur, sans se blesser, dans les bras d'un petit garçon de six ans qui l'attendait en bas pour freiner sa chute.

La justice est si lente qu'un Égyptien sur quatre est actuellement en procès », affirmait Ahmed Al-Sawi, professeur de droit à l'université du Caire, lundi 4 avril, dans le quotidien *Al-Ahram*. La semaine dernière, les archéologues ont déchiffré sur les murs d'une tombe pharaonique, découverte à Saqqarah, l'histoire d'un litige examiné sous le règne d'Horemheb (-1340-1314), réglé à l'époque de Ramsès II (-1298-1235).

Le professeur Othmar Gaber, de l'université d'Innsbruck, qui avait la garde d'« *Hibernatus* », l'homme de l'âge du bronze découvert sur un glacier, en 1991 à la frontière austro-italienne, se rend, chaque semaine, à Bolzano où, après d'âpres contestations, la dépouille a été transférée, pour surveiller la couleur de sa peau, son poids et rajouter, s'il le faut, de la glace pilée.

Quentin Hayes a fait lâcher prise à deux Noirs en colère qui, dans une rue de Londres, l'avaient empoigné et traité de raciste, en entonnant à pleins poumons le grand air du *Barber de Séville*. Le ténor était imprudemment sorti en costume de scène pour téléphoner dans une cabine publique, alors qu'il répétait un rôle de *skinhead* dans un opéra de Leos Janacek.

Après avoir envoyé gratuitement aux jeunes chômeurs de la mousse à raser et du déodorant (*Le Monde* du 28 mars), le gouvernement travailliste leur loue des cravates et des chemises et leur vend à « prix cassé », des réveille-matins « pour éliminer les mauvaises excuses ».

A New York, Douglas Yee, cuisinier, qui s'amusa à interpellier les automobilistes dans les rues de New York au moyen d'une fausse plaque de police, a fini par tomber sur un brigadier en civil, muni d'une vraie plaque, qui l'a mené au poste aussitôt. Peu après, Jason Woolfenden, Néo-Zélandais, avait été conduit dans un commissariat d'Auckland, pour avoir pincé, par méprise, les fesses d'une femme, policier de son état.

David Jones, de Eglin en Floride, victime d'un coup de fusil destiné à une poule d'eau, hémiplégique en fauteuil roulant équipé d'un levier pour actionner la gâchette et d'une fourche pour appuyer le canon, préside une association de chasseurs handicapés, accompagne et guide à la voix des aveugles qui vont tirer des biches en forêt.

Yves Eudes

Christian Colombani

www.netaddiction.com

Une psychologue américaine soigne les « accros » du Net grâce à des consultations en ligne

« AVEZ-VOUS BESOIN d'utiliser Internet de plus en plus longtemps pour éprouver un sentiment de satisfaction ? Avez-vous fait des efforts répétés et infructueux pour diminuer ou arrêter l'utilisation d'Internet ? Avez-vous mis en danger une relation affective, un emploi, des études à cause d'Internet ? Avez-vous menti à votre entourage à propos de l'importance d'Internet dans votre vie ? » En répondant aux vingt questions du formulaire interactif affiché sur le site du Center for Online Addiction (COLA), les internautes peuvent faire le point sur leur situation, et savoir s'ils risquent de devenir des *Net addicts*, ces drogués du Net, qui, chez eux ou au bureau, passent l'essentiel de leur temps devant leur écran, au point de négliger leur « vie réelle », et parfois de ne plus manger ni dormir.

Ce trouble du comportement, observé depuis longtemps dans le milieu des universitaires et des hackers (pirates informatiques), gagne l'Amérique profonde à mesure qu'Internet s'installe dans le grand public. Les cas graves se trouvent



sur les jeux en ligne et les canaux de dialogues en direct, où l'on peut se créer une vie sociale alternative, déchargée des contraintes et des tabous du monde réel. Aujourd'hui, les accros à l'Internet sont assez nombreux pour représenter un nouveau marché.

La fondatrice de COLA, Kimberly Young, psychologue clinique et assistante à l'université de Pittsburgh, s'est spécialisée dans ce créneau. Son site, très documenté, s'adresse aux victimes directes de la « cyber-dépendance », mais aussi aux parents, aux proches ou aux

employeurs. Une fois le formulaire rempli, un dialogue thérapeutique peut s'instaurer entre M^{me} Young et son client, par courrier électronique. La première consultation coûte 30 dollars (180 francs), payables en ligne.

M^{me} Young reconnaît que sa démarche est paradoxale. A première vue, écrit-elle, « offrir une consultation en ligne à un Net addict équivaut à tenir une réunion des Alcooliques anonymes dans un bar ». Mais la contradiction n'est qu'apparente. Tout d'abord, ses clients n'ont pas trouvé près de chez eux de thérapeutes possédant une bonne expérience du problème. Par ailleurs, le but n'est pas d'amener le malade à se priver complètement d'Internet, mais de lui apprendre à maîtriser sa consommation. Enfin, si les séances en ligne se révèlent insuffisantes, M^{me} Young s'occupe de tout : « Après avoir évalué la situation, je peux recommander des traitements supplémentaires ou des médicaments. »

A propos d'images parlantes

par Alain Rollat

IL EST RARE que les professionnels de l'information étalent leurs états d'âme en public. Chacun, en général, préfère s'épancher en famille. Surtout quand il s'agit de débiter des problèmes déontologiques. Il est encore plus exceptionnel, dans le secteur audiovisuel, que les journalistes, chargés d'informer sur l'actualité en la racontant, débattent à l'écran, de façon contradictoire, avec les caméramen qui font le même travail en mettant l'actualité en images. Il ne faut donc pas rater l'occasion de féliciter les deux journalistes de France 2, Michèle Fines, chef adjoint du service des informations générales, et Christophe Airaud, reporter d'images, qui ont eu, dimanche, sur *La Cinquième*, au cours d'un instructif « *Arrière images* », le courage d'exposer, sans se disputer, les divergences qui existent, à l'intérieur de leur rédaction, sur le traitement de cer-

taines images dans les journaux télévisés. Il s'agissait, à partir d'exemples précis, d'un débat sur le traitement visuel des faits divers. A quoi rime de montrer pour la onzième fois, en gros plan, le visage décomposé d'un homme traqué mis en examen pour la onzième fois ? Est-il vraiment utile de diffuser le témoignage d'une fillette sur le viol d'une autre fillette ? L'image d'un présumé innocent filmé menotté, entre deux gendarmes, à l'entrée d'un palais de justice, est-elle autre chose qu'une atteinte flagrante à la présomption de son innocence ? Où finit l'information ? Où commence le voyeurisme ? L'image n'est-elle que le support de l'information ou une information en soi ? Comment illustrer les « affaires » ? Comment faire parler les images sans les solliciter ? Peut-on faire, dans l'urgence, de la bonne télévision sans images ? Etc.

On peut déjà porter au crédit de la télévision publique le fait que ses caméramen revendiquent un droit de regard permanent sur l'utilisation de leurs images dans les journaux télévisés. La clause de conscience n'étant pas faite pour les chiens, l'expression de cette volonté honore tous les artisans de l'information. Mais le moment semble venu d'inclure le traitement des affaires électorales dans la réflexion sur les faits divers. La preuve en est cette image, qu'on n'ose dire parlante, filmée par France 2, lundi, au conseil régional d'Orléans, avant l'élection de M. Sapin, où l'on voit une mystérieuse spectatrice à lunettes, filmée parmi les sympathisants du Front national, sans que cela prouve ses sympathies, demander à brûle-pourpoint, d'un air séduisant, à M^{me} Stibois, qui en rit jaune : « Qu'est-ce qu'on fait s'il passe président ? Il faut le tuer ? »

Abonnez vous au Monde

Recevez *Le Monde* chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes : Vous achetez *Le Monde* chaque jour 7,50, soit au bout d'un an : 2 340. Avec l'abonnement vous ne payez que 1 980, soit :
• une économie de 360,
• un prix au numéro de 6,34.

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1 980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

* Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit : ☐ 801 MD 003

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

| TARIFS HORS FRANCE | | | |
|--------------------|--|-----------------------------------|--------------|
| | Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse | Autres pays de l'Union européenne | USA - CANADA |
| 1 AN | 2 190 F | 2 950 F | 3 800 F |
| 3 mois | 585 F | 780 F | 1 000 F |

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lockroy - 69646 Chantilly Cedex.

VIENT DE PARAÎTRE

LA DIMENSION AFRICAINE DE LA TRAITE DES NOIRS — Pages 16 et 17

LE MONDE diplomatique

Le Kosovo entre massacres et marchandages
(Pages 6 et 7)

IMAGINER UNE AUTRE SOCIÉTÉ

Demain l'économie solidaire

L'effacement d'une partie de la dette publique pour le Togo national et révisé l'ensemble des principes de la coopération internationale. Le dossier de la dette de l'Afrique de l'ouest, sous l'angle des principes de la coopération internationale, est traité dans le dossier "L'effacement d'une partie de la dette publique pour le Togo national et révisé l'ensemble des principes de la coopération internationale".

Néofascisme

Par IGNACIO RAMONET

En attendant, le 20 mars, les élections municipales de la région de l'Union pour la République (UPR) ont été annulées. L'Union pour la République (UPR) a été déclarée illégale par le Tribunal administratif de la région de l'Union pour la République (UPR).



SUICIDE LÉONARD — LA FRANCE — 1998

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

- TRAVAIL**
Pour une refondation de la solidarité nationale (Chantal Euzéby). — Faux emplois et vrai chômage (Anne-Cécile Robert). — Règles de trois et règles de droit (Michel Hasson).
- IRAN**
Troisième mi-temps pour l'équipe nationale de football (Christian Bromberger).
- ITALIE**
Justice « de plomb » (Anne Schimel).

IMMIGRATION

L'islam d'Europe sort de l'isolement (Tarik Ramadan). — Les illusions d'un codéveloppement sans moyens (Charles Condaminas). — Cyclone sur les soutiers du Sud-Est asiatique (Solomon Kane et Laurent Passicousses).

CHILI

Une transition qui n'en finit pas (Sophie Jouineau). — Secousses telluriques, fracture sociale (Alain Moineau).

FEMMES

RU 486 : Tirs croisés contre la pilule abortive (Michèle Aulagnon).

Egalement au sommaire

- LIBAN : Le « miracle » en péril (Georges Corm).
- ÉCOSSE : Une révolution tranquille (Philippe Schlesinger).
- CONFLITS : La crise du Golfe vue de Bagdad (Amnon Kapeliouk).
- ANNIVERSAIRE : Henri Curjel, citoyen du tiers-monde (Gilles Perrault).
- HUMANTAIRE : En toute impunité (Alex de Waal).
- SUFRAGE UNIVERSEL : Une « invention » française (Thomas C. Franck).
- PHOTOGRAPHIE : La deuxième vie de l'image (Edgar Roskis).
- ENSEIGNEMENT : Les sirènes du multimédia à l'école (Philippe Rivière).

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 22 F

| TARIFS | 1 AN | 2 ANS |
|--|-------|-------|
| France (y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*) | 230 F | 418 F |
| Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMIstes sur présentation d'un justificatif, France métropolitaine uniquement) | 200 F | 340 F |
| Etranger | | |
| Voie normale (y compris Union européenne par avion) | 290 F | 538 F |
| Voie aérienne Tunisie | 285 F | 528 F |
| Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc) | 310 F | 578 F |
| DOM, Afrique francophone | 330 F | 618 F |
| Euro-Union, Canada, Moyen-Orient | 350 F | 658 F |
| Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie | 395 F | 748 F |
| TOM | 410 F | 778 F |
| Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande | 435 F | 828 F |

* Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Rép. centrafricaine, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ABONNEZ-VOUS !

● OUI, je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique* pour :

☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

● Je joins mon règlement libellé en francs français de _____ FF, par :

801 MDMQ

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international

☐ Carte bancaire internationale n° : _____

☐ Carte American Express n° : _____

Expire fin : _____

Signature obligatoire :

Bulletin à renvoyer à : *Le Monde diplomatique*, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France

سكيا من الامم

MARDI 7 AVRIL

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Mon oncle d'Amérique ■
Alain Resnais (France, 1980,
125 min).
Cinémas

20.40 Beetlejuice ■
Tim Burton (États-Unis, 1988,
95 min).
RTL 9

21.00 Sac de nouilles ■
Josiane Balasko (France, 1985,
90 min).
Cinéma 2

21.25 Temps sans pitié ■
Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1956,
N., v.o., 105 min).
Cinéma 2

22.15 The Indian Runner ■
Sean Penn (États-Unis, 1991,
125 min).
Cinéma 1

22.35 La Fiancée
de Frankenstein ■
James Whale (États-Unis, 1935, N., v.o.,
70 min).
Arte

22.50 La Mère
du marié ■
Mitchell Leisen (États-Unis, 1951, N.,
v.o., 100 min).
Cinéma 2

23.40 The Mortal Storm ■
Frank Borzage (États-Unis, 1940, N.,
v.o., 105 min).
Cinéma 2

0.00 Août ■
Henri-Georges Clouzot (France, 1991,
90 min).
Cinéma 2

0.20 Justin de Marseille ■
Maurice Tourneur (France, 1934,
N., 95 min).
RTL 9

0.25 Clerks ■
Kevin Smith (États-Unis, 1994,
N., 90 min).
Cinéma 2

0.30 Gilda ■
Charles Vidor (États-Unis, 1946,
N., 110 min).
Cinéma 2

0.50 Salam cinéma ■
Mohsen Makhmalbaf (Iran, 1995,
v.o., 65 min).
Arte

1.25 Citizen Kane ■
Orson Welles (États-Unis, 1940, N.,
v.o., 115 min).
Cinéma 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invité : Mike Ladd. Canal +

19.00 Envoyé spécial, les années 90.
Contrat spés / oreiller. Histoire

20.00 Temps présent. Chronique
d'une élection annoncée. TV 5

20.00 20h Paris Première. Paris Première

21.00 Enjeux - Le Point.
L'Urag. Retrouvailles.
Conducteurs enragés. TV 5

21.00 Le Gai Savoir.
Les dérangeurs, invités : Nadine
Gordimer, Denis Robert, Claire Gallois,
Danielle Mitterrand, Jean Raspail.
Paris Première

21.20 Pulsations. Autisme. RTBF 1

22.00 La France et ses religions. Invités :
André Burguière, Jean Tardieu, Jérôme
Monod, François Lebrun. Histoire

22.35 Bouillon de culture.
Plateau d'anniversaire. Invités :
William Boyd, Fabrice Luchini, Massin,
Erik Orsenna, Jacqueline de Romilly,
Marlyne Desbrières. TV 5

23.00 De l'actualité à l'histoire.
Les Noirs aux États-Unis.
Yves Saint Laurent. Histoire

23.25 La Preuve par trois. Mai 68 à treize
ans, et alors ? Dans l'organisation du
travail. Dans le monde de l'éducation.
Dans nos modes de vie. France 3

0.55 Les Grands Entretiens du Cercle.
Invité : Arroyo. France 2

DOCUMENTAIRES

18.05 Le Britannic, jumeau oublié
du Titanic. Odysée

18.25 Derniers voyages. Jan Palach,
mourir pour la liberté. Planète

20.00 Les Indiens d'Amérique racontés
par eux-mêmes. Le nord-est.
Premiers contacts. Histoire

20.35 Dinosaur. [4/4]. La disparition
des dinosaures. Odysée

20.45 Corpus Christi.
[3/3]. Temple. Arte

21.00 Les Kennedy : Destin tragique
d'une dynastie. [1/3]. Orages du destin. Histoire

21.00 Les Chemins de la musique :
Glenn Gould, [1 et 2/4]. Muzik

21.40 Le Vivant et l'Artificiel. Arte

22.00 Radioactivité. [1/2]. Pour le meilleur
et pour le pire. Planète

22.15 Vu Qu'ang. Les secrets
de la forêt tropicale. Odysée

22.40 Les Chemins de la musique :
Glenn Gould, [3 et 4/4]. Muzik

22.55 Le Front de l'est. [1/4]. La marche
sur Stalingrad. Planète

23.30 Mathias, le procès des gangs. TSR

23.45 L'Homme-cyborg. Arte

SPORTS EN DIRECT

21.00 Boxe. Poids lourds.
Antonio Palatts (Fr.)
Samuel Mbembi (Fr.). Eurosport

2.05 Basket NBA. Atlanta Hawks
- New York Knicks. Canal +

MUSIQUE

19.24 Soirée Glenn Gould. Muzik

21.45 Répères : Manuel De Falla. Mezzo

22.30 Roméo et Juliette. de Berlioz.
Concert enregistré à Munich. Mezzo

0.35 Zarzuela : Gigantes & Cabezones. Muzik

THÉÂTRE

23.05 On purge Bébé. Pièce de théâtre.
Georges Feytaud. Mise en scène.
Raymond Gérôme. Festival

TÉLÉFILMS

20.30 La Corde au cou.
Marcel Mousy [1/2]. Festival

21.00 Une voix en or.
Patrick Volson [2/2]. France 2

22.13 Miroir, miroir. Denis Berry. 13^e Rue

22.15 Les Proies de la femme caméléon.
Fleming B. Fuller. RTL 9

22.30 Cauchemar en plein jour.
O. Lou Antonio. M 6

SÉRIES

18.35 Chicago Hospital :
La Vie à tout prix.
La Jument et le tueur obses. RTL 9

19.25 Deux flics à Miami.
La belle et la mort. 13^e Rue

20.13 New York Undercover.
Jeune, belle et morte.
Situation explosive. 13^e Rue

20.55 Ally McBeal.
The Attitude (v.o.). Téva

21.30 Twin Peaks. Ep. n° 26.
Série Club

22.25 Scénario.
La collecte des dons. Canal Jimmy

22.50 The Lazarus Man.
Le cavalier sans nom. Canal Jimmy

23.10 Perry Mason. Baiser mortel. TF 1

23.15 Star Trek. La nouvelle génération.
Le meilleur des deux mondes. Canal Jimmy

23.50 Galactic.
Voyage dans le temps [1/3]. 13^e Rue

NOTRE CHOIX

● 19.24 Muzik

Trente-deux films courts
sur Glenn Gould
En ouverture d'une soirée dédiée
au célèbre pianiste disparu le 3 oc-
tobre 1982, le « portrait » qu'en a
tracé le jeune cinéaste québécois
Francis Girard en 1992 - un por-
trait éclaté en trente-deux courts
métrages, dont le découpage suit
de près les *Variations Goldberg*,
dans lesquelles Bach avait décliné
trente-deux fois le thème Gold-
berg, et dont Glenn Gould avait
fait son œuvre de prédilection. Un
beau film où ce musicien singulier,
incarné par Colm Feore, s'exprime
sur son métier et sur des événe-
ments précis (notamment sa der-
nière apparition sur scène, à Los
Angeles en 1964), et qui rebondit
sur des témoignages de proches,
de serviteurs, d'artistes... Trente-
deux vignettes qui balaient avec
une grâce amusée le champ des
activités de l'interprète-critique-
homme de radio qui mit fin à sa
carrière scénique à trente-deux
ans pour se consacrer au disque.
Surtout la *Partita* n° 6, de Bach,
interprétée par le virtuose, et les
trois volets des « Chemins de la
musique » consacrés à Glenn
Gould par Bruno Monsiegeon.

● 0.00 Cinéma 2

Adit
A l'Arche de la Défense, dans la
chaleur du mois d'août, un jeune
homme qui vient de perdre son
emploi est quitté par sa
compagne. Il participe à un coup
qui tourne mal. Réalisée en 1991
par Henri Herré, une libre adapta-
tion, dans le contexte social du Pa-
ris d'aujourd'hui, d'une pièce
d'Odou von Horvath. Une dérive
sommabulique, un vrai talent de
mettre en scène, une interpréta-
tion remarquable. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.20 Touché, gagné !
19.00 Le Bigli.
19.50 Météo.
20.00 Journal, l'image du jour.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Bodyguard ■
Film. Nick Jackson.
23.10 Perry Mason.
Baiser mortel.
0.55 Formule foot.

FRANCE 2

18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.55 Météo.
20.00 Journal.
Le Monde de la Coupe.
20.45 À l'école.
21.00 Une voix en or.
Téléfilm [2/2]. Patrick Volson.
22.40 Diva ■
Film. Jean-Jacques Beineix.
0.40 Journal, Météo.
0.55 Les Grands Entretiens du Cercle.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fais si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Ce soir, on passe à la télé.
22.55 Météo, Soir 3.
23.25 La Preuve par trois.
Mai 68 à treize ans, et alors ? Dans
l'organisation du travail. Dans le
monde de l'éducation. Dans nos modes
de vie.
0.25 Musique olympique.
0.50 Rencontres à XV.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Tenue correcte exigée ■
Film. Philippe Lioret.
22.15 Jour de fou.
23.00 Le Cauchemar de Freddy.
Film. Renny Harlin.
0.35 Basket-ball.

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. A votre santé.
20.00 Archimède.
20.30 1/2 Journal.
21.35 Soirée thématique.
La vie artificielle.
21.40 Le Vivant et l'Artificiel.
22.35 La Fiancée de Frankenstein ■
Film. James Whale (v.o.).
23.45 L'Homme-cyborg.
0.50 Salam cinéma ■
Film. Mohsen Makhmalbaf (v.o.).

M 6

18.55 Lois et Clark.
19.50 et 20.20 Rap.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décochages info. E = M 6 junior.
20.50 Les Piégers du mardi.
21.40 Les Piégers du monde.
22.30 Cauchemar en plein jour.
Téléfilm O. Lou Antonio.
0.25 Capital.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique.
Le violon, ange de la séduction. 2.
20.30 Agora. Joëlle Rostkowski
(La Conversion inachevée.
Le Indes et le christianisme).
21.00 Poésie studio.
Jacques Roubaud et Emile Nelligan.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magiques.
Quelques figures de l'hospitalité.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert de clôture. Musica.
Donné en direct de la Cité de la
musique, par l'Orchestre européen
des Conservatoires, dir. Johannes
Leutewitz. Œuvres de Mozart, Haydn,
Barber, Tchaïkovski.
22.30 Musique pluriel.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Kandinsky
et les couleurs de la musique.
22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres
de Haydn, Beethoven, Brahms.

FILMS DE LA SOIRÉE

13.10 Sac de nouilles ■
J. Balasko (Fr., 1985, 85 min). Cinéma 2

14.00 Pot-Bouille ■
Julien Duvivier (France, 1957,
N., 115 min). Cinéma 2

14.30 Nos plus belles années ■
Sydney Pollack (États-Unis, 1972,
115 min). Cinéma 2

15.10 L'Étrange Noël de Mr Jack ■
Tim Burton et Henry Selick
(États-Unis, 1993, 75 min). Cinéma 1

16.40 Une étrange affaire ■
Pierre Granier-Deferre (France, 1981,
105 min). Festival

19.20 My Own Private Idaho ■
Gus Van Sant Jr (États-Unis, 1991,
100 min). Cinéma 2

20.30 Citizen Kane ■
Orson Welles (États-Unis, 1940, N.,
v.o., 120 min). Cinéma 2

20.30 Last Seduction ■
J. Dahl (EU, 1993, 110 min). Cinéma 1

22.00 Le Sauvage ■
Jean-Paul Rappeneau (France, 1975,
110 min). Cinéma 2

22.35 L'Homme aux abois ■
Byron Haskin (États-Unis, 1948, N.,
v.o., 95 min). Cinéma 2

0.15 La Bible de néon ■
Gus Van Sant Jr (Grande-Bretagne -
États-Unis, 1994, 85 min). Canal +

0.25 The Mortal Storm ■
Frank Borzage (États-Unis, 1940, N.,
v.o., 105 min). Cinéma 2

0.35 Border Line ■
Danielle Dubroux (France - Suisse,
1991, 90 min). Cinéma 2

1.15 Le Ballon blanc ■
Byron Haskin (Iran, 1995, v.o.,
110 min). Arte

4.25 Généralités d'un crime ■
R. Ruiz (Fr., 1997, 110 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

12.30 Tout va bien.
Revue de pub : le casting dans
la publicité. Invités : Gérard Jugnot
et Jean-Claude Dreyfus. Canal +

15.00 Débats publics.
Question de rythme. La Cinquième

16.00 De l'actualité à l'histoire.
Les Noirs aux États-Unis.
Yves Saint Laurent. Histoire

17.00 Le Gai Savoir. Les dérangeurs.
Avec Nadine Gordimer, Denis Robert,
Claire Gallois, Danielle Mitterrand,
Jean Raspail. Paris Première

17.20 Le Club.
Invité : Jacques Rouffio. Cinéma 2

18.00 Stars en stock. Ingrid Bergman.
Mano Brandao. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invité : le groupe Pulp. Canal +

19.00 Rive droite,
rive gauche. Paris Première

20.00 Savoir plus santé. L'infarctus.
Invités : le professeur Beaufils,
le docteur Loïc Capron. TV 5

20.10 20h Paris Première. Paris Première

20.10 Souplesse.
Toutes les ventes sont belles.
T'as pas cent balles. RTBF 1

20.50 France Europe Express.
L'avenir du ballon rond en Europe.
Invités : Robert Pirès, Jacques Thibaut,
Jean-Marie Weber, Jean-Marc Bosman
et maître Dupont. France 3

20.55 Combien ça coûte ?
Émission spéciale bonnes affaires.
Invités : Michèle Carca,
Gérard Jugnot, Martin Lamotte. TF 1

21.00 Envoyé spécial, les années 90.
Le stress. Eau secour. Histoire

21.00 Paris modes. Paris Première

21.45 La Vie à l'endroit.
Les animaux superstars. France 2

23.00 Le Magazine de l'histoire. Avec
Mona Ozouf, Guillemette de Saingnès,
Denis Roche, Gérard Unger. Histoire

23.10 52 sur la Une.
Les routiers du fleuve. TF 1

23.15 Un siècle d'écrivains.
Jacques Audibert, des tonnes
de sémence. France 3

0.10 Le Canal du savoir.
L'Édit de Nantes : un compromis.
Paris Première

0.35 Le Cercle du cinéma.
Avec Marie Trémignant, Pierre
Salvadori, Tony Gault, etc. France 2

DOCUMENTAIRES

17.45 L'Essence de la vie.
[1/4]. L'eau, principe vital. Odysée

18.30 Répères : Manuel De Falla.
Quand le feu embrase. Mezzo

18.30 Le Monde des chevaux.
Le cheval de ranch. Odysée

19.00 Arctique. Univers mouvant
des glaces. [2/3]. Odysée

19.30 Le Britannic.
Jumeau oublié du Titanic. Odysée

19.35 Derniers voyages. Jan Palach,
mourir pour la liberté. Planète

20.00 Au cœur de la nuit.
La chouette et le hérisson. Arte

20.25 Allez, les wouidus. Odysée

20.30 Variations : L'Indonésie.
Ramayana, des dieux, des hommes
et le singe blanc. Langen Mandras. Mezzo

20.35 Les Mbuti.
pygmées du Zaïre. Planète

20.45 Corpus Christi.
[2/3]. Barabbas. Arte

20.55 Femmes d'Afrique. Téva

20.55 Himalaya.
[1/4]. La vallée des dieux. Odysée

21.30 Femmes de tous
les continents. Téva

21.45 Musica. Karole Armitage,
Wild Ballerina. Arte

21.50 L'Ouest Américain. [2/3].
La construction d'un empire. Planète

22.00 Les Indiens d'Amérique
racontés par eux-mêmes.
Le Far-West. Histoire

22.30 Dinosaur. [4/4]. La disparition
des dinosaures. Odysée

22.40 Musica. Chinoiserie.
Mathilde Monnier, Louis Scavias. Arte

22.40 Danse : William Forsythe,
danseur et chorégraphe.
Solo. From a Classical Position.
Blue Yellow. Ballet. Mezzo

23.10 A la découverte de Mozart.
L'enfant de l'Europe. Muzik

23.15 Profil : Le Continent K.
Agota Kristof, écrivain d'Europe. Arte

23.35 Le Grand Secret
des Templiers. TSR

0.05 Le Front de l'est. [1/4]. La marche
sur Stalingrad. Planète

0.15 La Lucarne : Well Done. Arte

0.55 The Yardbirds. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

15.00 Cyclisme. Gand - Wevelgem.
En Belgique. Eurosport

16.05 Cyclisme. Gand - Wevelgem.
En Belgique. France 3

20.30 Football.
D1 : Marseille - Paris-SC. Canal +

DANSE

21.00 Giselle. Ballet. Muzik

22.30 Danse : William Forsythe,
danseur et chorégraphe.
Solo. From a Classical Position.
Blue Yellow. Ballet. Mezzo

MUSIQUE

17.55 New Sounds of Jazz.
Concert. Montreux 96. Muzik

19.00 Alfred Kraus et Renato
Brunson à Lugano. Muzik

19.45 Répères : Manuel De Falla. Nuits
dans les jardins d'Espagne. Mezzo

19.45 Portrait
de la Russie classique. Muzik

21.55 Louise Attaque.
Saint-Malo 1997. Paris Première

0.10 The Romantic Guitar. Muzik

THÉÂTRE

22.35 Reviens dormir à l'Élysée. De
Jean-Paul Rostand et Claude Olivier.
Mise en scène. Michel Roux. TV 5

TÉLÉFILMS

20.40 Bébé désé. Michael Rhodes. RTL 9

21.00 Meurtres sans risque.
Christiane Spiero. France 2

SÉRIES

17.30 Docteur Quinn, femme médecin.
La fin du monde. Série Club

17.35 Magnon. Le dieu poison. KTF 1

17.50 Hartley, coeurs à vif. France 2

18.00 Ally McBeal. Téva

18.35 Chicago Hospital :
La Vie à tout prix.
Une mort digne. RTL 9

19.10 Bonanza. La mission. Série Club

19.25 Deux flics à Miami.
La vedette du rock'n'roll. 13^e Rue

20.13 Alfred Hitchcock présente.
Vision du passé. 13^e Rue

20.30 Star Trek, la nouvelle génération.
Le meilleur des deux mondes. Canal Jimmy

22.20 Brooklyn South.
Tears on My Willow (v.o.). Série Club

22.45 Spin City. Ma vie
est une série télé (v.o.). Canal Jimmy

23.45 Father Ted. Ah les filles ! (Ah les filles !)
Canal Jimmy

0.10 New York Police Blues. Une mère
dominée (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 23.15 Arte

« Profil »

Le Voyage immobile

VISAGE DE MARMOTTE ré-
veille derrière de grandes lunettes
qu'elle ne cesse de remonter au fil
de la conversation, Agota Kristof
parle de ses livres avec une mo-
destie pleine d'assurance, comme
si elle n'y avait elle-même pas ac-
cès : « Je ne peux pas les analyser...
d'ailleurs je ne me relis jamais... »
Histoire à rebours, histoire d'un
retour, Agota Kristof revient en
Hongrie, dans la ville de son en-
fance qu'elle a quittée en 1956. Il y
a des choses discutables dans
Le Continent K, Agota Kristof, écri-
vain d'Europe, d'Eric Bergkraut, les
mornes images d'illustration
chaque fois que la caméra lâche
l'écrivain tandis qu'une voix off lit
des passages de ses livres. Mais ce
sont finalement des détails par
rapport à ce que le film révèle sur
cette femme qui dénie tout mys-
tère.

Et pourtant. Fille d'instituteur,
communiste convaincue au début,
elle a fui son pays, au péril de sa
vie, par amour pour un homme (sa
relation avec les hommes est d'ail-
leurs surprenante, « cynique peut-
être », comme elle l'avoue elle-
même), et est arrivée en Suisse, où
elle a d'abord travaillé comme ou-
vrière dans une usine d'horlogerie.
Les cadences sont infernales, les
suicides font pour ainsi dire partie
du quotidien, mais elle déclare :
« Je préférais ça à être vendeuse.
C'était monotone mais ça me
convenait : je pouvais rêver. » Ses
livres, ces mensonges comme elle
dit, elle les écrit partout, sauf de-
vant sa table de travail, qui n'est
pas le vrai lieu de la création, sim-
plement une mise sur papier.

L'avantage quand on a appris
une langue étrangère tard, même
si on la manie bien, même si « tout
se transforme, se déforme à cause
des mots », c'est qu'on reste vigi-
lant. Avec des phrases simples,
Agota Kristof, la déracinée, nous
dit des choses essentielles, loin de
tout sentimentalisme. Elle voulait
écrire sur la Suisse, elle a écrit sur
tout autre chose. Quatre romans
depuis 1981. Elle se sent d'ailleurs
toujours une étrangère dans ce
pays, sauf chez elle, dans son ap-
partement, d'où elle sort peu. « Je
n'ai pas de vie sociale », reconnaît-
elle dans la fumée d'une cigarette.
« Si l'on écrit, on ne peut pas vivre
vraiment. »

Pierre Deshusses

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Les Vacances de l'amour.
15.45 Cinq sur 5 !
16.40 Targem.
17.15 et 0.40 CD Tubes.
17.20 Sydney Pollack.
18.20 Touché, gagné !
19.00 Le Bigli.
19.50 Ushuaïa.
20.00 Journal, Météo.
20.25 Combien ça coûte ?
Émission spéciale bonnes affaires.
23.10 52 sur la Une. Les Routiers du fleuve.
0.15 Minut sport.

FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 L'Enquêteur.
15.45 Targem.
16.00 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.25 Sauvés par le gong.
17.40 Un livre, des livres.
17.50 Hartley, coeurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.25 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 20.55 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.30 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Meurtres sans risque.
Téléfilm. Christiane Spiero.
22.45 La Vie à l'endroit.
Les animaux superstars.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Le Cercle du cinéma.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.20 Va savoir.
14.50 Questions au gouvernement.
16.05 Combien ça coûte. Caré-Nevegem.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.45 Météo.
20.25 Pa si le champion.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consom'ag.
20.50 France Europe Express.
L'avenir du ballon rond en Europe.
22.45 Météo, Soir 3.
23.15 Un siècle d'écrivains.
Jacques Audibert,
des tonnes de sémence.
0.00 Cinéma étoiles.

CANAL +

13.35 Décade pas Bunny.
14.25 C. Cléo.
16.10 Surprises.
16.25 Les Simpson.
16.50 Cinq parts de bonheur.
Téléfilm. Sarah Hellings.
► En clair jusqu'à 20.30
18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Marseille - PSG.
22.35 The Van ■
Film. Stephen Frears (v.o.).
0.15 La Bible de néon ■
Film. Terence Davies.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.
13.30 et 17.30 100 % question.
14.00 Corpus Christi. Procès.
15.00 Débats publics. Question de rythme.
16.00 L'Étoffe des ados.

16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 C'est la vie.
18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Au nom de la loi. Le monstre

Retour de morale

par Pierre Georges

LA GAUCHE nationale se fissure. La droite parisienne se déchire. Et il pleut d'abondance sur ce champ de larmes. Trois nouvelles absolument réjouissantes pour débiter la journée. Sans même parler des palinodies, contorsions, accommodements, alliances, trahisons, ralliements qui président toujours aux élections, ici et là, dans les conseils régionaux.

Donc, la gauche, cette gauche si bellement « plurielle » en son miroir qu'elle s'en émerveille chaque matin au lever, commence à se trouver bien des défauts ce printemps. Ou plutôt diverses composantes dénoncent le fonctionnement du tout. Au motif, parfaitement classique, que le « tout » est certes pluriel, mais insuffisamment de gauche.

C'est une sorte de seconde nature, de manie presque, dans la gauche, même au pouvoir, surtout au pouvoir, que de procéder sans cesse à cette révision générale des comportements et choix politiques. La gauche pratique la course à la gauche. Comme d'autres la course à la mer. Elle se divise, se ressoude, se redivise, se re-ressoude. Elle fait son propre tri immémorial entre « vraie » et fausse gauche, entre « gauche morale » et gauche « réaliste », ou sociale-démocrate, dite autrefois « deuxième gauche », comme l'on dirait d'un véhicule ou d'un idéal de seconde main.

La gauche débat en marche avec cet art si particulier qu'elle a d'instruire en permanence son propre procès, de désigner ses propres ennemis intérieurs. Elle excelle à s'autoflageller en place publique, ses minorités mettant sa majorité en procès faute de pouvoir la mettre en minorité. La

gauche de la gauche tient cette dernière en suspicion permanente et presque en garde-à-pensée ou commissariat des idées, dans la certitude où elle est que le pouvoir polit ces idées comme galet.

Vieux classique du genre. Encore faut-il trouver le prétexte ou l'homme qui symbolise le mieux cette urgence interpellative. La « vraie gauche » s'est découverte un déserteur de choix : Jean-Pierre Chevènement. Issu de son propre camp et pourtant retourné par le pouvoir, comme on l'est par l'ennemi. Est-ce la fonction qui engendre le réalisme ? En tout cas, voici le patron du Mouvement des citoyens tenu désormais pour un clone de Pasqua ou de Jean-Louis Debré, suspecté, crime des crimes, d'être en voie de « légalisation » pour ce qu'il dit et fait sur l'insécurité, sur les sans-papiers, sur l'immigration. C'est absurde, bien sûr. Mais le soupçon est là, l'acte d'accusation déjà dressé : il dit des choses horribles, abominables. Des choses en somme de ministre de l'Intérieur.

A droite, à Paris, le souci est moindre si la guerre s'annonce féroce. Des conjurés conduits par Jacques Toubon ont décidé d'avoir la peau de Jean Tiberi. C'est dire si eux-mêmes se drapent désormais dans la confortable étoffe d'une droite parisienne « morale » pour organiser la révolte contre ce suzerain encombrant. Jean-sans-terre Tiberi, dans cette cérémonie expiatoire, portera un vaste chapeau. Bien mieux qu'il ne porta la couronne. A-t-il fait pire que les autres, lui, ses électeurs fantômes et sa parentèle encombrante ? Là n'est pas la question. Jean Tiberi a une magnifique tête de l'emploi. A jeter après emploi.

Le chômage continue de baisser en Allemagne

POUR LE TROISIÈME MOIS CONSÉCUTIF, le chômage en Allemagne a légèrement diminué en mars. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi était de 4,414 millions, soit 2 000 de moins qu'en février, a annoncé, mardi 7 avril, l'Office fédéral du travail. En données non corrigées, il touchait 12,1 % de la population active, contre 12,6 % en février. Par ailleurs, les statistiques sur les commandes de l'industrie confirment la reprise tant attendue de la demande intérieure allemande. Grâce à de gros contrats, le volume des entrées de commande est resté, en février, à un haut niveau, selon une estimation du ministère de l'économie. Ces chiffres confortent le pronostic d'une croissance 1998 qui ne serait plus uniquement portée par les exportations, comme en 1997. L'inflation a baissé en mars de 0,2 % par rapport à février. Sur un an, le taux est de 1,1 %, le plus bas depuis 1991, selon l'Office fédéral des statistiques. — (AFP, Reuters.)

« André le Magnifique », principal lauréat des Molières 1998

LES 12^{ES} MOLIERES ont été décernés, lundi 6 avril, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, en présence de Catherine Trautmann, ministre de la culture. La cérémonie a été retransmise en direct sur France 2. Le prix Nobel de littérature 1997, le dramaturge italien Dario Fo, présidait la soirée. Les principaux spectacles et acteurs récompensés sont les suivants. Meilleur spectacle de création : le spectacle collectif *André le Magnifique* (Tristan Bernard). Meilleur spectacle du répertoire : *Les Fourberies de Scapin*, de Molière (Comédie-Française). Meilleur comédien : Dominique Blanc, dans *Moïse de poupée*, d'Ibsen (Théâtre de l'Odéon). Meilleur comédien : Michel Bouquet, dans *Les Coléoptères*, de Bertrand Blier (Porte-Saint-Martin). Meilleure comédienne dans un second rôle : Geneviève Casile, dans *Bel ami*, de Maupassant (Théâtre Antoine). Meilleur comédien dans un second rôle : Maurice Barrier, dans *Douze hommes en colère*, de Réginald Rose (Marigny et Renaissance). Meilleur auteur : *André le Magnifique*. Meilleur adaptateur d'une pièce étrangère : Attila Guedi et Stephan Meldegg, pour *Papillon*, du Britannique Ben Elton (La Bruyère). Meilleur metteur en scène : Jean-Louis Benoît, pour *Les fourberies de Scapin*, de Molière. Révélation théâtrale féminine : Isabelle Candelier, dans *André le Magnifique*. Révélation théâtrale masculine : Nicolas Vaude, dans *Château en Suède*, de Françoise Sagan (Saint-Georges). Meilleure pièce comique : *André le Magnifique*.

DÉPÊCHES

■ **ESPACE** : l'arrêt d'un moteur servant à orienter la station spatiale Mir a contraint, lundi 6 avril, les deux cosmonautes russes à y retourner plus tôt que prévu, sans avoir pu terminer les réparations qu'ils effectuaient dans l'espace. Talgat Moussabaïev et Nikolai Boudarine préparaient le futur remplacement de ce moteur quand, soudain, ce dernier est tombé en panne de carburant. Les deux hommes sont alors rentrés dans la station pour mettre en route un moteur de remplacement. — (AFP, Reuters.)

■ **BOURGOGNE** : au premier tour de l'élection du président du conseil régional, mardi matin 7 avril, Eugène Teissière (PS) a obtenu 24 voix et Jean-François Bazin (RPR), candidat à titre personnel, 4. Il y a eu 2 bulletins blancs. Le président démissionnaire du conseil régional, Jean-Pierre Soisson (app. UDF), ne s'est pas présenté. Les 9 élus Front national et les 18 élus de droite n'ont pas participé au vote.

Tirage du Monde daté mardi 7 avril : 512 014 exemplaires.

Un médicament peut prévenir l'apparition du cancer du sein

Les spécialistes américains concluent à un « tournant historique »

CONDUITE sous l'égide de l'Institut national américain du cancer (NCI), l'une des plus importantes études de prévention jamais organisées conclut à l'efficacité d'un médicament — le tamoxifène — administré à des femmes saines mais connues pour être à haut risque vis-à-vis du cancer du sein. Cette étude, qui a coûté 68 millions de dollars, a débuté en 1992, réuni 13 000 femmes aux États-Unis et au Canada. La moitié d'entre elles ont reçu une substance chimique inactive — ou placebo — et l'autre moitié, le tamoxifène. Cette molécule dotée d'une forte action « anti-hormone » est depuis longtemps connue pour son efficacité dans la prévention de l'apparition d'un cancer du sein chez les femmes ayant déjà souffert de cette lésion. C'est ce qui avait conduit à proposer son utilisation, à des fins préventives, chez les femmes présentant, pour des raisons génétiques notamment, un risque élevé de souffrir de ce cancer.

Soulevant plusieurs questions éthiques, différents projets expérimentaux avaient été bâtis sur ce thème au début des années 90 (*Le Monde* du 2 septembre 1992). Très attendues des spécialistes, les conclusions américaines sont les premières à fournir des résultats positifs et, a priori, prometteurs. Ainsi, dans le groupe « placebo », 154 femmes ont développé un can-

cer du sein, alors que dans le groupe « tamoxifène », elles n'ont été que 85, soit une diminution de 45 %. Ces résultats sont apparus si encourageants que les responsables de l'étude ont décidé d'y mettre un terme plus tôt. C'est ainsi que toutes les femmes participant à cette étude pourront désormais prendre du tamoxifène.

« Il s'agit de la première étude à travers le monde montrant qu'une molécule peut réduire l'incidence du cancer du sein », soulignent les responsables de ce travail. C'est aussi la première fois dans l'histoire qu'une étude montre que le cancer du sein peut non seulement être traité, mais aussi évité. « C'est un tournant historique dans notre approche » de la maladie, a pour sa part déclaré Leslie Ford, directeur adjoint du NCI, soulignant qu'une prévention était désormais possible.

PRUDENCE DU CÔTÉ FRANÇAIS

Faut-il partager un tel enthousiasme ? Les spécialistes français interrogés par *Le Monde* estiment qu'il faudra avant tout examiner dans le détail les résultats américains. Ils ne cachent pas non plus une certaine réserve devant les extrapolations faites des aujourd'hui outre-Atlantique. « Il est à mes yeux beaucoup trop tôt pour être en mesure de conclure », nous a déclaré Annie Sasso (Centre Inter-

national de recherches sur le cancer, Lyon). Sans doute les premiers résultats observés aux États-Unis et au Canada sont-ils rassurants et, d'un certain point de vue, encourageants. Mais, en toute hypothèse, il est beaucoup trop tôt pour envisager de prescrire dès maintenant du tamoxifène à visée préventive chez les femmes présentant un risque élevé de cancer du sein. Nous ne disposons pas d'assez de recul, et seul le suivi des femmes ayant participé à cette étude permettra de conclure quant aux effets secondaires potentiellement graves liés à l'utilisation de cette molécule, au premier rang desquels le cancer du corps de l'utérus et des accidents vasculaires. »

Cette prudence est pleinement partagée par le professeur Frédéric Rustann (service d'endocrinologie et médecine de la reproduction, hôpital Necker, à Paris), qui souligne les dangers potentiels d'un tel « effet d'annonce ». L'efficacité impose aussi un nouveau calcul des bénéfices attendus et des risques connus. Les responsables de l'étude américaine estiment il y a quatre ans que la prévention, grâce au tamoxifène, de 120 à 125 cas de cancers du sein était de nature à induire entre 58 et 80 cancers du corps de l'utérus, une lésion plus facile à diagnostiquer précocement et à traiter efficacement.

Jean-Yves Nau

La France et la Chine sont satisfaites de leur dialogue sur les droits de l'homme

« NOUS sommes parvenus à une identité de vues » sur la question des droits de l'homme. En sortant de l'Elysée, après une rencontre avec Jacques Chirac, le nouveau premier ministre chinois, Zhu Rongji, en visite officielle en France, a fait, lundi 6 avril, cette brève et étonnante déclaration. Non seulement la « question taboue » a été évoquée, mais elle l'a opposé par la voix de son porte-parole, M. Chirac a été plus prudent. Le président français serait simplement « heureux de l'évolution des choses » en Chine dans ce domaine.

Paris attribue les « progrès » accomplis par Pékin « au dialogue constructif, qui a produit d'heureux résultats ». La signature par la Chine, en 1996, du pacte de l'ONU sur les droits économiques et sociaux est citée en exemple. Le chef du gouvernement chinois se serait aussi engagé, sans donner de date, à ce que son pays signe le pacte de l'ONU sur les droits de

l'homme (droits civils et politiques). De son côté, le premier ministre français, Lionel Jospin, a « salué », lors d'un dîner au Quai d'Orsay, « l'attitude ouverte » du gouvernement de Zhu Rongji et sa « volonté indéniable » de « promouvoir l'état de droit en Chine ». « Dans le monde, nous voulons avant tout convaincre », a poursuivi le premier ministre, estimant que « le meilleur moyen d'y parvenir reste la coopération et le dialogue constructif ».

Bref, malgré une certaine prudence, les autorités françaises jugent que le régime communiste chinois est sur la bonne voie — celle de l'état de droit, voire de la démocratie — et s'en attribuent presque le mérite.

Seule ombre au tableau, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jack Lang, a « constaté », dans un communiqué, « que la répression des forces de sécurité chinoises se poursuit », citant notamment la brève interpellation, samedi à

Pékin, du dissident Xu Wenli. Par ailleurs, huit membres de l'association Reporters sans frontières ont été brièvement interpellés, lundi, par la police devant l'hôtel parisien où le premier ministre chinois rencontrait des chefs d'entreprise. Reporters sans frontières manifestait pour demander la libération d'une journaliste chinoise, Gao Yu, emprisonnée pour « divulgation de secrets d'Etat ».

L'essentiel des conversations entre M. Zhu et ses interlocuteurs français a porté sur les relations économiques, sans qu'aucune percée n'ait été annoncée. Les Français sont notamment sur les rangs pour l'extension du métro de Shanghai, la construction de réacteurs nucléaires, d'un TGV Pékin-Shanghai et d'un avion sino-européen de 100 places (malgré les doutes d'Airbus sur sa rentabilité).

A en croire les discours officiels, il y aurait plus que les contrats. « La Chine et la France combattent l'hégémonie, préconisent un monde multipolaire [...] et contribuent à instaurer un nouvel ordre international équitable et rationnel », a déclaré Zhu Rongji. Le « partenariat global pour le XXI^e siècle », mis en place entre Paris et Pékin en mai 1997 par Jacques Chirac, viserait à mettre fin à la domination des États-Unis sur la vie internationale. Souhaitant à son tour un « monde nouveau bâti sur la multipolarité », M. Jospin a, lui aussi, prôné, grâce à la Chine, « un rééquilibrage des relations internationales ».

Jean-Baptiste Naudet

M. Mandela écarte le chef blanc de l'armée sud-africaine

JOHANNESBURG de notre correspondant. Devançant son vraisemblable limogeage par le président Nelson Mandela, le chef de l'armée sud-africaine, le général Georg Meiring, a démissionné lundi 6 avril, sous le soupçon d'avoir orchestré une opération de désinformation attribuée à la vieille garde conservatrice des forces de sécurité. « Il y a des éléments dans l'armée qui ne sont pas loyaux au gouvernement et qui essaient de défendre le statu quo. Mais nous sommes en mesure de répondre à toute tentative de leur part, de manière rapide et décisive », avait prévenu le chef de l'Etat, peu avant la décision du

général Meiring. Le chef de l'Etat a accepté « avec regret » la démission du général Meiring, bien qu'il ait déjà publiquement manifesté sa défiance envers lui. Après avoir reçu un rapport du général Meiring sur l'existence d'activités subversives au sein des forces de sécurité, le président Mandela avait nommé une commission d'enquête chargée d'établir l'authenticité du document. Celui-ci, émanant des services de renseignement militaires, faisait état d'un complot mené par des officiers supérieurs noirs, dont le général Siphiwe Nyanda, adjoint et successeur désigné du général Meiring. La commission avait conclu à un faux,

destiné à tromper le chef de l'Etat. La manœuvre fournit au gouvernement l'occasion de reprendre en main une hiérarchie militaire héritée du régime d'apartheid. La vieille garde, demeurée en place après les élections de 1994, faisait preuve d'une résistance passive, freinant notamment l'intégration des anciens combattants des mouvements anti-apartheid. Le gouvernement a évoqué à plusieurs reprises l'existence d'une « troisième force », constituée d'anciens et d'actuels membres des forces de sécurité, dont le but serait de saboter l'action du pouvoir.

Frédéric Chambon

La gestion de la MNEF mise en cause par plusieurs rapports

QUINZE ans après avoir traversé une grave crise financière, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) pourrait bien se retrouver mise en cause pour la gestion de ses activités. Depuis quelques mois, plusieurs organismes se penchent sur le réseau complexe de filiales et sous-filiaires commerciales créées par son directeur, Olivier Spithakis. Outre la Cour des Comptes, la commission de contrôle des mutuelles, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et un audit réalisé à la demande du comité d'entreprise ont tenté de clarifier « une gestion particulièrement opaque ».

Révisées par *Libération*, dans son édition du 7 avril, les conclusions de ces expertises seraient accablantes. La MNEF, qui gère le régime de Sécurité sociale de plus de 800 000 étudiants, a, avec la croissance des effectifs, développé une politique de diversification dans le logement (les résidences étudiantes), les assurances, la communication, en concluant des accords avec de grands groupes financiers ou de construction. Ce sont les conditions de la gestion de ces activités, sans rapport direct avec la santé des étudiants, qui sont aujourd'hui épinglées.

La commission de contrôle des mutuelles se serait particulièrement intéressée à la Mutuelle universitaire du logement (MUL), organisme de cautionnement des étudiants auprès des propriétaires investisseurs. Citant un extrait d'une note, *Libération* indique que « les cotisations des étudiants ne servaient pas à couvrir [les impayés] mais à financer les frais de fonctionnement de la Mutuelle ». Il serait ainsi surtout question « de rémunérations versées aux administrateurs sans justification (...) en infraction du code de la mutualité ».

Parmi celles-là, outre des frais de représentations exceptionnels accordés au directeur, le rapport évoque des indemnités versées à Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, « chargé du développement de la MUL vers les jeunes en insertion », à des anciens salariés de la MNEF, auparavant dirigeants de l'UNEF-ID, et surtout aux administrateurs actuels de la Mutuelle, qui se partageraient des sommes non négligeables.

DES LIENS AVEC LE PS

Les rapports portent aussi sur les activités de la MNEF dans la région d'Aix-Marseille, où une « nébuleuse » de filiales, par l'intermédiaire d'une Union technique des mutuelles professionnelles (UTMP), aurait servi à rémunérer un cercle de proches du directeur, Olivier Spithakis, et à financer des dépenses de représentation somptueuses liées au train de vie de certains dirigeants.

Les études semblent s'interroger sur les liens de la MNEF avec certains responsables du Parti socialiste, issus de la mouvance trotskiste du syndicat UNEF-ID du début des années 80. Dans le réseau des relations étroites du directeur figurent notamment Jean-Marie Le Guen, député (PS) de Paris, qui fut de 1981 à 1997 directeur médical de la mutuelle, puis « conseiller orientation stratégique », ou encore Jean-Christophe Cambadélis, lui aussi député PS, salarié de filiales pendant huit ans, selon *Libération*.

Les remous suscités par le développement des activités commerciales de la MNEF secouent depuis quelques temps le mouvement mutualiste. Une crise larvée avec la Fédération nationale de la mutualité française, présidée par Jean-Pierre Davant, avait éclaté à l'automne 1997 par une série de mises en garde et d'accusations réciproques. Elle intervient aujourd'hui alors que des menaces avaient plané sur le maintien de la spécificité du régime étudiant, dont le déficit est largement couvert par les pouvoirs publics. En accusant la MNEF d'utiliser une partie de ces fonds pour financer ses activités commerciales, ses détracteurs risquent d'entamer un peu plus sa crédibilité.

Michel Delberghe

صلى الله عليه وسلم